

PAR LE MEME AUTEUR

Travali et le travestisme. A. Colin, 1971.

Que lire : bibliographie de la révolution. Ouvrage collectif, Etudes et documentation internationales, 1975.

La Vérité : réédition en fac-similé de la Vérité clandestine, 1968/1969. Présentation et notes analytiques en collaboration avec Michel Dreyfus, Jean-Michel Brahan. Etudes et documentation internationales, 1978.

Qui a peur de l'autogestion ? Liberté ou terreur. Ouvrage collectif, Union générale d'éditions (10/18), 1978.

Éditions de la Maison des sciences de l'homme
Presses universitaires de Grenoble

A Fautou Davoud, ce
signe amical - malgré le
silence - d'une bibliographie
anti libéraliste !

LA PRESSE TROTSKISTE
EN FRANCE
DE 1926 A 1968
ESSAI BIBLIOGRAPHIQUE

75016 Paris
Au conseil d'administration
9 rue Liancourt
75016 Paris

Jacqueline Pluet-Despatin

Publication de la Maison des sciences de l'homme
Première université de Grenoble

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
Champ : le domaine trotskiste, la presse	
Sources : les bibliothèques et les archives, les militants et les organisations	
Méthode	
Liste des abréviations et sigles des organisations citées	34
Répertoire	39
Annexe	185
Index alphabétique des titres	193
Index des noms cités	196

INTRODUCTION

Les études sur l'extrême-gauche née en France dans le sillage de la révolution d'octobre, suscitent depuis 1968 un intérêt nouveau qui pose d'emblée le problème des *sources* : en effet l'éparpillement des documents, leur difficulté d'accès quand ce n'est pas leur disparition pure et simple, sont pour l'historien autant d'obstacles qu'il se doit de surmonter s'il veut mener à bien sa recherche. Il se trouve à cet égard dans une position encore plus inconfortable que son collègue qui étudie les grands partis de gauche et le mouvement syndical. Car bien que la documentation en histoire ouvrière se trouve en France dans une situation des plus critiques, il est relativement moins difficile de travailler sur les grandes organisations, comme le parti communiste par exemple, qui possèdent une surface sociale stable et étendue, que de questionner les petites formations d'extrême-gauche qui se manifestent de manière irrégulière et souvent fugitive. Leurs publications, même si elles sont imprimées, ce qui n'est pas toujours le cas, sont à faible tirage, peu diffusées et ne font pas systématiquement l'objet d'un dépôt dans les bibliothèques. Il devient ainsi impossible quarante ans plus tard de retrouver la trace de telle feuille d'usine ou de telle revue qui n'a eu que trois numéros. Parfois d'anciens militants se trouvent encore en possession de quelques documents, le plus souvent dépareillés, mais en général les hasards de la vie et de l'action politique les ont conduits eux ou leurs familles à se débarrasser de papiers jugés encombrants et dans lesquels, passé un certain temps, ils ne trouvent plus d'aliment pour leur activité présente.

Longtemps fasciné par le mouvement communiste ou socialiste auquel fréquemment il appartenait, l'historien n'a que récemment commencé à se préoccuper de l'extrême-gauche révolutionnaire. Oubliée, voire occultée, l'histoire de l'extrême-gauche a enfin acquis depuis quelques années droit de cité au sein de l'Université. L'on découvre que cette fraction du socialisme constitue une part non négligeable, même si elle est faible numériquement, du champ politique et contribue — par sa fonction critique face aux grands partis ouvriers ainsi que par les problèmes théoriques qu'elle pose — à une

connaissance plus approfondie de la réalité et de l'évolution du mouvement ouvrier. Il faut remarquer aussi que le développement de l'extrême-gauche après 1968 a poussé nombre de ses militants à interroger avec curiosité le passé des organisations auxquelles ils appartiennent. C'est ainsi que l'on observe aujourd'hui une multiplication croissante de travaux d'étudiants ou de chercheurs, qui rend de plus en plus nécessaire l'établissement d'instruments bibliographiques¹ : ceux-ci apporteraient une aide sérieuse à la recherche, en évitant que ne se répètent les mêmes démarches dans les bibliothèques, auprès des militants, des organisations, et que ne se posent les mêmes questions d'identification. C'est, avec cette bibliographie consacrée à la presse « trotskiste », le but que nous avons cherché à atteindre.

Une remarque préliminaire s'impose à propos du terme « trotskiste »². On sait que celui-ci fut lancé et répandu par les adversaires de Trotski pour combattre ce qu'ils considéraient comme une déviation « petite-bourgeoise » du léninisme. Trotski, s'il estima avoir commis des erreurs lors du conflit qui l'opposa à Lénine durant les années précédant la révolution, se défendit toujours d'avoir suivi une politique qui lui fût particulière — le « trotskisme » — et tint à affirmer qu'il ne fit que s'inspirer de l'expérience théorique et pratique du parti bolchevique³. Bien que ses partisans aient eu à souffrir du caractère violemment péjoratif attribué au mot « trotskisme » par le communisme officiel, ils s'efforcèrent cependant de le dégager de sa fonction initiale, de le dépouiller de sa « gangue stalinienne » pour en faire l'expression du léninisme authentique et s'en réclamer comme d'un « drapeau sans tache ». C'est pourquoi, malgré certaines hésitations, on se résoudra à utiliser ici cette dénomination, quelque insatisfaisante qu'elle soit, pour désigner le mouvement fondé par Trotski, étant entendu que pour ses militants, le « trotskisme » n'est pas autre chose que le « vrai communisme » et « l'héritier direct du bolchevisme »⁴.

En France, le trotskisme définit un courant politique dont la continuité et l'importance s'expliquent peut-être par l'existence d'un fort parti commu-

1. Cf. l'article de Michel Dreyfus, « Sur l'histoire du mouvement trotskiste en Europe de 1930 à 1952 », *Le Mouvement social* no. 96 (juillet-septembre 1976), 111-124.

2. A l'exception des références bibliographiques et des citations dont on a conservé la graphie originale, on utilise les formes de transcription en usage aujourd'hui : Trotski, trotskisme, trotskiste.

3. « Lettre de démission du Commissariat à la Guerre adressée le 15 janvier 1925 par L. Trotski au Comité central du parti », *La Correspondance internationale* no. 6 spécial (28 janvier 1925), 49-50.

4. « [Le trotskisme] mot impropre — déclare l'Organisation communiste internationaliste — si l'on songe qu'il est le marxisme, le communisme, qu'il est la méthode de construction du parti communiste qui n'a jamais existé dans ce pays » [en France], p. 114, in *Les enseignements de notre histoire* (Paris : La Vérité, 1970).

niste, la tradition en Italie, où existe aussi un parti de large audience, se portant davantage du moins jusqu'à la fin des années soixante — vers le « bordiguisme ». Sans doute le faible développement du trotskisme en Italie jusqu'à ces dernières années s'explique-t-il par le fonctionnement relativement souple du Parti communiste italien, qui a longtemps contrasté avec la raideur idéologique du parti français. Il est juste aussi de souligner qu'à la différence de l'Italie, le mouvement communiste français ne fut pas marqué en ses débuts par une figure historique de la dimension de celle de Amadeo Bordiga, fondateur du PCI et interlocuteur de Lénine dans l'Internationale communiste. Et c'est presque exclusivement par la médiation de Trotski que les oppositionnels français des années vingt à trente purent renouer avec la révolution russe.

Ce n'est pourtant pas cette solide implantation du trotskisme en France qui m'a fait consacrer cette bibliographie au seul mouvement français. Ce choix, qui peut sembler contradictoire avec la vocation internationaliste du trotskisme, a été rendu nécessaire du fait des difficultés inhérentes à une entreprise d'étendue internationale et il a paru préférable de procéder selon un champ restreint, limité à la France. Certes la sélection qui s'est ainsi opérée n'est pas tout à fait satisfaisante, si l'on pense aux liens étroits qui existèrent et qui existent entre les mouvements belge et français par exemple, et si l'on se souvient de l'importance de l'immigration politique en France à l'époque du fascisme. C'est le difficile problème d'accès aux sources, dont on dira plus loin quelques mots, qui a imposé ce cadre étroitement national, que pourra regretter l'historien.

CHAMP

Le domaine trotskiste

C'est en 1923 que Trotski, alors Commissaire à la guerre et membre du Politbureau du parti bolchevik, entre dans l'opposition. En même temps qu'il dénonce la bureaucratisation du parti, il insiste sur les dangers que fait courir au régime des soviets le développement de couches sociales nées de la Nouvelle politique économique (NEP). Il se fait l'ardent défenseur d'un « cours nouveau » dans le parti qu'il estime inséparable d'un effort d'industrialisation accéléré de l'économie et du progrès de la révolution en Europe. Partisan de la révolution permanente, il s'oppose à la stratégie du socialisme dans un seul pays telle que la met en œuvre Staline après 1925. Battu en 1927 au XVe congrès, Trotski est exclu du parti, exilé à Alma Ata, puis expulsé d'URSS en 1929.

De Turquie où il se trouve en résidence surveillée, Trotski entreprend de regrouper ses partisans sur le plan international et surtout en France, où

ceux-ci sont les plus nombreux. Il s'efforce d'abord, dans l'espoir d'une réunification possible, de renouer les contacts avec les différents groupes d'opposition qui se sont développés à l'intérieur et à l'extérieur du parti communiste à la suite de la politique de « bolchevisation » lancée par l'Internationale communiste en 1924. Mais que ce soit auprès de Maurice Paz ou de Boris Souvarine, avec lesquels les discussions se terminent par une rupture, ou bien auprès de Pierre Monatte, qui reste réticent, Trotski ne parvient pas à réaliser l'accord souhaité. Lorsqu'il invite à Prinkipo l'ancien dirigeant communiste Albert Treint pour tenter de gagner à sa cause le petit nombre des « zinoviévistes » réunis autour de celui-ci, il tente encore, mais en vain, de rapprocher des points de vue que sépare de part et d'autre beaucoup de méfiance. C'est donc avec le groupe étroit de ses seuls partisans que Trotski entreprend de fonder un nouveau journal, *la Vérité*, qui doit favoriser la naissance d'une opposition unie. A l'exception d'Alfred Rosmer, qui figure parmi les fondateurs de la IIIe Internationale, la plupart des partisans de Trotski comme Pierre Naville, Gérard Rosenthal, Pierre Franck, Raymond Molinier, sont de très jeunes militants, possédant souvent une solide formation marxiste, mais sans grande expérience pratique. Il faut y voir sans doute l'une des raisons qui explique que de 1929 à 1940 le mouvement français reste dominé par la puissante personnalité de Trotski et que l'intervention de celui-ci dans la vie de la section soit considérable, même si elle est parfois critiquée et combattue. Il est vrai que pour Trotski, la situation française apparaît comme une question-clé, dans la mesure où selon lui le mouvement ouvrier français a toujours été appelé à jouer un rôle important dans le développement révolutionnaire. Or ce rôle lui semble singulièrement accru après 1933 lorsqu'il estime, à la suite de la victoire du fascisme en Italie et en Allemagne, que le « centre de gravité révolutionnaire » est définitivement passé en Occident, voire en France.

Jusqu'à cette date, l'opposition internationale réunie autour de Trotski et qui s'intitule Ligue communiste internationaliste — le groupe de *la Vérité* en constitue la section française — se considère comme une fraction à l'intérieur de l'Internationale communiste et lutte pour le redressement de celle-ci. C'est l'époque où l'IC, qui observe, à tort selon Trotski, une radicalisation de la classe ouvrière internationale, proclame la situation révolutionnaire dans le monde entier et refuse le front unique avec les socialistes baptisés « social-fascistes ». Tactique particulièrement « criminelle » en Allemagne, pense Trotski, où le front uni des organisations ouvrières pourrait permettre de lutter avec succès contre la menace hitlérienne. Lorsqu'en janvier 1933 le nazisme remporte la victoire, Trotski juge écrasante la responsabilité de l'IC ; le tournant vers le front unique que celle-ci effectue peu après et sans la moindre autocritique, lui apporte la preuve que le « centrisme bureaucratique » est mort en tant que courant révolutionnaire. Il ne reste plus qu'à entreprendre la construction d'une nouvelle Internationale. Le principe d'une Quatrième

Internationale est posé par Trotski : celle-ci sera officiellement fondée en septembre 1938.

En France, la montée des luttes qui se manifeste à partir de 1934 ainsi que l'active mobilisation ouvrière contre les menées d'extrême-droite, apportent à Trotski la confirmation qu'une bataille décisive va se jouer dans ce secteur occidental de l'Europe que sont la France et l'Espagne (celle-ci connaît elle-même depuis 1931 une profonde effervescence sociale). Le pacte d'unité d'action conclu en juin 1934 entre le parti communiste et la SFIO renferme autour des deux organisations une classe ouvrière qui aspire profondément à l'unité. Pour Trotski, un « tournant » tactique s'impose, qu'il va proposer à tous ses partisans d'Europe et des États-Unis : il s'agit d'entrer dans les partis socialistes, qui avec les partis communistes bénéficient d'un renouveau de confiance des masses, afin d'y effectuer un regroupement révolutionnaire. De même que l'orientation vers la IVe Internationale jugée prématurée a provoqué l'année précédente le départ de nombreux militants, en 1934 la proposition de Trotski se heurte à de non moins vives résistances, même si elle est finalement acceptée par la majorité, qui rallie le parti socialiste sous le nom de « tendance bolchevik-léniniste ».

Contrairement à ce qu'espère Trotski, il ne semble pas que les bolcheviks-léninistes se renforcent sérieusement lors de leur expérience au sein de la SFIO, même si un certain nombre de jeunes socialistes se joignent à eux. Leur séjour dans la « Vieille maison » est d'ailleurs de courte durée puisqu'ils sont exclus du parti dès la fin de 1935. Surtout préoccupée par l'avenir de son alliance avec le parti communiste, la direction socialiste ne tient pas en effet à être gênée par des militants qui proclament leur hostilité à un front populaire vidé selon eux de tout contenu de classe. Les bolcheviks-léninistes se voient alors coupés des contacts à la base que le parti socialiste malgré tout leur offrait et des militants révolutionnaires qui vont se tourner vers la tendance nouvellement fondée dans la SFIO par Marceau Pivert : la Gauche révolutionnaire (octobre 1935). En outre, hésitants et partagés sur la tactique à adopter pour créer le nouveau parti — ce que depuis le pacte Laval-Staline, Trotski leur conseille instamment d'entreprendre — les bolcheviks-léninistes quittent la SFIO divisés. Et c'est sous la forme de deux groupes distincts, se réclamant tous les deux de la IVe Internationale, que les trotskistes abordent les élections de mai 1936.

Le début des grèves avec occupation d'usines est le signal pour Trotski que la révolution française a commencé. Or les partis communistes ne peuvent, selon lui, que jouer un rôle de frein, dans la mesure, explique-t-il, où la politique des fronts populaires déterminée par les intérêts de la bureaucratie soviétique est destinée à empêcher toute victoire à l'Ouest qui risquerait de contaminer le prolétariat en URSS. Pour Trotski la nécessité d'un « état-major révolutionnaire » s'impose, qui doit surgir du mouvement lui-même, c'est-à-dire des *soviets*. Mais de quel poids disposent les trotskistes pour po-

pulariser ce mot d'ordre ? Bien qu'ils se soient réunifiés en juin 1936 sous le nom de Parti ouvrier internationaliste, les militants ne disposent pas, malgré leur intense activité, d'une véritable pénétration en milieu ouvrier. Leur unification, précaire, ne résiste pas aux anciennes querelles et le POI à peine formé se sépare à l'automne 1936 en deux fractions. La scission du Parti ouvrier internationaliste, qui seul constitue la section officielle de la IVe Internationale, et du Parti communiste internationaliste ne prendra fin qu'en février 1944.

Le reflux du mouvement ouvrier à partir de 1937-38, les menaces de guerre, sont évidemment défavorables aux deux groupes qui, chacun de leur côté, demandent à leurs militants de rallier le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) : par le nombre de ses membres, le parti que vient de fonder Marceau Pivert en décidant de se séparer en juillet 1938 de la SFIO, leur paraît être une dernière chance pour le regroupement de l'avant-garde.

A la même époque, en septembre 1938, Trotski réussit à convaincre ses partisans de proclamer la fondation de la IVe Internationale au cours d'une conférence réunie dans la région parisienne. Le déchaînement de chauvinisme que va susciter une guerre jugée selon lui imminente, rend nécessaire la mise en place d'une organisation internationale cohérente, soudée autour d'un programme qui ouvre au prolétariat des perspectives de lutte. Pièce maîtresse de la conférence, le « Programme de transition » — rédigé par Trotski — rappelle que si la guerre éclate, rien ne sera changé aux antagonismes de classe : la tâche du prolétariat sera non pas de se laisser prendre aux mirages de la « patrie », mais de lutter contre l'impérialisme en appliquant le mot d'ordre de « défaitisme révolutionnaire »⁵. En cas d'attaque de l'URSS, il sera au contraire du devoir du prolétariat international de défendre inconditionnellement l'État ouvrier. La défense inconditionnelle de l'URSS, rappelle Trotski, ne signifie pas un rapprochement avec la bureaucratie, mais la défense sans condition de ce qui distingue l'URSS des pays capitalistes, c'est-à-dire la propriété d'État et l'économie planifiée. La théorie de « l'État ouvrier dégénéré », malgré les discussions qu'elle aura suscitées, sera réaffirmée au IIe congrès mondial de la IVe en 1948 et reste encore aujourd'hui l'un des principes constitutifs du trotskisme.

En même temps que la guerre isole l'Europe du reste du monde, en France elle fait éclater l'extrême-gauche, qui se trouve divisée sur la position pratique qu'il convient d'adopter face au conflit « impérialiste » et au fascisme. En août 1940 Trotski, alors réfugié au Mexique, est assassiné par un agent de Staline, peu après avoir réaffirmé dans un manifeste, dit *Manifeste de la*

5. « L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale. Programme de transition », *Quatrième internationale* no. 12 13 (septembre-octobre 1938) Rééd. F. Maspero, 1970.

conférence d'alarme, l'actualité du défaitisme révolutionnaire⁶. Les deux groupes français qui, comme Trotski l'avait prévu, ont perdu les deux-tiers de leurs membres, se reconstituent séparément dans la clandestinité. Les militants de l'ex-POI se réunissent dans des Comités pour la IVe et reprennent le nom du POI en 1943 à l'époque où le groupe des anciens du PCI se réorganise en Comité communiste internationaliste. A l'écart des deux principales fractions, un petit noyau de militants ayant rompu depuis 1939 avec les Comités pour la IVe se réunit autour d'un bulletin intitulé *la Lutte de classe*. Si les trois groupes se trouvent d'accord sur la nécessité de transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire et appellent chacun à la fraternisation avec le prolétaire allemand sous l'uniforme, ils se divisent sur la tactique à employer face à l'occupation de la France par les armées nazies. Cette semi-colonisation a-t-elle entraîné une régression de la France au rang de « nation opprimée » et ce faisant donne-t-elle une nouvelle actualité aux tâches de libération nationale et de lutte démocratique ? Oui, estiment les Comités pour la IVe qui se prononcent pour une lutte révolutionnaire contre l'oppression nationale, au contraire des militants du Comité communiste internationaliste et à quelques nuances près du groupe de *la Lutte de classe*, selon lesquels tout mot d'ordre de lutte pour les revendications nationales et démocratiques fait immanquablement le jeu de la bourgeoisie. A travers cette discussion, c'est la question de la participation à la lutte contre le nazisme qui se trouve posée. Quelles que soient leurs divergences sur ce point, les trois groupes sont unanimes à craindre que les objectifs « bourgeois » et « démocratiques » de la Résistance ne détournent le prolétariat de ses buts de classe et que la « libération » ne soit qu'un retour à l'ordre ancien. C'est pourquoi les trotskistes se refusent à combattre dans les maquis, dont ils mésestiment sans doute le rôle mobilisateur, et préfèrent appeler à la constitution d'un front ouvrier, d'où naîtront les *soviets*, premiers jalons de la révolution européenne. Lorsque les deux principaux groupes, à l'exception de *la Lutte de classe*, se réunifient en février 1944 en formant le Parti communiste internationaliste, la guerre touche à sa fin et la révolution européenne dont ils voyaient déjà les signes avant-coureurs est reportée *sine die*.

Si le Parti communiste internationaliste bénéficie en 1945 d'une audience accrue, sans comparaison toutefois avec celle que connaît le parti communiste, le commencement de la guerre froide en 1947 et la rupture du *statu quo* qu'elle entraîne entre les deux grands, vont modifier le terrain politique au détriment du PCI. Le grand mouvement de grève qui éclate alors en France rejette le parti communiste dans l'opposition. Sa « radicalisation »

6. « La Révolution prolétarienne et la seconde guerre impérialiste mondiale », publié en anglais dans *Socialist Appeal*, 29 juin 1940 et édité en français dans L. Trotski, *Sur la deuxième guerre mondiale*, Textes rassemblés et présentés par Daniel Guérin (Paris : Ed. du Seuil, 1974), 143-188.

ralentit la désaffection que les travailleurs commencent à lui manifester du fait de sa politique productiviste et de calme social de l'après-guerre. Malgré le rôle réel que leurs militants ont joué dans le déclenchement des grèves, spécialement chez Renault, les organisations trotskistes subissent une stagnation, voire une diminution de leurs effectifs. Un certain nombre de militants s'interrogent sur les chances de succès de la IV^e Internationale, dont la direction officielle annonce pourtant jusqu'à son II^e congrès en 1948 la transformation prochaine en grand parti de masse. Pour beaucoup de membres du PCI, déçus, la révolution ne passe plus par la IV^e Internationale et le trotskisme. La « droite » du PCI adhère en 1948 au Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR) fondé par l'ex-trotskyiste David Rousset. En 1949, c'est l'aile gauche, avec Cornelius Castoriadis, alors connu sous le nom de Chaulieu, et Claude Lefort qui abandonne le PCI pour créer le groupe Socialisme ou barbarie. Pour ce groupe, la faillite de la IV^e est totale sur le plan idéologique, politique, organisationnel : la IV^e s'est orientée « vers le redressement et non pas vers la destruction révolutionnaire des partis stali-niens et du stalinisme en général » ; elle constitue donc au même titre que les partis communistes, un « instrument de mystification du prolétariat ».

La rupture soviéto-yougoslave en juin 1948, puis la victoire de la révolution chinoise en octobre 1949, ainsi que l'essor des luttes d'émancipation nationale, ouvrent pour les dirigeants de la IV^e la crise internationale du stalinisme. Par son action menée en faveur de la Yougoslavie, la PCI voit quelque peu grossir ses rangs, mais ce mouvement se tarit bientôt devant les positions prises en 1950 par la Yougoslavie lorsque celle-ci se prononce pour l'intervention armée des Nations Unies en Corée du Nord. Le 9^e Plenum du Comité exécutif international réuni en novembre 1950 enregistre un reflux, que certains ont perçu d'ailleurs depuis 1946, et adopte contre la majorité de la section française, les thèses sur les « Perspectives internationales et l'orientation de la IV^e »⁷. Ces thèses, qui seront définitivement votées au III^e congrès international d'août 1951, constatent que dans un monde divisé en deux blocs, la classe ouvrière se trouve nécessairement conduite à combattre l'impérialisme aux côtés des seules forces qui s'opposent à celui-ci, le « monde stalinien ». La phase bureaucratique que traverse l'Union soviétique, au cours de laquelle s'effectue l'accumulation primitive, joue un rôle historiquement « progressif ». De plus, la couche dirigeante stalinienne est condamnée à dépérir, non tant par sa capacité à s'auto-réformer que sous l'effet des nouveaux rapports de forces qui se manifestent entre elle et les masses. Quant aux partis communistes qu'elle contrôle, ils ne sont pas des

7. « Lettre ouverte aux militants du PCI et de la IV^e Internationale », *Socialisme ou barbarie*, no. 1 (mars-avril 1949), 98.

8. *Quatrième internationale* 9^e année, vol 9, no 8-10 (avril-octobre 1951), 21.

partis réformistes de type classique car du fait des contradictions existant entre eux et les aspirations des masses, ils vont devoir inévitablement se « gauchir ». Les militants trotskistes, face à une guerre qui vient et qui sera une « guerre-révolution », doivent chercher à pénétrer là où sont les masses, c'est-à-dire dans les partis communistes – ou les partis socialistes – pour en aiguïser les contradictions. Puisque les révolutionnaires ne sont pas parvenus à influencer des secteurs significatifs du mouvement ouvrier et n'ont pas réussi à sortir de leur isolement, il leur faut renouer, pour construire le parti avec l'esprit du Programme de transition : c'est-à-dire « partir du niveau de conscience donc d'organisation des masses pour jeter les bases de la restructuration nécessaire du mouvement ouvrier »⁹. Le 10e Plenum du Comité exécutif de février 1952 en tire les conséquences et préconise en France l'entrée dans le parti communiste – connue sous le nom « d'entrisme *sui generis* » – afin d'en radicaliser les noyaux les plus combattifs tout en maintenant une organisation et une presse trotskiste indépendante¹⁰. Devant ce qui est considéré comme la « liquidation » de la IVe Internationale et des acquis du trotskisme, la majorité de la section française refuse de mettre en application les résolutions du congrès. Elle est exclue de la IVe en juillet de la même année.

Le PCI éclate alors en deux groupes : avec à sa tête Pierre Franck, la minorité applique les décisions de l'organisation internationale et se voit reconnue comme section officielle de la IVe sous le nom de Parti communiste internationaliste (celui-ci donnera naissance après 1968 à la Ligue communiste) ; la majorité, exclue, se rassemble autour de Pierre Lambert et revendique jusqu'en 1958 la dénomination de l'ancien PCI, dénomination qu'elle abandonnera pour devenir en 1965 l'Organisation communiste internationaliste. Selon les exclus, pour lesquels la *liaison* du Programme et de la IVe Internationale est « l'expression d'une même nécessité », le Programme ne peut être distrait du cadre d'organisation qui doit le faire aboutir¹¹. Il ne fait pas de doute pour eux que la minorité qui a renoncé à la construction du parti révolutionnaire et remis ainsi en cause le rôle historique du prolétariat, a en fait abandonné le Programme de transition. Abandon que pour sa part l'organisation Voix ouvrière qui a succédé à la *Lutte de classe* et qui est devenue depuis 1968 *Lutte ouvrière* reproche à l'ensemble de la IVe Internationale dès 1950.

En 1953 c'est l'existence même de la IVe Internationale qui est mise en question, lorsqu'à l'initiative du groupe de Pierre Lambert est créé un « Comi-

9. Cf. « Six ans de combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire », *L'Internationale* no. 71 - 72 spécial (février 1975), 8.

10. Voir le rapport de Michel Pablo, « La Construction du parti révolutionnaire », *Quatrième internationale* 10e année, vol. 10, no. 2-4 (février-avril 1952), 45-58.

11. *Les Enseignements de notre histoire*, op. cit.

té international de la IVe Internationale », auquel se rallient la Socialist labour league d'Angleterre et pour un temps, le Socialist workers' party américain. Cette division a pour conséquence la stagnation du mouvement trotskiste international, processus qui se trouve aggravé à partir des années soixante lorsque la rupture sino-soviétique provoque un nouvel éclatement de la IVe. En même temps que la question du soutien à la Chine, est posé le problème de la place qu'il convient d'accorder au Tiers-monde dans le développement de la révolution mondiale. Sur ces deux thèmes, le Bureau latino-américain dirigé par Posadas se sépare de la IVe en 1961-62, puis en 1965 la tendance marxiste-révolutionnaire de Michel Pablo. Pour les tiers-mondistes de Posadas, l'adhésion aux thèses de Pékin est totale, au contraire de Michel Pablo selon lequel la Chine traverse une crise de croissance de type stalinien. Il n'en est rien, estime la direction majoritaire de la IVe — Pierre Franck, Livio Maitan, Ernest Mandel — qui accorde un « soutien critique » à la Chine dans la mesure où les conditions internationales de l'époque, c'est-à-dire la montée révolutionnaire dans le monde, jouent un rôle décisif dans l'évolution du régime chinois et interdisent que ne se reproduise dans ce pays un processus de dégénérescence bureaucratique identique à celui qu'a connu l'URSS. Se détachant de la IVe Internationale, la tendance marxiste-révolutionnaire de Michel Pablo place à l'ordre du jour l'élaboration d'un nouveau programme de transition « adapté à chaque secteur de la lutte révolutionnaire, lutte coloniale, lutte dans les pays avancés et lutte dans les États ouvriers » et remet en cause le cadre organisationnel de la IVe Internationale comme « centre de regroupement des forces révolutionnaires »¹². Cette position aura son aboutissement logique en 1972 lorsque le groupe français de la tendance marxiste-révolutionnaire, devenu en 1969 Alliance marxiste révolutionnaire, supprimera sa référence à la IVe Internationale : en remettant en question le parti de type bolchevik traditionnel, l'AMR n'entendra pas alors supprimer le parti, mais repenser la relation entre organisation révolutionnaire et masse¹³. Le fait de cesser de se réclamer de la IVe Internationale ne signifiera pas un renoncement à la dimension internationale du processus révolutionnaire, mais le refus de voir dans l'Internationale fondée par Trotski le pôle vers lequel convergeront nécessairement les courants révolutionnaires. L'Internationale pour l'AMR renaîtra par la fusion de l'ensemble des forces révolutionnaires.

En résumé, lorsque commencent les journées de mai 1968 sur lesquelles nous n'insisterons pas, les organisations que l'on qualifie de trotskistes sont

12. Cf. *Le Marxisme et notre époque*. Documents de la Conférence internationale de la Tendance marxiste-révolutionnaire de la Quatrième internationale, *Sous le drapeau du socialisme*, no. 30 (novembre 1965), supplément.

13. L'Alliance marxiste révolutionnaire qui publie de 1969 à 1975 *L'Internationale* (72 nos) a fusionné fin février 1975 avec le Parti socialiste unifié.

en France au nombre de cinq et ont chacune des positions sensiblement divergentes par rapport à ce qui constitue l'un des principaux acquis du trotskisme, la IVe Internationale¹⁴. Pour le Parti communiste internationaliste (Pierre Franck) qui se présente comme la section française de la IVe Internationale, celle-ci, fondée par Trotski, existe bel et bien malgré ses crises et regroupe une trentaine de pays. Ce que conteste l'Organisation communiste internationaliste (Pierre Lambert) qui milite pour la reconstruction de la IVe, celle-ci ayant cessé d'exister en 1953. C'est même dès avant cette date que s'est effondrée la IVe Internationale, estime le groupe Voix ouvrière qui voit dans la crise de 1952-53 l'aboutissement d'une longue période d'opportunisme et d'abandon du programme. Un petit nombre de militants réunis dans le Parti communiste révolutionnaire se considèrent comme les seuls dépositaires du Programme et représentants de la IVe Internationale dirigée par Posadas. Enfin avec la tendance marxiste-révolutionnaire de Michel Pablo, c'est le cadre organisationnel de la IVe Internationale qui se trouve lui-même remis en cause comme lieu de regroupement révolutionnaire. Les positions adoptées par rapport à la IVe Internationale et au Programme de transition apparaissent alors si hétérogènes, voire si opposées, qu'il est possible de se demander ce qui reste de commun entre ces organisations et ce qui permet de les rassembler dans cette bibliographie. Il semble cependant que ces divergences, dont la portée ne doit certes pas être réduite, ne suffisent pas à elles seules à supprimer la parenté étroite qui relie entre elles les différentes tendances de la « famille » trotskiste, telle qu'elle apparaît jusqu'en 1968. L'essentiel réside dans le fait que ces groupes se définissent à partir de prémisses communes, qui sont les catégories historiques et politiques établies par Trotski, et qu'ils se situent tous par rapport à la IVe Internationale et au Programme de transition, auxquels ils se rallient dans leur *principe*, quel que soit le caractère contradictoire des conclusions qu'ils en tirent.

Comme nous l'avons vu, le mouvement trotskiste a débuté en France avec la fondation en août 1929 de *la Vérité*, mais il s'est préparé, clarifié à travers un courant et une presse d'opposition qu'engendra la campagne de bolchevisation entreprise dans le PC en 1924. Cette opposition qui se développa assez largement à l'intérieur et à l'extérieur du Parti communiste ne peut cependant être qualifiée de « trotskiste », même si nombre de militants comme Alfred Rosmer et Pierre Monatte furent exclus sous ce « chef d'inculpation ». C'est pourquoi on a écarté de la bibliographie, parmi les différents organes publiés antérieurement à *la Vérité*, *la Révolution prolétarienne* fondée en 1925 par Pierre Monatte et Alfred Rosmer et qui sous l'impulsion de Monatte

14. Pour une présentation des différents groupes trotskistes en mai 1968, voir Richard Gombin, *Le Projet révolutionnaire. Éléments d'une sociologie des événements de mai-juin 1968* (Paris, La Haye : Mouton, 1969).

s'oriente à partir de 1926-27 vers le syndicalisme révolutionnaire. A été aussi exclu le *Réveil communiste* de tendance « bordiguiste », qui dénonce dès son premier numéro en novembre 1927 la « disparition progressive » de la dictature prolétarienne en Russie et la faillite de l'Internationale communiste¹⁵. On a éliminé encore la nouvelle série du *Bulletin communiste*, repris en 1925 et cette fois en dehors du Parti communiste par son ancien directeur, exclu, Boris Souvarine : si le *Bulletin communiste* reflète assez fidèlement les positions de Trotski jusqu'à janvier 1926, il se trouve à partir de cette date en profond désaccord avec lui et rompt en 1929. On n'a pas non plus relevé la *Voix d'un militant* ni la *Vérité* publiées en 1928 à Limoges, car bien que leur directeur Marcel Body, exclu du Parti communiste, se soit prononcé contre le bannissement de l'Opposition russe et reconnaisse les « immenses services que Trotski a rendus à la cause ouvrière et à la révolution russe », il n'a pas voulu « faire cause commune avec l'Opposition russe, dont il n'a jamais approuvé le programme ni la formation politique »¹⁶. De même on n'a pas inclus l'*Unité léniniste* fondée en 1927 par Albert Treint et Suzanne Girault, qui s'inscrit dans le courant de l'opposition « zinoviéviste » et interrompt sa publication en mai 1928, peu après le ralliement de Zinoviev et Kamenev à Staline.

J'ai donc retenu les deux revues qui semblent avoir joué un rôle direct dans la formation du trotskisme en France : la nouvelle série de *Clarté* (1926) qui, sous la direction de Marcel Fourrier et Pierre Naville, encore membres du PC, s'oriente vers la défense de l'Opposition russe, pour devenir la *Lutte de classes* en 1927 – qui elle-même se rallie à l'Opposition de gauche en 1930 – et la revue *Contre le courant* qui se veut le « représentant officiel » de l'Opposition russe à partir de 1927 et dont l'un des principaux animateurs Maurice Paz entretient des relations assez étroites avec Trotski jusqu'en 1929.

Il a été indispensable de clore cet inventaire, en choisissant une date qui, toute conventionnelle qu'elle soit, n'en présente pas moins une étape pour les organisations trotskistes. La bibliographie s'arrête en 1968, à la date du décret du 12 juin qui prononce la dissolution du Parti communiste internationaliste, de l'Organisation communiste internationaliste, de Voix ouvrière, ainsi que des deux organisations de jeunesse, la Jeunesse communiste révolutionnaire proche du PCI et la Fédération des étudiants révolutions, liée à l'OCI¹⁷. Seuls le Parti communiste révolutionnaire et la tendance marxiste-révolutionnaire de la IVe échappent au décret¹⁸. Le choix de cette date peut

15. Cf. « Que faire ? », *Le Réveil communiste* no. 1 (novembre 1927) [pa BN Jo 94707].

16. *La Voix d'un militant*, no. spécial (juin 1928).

17. En principe les organisations de jeunesse ne se prononcent pas sur la IVe Internationale, mais se réclament de Trotski, « le seul continuateur du marxisme-léninisme ».

18. En ce qui concerne l'OCI et la IIR, le décret sera rapporté par le Conseil d'Etat en juillet 1970.

sembler artificiel, si l'on sait que les groupes ont continué à fonctionner sous d'autres noms. Il marque cependant l'interruption de fait de la majorité des publications qui ont été remplacées par d'autres titres. En outre, l'année 1968 apparaît comme une date charnière, à partir de laquelle les groupes d'extrême-gauche et particulièrement le courant trotskiste, connaissent une forte croissance de leurs effectifs et sans pour autant se transformer en « partis de masse » voient se modifier profondément leurs conditions d'existence et se renforcer leurs moyens d'action, y compris leurs moyens de propagande comme la presse.

Le fait d'avoir exclusivement retenu dans cette bibliographie les organisations qui se réclament officiellement de la IVe Internationale et du Programme de transition a conduit à introduire une séparation quelque peu arbitraire entre le trotskisme et l'ensemble de l'extrême-gauche, et à rendre compte d'une manière sans doute insuffisante de l'importance du courant trotskiste à l'intérieur du mouvement ouvrier. Pour beaucoup de militants effectivement, la critique du stalinisme s'est faite à travers le trotskisme et le fait qu'ils aient ensuite quitté les organisations officielles n'a pas pris pour tous le sens d'une rupture avec le trotskisme qui les avait formés. Si pour certains dissidents, la séparation s'imposa, comme ce fut le cas pour les fondateurs de *l'Internationale* en 1933, du *Prolétaire d'avant-garde* en 1934, des communistes-révolutionnaires en 1938-39 ou en 1949 du groupe Socialisme ou barbarie, il n'en fut pas de même pour ceux qui estimèrent défendre le trotskisme hors de la IVe Internationale, dans la Nouvelle Gauche, l'Union de la gauche socialiste ou le Parti socialiste unifié. On n'aurait garde d'oublier non plus la participation active des militants trotskistes à l'effort permanent de structuration auquel se livra l'extrême-gauche non communiste, au sein de regroupements de type syndical, comme l'École émancipée par exemple, ou politique, dont il résulta une abondante littérature, multipliée d'ailleurs à partir des années cinquante par les discussions et les luttes que virent naître la crise du mouvement communiste et la guerre d'Algérie. Bien que le trotskisme ne puisse pas se laisser enfermer exclusivement à l'intérieur des organisations qui s'en réclament officiellement, il est apparu nécessaire de limiter à celles-ci l'étendue de cet inventaire, ainsi qu'aux regroupements dont elles eurent elles-mêmes l'initiative et la direction. La solution qui aurait consisté à retenir tout ce qui fut issu du mouvement trotskiste ou entra en contact avec lui, eût conduit à embrasser la quasi-totalité de la presse marxiste d'extrême-gauche. Devant l'immensité du domaine, on a choisi de s'en tenir à la presse trotskiste *stricto sensu* et d'apporter par ce premier essai une contribution à une entreprise plus vaste qui, sous la forme d'un travail collectif, devrait englober l'ensemble du mouvement ouvrier français.

Dès l'origine, il a fallu effectuer un tri parmi les différentes catégories de sources et il a semblé qu'une recherche appliquée à des documents de même nature comme la presse risquait d'être plus efficace. D'autant plus que l'état de dispersion des archives, leur difficulté d'accès, rendent assez problématique pour l'instant la réalisation d'un catalogue qui se voudrait exhaustif. Non pas que j'aie la prétention, pour ce qui est des périodiques, d'avoir atteint cette exhaustivité, du moins ai-je été mieux à même, parce que l'objet des recherches était plus défini, plus circonscrit, d'aller en profondeur, malgré les lacunes inévitables. Il a donc paru préférable de procéder par étapes et, après avoir distingué les *documents destinés au public* (presse, ouvrages, brochures et tracts) et les *documents intérieurs*, ces derniers relevant presque essentiellement des archives propres aux organisations, de s'en tenir à ce qui forme, semble-t-il, la première étape : la presse.

Sans nier l'importance parmi les documents publiés des tracts, brochures et ouvrages dont l'inventaire reste indispensable, j'ai choisi de travailler en premier lieu sur la presse, dans la mesure où celle-ci apparaît comme le principal fil conducteur dans la vie des organisations. Pour qu'un groupe puisse entreprendre la publication régulière d'un journal, il lui faut disposer d'une certaine force organisée et il est fréquent que les militants, pour lesquels la charge d'un périodique serait trop lourde, ne puissent momentanément rien publier ou se contentent d'intervenir de manière épisodique et ponctuelle, au moyen de tracts ou de brochures. Dans l'ensemble cependant, le journal ou la revue, par le lien permanent qu'ils établissent avec le public, constituent au sein des tâches de propagande que se fixe une organisation, un objectif prioritaire. C'est par la médiation de son bulletin que le groupe se fait connaître, entretient un dialogue, peut élargir son audience et recruter de nouveaux adhérents. Il arrive aussi que ce soit à partir du journal et de ses lecteurs qu'un groupe se définisse et s'organise, comme ce fut le cas pour *la Vérité* en 1929.

Si nous considérons l'une des définitions généralement données du périodique — « publication collective ayant un titre légal, paraissant à intervalles réguliers déterminés à l'avance numériquement pendant une durée illimitée »¹⁹ — nous nous apercevons qu'elle n'est pas tout à fait adaptée à cette catégorie particulière qu'est le journal révolutionnaire. Parmi les différentes caractéristiques énumérées, retenons d'abord le terme « publication » qui permet ici de distinguer la presse périodique destinée au public du bulletin intérieur réservé aux membres de l'organisation. Car l'organisation trotskiste,

19. Louise-Noëlle Malcèls, *Les Sources du travail bibliographique*, Bibliographies générales, tome 1 (Genève : Droz, 1950), 239.

conformément au modèle léniniste, fonctionne suivant les principes du centralisme démocratique, où s'exerce avec la libre expression du droit de tendance la règle de la majorité. De sorte que les positions officielles de l'organisation qui s'expriment à travers la presse et tout document destiné au public ne peuvent être en principe que celles votées par la majorité. Quant aux positions minoritaires et aux discussions internes auxquelles donne lieu la confrontation des tendances, elles ne peuvent apparaître que dans des documents et des bulletins dont la communication est normalement limitée aux membres de l'organisation. Cela n'est pourtant pas une règle générale et l'on voit par exemple la revue d'avant-guerre *Quatrième Internationale* publier quelquefois des textes minoritaires²⁰. Si du point de vue du contenu, la publication périodique se distingue cependant assez clairement du bulletin intérieur, du point de vue de la circulation réelle du document, la différence est moins nette, car il est fréquent que la diffusion du périodique soit des plus restreintes, aussi peu publique que possible, ne dépassant guère parfois le cercle des militants. Cependant le critère de « publication », entendu en son sens étymologique, autorise à séparer la presse du bulletin intérieur, celui-ci n'entrant pas dans le cadre de cette bibliographie.

En revanche, les deux autres points de la définition — légalité du titre et périodicité régulière — paraissent peu applicables à la presse révolutionnaire. Il arrive souvent que le titre du périodique ne soit pas déposé. Sans que l'on s'en tienne exclusivement à la période de la guerre, où la presse qui n'était pas favorable au régime de Vichy était contrainte de vivre dans la clandestinité, il existe de nombreux journaux diffusés illégalement. C'est en général le cas, non pas des grands organes centraux — sauf pendant les périodes de répression — mais des bulletins locaux, des feuilles d'usines qui, la plupart du temps, ne sont pas imprimés et pour lesquels la procédure de l'enregistrement du titre est trop lourde. La légalisation d'un périodique peut aussi être l'enjeu d'un combat politique et il arrive qu'une organisation, suivant la stratégie qu'elle s'est fixée, ait besoin d'une presse légale, à la diffusion élargie. C'est ainsi que le PCI entreprend de protester en 1944-45 contre le régime alors en vigueur d'autorisation préalable de la presse qui, en le privant d'un organe légal, nuit à ses possibilités d'intervention électorale. Quant à la notion de « propriété du titre » qui sous le contrôle d'instances « bourgeoises » peut paraître assez étrangère à l'éthique du militant révolutionnaire, elle voit naître au contraire entre les organisations des conflits aigus. Car l'existence d'un groupe s'identifie au titre de son journal et à l'occasion d'une scission il n'est pas rare de voir les deux fractions se disputer le titre

20. Voir en particulier *Quatrième Internationale* no. 9 (juin 1938) qui présente des thèses de minoritaires américains sur l'URSS. D'autre part, un numéro spécial de la même revue, daté de juin 1938 publie de larges extraits du contre-rapport sur l'URSS d'Yvan Craipeau, « La Quatrième Internationale et la contre-révolution russe ».

auquel elles prétendent chacune avoir le meilleur droit. L'attachement à un titre correspond aussi à une intention politique implicite : par exemple, l'OCI, en conservant jusqu'à maintenant le titre de *la Vérité*, entend manifester sa volonté de continuité politique par rapport à *la Vérité* fondée en 1929 par Trotski, et par là apparaître comme la seule gardienne de l'héritage.

En ce qui concerne la périodicité, la presse trotskiste, comme toute presse révolutionnaire, offre une réalité encore assez peu conforme à la définition donnée ci-dessus. Certes la périodicité est la plupart du temps annoncée, mais elle est loin d'être toujours respectée. Par exemple, *la Lutte de classes* publie de 1927 à 1935 52 numéros, alors que sa périodicité mensuelle aurait exigé qu'elle en fasse paraître 88, soit plus de la moitié. En revanche, *la Vérité* qui s'annonce hebdomadaire du 17 mars 1933 au 24 août 1934 respecte parfaitement sa périodicité en publiant plus même que ses 72 numéros réglementaires. *Revolution*, mensuel de juillet 1936 à avril 1939, au lieu des 33 numéros attendus n'en publie que 25, ce qui n'est quand même pas trop loin du compte. Si les organes centraux s'efforcent de maintenir une certaine périodicité, il n'en va pas toujours de même des journaux de moindre importance. *La Commune paysanne* qui paraît « tous les dix jours » publie en trois ans, de novembre 1935 à septembre 1938, treize numéros. De *l'Exploité des métaux* qui s'intitule « mensuel », nous connaissons de février à octobre 1937, trois numéros seulement. La périodicité revêt pourtant aux yeux des militants une importance considérable, sur laquelle Trotski lui-même insiste en 1929, en montrant que la publication « de temps à autre » d'un numéro de journal est inefficace auprès des lecteurs qui ont besoin d'une présence continue et d'une « appréciation marxiste juste et systématique des événements sociaux »²¹. « La politique — écrit-il — exige de la pensée, de la parole et de l'action. C'est pourquoi la politique exige un quotidien »²². La réalisation d'un quotidien étant une entreprise très lourde, le groupe s'oriente la plupart du temps vers la publication d'un hebdomadaire, ce qui est considéré comme une tâche minimum par toute organisation qui tient à prendre place sur le terrain de la lutte de classes. Cette continuité que s'efforce d'observer le journal dépend évidemment des forces de l'organisation. La périodicité tend à s'espacer lorsque l'organisation est en crise et au contraire se raccourcit et se régularise en période de croissance. Quelles que soient d'ailleurs ses variations réelles, la périodicité officielle, c'est-à-dire telle qu'elle s'inscrit aux côtés du titre ou dans le sous-titre, signale le type d'action que l'organi-

21. L. Trotski, « Lettre ouverte à la rédaction de *la Vérité* » [5 août 1929] *La Vérité* no. 3 (11 octobre 1929). Reprod. p. 338 in : L. Trotski, *Le Mouvement communiste en France*. Textes choisis et présentés par Pierre Broué (Paris : Ed. de Minuit 1967)

22. *Ibid.*

sation a choisie : si l'organisation s'oriente vers une intervention pratique, elle s'efforce de mettre en œuvre un organe d'agitation, à fréquence hebdomadaire ; si elle souhaite se livrer à un travail théorique, elle peut se contenter d'une revue à périodicité plus espacée - les deux formes de publication se complétant l'une l'autre.

La presse trotskiste, comme celle émanant de tous les groupes révolutionnaires, occupe une place à part dans le monde de la presse. Elle n'est pas l'œuvre de journalistes professionnels appointés, mais de militants, qui accomplissent ce qu'on appelait avant la guerre leurs « samedis communistes ». Mais il faut bien reconnaître que la participation à l'élaboration du journal, qui constitue l'une des tâches les plus importantes dont a besoin l'organisation, a tendance à l'intérieur de celle-ci à se « professionnaliser », c'est-à-dire à devenir la spécialité de ceux qui, de par leur métier et leur formation, prennent la plume le plus facilement. Il arrive aussi parfois que le militant, collaborateur assidu du journal, devienne permanent de l'organisation et soit à ce titre rémunéré par elle, mais c'est une situation assez peu répandue dans le mouvement trotskiste, du moins si l'on s'en tient à ce que celui-ci affirme, jusqu'en 1968²³.

Si cette presse, telle qu'elle fonctionne avant 1968, n'a pas de frais de « salaires » au niveau de la rédaction, elle a cependant du mal à vivre du seul produit de ses ventes et abonnements ce dont elle se soucie d'ailleurs modérément, ne situant pas là son objectif prioritaire. Car sa vocation est davantage de travailler en profondeur auprès d'une « élite » révolutionnaire, plutôt qu'en direction d'une « clientèle » de masse. Comme elle refuse d'autre part les ressources que pourrait lui apporter la publicité, elle est obligée pour subsister de recourir aux cotisations de militants, pour lesquels le soutien à la presse est un devoir qui découle de leur adhésion politique.

D'une manière générale et cela surtout jusqu'en 1968, la presse trotskiste souligne rarement l'existence d'un comité de rédaction, ce qui s'explique par le fait que le journal étant l'expression d'un groupe organisé, c'est celui-ci qui en assume la responsabilité. De même, la signature des articles, qui lorsqu'elle a lieu, fait largement appel au pseudonyme, n'a guère d'importance, puisque c'est à l'organisation qu'appartient la responsabilité des articles. A cela, il faut ajouter la tradition, plus ou moins respectée, qui veut que dans les journaux ouvriers les articles ne soient pas signés, à l'exception des tribunes libres, afin d'éviter que s'instaure le règne des personnalités. C'est ce que tient à affirmer

23. Depuis 1968, la croissance des organisations trotskistes s'est accompagnée d'un essor remarquable de leur presse, qui a dû nécessairement multiplier les rédacteurs permanents. C'est ainsi que le quotidien *Rouge*, lancé en mars 1976, à l'initiative de la Ligue communiste révolutionnaire, était tiré à 45.000 exemplaires et employait vingt-cinq rédacteurs permanents. Cf. Bernard Brigouleix, « Extrême-gauche : l'autre presse quotidienne », *Le Monde* 21 et 23-24 mai 1976.

la Vérité dans son numéro 242 du 8 juin 1935 qui entend au moyen de l'anonymat rester dans la tradition communiste des vieux journaux bolcheviks. De même la Commune, rappelant l'exemple de l'Internationale communiste « durant ses quatre premiers congrès », espère par l'absence de signature lutter contre « l'individualisme, l'arrivisme, le journalisme petit-bourgeois » qui tentent de s'instaurer au sein du parti²⁴. Pourtant, dans sa brochure *L'Organe de masse*, très certainement rédigée sous la direction de Trotsky, Erwin Wolff considère que l'anonymat des articles n'est pas la meilleure solution, car l'anonymat en laissant croire à une rédaction apparemment collective, ne fait en réalité que dissimuler les luttes de tendances qui se déroulent à l'intérieur de l'organisation. L'auteur de *L'Organe de masse* estime qu'une sélection saine des dirigeants, ainsi qu'un contrôle clair des responsabilités par la base, exigent au contraire que les articles soient signés. L'anonymat n'est selon lui possible que lorsque le journal est le produit d'une « tendance pleinement élaborée, avec une direction éminente et dont l'autorité est reconnue de tous côtés », comme ce fut le cas des meilleurs journaux marxistes et bolcheviks, dans leurs meilleures périodes²⁵.

Parce qu'elle n'a pas le plus souvent les moyens de faire face aux frais qu'exigerait une distribution commerciale, la presse révolutionnaire assure l'essentiel de sa diffusion par la voie militante. C'est pour elle l'occasion d'économiser sa trésorerie, mais aussi d'affirmer une tradition ouvrière selon laquelle la diffusion du journal fait partie des tâches de propagande auxquelles chaque militant est tenu de participer. La diffusion a lieu sous la forme de dépôts effectués par les militants dans des kiosques et des librairies, et surtout par la vente « à la criée » dans la rue, sur les marchés, aux portes des usines, aux sorties de métro, à l'occasion de manifestations et de *meetings*, partout où il est possible de susciter des discussions largement ouvertes et de nouer de nouveaux contacts. Cependant, le développement considérable que connaissent les organisations trotskistes depuis la fin des années soixante a largement modifié leur système de diffusion. Déjà, *Voix ouvrière* est parmi les premiers à confier sa distribution aux Messageries Hachette, tout en conservant un secteur de vente militante. A partir de 1968, ce procédé tend à se généraliser pour l'ensemble des grands organes trotskistes, dont une partie importante du tirage reste toujours réservée à la diffusion militante.

Chaque organisation, dès qu'elle en a la possibilité, publie plusieurs types d'organes : d'abord l'organe central d'agitation, appelé aussi *organe de masse*,

24. « A parti révolutionnaire prolétarien, travail collectif », *La Commune* no 39 (15 mai 1937).

25. Nicolle Braun (Erwin Wolff, pseud.), *L'Organe de masse contribution sur la crise de la section française de la ligue des communistes internationalistes (bolcheviks-léninistes)* (s.l., Secrétariat international, 1936).

qui tient un rôle-clé dans la presse du mouvement. Contraire au « journal de cadres [qui] développe tous les procédés de l'analyse marxiste », le journal de masse, selon Trotsky, n'en « présente que les résultats, en s'appuyant en même temps sur l'expérience immédiate de la masse elle-même ». Ce qui distingue selon lui le journal de masse de la revue doctrinale, ce ne sont pas les *mots d'ordre*, mais « la manière de les exposer ». Et Trotsky ajoute : « Il est beaucoup plus difficile d'écrire en marxiste pour les masses que pour les cadres »²⁶. Les tâches d'analyse approfondie sont confiées à la revue théorique qui propose avec des textes plus longs, les documents programmatiques de l'organisation. Outre sa presse centrale, l'organisation peut publier aussi des *organes régionaux et locaux*, mais comme on le verra dans le courant de la bibliographie, la grande majorité des publications, du moins celle qui a été retrouvée, est localisée à Paris ou dans la région parisienne, où se trouve réuni l'essentiel des effectifs. Le terrain *syndical* est encore un moyen d'action pour l'organisation : par l'intermédiaire d'une presse appropriée, elle intervient à l'intérieur d'un syndicat à titre de tendance quand cela est possible, ou de l'extérieur, par la mise en œuvre par exemple d'un mouvement de réunification syndicale, dont nous voyons diverses tentatives après la scission de la CGT en 1948. Enfin, à travers des journaux qui leur sont spécialement destinés, le mouvement s'adresse à *certaines catégories professionnelles ou sociales*, comme les jeunes, les soldats sous les drapeaux, les métallos, les pompiers, etc. Notons qu'en ce qui concerne les jeunes, il ne s'agit pas exactement d'une presse publiée à leur intention, mais d'une presse rédigée par les jeunes eux-mêmes, réunis dans des mouvements autonomes, mais que l'organisation adulte contrôle en fait plus ou moins étroitement.

Pour l'historien du mouvement trotskiste, la presse demeure une source fondamentale et il est intéressant de noter comment, à travers elle, se dessinent les diverses formes tactiques propres à chaque organisation. Ainsi, en 1966, autour de *l'Avant-garde-jeunesse* se rassemble la Jeunesse communiste révolutionnaire, dont la formation au sein de l'Union des étudiants communistes est encore tributaire de la tactique « entriste ». Au contraire, les militants de l'Organisation communiste internationaliste, qui refusent ce qu'ils appellent une attitude d'opposition consistant à vouloir redresser les appareils, espèrent mettre en œuvre, par la publication du journal *Révoltes*, un vaste regroupement de jeunes d'où se détachera l'avant-garde avec laquelle il sera possible de construire l'organisation révolutionnaire de la jeunesse. Par cette démarche, qui est à l'origine de nombre de ses organes, l'OCI veut prouver que la construction du parti ne peut s'effectuer qu'à travers l'intervention des révolutionnaires dans la lutte de classes, à la tête du prolétariat, et non par une politique de pression sur les organisations tradition-

26. *Ibid.*, p. 43.

nelles, qui ne peut à ses yeux engendrer que dépendance dans l'action et impuissance.

Si la presse est un élément primordial pour qui veut étudier le mouvement trotskiste, elle n'en est pas cependant le témoin suffisant. En tant que tribune d'une organisation de type léniniste, elle reflète comme on l'a vu les positions de la majorité, ce qui dans le cadre du mouvement trotskiste où s'exprime avec force le droit de tendance est loin de représenter la physiologie exacte du mouvement. Bien que la publication de quelques articles soit le résultat de compromis avec la minorité et que le système de la tribune libre permette à certaines thèses isolées de s'exprimer, en règle générale la presse fait rarement état des positions défendues par la minorité et ne porte pas à la connaissance du public le contenu des débats qui se déroulent à huis-clos, hormis les résolutions finales votées par la majorité. Si l'on veut approcher de plus près les thèses minoritaires et tenter de saisir le fonctionnement des tendances, on constate que l'utilisation de la presse n'est plus suffisante et qu'il convient de passer à d'autres sources qui sont les documents intérieurs que l'organisation destine à son usage propre. Ceux-ci (bulletins intérieurs de discussion, textes de tendances pour la préparation des congrès, rapports sur l'organisation, etc.) sont d'autant plus nécessaires pour comprendre l'histoire interne du mouvement trotskiste que celui-ci, du fait de son isolement, a longtemps privilégié dans sa pratique la discussion de tendances plutôt que l'intervention « sur le terrain ». Mais il faut bien reconnaître que ces documents eux-mêmes, outre qu'ils sont encore difficiles d'accès, sont à leur tour insuffisants à rendre compte de la vie du mouvement et qu'il est indispensable de recourir aux témoignages de militants, qui par les détails concrets, vécus, qu'ils apportent, permettent d'éclairer l'organisation de l'intérieur et de donner tout leur sens à des textes dont les implications risquent de passer souvent inaperçues. Mais ces témoignages, il est bon de le préciser, doivent être utilisés avec une grande circonspection. D'abord parce que les témoins commettent des erreurs ou des oublis, qui peuvent être redressés dans le courant de l'entretien à condition que celui qui interroge connaisse bien le domaine, ce qui n'est pas toujours le cas s'il est au début de sa recherche. Ensuite la personne interrogée ne peut s'empêcher, pour des raisons affectives, de sélectionner certains faits ou de privilégier certains événements. Mais le plus grand risque qui guette le témoignage est la manière dont le passé est vécu une nouvelle fois et analysé à travers *l'expérience politique* du présent. Si ce regard jeté en arrière permet d'apporter une compréhension plus attentive à l'itinéraire d'un militant et à ce titre représente un grand intérêt pour l'ensemble de la recherche, il n'empêche cependant que la réalité qu'il reconstitue et restitue n'est pas forcément la plus exacte, se trouve même souvent nettement déformée par les querelles politiques actuelles et doit donc être abordée avec de multiples précautions.

En ce qui concerne les autres tendances du mouvement ouvrier, l'étude

de la presse trotskiste revêt un intérêt particulier et il est à cet égard dommage que *l'Histoire générale de la presse française* lui fasse un sort si restreint²⁷. Le rôle critique que joue en effet le trotskisme vis-à-vis de la gauche et plus particulièrement du parti communiste contribue à faire de cette presse un complément extrêmement utile pour l'historien du mouvement ouvrier. Si celui-ci fait l'effort de s'y reporter, il peut prendre connaissance de ce qui lui est difficile, voire impossible à trouver dans les organes officiels des grands partis ; il peut aussi y découvrir des informations contradictoires qu'il aura profit à comparer avec celles que lui offre la presse des organisations traditionnelles. Indépendante des contraintes liées au combat des partis, la presse trotskiste est soucieuse, par l'attention qu'elle accorde aux divers aspects de la lutte de classes, d'en signaler toutes les manifestations et parmi elles, tout particulièrement, celles qui échappent ou se heurtent aux directions ouvrières classiques. Il arrivera par exemple que telle grève sauvage ne sera pas rapportée par la presse communiste ou socialiste avec les mêmes moyens et sous le même éclairage que par la presse trotskiste, d'où l'intérêt qu'il y aura à confronter les deux sources. Il faut aussi rappeler l'importance du travail critique auquel se livra la presse trotskiste pour analyser les sources du stalinisme et faire connaître les faits cachés ou déformés par l'historiographie stalinienne. Mais il convient de remarquer que dans cet effort de démystification de l'histoire, elle n'a pas rencontré jusqu'à ce jour l'audience qu'elle espérait dans le mouvement ouvrier, où elle eut à souffrir, rappelons-le, de l'accusation qui lui fut faite de « nourrir les propagandes bourgeoises contre l'État socialiste »²⁸.

SOURCES

Le projet de cette bibliographie est né dans le cadre d'un groupe de travail sur la IV^e Internationale, qui a fonctionné aux alentours de 1968, au sein du Centre d'études socialistes. Le Centre d'études socialistes (CES) fut créé à la fin de 1959 par des militants de l'Union de la gauche socialiste (UGS), dont Yvan Craipeau et Gilbert Mathieu. Organisme autonome, le CES travailla en étroite collaboration avec l'UGS, puis avec le PSU, tout en restant ouvert à des courants extérieurs. Ayant gravement souffert des luttes intestines qui se

27. *Histoire générale de la presse française*. Sous la dir. de Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou. 5 vol. (Paris : Presses universitaires de France, 1969-1975). Il est vrai que la faible audience de la presse trotskiste jusqu'aux années soixante n'a guère incité les auteurs à lui accorder une place considérable, d'autant plus que l'ouvrage confronté à l'immense champ que constitue la presse française depuis ses origines a dû privilégier les grands organes d'information.

28. Léo Figuères, *Le Trotskisme, cet anti-léninisme* (Paris : Ed. Sociales, 1969), 11.

déroulèrent dans le PSU, il n'eut plus bientôt avec celui-ci que des rapports épisodiques qui cessèrent complètement après 1965. Sous l'autorité d'un « comité pédagogique » composé de Henri Bartoli, René Dumont, Paul Fraisse, André Hauriou, Charles-André Julien, Ernest Labrousse, Georges Lasserre, Henri Lefebvre, Edouard Perroy et Laurent Schwartz, le CES consacra les trois premières années de son existence à développer la culture politique des militants politiques et syndicaux à travers des cycles de cours et de conférences donnés au Musée social (une soixantaine par an) et des week-end de formation. Lorsque les relations se furent distendues avec le PSU — apportant la preuve de la difficulté qu'éprouve un parti à confier la formation de ses militants à un organisme sur lequel il n'exerce pas un contrôle étroit — le CES préféra privilégier d'autres activités : débats publics, colloque international (sur l'Europe), tables-rondes (dont certaines furent publiées : par exemple sur Althusser, sur la planification socialiste), enfin des groupes de recherches, dont celui sur l'histoire de la IV^e Internationale. Se voulant un lieu de rencontre et d'échange opposé à tout dogmatisme, le CES s'efforça de contribuer à la libre confrontation des différents courants du mouvement ouvrier. Dans le cadre de la société d'édition Études et documentation internationale (EDI), créée en 1962, il entreprit la publication de la revue *Analyse et documents* et des *Cahiers du Centre d'études socialistes*, dont la centaine de numéros parus témoigne des préoccupations de ses animateurs, tournées pour l'essentiel vers l'approche méthodologique du marxisme et l'histoire du mouvement ouvrier.

Le groupe d'étude sur la IV^e Internationale, qui se constitua peu avant 1968 et qui faisait appel à toutes les tendances du trotskisme, eut pour premier objectif de réunir les sources écrites du mouvement, dont l'éparpillement du fait des nombreuses scissions et les difficultés d'accès, interdisaient que s'ébauche un véritable travail collectif. L'élaboration d'une bibliographie s'avéra toutefois une démarche préliminaire. En ce qui concerne les sources orales, le groupe d'étude commença une série d'entretiens enregistrés, qu'il envisageait de recueillir d'une manière systématique. Depuis 1968, l'essor des organisations révolutionnaires et les nouvelles tâches qu'elles ont entraînées pour leurs militants ont mis en sommeil les activités du CES et du groupe sur la IV^e Internationale. *Analyse et documents*, après deux cents numéros, et les *Cahiers du CES* ont cessé leur publication, mais le Centre de documentation internationale²⁹ et la maison d'édition n'en ont pas moins poursuivi leur existence. De même le travail bibliographique entrepris s'est continué, bien qu'avec de longues interruptions, et a abouti au présent travail.

L'étude du mouvement trotskiste m'a permis d'ébaucher une première liste

29. 29 rue Descartes, 75005 Paris. Accès sur demande.

des principaux journaux parus depuis la guerre. Pour les années antérieures, la tâche a été grandement facilitée par la publication en 1967 du recueil des textes de Trotski sur le mouvement communiste en France, édités par Pierre Broué, qui m'a fait prendre connaissance des quelques grands titres de périodiques publiés par les groupes trotskistes avant la guerre³⁰. La consultation de ces périodiques a conduit à la découverte d'autres titres de journaux et de revues, auxquels je me suis reportée et qui m'ont à leur tour fait connaître de nouvelles publications. Mais cela ne pouvait être suffisant et il était évident qu'il restait de nombreux autres journaux (bulletins locaux, feuilles d'usines, etc.) qui n'étant pas signalés dans les organes dépouillés devraient être retrouvés par d'autres moyens.

Dès le départ, l'enquête s'est heurtée au problème de la dispersion des sources et de leurs difficultés d'accès. Les sources susceptibles de nous intéresser se présentaient sous deux formes : d'une part les bibliothèques et les archives publiques, dont les ressources ont pu faire l'objet d'un inventaire approfondi ; d'autre part, les militants et les organisations auprès desquels j'ai essayé de compléter le répertoire établi à partir des bibliothèques.

Les bibliothèques et les archives

Le nombre de bibliothèques utilisées pour l'élaboration de cette bibliographie a été en définitive assez restreint. Sans m'être rendue à l'Université de Harvard où sont conservées les archives de Trotski, j'ai pu en consulter la section actuellement ouverte au public, grâce au microfilm du catalogue déposé au Centre de documentation internationale³¹. Le Fonds d'archives de Trotski, riche surtout en correspondance et en documents intérieurs des organisations, contient très peu de périodiques et en général des numéros dépareillés, à l'exception de quelques bulletins d'entreprises et journaux locaux que j'ai signalés en annexe.

Pour ce qui est des bibliothèques universitaires de Paris et des départements, la consultation du *Catalogue collectif des périodiques du début du XVIII^e siècle à 1939* montre que ces établissements, du moins jusqu'en 1939, ignorent tout de la presse trotskiste, ce qui peut s'expliquer par le fait que la « presse d'opinion » n'est pas d'une manière générale constitutive d'un fonds de bibliothèque universitaire³². A cela s'ajoute la méconnaissance quasi

30. Trotski, *Le Mouvement communiste en France*. Pour la référence complète, voir ann. 21.

31. « Guide to Papers of Leon Trotsky and related collections in the Harvard College Library ». Multigr, seconde version, 1959.

32. *Catalogue collectif des périodiques du début du XVIII^e siècle à 1939 conservés dans les bibliothèques de Paris et dans les bibliothèques universitaires des départements*. Paris. Bibliothèque nationale, publication en cours.

totale dont a fait preuve jusqu'avant la guerre l'Université à l'égard de la pensée marxiste.

Il n'a pas paru nécessaire de procéder à une enquête systématique dans les bibliothèques municipales, dans la mesure où il n'existe que peu de chances de découvrir parmi elles des fonds importants dans le domaine qui nous intéresse. En effet, le trotskisme, du moins pour la période antérieure à 1939, n'est guère implanté à l'extérieur de la région parisienne et si pourtant quelques groupes fonctionnent à Marseille, Lyon, Clermont-Ferrand, Toulouse ils ne publient pas de presse locale qui puisse faire l'objet d'un dépôt légal dans les bibliothèques de leurs ressorts, au demeurant assez réticentes à l'encontre de ces publications. Il est vrai qu'étant vouées à la lecture publique, les bibliothèques municipales ont comme doctrine de s'abstenir de toute propagande politique et, dans l'incapacité de satisfaire la diversité des opinions émises par l'ensemble de leurs lecteurs, préfèrent s'interdire — en principe — toute sélection partisane.

Parmi les bibliothèques parisiennes et, en premier lieu, celles qui sont spécialisées dans l'histoire du mouvement ouvrier, il est décevant de découvrir que le Musée social, l'Institut français d'histoire sociale et le Centre pour l'histoire du syndicalisme, malgré les richesses qu'ils peuvent posséder par ailleurs, offrent des ressources extrêmement modestes dans le domaine de la presse trotskiste. La bibliothèque de la Fondation nationale des sciences politiques ne propose pas non plus sur ce sujet une documentation bien abondante, hormis les grands organes des principales tendances du mouvement qu'elle possède pour les années récentes.

En l'absence d'un catalogue exhaustif des périodiques, les recherches à la Bibliothèque nationale ne sont pas des plus aisées. Pour la période la mieux couverte, l'avant-guerre, le *Catalogue collectif des périodiques du début du XVIII^e siècle à 1939* a permis de repérer de très nombreux titres, en général ceux des principaux périodiques, mais on a cherché en vain les journaux de moindre importance et les publications régionales, ces dernières étant à la vérité assez peu nombreuses. Le dépouillement systématique du fichier géographique de la presse politique, ainsi que de la *Bibliographie de la presse politique et d'information générale, 1865-1944* n'a rien apporté et il faudra attendre que celle-ci soit terminée — en particulier la partie consacrée à la presse parisienne actuellement en cours — pour qu'on puisse y découvrir de nouveaux éléments³³.

Pour l'époque de la guerre, le dépouillement du *Catalogue des périodiques clandestins* a fourni un nombre non négligeable de titres de journaux et de

33. *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale, 1865-1944* (Paris : Bibliothèque nationale, en cours).

bulletins³⁴. Ceux-ci, conservés à la Réserve, sont cependant loin de représenter l'ensemble des documents qu'ont pu diffuser les groupes trotskistes pendant la guerre. Le Parti communiste internationaliste écrivait dans un tract daté du 17 septembre 1944 que son mouvement avait publié plus de « trente journaux clandestins sous Hitler »³⁵. On en a recensé jusqu'à cette date quarante-deux, dont onze sont conservés à la Bibliothèque nationale ; les trente et un autres se répartissent entre la Bibliothèque internationale de documentation internationale, l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et le Centre de documentation internationale. Mais sur ces quarante-deux titres, douze ne sont représentés que par un seul numéro et douze autres par deux numéros. Il est normal toutefois que le chiffre avancé par le PCI soit inférieur au chiffre réel, étant donné les conditions de la clandestinité et les difficultés de communication qu'elle entraînera entre groupes et régions, encore sensibles en 1944. En ce qui concerne l'époque comprise entre 1945 et 1957, date à laquelle commence la première édition du *Répertoire de la presse française*, la Bibliothèque nationale offre au lecteur des moyens très réduits d'accès à son fonds de périodiques, et il a été alors nécessaire de faire appel aux bibliothécaires et à leurs fichiers intérieurs, sans obtenir toujours de résultats³⁶.

Malgré les utiles recherches effectuées à la Nationale, on se doit de constater que cette immense institution ne peut rendre les services pour lesquels elle n'est pas faite. En tant que conservatoire de toute la matière imprimée en France, elle s'accroît grâce aux automatismes plus ou moins bien réglés du Dépôt légal. Si le Dépôt légal fonctionne mal, les services de la Bibliothèque nationale ont la possibilité de faire une réclamation ; mais si le premier numéro d'un périodique n'a pas été déjà déposé ou si n'étant pas imprimé, il ne se trouve pas soumis à l'obligation du dépôt, il risque de rester longtemps ignoré. Le caractère quasi-encyclopédique de la Bibliothèque ne lui permet pas en effet d'accomplir un réel travail de prospection, pour lequel elle n'est pas réellement équipée, et ne lui offre guère les moyens ni le temps de se mobiliser sur une spécialité qu'elle peut considérer comme marginale.

Au contraire de la Bibliothèque nationale, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine a l'avantage d'être une institution spécialisée, où l'histoire des mouvements sociaux, tout en ne constituant pas l'essentiel des collections, est cependant très largement représentée, et cela à un ni-

34. *Catalogue des périodiques clandestins diffusés en France de 1939 à 1945*. Suivi d'un catalogue des périodiques clandestins diffusés à l'étranger (Paris : Bibliothèque nationale, 1954).

35. « Vivent les comités d'usines ! ». Tract conservé avec *la Vérité* (am HSG).

36. *Répertoire de la presse française*. Répertoire de la presse et des publications périodiques françaises, 1957. Sous la dir. de H. Raux (Paris : Ed. de la Documentation française, 1958). 1ère éd.

veau international. De sorte que si cette bibliothèque a paru à certains égards moins pourvue que la Nationale, en ce qui concerne notamment les grands organes centraux du mouvement trotskiste, elle offre en revanche un entourage de documents géographiquement plus vaste, qui manque à la Bibliothèque nationale et que celle-ci n'a pas actuellement vocation à acquérir. La possibilité de travailler en même temps sur la presse française et sur la presse ouvrière étrangère est en effet extrêmement précieuse pour l'historien d'un mouvement comme le trotskisme dont on connaît les nombreuses liaisons internationales. En confrontant d'autre part l'état des collections dans les deux bibliothèques, il est arrivé très souvent de découvrir que les mêmes numéros manquaient à la fois à la BDIC et la BN ainsi d'ailleurs qu'à l'Institut d'Amsterdam, sans qu'il n'y ait nulle part trace de la moindre saisie. En réalité il faut attribuer probablement ces lacunes à des erreurs de numérotation.

Le grand mérite de la BDIC est surtout d'avoir su obtenir, grâce à l'un de ses conservateurs Michel Dreyfus, que la IVe Internationale consente à déposer chez elle ses archives, dont les énormes liasses, entrées durant l'année 1972-73, transforment aujourd'hui les données de la documentation. L'inventaire et le classement qui sont aujourd'hui presque terminés, permettent de mettre à la disposition du public, sur une période qui va de 1930 à 1968, des ressources demeurées jusque-là inaccessibles et qui, bien qu'incomplètes en raison des scissions intervenues dans la IVe Internationale et de l'éparpillement des documents qu'elles ont entraîné, sont d'un apport irremplaçable pour l'étude du mouvement trotskiste. Quoique l'intérêt de ces archives — qui voudraient inaugurer un « fonds trotskiste » — réside surtout dans leur richesse en documents intérieurs, la part qu'elles font aux périodiques et parmi eux aux périodiques français est loin d'être négligeable : elles ont permis de retrouver, outre plusieurs numéros isolés qui faisaient défaut, la majeure partie de la presse régionale de la Jeunesse communiste révolutionnaire à peu près introuvable ailleurs, ainsi qu'une collection de bulletins d'usine datant de l'immédiat après-guerre que leur caractère de clandestinité ou de diffusion restreinte rendent d'accès particulièrement difficile. Mais les acquisitions de la BDIC ne se sont pas arrêtées là. En 1976, René Lefeuve a fait don des archives Spartacus à la BDIC, offrant ainsi au public de nouveaux documents sur le trotskisme, mais surtout sur le socialisme de gauche, ce courant du mouvement ouvrier encore plus « confidentiel » jusqu'à ces dernières années que la IVe Internationale. En 1977, à l'initiative de Pierre Franck, un voyage chez des militants de la banlieue parisienne a valu à la BDIC de recevoir en don un lot d'archives exceptionnelles provenant sans doute du Secrétariat international de la IVe Internationale. Avec ce nouvel accroissement riche en particulier de journaux étrangers (Ceylan, Inde, Danemark, Grèce, Italie, Amérique latine), la BDIC constitue aujourd'hui un centre de documentation et d'archives dont le devenir est prometteur et où l'on peut d'ores et déjà travailler sérieusement sur le trotskisme.

Aux Archives nationales, dans la section économique et sociale, les « Papiers des amis de Marceau Pivert » déposés par Daniel Guérin, bien qu'ils intéressent surtout l'historien de la Gauche révolutionnaire et du PSOP, s'adressent aussi à l'historien du trotskisme, dont on ne doit pas oublier les liens avec le courant socialiste. Cependant les « Papiers des amis de Marceau Pivert » n'offrent pas dans le cadre de la recherche entreprise un intérêt de premier plan, dans la mesure où la presse trotskiste elle-même ne s'y trouve représentée que par quelques numéros isolés. De même, les archives d'André Marty à l'Institut français d'histoire sociale sont dans le domaine considéré d'une utilité secondaire malgré le témoignage qu'elles apportent sur l'évolution politique du militant après sa rupture avec le parti communiste. Quant à la Bibliothèque de la Préfecture de police (située 1 bis rue Basse-des-Carmes), elle ne contient aucun document périodique susceptible de nous intéresser.

Après Paris, les collections de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam ont été une source d'une exceptionnelle qualité pour la période antérieure à 1939. Pour les années de la guerre on a utilisé largement les deux séries d'archives déposées l'une par Daniel Guérin, l'autre par Georges Scheuer, cette dernière contenant des documents probablement uniques sur les communistes-révolutionnaires. Contrairement aux archives Guérin, les périodiques de la collection Scheuer ont été classés dans le fonds général des périodiques, auquel on accède par le fichier central des périodiques. L'inventaire original des archives est cependant conservé et reste à la disposition des lecteurs.

Pour ce qui est des années qui vont de 1945 à 1968, les ressources de l'Institut ont semblé, en ce qui concerne la presse trotskiste, moins riches ; mais s'il existe de nombreuses lacunes pour les organes centraux dont les collections sont mieux suivies à Paris, il est arrivé de trouver à Amsterdam des journaux peut-être moins importants, mais beaucoup plus rares. Car l'exceptionnel rayonnement de l'Institut d'Amsterdam a réussi à lui gagner la confiance de nombreux militants qui lui envoient spontanément leurs publications et qui n'hésitent pas à lui confier leurs archives. Ils savent que celles-ci y seront traitées et conservées avec un soin attentif et que loin d'être isolées, elles se trouveront enrichies au contact d'un fonds qui ne cesse de s'accroître et de se compléter.

Les relations entre les militants et les bibliothèques, sauf dans une large mesure la BDIC, semblent en France beaucoup moins réussies et cela pour plusieurs raisons. D'une manière générale, les militants et leurs organisations éprouvent une solide méfiance vis-à-vis de ces institutions auxquelles ils attribuent des visées plus ou moins policières. De plus, les militants hésitent à y déposer des documents — et particulièrement les documents intérieurs, même s'ils sont anciens — dont ils craignent une mauvaise utilisation par des chercheurs incompetents. Ils considèrent aussi que la tâche urgente est de préparer la révolution et qu'avant d'écrire l'histoire, il convient d'abord de la faire.

Dans cette perspective, il est évident que les textes sont destinés avant tout à être diffusés et lus et que le problème de leur conservation relève un peu d'une préoccupation de « rat de bibliothèque ». Actuellement pourtant une réaction semble s'esquisser dans certains groupes qui, soucieux de leur propre histoire, se préoccupent de conserver et de rendre accessibles leurs sources. Mais dans ce cas, ils ont tendance, comme l'OCI par exemple, à constituer leur propre centre de documentation, sans bien se rendre compte, semble-t-il, du temps et du personnel spécialisé que ce travail requiert³⁷.

D'autre part le militant détruit fréquemment ses documents, soit parce que ceux-ci, lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un classement rigoureux, deviennent vite envahissants et inconsultables, soit parce que lui-même, ayant changé d'orientation politique, ne trouve plus aucun intérêt à conserver les vestiges de son engagement passé. On n'aurait garde d'oublier non plus que la guerre de 1939-45 a entraîné la perte massive de documents que les militants, craignant la Gestapo, ont préféré détruire. Et c'est souvent au péril de leur vie que certains d'entre eux ont pu recueillir et conserver ces publications qui se consultent aujourd'hui paisiblement dans les bibliothèques. Mais il arrive aussi que le militant qui a souvent à redouter les effets d'une perquisition juge bon de mettre en sûreté dans une bibliothèque des papiers compromettants pour lui, dont la conservation ainsi préservée ne lui fera courir aucun risque. Il est juste cependant de souligner que le peu d'empressement manifesté par les militants et les organisations à confier leurs publications et leurs archives à la Bibliothèque nationale ou aux Archives nationales s'explique par la crainte fort justifiée que leurs documents ne soient isolés, noyés dans un environnement trop large et ne puisse bénéficier d'un traitement approprié. C'est pourquoi on ne peut que regretter l'absence en France d'un important institut d'histoire du mouvement ouvrier et socialiste, doté de moyens importants, dont le rôle serait de coordonner l'information et de centraliser les publications spécialisées. L'une de ses fonctions les plus utiles serait de recueillir les sources du mouvement ouvrier et socialiste et d'attirer les archives de militants qui pour l'instant, faute de moyens, sont destinées dans leur majorité à partir à l'étranger, à être éparpillées ou détruites. A cet égard, le Musée social, l'Institut français d'histoire sociale et le Centre pour l'histoire du syndicalisme de l'Université de Paris, malgré la qualité de leurs efforts et de leurs réalisations, disposent actuellement de moyens bien trop réduits pour remplir complètement cette tâche.

37. Cf. le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskistes et révolutionnaires internationaux (CERMTRI), 88 rue Saint-Denis à Paris.

Parallèlement aux recherches menées dans les bibliothèques, il fallut faire appel aux militants. Il était indispensable de retrouver les publications dont n'étaient connus que les titres ou, dans l'hypothèse où elles demeuraient introuvables, obtenir des informations à leur sujet. Il restait ensuite à découvrir les nombreux autres journaux susceptibles d'avoir échappé aux investigations. Dans le cadre du Centre de documentation internationale, un inventaire provisoire des périodiques fut dressé, multigraphié et envoyé, en novembre 1968 et février 1969, à une centaine de militants et d'anciens militants. Chaque notice bibliographique était accompagnée, si besoin était, de questions concernant la durée du journal, sa localisation, le nombre de numéros, le nom du gérant, auxquelles les militants étaient invités à apporter tous les éclaircissements souhaitables. Il leur était demandé aussi de signaler les titres dont ils pouvaient avoir connaissance et qui n'avaient pas été relevés dans le document provisoire, et de communiquer au CDI tous les journaux dont ils disposaient, afin que la notice bibliographique puisse en être établie. En même temps le CDI appelait les militants à contribuer dans la mesure de leurs possibilités à rassembler une documentation au moyen de dons ou de prêts d'originaux, qui pourraient faire l'objet d'une reproduction. L'intérêt et la générosité de nombreux militants ne se firent pas attendre et permirent au CDI de rassembler une bibliothèque et des archives qui, sous formes d'originaux et de photocopies, constituent aujourd'hui un sérieux outil de travail et qui me furent d'un précieux apport.

En revanche, les questions posées obtinrent un nombre infime de réponses, ce qui s'explique en partie si l'on considère l'aridité et la technicité ennuyeuse de toute bibliographie, son manque « d'éclat romanesque » comme écrivait Marc Bloch, point fait pour stimuler la mémoire. Il est permis aussi de supposer que la plupart des militants touchés par l'enquête n'en ressentirent pas vraiment l'utilité et ne lui accordèrent probablement qu'une attention très réduite.

Cette démarche trop générale fut finalement décevante, et il fut décidé de s'adresser cette fois à des militants choisis, dont on savait par différents témoignages qu'ils avaient été associés d'une manière particulièrement étroite à la vie de certains journaux et auxquels furent posées par écrit ou oralement des questions précises, dans un domaine limité, où on pouvait espérer qu'ils disposeraient des meilleures sources d'information. Les résultats furent à certains égards encourageants : de nombreuses erreurs purent être corrigées, des lacunes comblées. Mais dans l'ensemble, les questions qui concernaient de très près la vie du journal et les implications que pouvait avoir sur elle la politique de l'organisation ne suscitèrent que peu d'intérêt et se heurtèrent à des réponses d'une imprécision dont il ne faut pas s'étonner. Car si le militant évoque son activité politique passée avec un certain plaisir, parfois même avec

émotion, et garde souvent très présente la mémoire d'événements précis. Il lui est la plupart du temps difficile, voire impossible de se retrouver avec exactitude dans la biographie d'un journal, que ce soit à propos du nombre de numéros, du tirage, de la diffusion, ou des raisons qui ont pu motiver les changements de sous-titre. A l'inverse, il a été possible de constater combien les données bibliographiques indiquées par la presse, quand elles étaient connues, permettaient d'opposer d'utiles points de repère aux erreurs de chronologie, et de raviver des souvenirs défaillants.

Quant aux organisations elles-mêmes, l'insuccès des démarches tentées auprès de certaines d'entre elles — dont je ne pus désarmer la méfiance — me fit renoncer à tout effort en leur direction. Il est vrai que la précarité de leur situation vis-à-vis de la police — ne serait-ce que les habituels indicateurs qui s'infiltraient dans leurs rangs ou les perquisitions dont elles sont l'objet — ne les encourageait guère jusqu'ici à ouvrir leurs archives à n'importe qui, fût-il doté des meilleures intentions et présenté par un organisme militant. Il faut souligner aussi que leurs moyens financiers leur permettaient difficilement jusqu'à ces dernières années de disposer de locaux suffisamment spacieux pour y entreposer des archives qui devenaient vite encombrantes et dont le classement posait toujours d'épineux problèmes. Pour être tout à fait exact, on peut même dire que les organisations ne tenaient pas tellement à installer leurs documents dans un local « ouvert », soumis en permanence aux risques de perquisitions de la police. Leur doctrine les conduisait à considérer leur activité révolutionnaire comme perpétuellement menacée par le pouvoir bourgeois et leur entrée dans la clandestinité comme une nécessité permanente découlant de la nature de leur lutte. Il leur apparaissait donc préférable la plupart du temps de diviser leurs archives et de les répartir dans différents locaux, ce qui, ajouté au manque de vocation des militants pour les tâches bibliothéconomiques et d'archivistique, rendait de toutes façons les recherches fort compliquées.

Au-delà de la crainte de la police, la défiance qu'ont longtemps manifestée les organisations vis-à-vis de l'extérieur traduisait en réalité une intention d'autre part clairement affirmée, qui consistait à décourager les historiens étrangers au mouvement. Nombreux furent les militants — ils le sont moins aujourd'hui — à être persuadés qu'une histoire sérieuse de la IV^e Internationale et des partis qui la composent ne peut être écrite que par ceux qui ont milité et qui militent dans ses rangs. Seuls ceux-ci sont à même de comprendre les mécanismes compliqués de la théorie et de la pratique qu'ils ont vécus et pénétrés de l'intérieur. Ce qui n'est pas le cas du chercheur « extérieur », dont le regard ne peut être objectif et qui, de plus, se trouve dans l'incapacité de saisir le fonctionnement en profondeur du mouvement. Les inconvénients de cette position sont qu'elle conduit de la même manière les différentes fractions du mouvement à se récuser les unes les autres et à se dénier toute compétence pour traiter de l'histoire du trotskisme. Contre une telle

situation, s'était en son temps élevé le Centre d'études socialistes lorsqu'il avait créé le groupe d'étude sur la IVe Internationale, dont le but était de réunir pour une recherche commune les différentes branches du trotskisme. Mais comme on sait, le projet ne put aboutir.

A l'exception des archives déposées par le Comité exécutif de la IVe Internationale à la BDIC — qui ont pu ainsi échapper au saccage par la police du local de la Ligue communiste en juin 1973 — je n'ai pu consulter aucune archive d'organisation. Cela est d'autant plus regrettable que les librairies dont les organisations disposent en général ne contiennent habituellement que les publications actuelles, ou du moins les plus récentes. En revanche, par l'intermédiaire du CES ou par des contacts personnels, j'ai pu m'entretenir avec quelques militants, qui m'ont souvent apporté d'utiles éclaircissements ou qui ont pu transmettre à leurs organisations des questions, auxquelles il fut parfois répondu.

MÉTHODE

On a recensé dans cette bibliographie deux cent dix périodiques émanant essentiellement du mouvement français, à l'exception de bulletins rédigés pendant la guerre par des militants allemands et suisses qui furent en étroite liaison avec les groupes français. On a inclus aussi quelques revues publiées par les organismes dirigeants de la IVe Internationale ou par un mouvement organisé à l'échelle internationale dans la mesure où ces revues sont éditées pour leur plus grande partie en France. De même a été retenu exceptionnellement (parce que publié hors de France), le journal intitulé *la Vérité*, édité à New York pendant la guerre par le Secrétariat international et par un groupe de Français réfugiés.

Pour la description du périodique, deux parmi divers répertoires bibliographiques ont paru correspondre le mieux au projet, qui était de suivre l'évolution bibliographique du périodique : le *Répertoire international des sources pour l'étude des mouvements sociaux aux XIXe et XXe siècles*, dont le premier volume est consacré à la Première Internationale, et la *Bibliografia della stampa periodica operaia e socialista italiana*, dirigée par Franco Della Peruta, qui s'est arrêtée à l'inventaire des périodiques publiés à Milan³⁸. Ces deux répertoires présentent une description du périodique en deux parties : la première strictement bibliographique et la seconde consistant en une monographie, schématique dans le *Répertoire* et souvent très approfondie dans la *Bibliografia*.

38. *Répertoire international des sources pour l'étude des mouvements sociaux aux XIXe et XXe siècles* (Paris : A. Colin, 1958) ; *Bibliografia della stampa periodica operaia e socialista italiana* (Milan : Feltrinelli, 1956-1961).

Il a paru satisfaisant d'adopter le même principe de présentation en modifiant certains détails de la notice biographique. En particulier le titre du périodique a été suivi immédiatement non du sous-titre comme dans les ouvrages cités, mais de la localisation géographique. Pour cela il a été tenu compte des diverses indications données par le journal : lieu de rédaction, adresse pour la correspondance ou pour la souscription. La mention « sans lieu » (s.l.) a été retenue lorsqu'aucune adresse n'est indiquée sur le journal. Lorsque celui-ci annonce son secteur géographique de diffusion d'une manière suffisamment explicite, c'est ce lieu de diffusion qui est utilisé pour l'adresse : par exemple *l'Unité d'action, organe du comité pour l'unité d'action des métallurgistes de Neuves-Maisons*, bien qu'elle ne signale aucune adresse, a été localisée à Neuves-Maisons. En revanche, si le journal signale plusieurs lieux distincts, la mention « s.l. » est conservée. De plus quand il a été possible de localiser un bulletin grâce à des informations extérieures au bulletin lui-même, on a substitué à la mention « s.l. » le lieu réel d'implantation. Il convient toutefois de noter qu'un journal qui se présente comme l'organe d'une région ou d'une entreprise n'émane pas nécessairement d'une cellule ou d'un groupe organisé à l'échelle locale. Le journal peut très bien être rédigé au siège central de l'organisation et diffusé ensuite localement ou distribué aux portes de l'entreprise par des militants extérieurs, en contact avec les travailleurs (cf. par exemple *le Soviet des pompiers de Paris*).

Après la localisation géographique, on a indiqué la durée du périodique, compte tenu des numéros effectivement consultés ou dont on a pu vérifier l'existence, ainsi que la périodicité telle qu'elle est annoncée par le journal lui-même (et non pas la périodicité réelle).

Contrairement aux deux répertoires cités, il paraissait moins clair de séparer les différents éléments bibliographiques (sous-titre, rédaction, imprimeur, format, pagination) et d'en décrire pour chacun d'eux l'évolution (évolution du sous-titre, de la rédaction, de l'imprimeur, etc.). Le changement du sous-titre signifie le plus souvent un changement dans la vie de l'organisation à laquelle le périodique se rattache et il est préférable, à l'intérieur de chaque période, de saisir le journal dans sa présentation complète et d'en donner la description bibliographique correspondante. Donc dans chaque série chronologique délimitée par le sous-titre, sont indiqués :

- les dates du premier et du dernier numéro retrouvés ; en ce qui concerne les numéros non datés, on s'est toujours efforcé de leur attribuer une date approximative justifiée en fonction de leur contenu
- le lieu de rédaction et l'adresse
- le lieu d'impression ainsi que le nom de l'imprimeur ; dans le cas où le journal n'est pas imprimé, la mention « multigraphié » ou « dactylographié »
- le format (hauteur x largeur)
- la pagination et, lorsqu'elle n'est pas régulière, le minimum et le maximum

les suppléments et les numéros spéciaux hors numérotation, dont il est précisé s'ils sont imprimés ou multigraphiés, avec le format, la pagination et le titre particulier qu'ils présentent.

Les données bibliographiques qui ne subissent pas de modifications ne sont pas répétées afin de ne pas alourdir la notice.

A la fin de la description bibliographique, on a relevé pour chaque périodique :

l'épigraphe accompagnant le titre et parfois, pour les journaux dont il existe très peu de numéros, le texte en manchette

les noms des différents gérants ou directeurs de la publication

la cote (s'il y a lieu) et l'état des collections dans les différentes bibliothèques. La bibliothèque citée en premier est celle où la collection se trouve la plus complète. Dans le cas où la collection est conservée dans son intégralité, seuls le lieu et le nom de la bibliothèque (en abrégé) sont indiqués, avec la cote, sans autre précision. Quand la collection n'a que quelques numéros manquants, ceux-ci sont signalés. Dans le cas où la collection a de grosses lacunes, on a préféré indiquer les numéros que possède la bibliothèque, surtout lorsque ceux-ci complètent des lacunes observées ailleurs. Notons que l'inventaire à la Bibliothèque nationale et à Amsterdam remonte à 1972 et que depuis quelques modifications ont pu y être apportées. D'autre part, un certain nombre des journaux conservés à la BDIC ne sont pas encore cotés. De plus, l'état des collections n'étant pas clos, dans la mesure où la BDIC fait un effort systématique pour combler ses lacunes, il n'a pas paru nécessaire de donner pour cette bibliothèque une description précise de l'état des collections et on a signalé simplement que la collection était incomplète.

A la suite de la notice bibliographique, une information succincte est donnée sur l'histoire de l'organisation à laquelle le périodique appartient. Ce court historique n'est consigné qu'à l'organe central, auquel il faut donc éventuellement se reporter pour les publications de moindre importance. En ce qui concerne les numéros isolés ou les journaux dont on a retrouvé très peu de numéros, une indication brève sur leur contenu est la plupart du temps notée.

Le classement adopté a été celui utilisé par la *Bibliografia* de Franco Della Peruta, c'est-à-dire le classement chronologique suivant le premier numéro du titre ou le premier numéro retrouvé. En annexe ont été rassemblés les journaux dont le titre est connu mais dont on n'a pu avoir en main aucun exemplaire ; l'annexe est suivie d'un index alphabétique des titres et d'un index des noms cités. On ne trouvera dans l'index aucune indication biographique sur les militants : je renvoie pour le mouvement jusqu'en 1939 au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (Paris : Éditions Ouvrières) établi sous la direction de Jean Maitron, dont la quatrième partie consacrée à la période 1914-1939 est actuellement en préparation. Notons que le pseudo-

nyme étant très utilisé dans le mouvement trotskiste, je n'ai pas cru toujours devoir le dévoiler, surtout pour la période récente.

J'espère que cette bibliographie toute imparfaite qu'elle soit, pourra constituer un utile instrument de travail. Elle témoigne déjà par elle-même d'une vie collective militante de plus de quarante ans, qui mérite aussi son histoire.

Je tiens à exprimer ici ma reconnaissance pour l'appui précieux qu'ils m'ont apporté à Tristan Haan et Maria Hunink de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, à Michel Dreyfus de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, à Jean Risacher des éditions Études et documentation internationale, et à tous les militants, particulièrement Rodolphe Prager, qui m'ont fait part de leur expérience et aidée de leurs conseils.

ABRÉVIATIONS

am IISG	Amsterdam, Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis
na BDIC	Nanterre, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
pa BN	Paris, Bibliothèque nationale
pa CDI	Paris, Centre de documentation internationale
c.	<i>circa</i> (environ)
coll.	collection
d.l.	dépôt légal
f.	feuillet
inc.	incomplet
impr.	imprimerie
mq.	manque
mss.	manuscrit
multigr.	multigraphié
n.ch.	non chiffré
n.d.	non daté
s.l.	sans lieu
suppl.	supplément
→	continue après 1968

SIGLES DES ORGANISATIONS CITÉES

AMR	Alliance marxiste révolutionnaire
ASR	Action socialiste et révolutionnaire
BKI	Bund der Kommunisten-Internationalisten
BL	Bolchevik-léniniste
CCI	Comité communiste internationaliste
CES	Centre d'études socialistes
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGT	Confédération générale du travail
CGT-FO	Confédération générale du travail-Force ouvrière
CLADO	Comité de liaison et d'action pour le démocratie ouvrière
CLAJ	Centre laïque des auberges de jeunesse
CLER	Comité de liaison des étudiants révolutionnaires
CLRS	Centre de liaison et de regroupement socialiste
CNT	Confederacion nacional del trabajo
FFR	Fédération des étudiants révolutionnaires
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FGDS	Fédération de la gauche démocrate et socialiste
FIARI	Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant
FNAJ	Fédération nationale des auberges de jeunesse
FTP	Francs-tireurs et partisans
FUA	Front universitaire antifasciste
FUAJ	Fédération unie des auberges de jeunesse
GAR	Groupe d'action révolutionnaire
GOR	Groupe ouvrier révolutionnaire
IC	Internationale communiste
IKD	Internationalen-Kommunisten Deutschlands
JC	Jeunesse communiste
JCI	Jeunesse communiste internationaliste
JCR	Jeunesse communiste révolutionnaire
JEUNES	Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale
JS	Jeunesse socialiste
JSOP	Jeunesse socialiste ouvrière et paysanne
JSR	Jeunesse socialiste révolutionnaire
JSU	Jeunesse socialiste unifiée
MIAJ	Mouvement indépendant des auberges de jeunesse
MRJ	Mouvement révolutionnaire de la jeunesse
OAS	Organisation Armée Secrète
OCI	Organisation communiste internationaliste
PC	Parti communiste
PCF	Parti communiste français
PCI	Parti communiste internationaliste

PCI	Parti communiste italien
PCR	Parti communiste révolutionnaire
POI	Parti ouvrier internationaliste
PS	Parti socialiste
PSOP	Parti socialiste ouvrier et paysan
PSU	Parti socialiste unifié
RDR	Rassemblement démocratique et révolutionnaire
SDR	Syndicat démocratique Renault
SFIC	Section française de l'Internationale communiste
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SNES	Syndicat national de l'enseignement secondaire
SNI	Syndicat national des instituteurs
UEC	Union des étudiants communistes
UGS	Union de la gauche socialiste
UJRF	Union de la jeunesse républicaine de France
UNEF	Union nationale des étudiants de France

REPertoire

CLARTÉ

Paris, 5e année, nouvelle série, no. 1, 15 juin 1926—7e année, no. 16, décembre—janvier 1928. Mensuel.

Rédaction : 8 boulevard de Vaugirard. [Paris] Impr. spéciale de *Clarté*. 26 x 21, 24 à 40 p.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous (à partir du no. 14).
Gérant : Marcel Fourier

pa BN 4° 1707—na BDIC 4° P265—am IISG : inc.

La revue *Clarté* est née en novembre 1921 du mouvement du même nom fondé en mai 1919 par Henri Barbusse et succède au journal *Clarté*¹. Indépendante du parti communiste, la revue lui en est cependant très proche par nombre de ses collaborateurs, souvent membres ou sympathisants du parti. Elle bénéficie d'une audience importante puisqu'elle compte en 1926 cinq mille abonnés². Lors de l'adhésion des surréalistes au communisme, le groupe éditeur de *Clarté* tente un rapprochement avec eux et lance le projet d'une revue commune, *la Guerre de classe*, dont le no. 1 annoncé pour le 15 février 1926 ne paraîtra pas. *Clarté* continue donc son existence en inaugurant le 15 juin 1926 une nouvelle série, sous la direction de Marcel Fourier, déjà

1. *Clarté, bulletin français de l'Internationale de la pensée*, octobre 1919—juillet 1921 (pa BN Gr Fol Lc2 6552 — na BDIC GFP. 510).

Voir Nicole Racine, « Une revue d'intellectuels communistes dans les années vingt : *Clarté* (1921-1928) », *Revue française de science politique* vol. 17, no. 3 (juin 1967) 484-519 et « The *Clarté* movement in France 1919-1921 », *The Journal of contemporary history* vol. 2, no. 2 (1967), 195-208.

H. Barbusse abandonne la revue en 1924 (d'après Pierre Naville).

2. D'après Pierre Naville. Elle n'en comptera plus que mille cinq cents en 1928.

membre du comité de rédaction du journal *Clarté* depuis 1920, et Pierre Naville, ancien co-directeur de *la Révolution surréaliste*³. Pour Marcel Fourrier et Pierre Naville, tous deux membres du parti communiste, *Clarté* doit cesser d'être une tribune d'action culturelle pour devenir une revue d'étude du communisme international, dans un esprit de fidélité aux principes posés par l'Internationale communiste. Sous l'influence de M. Fourrier et surtout de P. Naville, la revue s'oriente très fermement à partir d'avril-mai 1927 vers la défense de l'Opposition russe. Pour Fourrier et Naville, cependant, l'appartenance au parti devient difficilement conciliable avec le contenu qu'ils veulent donner à *Clarté* ; ils jugent donc préférable de rompre avec ce qu'ils appellent « l'équivoque » de *Clarté* et après que Naville ait refusé de collaborer à *Contre le courant*, ils lancent en février-mars 1928 *la Lutte de classes*, juste avant d'être exclus du parti en mai 1928.

Cf. *la Lutte de classes*.

CONTRE LE COURANT⁴

Paris, 1^e année, no. 1, 20 novembre 1927—3^e année, no. 38, 22 octobre 1929. Mensuel. *Organe de l'Opposition communiste*.

Rédaction : 96 quai de Jemmapes (nos 1—22), 8 boulevard de Vaugirard (nos 23—38). Paris, impr. Artis (nos 7—12), impr. Labor (nos 13—38). 27 x 18,5, 16 à 40 p.

— suppl. hors série, janvier 1929, impr., 27 x 18,5, 2 p. *Assez d'attentats contre la révolution russe*.

Gérant : Delfosse.

pa BN 4° Lc2 6551—na BDIC 4° P2619.

À l'origine de *Contre le courant*, se trouve un groupe de militants communistes en opposition avec la direction du parti sur les problèmes de la « bolchevisation » et de la démocratie ouvrière. Premier comité de rédaction : Georges Briard, Lucie Colliard, Marie Cotton, Delfosse, Delsol, René Dionnet, Marcel Hasfeld, André Juin, Fernand Lorient, Magdeleine Marx, Mosès, Maurice Paz, Marcel Roy, auxquels viennent s'ajouter Berthier, Maurice

3. C'est seulement à partir de cette nouvelle série que *Clarté* entre dans la cadre de notre bibliographie.

4. Réimprimé en fac-similé par F. Maspero en 1971.

Embe, Albert Lemire, Marcel Fourier⁵ La publication de *Contre le courant*, en rupture avec la discipline du parti, entraîne pour certains de ses militants, membres du parti, leur exclusion immédiate, notamment celle de Marcel Roy et de Georges Briard. La revue affirme sa solidarité avec l'Opposition russe, dont elle constitue de 1927 à 1929 la tribune d'expression. Son programme : défense de l'URSS, critique de la politique suivie par l'Internationale communiste et sa section française, redressement du parti. Au début de 1929, un accord s'esquisse entre Trotski et l'un des dirigeants de la revue, Maurice Paz, pour faire de *Contre le courant* l'hebdomadaire de masse qui doit s'efforcer de regrouper l'ensemble de l'opposition française. La tentative échoue pour des raisons multiples, où entrent des griefs personnels, que viennent aggraver les divergences nées à propos du conflit sino-soviétique de 1929. Trotski se tourne alors vers d'autres militants, avec lesquels il entreprend, en septembre 1929, la publication de *la Vérité*. Après avoir refusé de se rallier à *la Vérité*, *Contre le courant* cesse sa publication. La majorité des membres de son comité de rédaction se retrouve à la tête du *Libérateur* qui va poursuivre son existence pendant quelques mois, parallèlement à *la Vérité*⁶.

LA LUTTE DE CLASSES

Paris, no. 1, février-mars 1928—no. 51/52, mai-juin 1935. Mensuel.

No. 1, février-mars 1928—no. 16, décembre 1929.

Rédaction : 8 boulevard de la Villette (nos 1—8 ; puis à partir du no. 13), 1, rue de la Reale (nos 9—12). Paris, impr. spéciale de l'Internationale (no. 1), impr. spéciale de *la Lutte de classes* (nos 2—7), impr. de la Société nouvelle d'éditions franco-slaves (à partir du no. 8). 26,5 x 21, 32 p., puis à partir du no. 2 pagination continue : p. 1—394.

Revue théorique mensuelle de l'Opposition communiste : no. 17, janvier 1930—no. 34/35, août-septembre 1931. Maison des syndicats, service de l'impr. (à partir du no. 34/35). 24 x 16, 26,5 x 18 (à partir du no. 34/35). p. 1—749 (nos 17 à 25/26), 1—357 (nos 27 à 32/33), 40 p. (no. 34/35).

Revue théorique mensuelle de la Ligue communiste, section française de

5. Fernand Lorient quitte le comité de rédaction à partir du no. 11, du 9 mai 1928. Contrairement à *Contre le courant*, il remet en cause la nécessité du parti et considère que prolétariat et parti sont deux termes opposés. Marcel Fourier, ancien codirecteur avec Pierre Naville de *Clarté* puis de *la Lutte de classes*, rejoint *Contre le courant* à la fin de 1928. Il apparaît au comité de rédaction à partir du no. 24, du 9 mars 1929.

6. *Le Libérateur, journal communiste de l'opposition* (novembre/décembre 1929—mars 1930) (pa BN Jo 30726).

Embe. Albert Lemire, Marcel Fourier⁵. La publication de *Contre le courant*, en rupture avec la discipline du parti, entraîne pour certains de ses militants, membres du parti, leur exclusion immédiate, notamment celle de Marcel Roy et de Georges Briard. La revue affirme sa solidarité avec l'Opposition russe, dont elle constitue de 1927 à 1929 la tribune d'expression. Son programme : défense de l'URSS, critique de la politique suivie par l'Internationale communiste et sa section française, redressement du parti. Au début de 1929, un accord s'esquisse entre Trotski et l'un des dirigeants de la revue, Maurice Paz, pour faire de *Contre le courant* l'hebdomadaire de masse qui doit s'efforcer de regrouper l'ensemble de l'opposition française. La tentative échoue pour des raisons multiples, où entrent des griefs personnels, que viennent aggraver les divergences nées à propos du conflit sino-soviétique de 1929. Trotski se tourne alors vers d'autres militants, avec lesquels il entreprend, en septembre 1929, la publication de *la Vérité*. Après avoir refusé de se rallier à *la Vérité*, *Contre le courant* cesse sa publication. La majorité des membres de son comité de rédaction se retrouve à la tête du *Libérateur* qui va poursuivre son existence pendant quelques mois, parallèlement à *la Vérité*.

LA LUTTE DE CLASSES

Paris, no. 1, février-mars 1928—no. 51/52, mai-juin 1935. Mensuel.

No. 1, février-mars 1928—no. 16, décembre 1929.

Rédaction : 8 boulevard de la Villette (nos 1-8 ; puis à partir du no. 13), 1, rue de la Reale (nos 9-12). Paris, impr. spéciale de l'Internationale (no. 1), impr. spéciale de *la Lutte de classes* (nos 2-7), impr. de la Société nouvelle d'éditions franco-slaves (à partir du no. 8). 26,5 x 21, 32 p., puis à partir du no. 2 pagination continue : p. 1-394.

Revue théorique mensuelle de l'Opposition communiste : no. 17, janvier 1930—no. 34/35, août-septembre 1931. Maison des syndicats, service de l'impr. (à partir du no. 34/35). 24 x 16, 26,5 x 18 (à partir du no. 34/35). p. 1-749 (nos 17 à 25/26), 1-357 (nos 27 à 32/33), 40 p. (no. 34/35).

Revue théorique mensuelle de la Ligue communiste, section française de

5. Fernand Lorient quitte le comité de rédaction à partir du no. 11, du 9 mai 1928. Contrairement à *Contre le courant*, il remet en cause la nécessité du parti et considère que prolétariat et parti sont deux termes opposés. Marcel Fourier, ancien co-directeur avec Pierre Naville de *Clarté* puis de *la Lutte de classes*, rejoint *Contre le courant* à la fin de 1928. Il apparaît au comité de rédaction à partir du no. 24, du 9 mars 1929.

6. *Le Libérateur, journal communiste de l'opposition* (novembre/décembre 1929—mars 1930) (pa BN Jo 30726).

l'Opposition communiste de gauche internationale : no. 36, 15 mars 1932
no. 46/47, janvier 1933.

Rédaction : 9 rue du Transvaal, puis 23 rue des Vinaigriers (à partir d.
no. 45). Impr. de la Société d'éditions franco-slaves (no. 36) : Orléans, impr.
La Laborieuse (no. 37) ; Paris, Maison des syndicats, service de l'impr. (nos 38
à 40/41), puis Société nouvelle d'édition et d'imprimerie. 30 à 67 p.

- suppl. au no. 36, mars 1932, impr., 24 x 16, 15 p. *Les événements de Mandchourie, le Parti communiste et l'Opposition de gauche* [Contient aussi : *Rapport sur les perspectives de la Révolution aux États-Unis, les tâches des communistes et le rôle de l'Opposition*. Thèse adoptée par la 2e conférence nationale de la Ligue communiste d'Amérique (Opposition)].
- no. spécial, 15 avril 1932, impr., 24 x 16, 67 p. L. Trotsky, *Et maintenant ? La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*.

[Le sous-titre disparaît] no. 48, janvier 1935—no. 51/52, mai/juin 1935.
Gérant : Pierre Naville (nos 1 à 34/35), Jean Meichler (nos 36—47), puis Pierre Naville.

pa BN 4° G 1707—na BDIC 4° P2583 : mq nos 36, 37, 51/52—am IISG.

La Lutte de classes succède à *Clarté* et affirme une orientation plus proche de l'opposition de gauche russe⁷. Organe « d'éducation et de critique marxiste », de « documentation communiste honnête », elle cherche une inspiration auprès de Trotsky tout en protégeant son indépendance. Elle veut d'autre part se consacrer à une analyse sérieuse de la situation en France, contrairement aux autres revues oppositionnelles qui accordent, selon elle, un intérêt abusif à la révolution russe. D'octobre 1928 à février 1929, *la Lutte de classes* interrompt sa publication : Marcel Fourier s'est retiré de la rédaction et a rejoint les rangs de *Contre le courant* et le reste des militants tente de faire paraître, comme le souhaite Trotsky, un hebdomadaire ou un bimensuel. Faute d'avoir pu mener à bien ce projet, ils appuient le lancement en août de l'hebdomadaire *la Vérité*. C'est à partir de janvier 1930 que *la Lutte de classes* passe elle-même, comme elle l'annonce à ses abonnés (cf. lettre du 15 janvier in no. 17, janvier 1930) « sous le contrôle de l'Opposition de gauche », puis de la Ligue communiste dont elle devient la revue d'éducation et de discussion théorique, sans que jamais, à peu d'exceptions près, Pierre Naville n'en abandonne personnellement la direction. La revue paraît dans l'ensemble d'une manière très irrégulière. Du no. 34/35 d'août/septembre 1931 au no. 36, un délai de six mois, qui tient sans doute à cer-

7. La mention « succède à *Clarté* » se trouve imprimée sur la couverture des deux premiers numéros.

taines tensions dans la direction de la Ligue communiste. En effet, Pierre Naville a pris l'initiative personnelle de publier dans le no. 31 un article de Kurt Landau, qui vient de quitter l'Opposition, et *la Lutte de classes* s'est montrée assez critique vis-à-vis de *la Vérité*. La Commission exécutive de la Ligue vote le 4 août 1931 une résolution qui désavoue ce no. 31, dont il est dit qu'il s'est fait « en dehors du contrôle de la Commission exécutive et du Secrétariat international » et décide de placer la rédaction de la revue sous la responsabilité « collective » du SI (no. 32/33).

La revue, qui change souvent d'imprimeur, faute de ressources financières suffisantes, annonce dans son no. 42, septembre 1932 : « L'imprimerie de la Maison des syndicats refuse maintenant de travailler pour les trotskistes ». La longue interruption que la revue connaît de janvier 1933 à janvier 1935 peut être en partie imputée aux difficultés nées de l'entrée des militants de la Ligue dans la SFIO. Pierre Naville et l'équipe de *la Lutte de classes*, hostiles à ce tournant tactique, mais acceptant néanmoins d'en faire l'expérience, adhèrent à la SFIO, où ils constituent un groupe distinct de l'ancienne Ligue communiste — devenue « groupe bolchevik-léniniste de la SFIO » — et où ils diffusent sous le nom de « communistes-internationalistes » un bulletin intérieur propre (annoncé dans *la Lutte de classes* no. 49 (février 1935). C'est à ce groupe des communistes-internationalistes, avec la collaboration de quelques bolcheviks-léninistes, que revient l'initiative de faire reparaitre, après une absence de deux ans, *la Lutte de classes*. A partir de cette date, en janvier 1935, *la Lutte de classes* abandonne son sous-titre. Un tract non daté conservé à la BN sous la même cote a pourtant annoncé pour le 15 décembre [1934] le no. 1 d'une nouvelle série de *la Lutte de classes, organe mensuel du marxisme révolutionnaire*, avec un sommaire qui correspond à celui du no. 48. Sans doute les éditeurs ont-ils préféré continuer l'ancienne numérotation et renoncer au sous-titre. Le fait que la revue s'adresse aussi aux membres du parti socialiste est annoncé comme ne devant en rien modifier sa ligne de conduite. Cela signifie simplement, selon les éditeurs, que le « sort organisationnel » de l'Opposition de gauche est lié au « développement des courants révolutionnaires » qui se font jour dans le mouvement ouvrier et particulièrement dans le parti socialiste. L'existence de *la Lutte de classes* au sein du PS est cependant de courte durée, puisqu'elle disparaît au bout de six mois, avec le no. 51/52. Mais entre temps a eu lieu un « rapprochement » des bolcheviks-léninistes et des communistes-internationalistes qui assurent en commun la responsabilité du dernier numéro. La rédaction est alors composée de Christophe, Coutte, Francis Gérard [Gérard Rosenthal], Griolet, Julien [Pietro Tresso], Meunier, P. Naville, David Rousset, Rigal, Théo [Théo Bernard], Limbour⁸.

8. D'après un tract du 7 juin 1935 conservé avec *la Lutte de classes* (coll. de la BN).

Pseudonymes utilisés : A. Arnaud : Pierre Naville ; Alfa : L. Trotsky ; Ariat : Aimé Patri ; Blasco : Pietro Tresso ; Donat : Maurice Nadeau ; Elie : Elie Kamoun ; Feroci : Alfonso Leonetti ; Georges Garine : Victor Serge ; Graef : E. Franck ; Jean-Jacques : Tchernobelsky ; Julien : Pietro Tresso ; Henri Lacroix : Francisco Garcia Lavid ; E. Laurent : Pierre Naville ; Daniel Lévine : Paul Le Pape ; M. Manou : Maurice Nadeau ; Primus : Lucien Laurat [Otto Maschl] ; Sizoff : Victor Serge (no. 1) et Michel Collinet dans les autres nos ; Souzo : Alfonso Leonetti ; Stumberg : Lucien Laurat [Otto Maschl] ; J. Taber : Théo Bernard ; Roman Well : Sobolevicius⁹.

LA VÉRITÉ

Paris, no. 1, 15 août 1929 ; no. 1 [sic] 13 septembre 1929—no. 255, 26 janvier 1936. Hebdomadaire, bimensuel (nos 96–100 ; 112–124 ; 242–255), quotidien (nos 191–192)¹⁰.

Organe de l'Opposition communiste : no. 1, 15 août 1929—no. 32, 19 avril 1930.

Rédaction : 45 boulevard de la Villette. Paris, impr. Labor ; impr. SFIC (à partir du no. 1, 13 septembre 1929). 41 x 28, 46 x 30 (à partir du no. 19). 2 p., 8 p. (à partir du no. 1, 13 septembre 1929).

Organe de la Ligue communiste « opposition » : no. 33, 25 avril 1930—no. 72, 23 janvier 1931. Impr. de la Société nouvelle d'éditions franco-slaves (à partir du no. 55). 60 x 44, 4 p.

Organe de la Ligue communiste (opposition de gauche) : no. 73, 30 janvier 1931—no. 145, 9 mars 1933.

Rédaction : 23 rue des Vinaigriers (à partir du no. 137). Impr. centrale de la Bourse (nos. 73–99 ; à partir du no. 113), Maison des syndicats, service de l'impr. (nos 100–112). 49,5 x 32,5 (nos 100–112), 62 x 43 (nos 113–124), 53 x 37 (à partir du no. 125), 46 x 29,5 (no. 119). 4 à 6 p., 2 p. (no. 119 spécial).

— suppl. au no. 112, 1er mars 1932, impr., 24 x 15, 4 p. *Au secours de Trotsky*. Appel de C. Rakovsky [Avec : *Déclaration des bolcheviks-léninistes sur la préparation d'un attentat avant-gardiste contre le camarade*

9. Ces renseignements nous ont été aimablement communiqués par Pierre Naville qui nous a signalé aussi le pseudonyme Jean Martin porté par un militant ouvrier d'Oran en Algérie : celui-ci est l'auteur d'un texte intitulé *Les problèmes révolutionnaires de l'Algérie*, qui constitue le no. 50 spécial de la *Lutte de classes*.

10. D'après une mention manuscrite, le no. 191 de février 1934 a été tiré à 5000 exemplaires (coll. de l'HSO).

Trotsky. Janvier 1932. Document adressé au gouvernement russe et remis à l'ambassade soviétique à Paris ainsi qu'à la direction du parti français¹¹.

Organe hebdomadaire de la Ligue communiste. Section française de l'Opposition internationale de gauche (bolchevik-léniniste) : no. 146, 17 mars 1933
no. 176, 20 octobre 1933. Impr. d'art Voltaire (à partir du no 162). 2 à 4 p.

Organe hebdomadaire de la Ligue communiste. Section française de l'Opposition internationale des bolcheviks-léninistes : no. 177, 27 octobre 1933 -
no. 178, 3 novembre 1933. Impr. centrale de la Bourse.

Organe hebdomadaire de la Ligue communiste. Section française de la Ligue communiste internationaliste (bolcheviks-léninistes) : no. 179, 10 novembre 1933 - no. 219, 24 août 1934.

Rédaction : 8 rue Legouvé (à partir du no. 208). Impr. du Commerce et des Postes (à partir du no. 185).

- no. 186, 19 janvier 1934 : *Édition du Nord* (1 rue des Postes, Lille)¹².

- [no. spécial, juin 1934] : *Programme d'action des bolcheviks-léninistes*¹³.

*Organe du groupe bolchevik-léniniste de la SFIO*¹⁴ (anc[ienne] *Ligue communiste*) : no. 220 spécial (2e éd.), septembre 1934 - no. 247, 23 août 1935. Impr. U. De Coster (nos 231-235), impr. du Commerce et des Postes (à partir du no. 236). 2 à 6 p.

- suppl. à *la Vérité* du 15 mars 1935, impr. 25,5 x 18, 16 p. *Pour le regroupement d'une avant-garde révolutionnaire*. Après le Conseil national. Notre politique. Les problèmes de l'heure présente. Armements et milices. Les trahisons staliniennes. La question du pouvoir. Nécessité d'une tendance révolutionnaire. [Contient la résolution du Conseil fédéral de la Seine adoptée le 25 février 1935 : *La Seule Voie, le pouvoir aux masses travailleuses*.]¹⁵.

- [suppl.] 10 juin 1935, impr., 45 x 29, 2 p. L. Trotsky, *Lettre ouverte aux ouvriers français*.

Organe du groupe bolchevik-léniniste (anc[ienne] Ligue communiste) : no. 248, 27 septembre 1935.

Adresse provisoire : Jeanne Brissac, 11 rue du Moulin Joly¹⁶.

11. Coll. de la BN.

12. La page 4 contient des chroniques consacrées au Nord et au Pas-de-Calais (coll. de l'IIHG).

13. Ce no. spécial n'a pas été retrouvé. Réédité en brochure : *Programme d'action* (Paris : Ed. des « Amis de la Vérité », 1934), 32 p. (am IIHG F 2005/1).

14. Variante pour les nos 220 et 221 : *Organe bolchevik-léniniste (SFIO)*.

15. Le Conseil fédéral a adopté le projet de résolution bolchevik-léniniste. Ce suppl. se trouve relié avec *la Lutte de classes*, 1935 (pa BN 4° G 1707).

16. Le nom est orthographié Brissack dans les nos 249 à 254.

Organe du groupe bolchevik-léniniste : no. 249, 11 octobre 1935 (no. 255, 26 janvier 1936).

Rédaction : 15 passage Dubail et 54 boulevard Magenta (no. 255). Impr. H. Carré-Pierson.

Épigraphie : Prolétaires de tous les pays unissez-vous (à partir du no. 33).

Gérant : Pierre Frank (nos 1–239), Maria Craipeau.

am IISG : mq nos 83, 189. pa BN Jo 51 663 : mq nos 40, 53, 54, 83, 119, 142, 185, 189, 191, 193, 219, 221. na BDIC Fol P1616, puis G Fol P2654. coll. inc.—pa CDI : coll. inc.

Devant l'échec des discussions avec *Contre le courant*, Trotski se tourne vers d'autres militants. Alfred Rosmer, Raymond Molinier, Gourget [Pierre Barozine], Jan Van Heijenoort, Pierre Frank, Pierre Naville et Francis Gérard [Gérard Rosenthal] vont à Prinkipo étudier avec Trotski les problèmes que pose la création d'un nouveau journal, *la Vérité*. Premier comité de rédaction : H. Audoin [Henri Molinier], Marthe Bigot, F. Charbit, Jeanne Martin Despal-lières, Pierre Frank, Gourget, L. Marzet, A. Mougeot, Sarah Menant, H. Rey, A. Rosmer¹⁷. *La Vérité* a pour tâche immédiate de favoriser le regroupement de l'Opposition à l'intérieur et à l'extérieur du parti communiste par un travail d'information et au moyen d'une discussion ouverte. Très vite cependant, le groupe initial réuni autour d'elle commence à se structurer ; pour ses militants, *la Vérité* doit s'appuyer sur l'action de groupes organisés et devenir l'arme d'une opposition en lutte. Lorsqu'en janvier 1930 *la Lutte de classes* se rallie à l'Opposition de gauche, les deux organes peuvent se répartir le travail et se compléter : *la Vérité*, libérée des études et documents qui passent à *la Lutte de classes*, fait fonction d'organe de masse, « branché » sur l'action ouvrière. Après la conférence d'avril 1930 qui organise l'Opposition de gauche sur le plan international, *la Vérité* devient l'organe central de la Ligue communiste en France. En août 1934, lors de l'adhésion des militants de la Ligue à la SFIO, *la Vérité* se transforme en organe de tendance — la tendance bolchevik-léniniste — dirigé par un comité de rédaction de quatre membres : Boitel [Joannès Bardin], Yvan Craipeau, Pierre Frank et Raymond Molinier. En application des statuts de la SFIO, *la Vérité*, organe de tendance, ne peut en principe pas circuler à l'extérieur du parti. Un an après en juin 1935 Trotski, sentant que les possibilités d'action dans le parti socialiste sont épuisées, conseille aux bolcheviks-léninistes de quitter la SFIO et de se mettre à la construction du nouveau parti. La propagande, quoique timide — les militants sont hésitants et divisés — que mène *la Vérité* à partir de l'été 1935 pour la IV^e Internationale, pousse la direction du PS à refuser à *la Vérité* la qualité

17. Alfred Rosmer quitte *la Vérité* et la Ligue en novembre 1930.

d'organe du parti. A la suite de la conférence bolchevik-léniniste du 21 septembre 1935 qui décide de faire de *Révolution*, dont l'audience est plus large, l'organe de masse, *la Vérité* paraît simplement à partir du 27 septembre 1935 (no. 248) comme organe du groupe bolchevik-léniniste, sans mention de la SFIO. La rédaction est assurée par Pierre Naville et Jean Rous.

L'exclusion du groupe B-L de la SFIO en janvier 1936 marque la fin de *la Vérité*. Bien qu'il contienne un encart destiné aux abonnements pour 1936, le no. 255 semble bien le dernier numéro.

L'ÉTINCELLE DE L'EST

S.I., puis Neuves-Maisons, no. 9, n.d. [c. avril 1933]—3e année, no. 16, décembre 1933. Mensuel.

Bulletin mensuel de la région de l'Est de la Ligue communiste (opposition) : no. 9, n.d. [c. avril 1933]—no. 10, mai 1933. Multigr. 21 x 13, 14 p.

Bulletin mensuel de la Ligue communiste (Op[osition]). Région de l'Est-Centre-est : no. 11, juillet 1933—no. 13, septembre 1933. 23 à 29 p.

Organe mensuel de la Ligue communiste. Région de l'Est : 3e année, no. 16, décembre 1933.

Correspondance : Neuves-Maisons (Meurthe et Moselle), 61 rue de Nancy, P. Viey. 31 x 23, 6 p.

Gérant : Jean Meichler (nos 12, 13, 16)¹⁸.

am IISG : mq nos 14, 15.

La publication de *l'Étincelle de l'Est* aurait commencé en décembre 1931 d'après la mention « 3e année » accompagnant le no. 16 paru en décembre 1933. Si les huit premiers numéros n'ont pas été retrouvés, le no. 9 non daté qui lance un appel à l'unité d'action du prolétariat pour le 1er mai 1933 doit pouvoir se situer aux environs d'avril 1933. Sauf pour le no. 16, les exemplaires du bulletin ne mentionnent aucune adresse, mais *la Vérité*, en annonçant le no. 13 de *l'Étincelle de l'Est*, indique le nom de G. Paget, 1 rue de la Rosière, Chaligny (Meurthe et Moselle)¹⁹. Particulièrement riche en informations locales, le bulletin se présente à partir du no. 13 comme le porte-parole des groupes de Belfort, Longwy, Dijon, Chaligny-Neuves-Maisons

18. Jean Meichler sera arrêté par la Gestapo et fusillé le 10 septembre 1941. Cf. *la Vérité*, no. 23 (15 octobre 1941).

19. *La Vérité*, no. 174 (6 octobre 1933).

et fait état des sympathies grandissantes qu'il recueille et qui lui ont permis de
« doubler son volume et son tirage ».

OCTOBRE ROUGE

Paris, no. 1, novembre 1933 - no. 5, 10 mars 1934. Mensuel.

Organe des jeunes léninistes : no. 1, novembre 1933.

Rédaction : 23 rue des Vinaigriers, *la Vérité*. Champigny, impr. Nouvelle.
38 x 28, 4 p.

Organe des jeunesses léninistes [puis à partir du no. 3] *Organe de la jeunesse léniniste. Adhérente à la Ligue communiste internationaliste (bolcheviks-léninistes)* : no. 2, décembre 1933 - no. 5, 10 mars 1934. Paris, impr. du Commerce et des Postes (à partir du no. 4).

Gérant : Yvan Craipeau

am IISG.

devient :

LE COMBAT DES JEUNES

Paris, no. 2, 16 juin 1934 ; no. 4 (spécial), 3 septembre 1934. Bimensuel.
Organe des jeunesses léninistes. Adhérentes à la Ligue communiste internationaliste.

Rédaction : 8 rue Legouvé, *la Vérité*. Paris, impr. du Commerce et des Postes.
46 x 32, 4 p.

Gérant : Yvan Craipeau.

am IISG : no. 2—pa CDI : no. 4.

La naissance d'*Octobre rouge* a été précédée dans *la Vérité* de chroniques destinées aux jeunes, signées J. Jacques [Tchernobelsky] et Daniel Lévine [Paul Le Pape]. A partir du no. 27 (14 mars 1930), une page spéciale, mensuelle, s'intitulant *la Vérité des jeunes*, s'adresse aux jeunes ouvriers inorganisés et surtout aux militants des jeunesses communistes. En janvier 1931, la faible implantation des bolcheviks-léninistes parmi les jeunes ne leur a pas permis de faire paraître en feuille indépendante *la Vérité des jeunes*. Sa publication même dans *la Vérité* s'interrompt pendant plusieurs mois pour reprendre à partir de janvier 1932, avec les signatures de Craipeau et Auger (pseudonyme de Craipeau). Fin 1932, *la Vérité des jeunes* annonce un nouveau journal multigraphié, *le Jeune bolchevik*, destiné aux jeunesses communistes de la

région parisienne. Si les deux premiers numéros du *Jeune bolchevik* n'ont pas été retrouvés, ses nos 3 et 4 paraissent dans *la Vérité* sur une page du no. 136 (13 janvier 1933) et du no. 143 (23 février 1933) avec en sous-titre *organe central des jeunes de la Ligue communiste (opposition de gauche)*.

Après le plenum d'août 1933, la Conférence nationale de la Ligue, du 29 août, décide la mise en œuvre d'une « nouvelle jeunesse révolutionnaire » qui doit être une organisation de classe, large et sans sectarisme, instrument d'éducation et d'action et qui aura pour organe *Octobre rouge*. Son programme est celui des jeunesses communistes « au temps de Lénine, enrichi par l'expérience de dix années de dégénérescence stalinienne » : lutte pour la IV^e Internationale, front unique, unité syndicale, travail anti-militariste, internationalisme prolétarien et fraternisation. *Octobre rouge*, qui est l'œuvre de quatre jeunes militants, dont Yvan Craipeau, ancien des JC, s'adresse à tous les jeunes travailleurs avant tout inorganisés. L'équipe s'efforce de donner au journal un contenu différent de celui de *la Vérité*, plus simple, plus « populaire ». La disparition en mars 1935 d'*Octobre rouge* remplacé par *le Combat des jeunes* s'explique selon Y. Craipeau par le fait que personne ne comprenait ce titre « mystérieux » [*Octobre rouge*] qui ne signifiait quelque chose que pour les initiés²⁰. En 1934, le mot d'ordre d'entrée à la SFIO se heurte à l'hostilité des jeunes léninistes, désorientés par ce tournant qui contredit toute leur récente campagne pour la nouvelle Internationale. Néanmoins leur conférence se prononce pour l'adhésion à la SFIO et le no. 4 du *Combat des jeunes* annonce : « Notre entrée à la SFIO dans la Jeunesse socialiste met fin à la parution du *Combat des jeunes* ». Ses militants vont se retrouver à *Révolution*.

Cf. *Révolution*.

RÉVOLUTION

Paris, no. 1, 15 décembre 1934—no. 58, avril 1939. Mensuel (nos 1—4 ; 8—16 ; à partir du no. 33), bimensuel (nos 5—7), hebdomadaire (nos 17—32).

Édition parisienne du « Cri des jeunes ». Organe des jeunesses socialistes de la région parisienne : no. 1, 15 décembre 1934—no. 2, janvier 1934²¹.

Rédaction : s.l. Paris, impr. du Commerce et des Postes. 55 x 36, 4 p.

no. 2, éd. spéciale, 15 janvier 1935, impr., 55 x 36, 4 p. *Frontières ouvertes aux antifascistes sarrois. Contre les dangers de guerre. A bas les deux ans* [Après l'occupation de la Sarre par Hitler].

20. D'après Yvan Craipeau, *Le Mouvement trotskyste en France* (Paris : Ed. Syros, 1971) 105.

21. L'édition spéciale du no. 2 du 15 janvier 1935 annonce que le no. 1, du 15 décembre, a été tiré à 6000 exemplaires entièrement diffusés.

Organe de lutte et de combat de la jeunesse ouvrière : no. 3, 5 février 1935
no. 4, 15 mars 1935.

Rédaction : 12 rue Feydeau, Georges Brun (à partir du no. 4). 6 p. (no. 3)
4 p.

Organe de combat de la jeunesse ouvrière : nouvelle série, no. 5, 15 avril
1935—no. 10, août 1935. Impr. du Château d'eau. 52,5 x 35, 4 p.

Organe du socialisme révolutionnaire : nouvelle série, no. 11, éd. spéciale,
11 août 1935—no. 16, décembre 1935. Impr. centrale de la Bourse (no. 13),
puis impr. du Château d'eau. 60 x 44.

Hebdomadaire du rassemblement révolutionnaire : nouvelle série, no. 17,
7 décembre 1935—no. 21, 10 janvier 1936.

Rédaction : s.l. (correspondance à envoyer à l'impr.). 2 à 4 p.

*Organe du rassemblement révolutionnaire, publié par l'Entente des Jeunesses
socialistes révolutionnaires et le groupe bolchevik-léniniste* : nouvelle série,
no. 22, 17 janvier—no. 31, 22 mai 1936.

Rédaction : 15 passage Dubail, Publications *la Vérité* (no. 22), puis 154 bou-
levard Magenta, Publications populaires. 55 x 38 (nos 22–23), 60 x 45
(nos 24–31), 4 p.

— Ed. spéciale, 21 février 1936, impr. 60 x 45, 2 p. *A l'offensive pour abattre
la bourgeoisie !*

Organe des jeunesses socialistes révolutionnaires (IVe Internationale) : nouvelle
série no. 32, éd. spéciale, juillet 1936. Société nouvelle d'impression et d'édi-
tion. 55 x 38.

*Organe de combat des jeunes travailleurs. Édité par les jeunesses socialistes ré-
volutionnaires (IVe Internationale)* : nouvelle série no. 33, juillet 1936
no. 34, septembre 1936.

*Organe de combat des jeunes travailleurs. Édité par la Fédération des jeu-
nesses socialistes révolutionnaires (IVe Internationale)* : nouvelle série, no. 35,
octobre 1936—no. 58, avril 1939. Impr. des Journaux périodiques (no. 35),
puis impr. Cerbonnet. 60 x 44 (à partir du no. 54).

— no. spécial, septembre 1937, impr., 43 x 27, 2 p. *A bas les deux ans !
[de service militaire]*.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous (à partir du no. 22).
Manchette (à partir du no. 35) puis épigraphe (à partir du no. 36) : Devant
l'effondrement du stalinisme et du réformisme, pour guider les jeunes généra-
tions dans la voie révolutionnaire, il faudra un drapeau sans tache (L. Trotsky).
Gérant : G. Brun (nos 1–13), Fred Zeller (nos 14–34), Stratrievsky (nos 35–
42), Suzanne Charpy (nos 43–50), J. Tutelle (no. 51), P. Parisot (no. 52),
Marcel Périer (no. 53), Marcel Beaufrère (nos 54–57), Vertex (no. 58).

pa BN Jo 41740 : mq nos 6, 12, 29, 39—am IISG : mq nos 1—2, 4—10, 29, no. spécial septembre 1937.

En lutte contre la direction officielle du parti, l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine entreprend, en 1934, de lancer son propre journal *Révolution*. Celui-ci s'opposera à l'organe national des JS, le *Cri des jeunes*, publié à Lille et jugé réformiste. Les jeunes léninistes de la Ligue qui viennent d'entrer à la SFIO participent activement à la rédaction de ce nouveau mensuel dont le jeune bolchevik-léniniste David Rousset assure la direction. Se présentant comme l'édition parisienne du *Cri des jeunes*, *Révolution* se prononce pour le défaitisme révolutionnaire et la dictature du prolétariat ; devant ces mouvements d'indépendance, le Comité national mixte (composé d'adultes et de jeunes) ordonne au début de février 1935 la suppression de *Révolution* et menace d'exclure ses collaborateurs. La Commission exécutive de l'Entente se soumet et suspend la publication du journal en tant qu'organe de l'Entente, mais autorise aussitôt Fred Zeller, Georges Brun et David Rousset (en fait le comité de rédaction) à le reprendre en leur nom personnel, conformément aux statuts du PS. Cette situation n'empêche pas *Révolution*, qui paraît alors sans mention du parti et à partir du no. 5, en avril 1935, sous la forme d'une nouvelle série, de développer son influence jusqu'au congrès des JS à Lille, en juillet 1935, où un coup d'arrêt lui est donné avec l'exclusion de treize jeunes militants de l'Entente.

A la fin de 1935, *Révolution*, alors dirigé par Jean Rous, abandonne son rôle auprès des jeunes pour devenir, selon les décisions prises à la conférence bolchevik-léniniste du 21 septembre 1935, l'hebdomadaire de masse du « rassemblement révolutionnaire » formé par les JS de la Seine et le groupe bolchevik-léniniste. La rupture des JS de la Seine en janvier 1936 avec le parti socialiste voit naître les Jeunesses socialistes révolutionnaires. Celles-ci conjointement avec le groupe bolchevik-léniniste, lui aussi en dehors du PS, poursuivent la publication de *Révolution* qui relaie *la Vérité*. Lors du regroupement qui s'effectue autour du mot d'ordre de la IVe Internationale, *Révolution* appelle à la constitution du nouveau parti (« Sous le drapeau de Marx et Lénine, organisons le parti révolutionnaire du prolétariat », no. 22) et publie la « Lettre ouverte pour la IVe » dans son no. 23, 1er février 1936. En même temps les JSR, organisation essentiellement parisienne, s'efforcent d'étendre leur implantation en province. En février 1936, le journal est diffusé à Marseille, Lyon, Lille, Neuves-Maisons, Angers, Bar-le-duc, Nancy, Clermont, Lorient, Villeurbanne, Metz, Mulhouse, Nîmes, Orléans, Grenoble, Toulon.

A la création en juin 1936 du Parti ouvrier internationaliste et de *la Lutte ouvrière*, *Révolution* retrouve son rôle d'organe destiné aux jeunes sous la direction de Fred Zeller et reprend en novembre 1936 son action en faveur de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (no. 36). Le Comité central

des JSR lance une proposition de rassemblement révolutionnaire de la Jeunesse aux Jeunesses communistes, au Comité national des Jeunesses socialistes, ainsi qu'aux Jeunesses socialistes de la Seine, aux Jeunes anarchistes et aux Jeunes équipes unies pour une nouvelle économie sociale (JEUNES) (no. 38). Malgré la réponse favorable de ces trois dernières organisations, la mise en œuvre des « comités pour le front révolutionnaire de la jeunesse » en restera au stade des pourparlers. La Conférence internationale des jeunes de la IVe, réunie le 11 septembre 1938 à la suite de la conférence de fondation de la IVe, lance un appel « aux jeunes ouvriers, paysans et soldats du monde entier » sous le titre *L'union des travailleurs fera la paix du monde* (no. 52, octobre 1938). L'appel qui convie à la lutte pour « balayer Daladier et Doriot et tous les gouvernements démocrates » et qui rappelle que « l'ennemi pour chaque prolétaire est dans son propre pays » vaut à *Révolution* de nouvelles poursuites judiciaires engagées fin 1938²². L'appel rencontre néanmoins peu d'échos au sein des mouvements de jeunes, pour la plupart déjà engagés vers une politique favorable à la défense nationale. Malgré la progression de *Révolution*, dont la diffusion s'étend en septembre 1938 à cinquante-trois départements, l'organisation des JSR stagne. C'est pourquoi la création du PSOP en juin 1938, issu de la tendance Gauche révolutionnaire du parti socialiste, est l'occasion pour les JSR d'envisager la possibilité d'une fusion avec les Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes (JSOP) dont *Révolution* serait l'organe unifié. C'est dans cette perspective que le secrétariat des JSR adresse une lettre à la direction des JSOP (no. 52, novembre 1938). Devant le refus opposé par celles-ci, une minorité JSR adhère individuellement aux JSOP en mars 1939. *Révolution* poursuit son existence jusqu'en avril 1939, sans que le dernier numéro n'annonce la fin du journal. C'est le no. 1 (10 juillet 1939) de la *Lutte ouvrière* nouvelle série, qui précise que *Révolution* ayant cessé d'exister, elle consacre une page spéciale aux jeunes.

LA COMMUNE PAYSANNE

La Queue-les-Yvelines, no. 1, 25 novembre 1935 ; no. 12, juillet 1938 ; no. 13, septembre 1938. Tous les dix jours, puis mensuel (à partir du no. [12]). Rédaction : La Queue-les-Yvelines, Jacques Desnots. Paris, impr. SMI (no. 1). Presses Alpha (nos 12 et 13), 32,5 x 5 (no. 1), 38 x 27,5 (no. 12 et 13). 8 p. (no. 1), 4 p. (nos 12 et 13).

22. La propagande anti-militariste de *Révolution* est l'objet de poursuites judiciaires répétées. A plusieurs reprises, les gérants de *Révolution*, inculpés de provocation de militaires à la désobéissance, sont condamnés à des peines de prison avec sursis et à des amendes.

~~Organisme~~ **Dirigé** par les Jacques, face aux chouans (no. 1) pour le regroupement des travailleurs de la terre. Face aux chouans ! (nos 12 et 13).
Gérant : Jacques Desnots

am HSG : nos 1 et 13 - na BDIC : no. 12.

Bien que *la Commune paysanne* s'annonce comme un journal « pensé, écrit, administré par des paysans » « tous syndiqués » elle est surtout l'œuvre d'une personnalité, Jacques Desnots, membre du groupe de *la Commune*, puis du Parti communiste internationaliste. Elle se veut un journal « indépendant, du côté des exploités ». Dans le no. 1, tiré à 10.000 exemplaires, le programme agricole de Jacques Desnots est présenté sous le titre « Unité-conseils paysans états généraux » : moratoire des dettes, création de caisses agricoles mettant à la disposition des paysans, gratuitement ou à tarif réduit, engrais, semences, outils..., révision des conditions de fermage et de métayage, défense des ouvriers agricoles et transformation des trusts en services publics. Contre la proposition des parlementaires communistes tendant à convoquer pour l'hiver 1935-36 un congrès paysan, J. Desnots préconise une vaste consultation nationale de tous les paysans travailleurs, organisés ou non. Chaque village se réunirait en assemblée populaire qui élirait des délégués ; ceux-ci éliraient à leur tour des conseils paysans régionaux dont les délégués se rendraient aux assises nationales de la paysannerie. Un article signé J. Desnots s'intitule : « Place aux paysans dans le front populaire ». Le no. 13 sous le titre « Les paysans contre la guerre Genossen nieder mit Krieg ! » est en majeure partie consacré à la lutte contre la guerre. Il appelle à signer le texte d'une pétition contre la guerre, émanant du Syndicat national des instituteurs et du Syndicat des agents des PTT.

L'existence du journal se poursuit très certainement au-delà du no. 13, puisque, en mai 1939, il ne trouve être l'objet de vives critiques de la part du *Proletaire*, du Havre. Celui-ci reproche à Jacques Desnots, devenu membre du PSOP après la dissolution du Parti communiste internationaliste, et à *la Commune paysanne* de défendre des positions « néo-patriotes » et de prôner « l'égalité des droits entre paysans et ouvriers »²³.

LA COMMUNE

Paris, no. 1, 6 décembre 1935-no. 156, décembre 1938. Hebdomadaire, tri-hebdomadaire (nos 86-130).

Organe de regroupement et d'action révolutionnaire : no. 1, 6 décembre 1935.

²³ *Le Proletaire* no. 14 (mai 1939). Cf. *infra*.

Rédaction : 66 faubourg Saint-Martin. Paris, impr. spéciale de *la Commune*. 54,5 x 37, 6 p.

devient à partir du no. 2 :

LA COMMUNE DE PARIS

Organe de regroupement et d'action révolutionnaires : no. 2, 13 décembre 1935—no. 14, 6 mars 1936. 4 p.

Organe central du Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale) : no. 15, 13 mars 1936—no. 23, 8 mai 1936. Impr. Parisiennes réunies (nos 15—18), puis E. Fuzat impr.

Organe central du Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale) et tribune des groupes d'action révolutionnaires : no. 24, 15 mai 1936—no. 27, 5 juin 1936. 59 x 43,5.

devient à partir du no. 28 :

LA COMMUNE

Organe central du Parti communiste internationaliste (bolchevik-léniniste) pour la construction de la IVe Internationale : no. 28, 23 octobre 1936—no. 156, décembre 1938.

Rédaction : 36 rue du Château d'eau (nos 72—147) puis 49 faubourg Saint-Martin. Impr. spéciale de *la Commune*. 60 x 44,5 (nos 81—85), 32,5 x 25,5 (nos 86—99), 37 x 28 (nos 100—155), 60,5 x 44 (no. 156), 2 à 10 p.

— 2 suppl. entre le no. 82, 7 janvier 1938 et le no. 83, 21 janvier 1938. *Le Soviet* (cf. *infra*).

— suppl. à *la Commune*, 21 octobre 1938, impr., 37 x 28, 4 p. *Problèmes de la construction de la IVe Internationale* [Pourparlers entre le Secrétariat international et le PCI pour la réunification des bolcheviks-léninistes. Lettre ouverte du PCI à Trotski, *Tout n'est pas permis même au camarade Trotski*, 18 octobre 1938. Lettre de Jeanne Martin à *Lutte ouvrière*, 19 octobre 1938²⁴].

Epigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous (à partir du no. 18).

Gérant : J. Meichler (nos 1—11), G. Van Heijenoort (nos 12—38), P. Trocello (nos 39—52), R. Molinier (nos 53—61), M. Guillard (nos 62—86), A. Bastide

24. Dans cette lettre, Jeanne Martin fait état de la plainte qu'elle vient de déposer en justice et dans laquelle elle demande que la lumière soit faite sur la mort de Léon Sedov, fils de Trotski, et Rudolf Klement, probablement assassinés tous deux par la Guépéou.

(nos 87-146), Barratins (nos 147-150), Deribourg (nos 151-154), J. Martin (nos 155-156)²⁵

am HSG : mq nos 155-156—na BDIC G Fol P4447 : mq nos 27, 37, 76, 122, 152, 153—pa BN Gr Fol Jo 1209 : mq nos 37, 58, 67, 80, 122, 127, 152, 153, suppl. du 21 octobre 1938²⁶.

Lancée par une minorité du groupe B-L à l'intérieur de la SFIO, la *Commune* s'appuie sur des groupes d'action révolutionnaires (GAR). Ceux-ci, ouverts à tous ceux qui acceptent un programme minimum, doivent favoriser le regroupement des forces révolutionnaires. La *Commune* qui par son nom veut annoncer les « comités de base de demain » est obligée dès son deuxième numéro de se transformer en *Commune de Paris* afin qu'aucune confusion ne soit faite avec *Commune*, la revue de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires, liée au parti communiste. Le comité de lancement du premier numéro comprend : Deglise, Destouches, Dumas, Frank, Godet, Meche [Meichler], Molinier, Van [Van Heijenoort]²⁷, Devreyer, membres du Comité central du groupe B-L²⁸ ; Desnots, Duyck, Lucot, Robin pour la minorité révolutionnaire de Front social²⁹ ; Balay, Kraf, Langlois, Marc Laurent [Henri Molinier], Lafond, Poly [Sauveur Paoli] du parti socialiste ; Claire Espérou (Saint-Denis) pour le comité de formation des groupes d'action révolutionnaires ; Maillot, Meuris, Millot [Millovitch], Jumontier, membres de l'Entente des jeunesses socialistes de la Seine. Cette publication « fractionnelle » au sein du groupe B-L provoque l'exclusion par le groupe, le 29 décembre 1935, des huit rédacteurs bolcheviks-léninistes, exclusion qui précède de peu l'exclusion de l'ensemble du groupe B-L du parti socialiste (janvier 1936).

La *Commune de Paris* n'obtient pas la reconnaissance du Secrétariat international qui considère que cet organe composé de tendances aussi diver-

25. M. Guillard. A. Bastide, Barratins, Deribourg sont des faux noms destinés à déjouer les poursuites judiciaires (entretien avec Pierre Franck, avril 1977).

26. Il est possible que plusieurs de ces numéros aient été saisis. Le no. 148, du 21 octobre 1938, fait état de quinze saisies en moins d'un an.

27. J. Van Heijenoort se retire de la *Commune de Paris* en janvier 1936. Cf. sa lettre du 16 janvier 1936 adressée à L. Trotsky et citée dans Braun, *L'Organe de masse*, 50. Voir aussi l'information parue dans la *Vérité* no. 255 (26 janvier 1936).

28. La *Vérité* no. 253 (6 décembre 1935) précise : « Ces camarades agissent en réalité purement et simplement en leur nom personnel et complètement en dehors du groupe bolchevik-léniniste ».

29. Le no. 4 de la *Commune de Paris* n'annonce plus qu'un seul « frontiste ». La minorité « Front social » a en effet refusé par une résolution votée le 7 janvier 1936 d'être représentée organiquement au comité de rédaction et d'être intégrée à son orientation politique. Cf. Braun, *L'Organe de masse*.

ses n'a rien à voir avec la IVe Internationale³⁰. Mais le nouveau programme du groupe qui se constitue en « Comité pour la IVe » (16 janvier 1936), puis en Parti communiste internationaliste (7-8 mars) crée une situation nouvelle dont le Secrétariat international est obligé de tenir compte. Sur proposition du Secrétariat international, la réunification du Parti communiste internationaliste, du groupe bolchevik-léniniste et des Jeunesses socialistes révolutionnaires peut avoir lieu en juin 1936 et met fin officiellement à la publication de *la Commune de Paris* au profit de *la Lutte ouvrière*, organe du nouveau parti, le Parti ouvrier internationaliste. L'unification est de courte durée et après une interruption de cinq mois, *la Commune* reparait, sous son premier titre, en rappelant que si le PCI n'est pas la section reconnue de la IVe Internationale en France, il combat néanmoins pour son programme. Le dernier numéro annonce la fin du PCI et l'entrée de ses militants dans le PSOP.

Supplément de *la Commune*

— SOVIET

Paris, no. 2, 19 janvier 1938. Quotidien. *Édité par les cellules du Parti communiste internationaliste et la Jeunesse communiste internationaliste (bolchevik-léniniste pour la construction de la IVe Internationale). Supplément quotidien de la Commune.*

Rédaction : 36 rue du Château d'eau. Impr., 31 x 22, 2 p.

na BDIC 4° P8036.

Le no. 83 du 21 janvier 1938 de *la Commune* annonce la publication depuis le 7 janvier de deux numéros d'un supplément intitulé *Soviet*. Les deux numéros, dont le premier n'a pas été retrouvé, sont présentés comme des « brûlots de combat », contenant des commentaires sur la situation politique après la chute du ministère Chautemps et des mots d'ordre d'action. L'article de front du no. 2, sous le titre « De Thorez à Reynaud, tu n'as pas voulu cela ! », s'élève contre le Front populaire, « combinaison de dirigeants socialistes, communistes et cégétistes avec une partie de la bourgeoisie ».

30. Cf. lettre de L. Trotski du 20 décembre 1935 in *La Commune de Paris* no. 14 (6 mars 1936).

LA LUTTE OUVRIÈRE

Paris, no. 1, 12 juin 1936 - no. 118, 26 mai 1939 ; nouvelle série, no. 1, 10 juillet 1939. Hebdomadaire (à partir du no. 10), puis mensuel (no. 1 n.s.).

Organe hebdomadaire du Parti ouvrier internationaliste (bolchevik-léniniste). Section française de la IV^e Internationale : no. 1, 12 juin 1936 - no. 118, 26 mai 1939.

Rédaction : 15 passage Dubail, Paris, impr. du Château d'eau (nos 1-2), impr. Cerbonnet (nos 3-9 ; 31-53 ; 56), impr. des Journaux périodiques (nos 10-20), impr. Carré-Pierson (nos 21-30), Société nouvelle d'impression et d'édition (nos 54-55), impr. La Renaissance (nos 57-75), impr. spéciale passage Dubail (à partir du no. 76). 60 x 45,5 (nos 1-2), 56 x 38 (nos 3-90, 95, 99-102), 28 x 19 (nos 91-94, 96-98, 103-104), 4 à 6 p. no. 2 bis exceptionnel, 27 juin 1936, impr. 45 x 29, 2 p. *En poursuivant la Lutte ouvrière le Gouvernement obéit à la réaction fasciste*³¹.

suppl. à la *Lutte ouvrière*, 11 décembre 1936, impr., 56 x 37,5, 2 p. *Ils veulent tuer Trotsky comme ils ont tué Jaurès. A la veille de la guerre, l'impérialisme veut abattre Trotsky et la IV^e Internationale*³². Au verso : *La nouvelle constitution de l'URSS. Trotsky répond à Staline*.

Organe mensuel du Parti ouvrier internationaliste (bolchevik-léniniste) : nouvelle série, no. 1, 10 juillet 1939.

Rédaction : BP no. 30, 15e, Maurice Lègue. Impr. Carré-Pierson.

Epigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Gérant : S. Charpy (nos 1-9), P. Naville (nos 10-11), Aiache (nos 12-77), Loret (nos 79-101), Pesch (nos 102-114), Marcel Hic (nos 115-118), Jean Servais (no. 1 n.s.).

pa BN Gr Fol Jo 1278 : mq nos 1, 19, 65, 78 - am IISG : mq nos 19, 90, 116-118 ; n.s. no. 1 - na BDIC G Fol P4444 et G Fol P2801 : coll. inc., possède no. 1 et suppl. à la *Lutte ouvrière*, 11 décembre 1936 - pa CDI : coll. inc.

Organe de masse du Parti ouvrier internationaliste. Le POI se forme le 2 juin 1936 par l'unification - éphémère - du Parti communiste internationaliste, du groupe bolchevik-léniniste et des Jeunesses socialistes révolutionnaires. Les deux premiers numéros de la *Lutte ouvrière* sont aussitôt saisis par le gouver-

³¹ A propos de la saisie des deux premiers numéros. D'autres poursuites auront lieu, en particulier celles signalées dans les no. 114, du 24 mars 1939 et no. 115, du 7 avril.

³² Dossier sur la loi d'exception contre Trotsky édictée par le gouvernement norvégien.

nement Blum et le journal poursuivi pour complot contre la sûreté de l'État. Les dissensions immédiates au sein du POI vont entraîner l'ajournement du congrès de fusion initialement prévu pour le 15 août et provoquer le départ des membres de l'ex-PCI en octobre 1936. *La lutte ouvrière*, qui ne représente plus que l'ancien groupe bolchevik-léniniste et les Jeunesses socialistes révolutionnaires, défend au nom d'un POI réduit les positions officielles de la IVe Internationale.

A la suite de la création du PSOP en juin 1938, le POI, qui n'arrive pas à dépasser de faibles effectifs, propose la fusion des deux organisations. Devant l'échec des pourparlers et sur les conseils de Trotski, une minorité du POI, conduite par Jean Rous et Yvan Craipeau, adhère individuellement au PSOP en février 1939, où ils publient dès avril *la Voie de Lénine*. Quant à la majorité réunie autour de P. Naville, qui estime qu'il faut sauvegarder un noyau soudé, elle maintient le POI et *la Lutte ouvrière*, contre l'avis de Trotski. Il faut en juin 1939 la décision du Secrétariat international de ne plus reconnaître le POI comme section française de l'Internationale pour que la majorité se résigne à l'entrée dans le PSOP³³. *La Lutte ouvrière* s'interrompt à la fin du mois de mai pour reparaitre en juillet sous la forme d'une nouvelle série éditée par un militant de l'ancien POI, Boitel (Bardin), réfractaire au PSOP. Dans ce no. 1, le seul retrouvé, *la Lutte ouvrière* se présente comme l'organe du POI reconstruit, sans référence à la IVe Internationale³⁴.

QUATRIEME INTERNATIONALE

Paris, no. 1, octobre 1936—no. 17, mai 1939. Mensuel.

Revue théorique mensuelle du Parti ouvrier internationaliste (bolchevik-léniniste), section française de la IVe Internationale : no. 1, octobre 1936—no. 3, décembre 1937.

Rédaction : 15 passage Dubail, Publications populaires. Paris, Société nouvelle d'impression et d'édition. 26 x 18, 30 à 48 p.

Revue mensuelle. Publiée par le Comité central du Parti ouvrier internationaliste (bolchevik-léniniste), section française de la IVe Internationale : no. 4, janvier 1938—no. 17, mai 1939. Nîmes, impr. Graphica (no. 4), puis Paris, impr. spéciale de la IVe Internationale. 24 et 28 p. (nos 4 et 5), 288 p. (pagination continue du no. 6/7 au no. 16), 52 p. (no. 17).

— suppl. au no. 5, mars 1938, impr., 26 x 18, p. 1–12. L. Trotski, *La Leçon*

33. Cf. Déclaration du Secrétariat international du 15 juin 1939. « Le PSOP, le POI et la IVe », *Bulletin de la Quatrième Internationale* no. 1 (juin 1939).

34. D'après Yvan Craipeau, il y aurait eu un second numéro.

d'Espagne, dernier avertissement [et] Beaucoup de bruit autour de Kronstadt.

- no. spécial, juin 1938, impr., 26 x 18, p. 78-92. [Consacré à la question russe. Contient notamment un extrait du rapport adopté par le 2e Congrès du POI (novembre 1937) et présenté par Pierre Naville, *L'évolution de la Russie soviétique*, ainsi qu'un extrait du contre-rapport présenté par Yvan Craipeau, *La Quatrième Internationale et la contre-révolution russe.*].

Epigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Gérant : P. Naville (nos 1 à 12/13), P. Vilain [Pierre Naville] (nos 14/15 à 17).

pa BN 4° 4538 : mq no. spécial juin 1938—na BDIC 4° P3215 : mq no. spécial juin 1938—am IISG : coll. inc.—pa collection P. Naville : possède no. spécial juin 1938.

Quatrième Internationale continue la tâche assumée par *la Lutte de classes*, dont elle prend en charge les abonnements. Elle est la revue théorique de tous les pays de langue française, notamment la Belgique et la Suisse romande. Reprenant la voie tracée par l'Internationale communiste du temps de Lénine, elle reproduit pour son premier numéro la couverture illustrée de *l'Internationale communiste* des années 1919 à 1926. Sa publication d'abord très lente (les trois premiers numéros s'échelonnent sur plus d'un an) se régularise à partir de 1938. Pas d'indication de tirage si ce n'est le no. 8, mai 1938 qui signale que cinq cents exemplaires (du no. 7 probablement) ont été diffusés dans la région parisienne. Lorsque le dernier numéro paraît en mai 1939, une partie des militants est déjà entrée dans le PSOP. Elle est alors relayée par le *Bulletin de la IVe Internationale*, publié à Bruxelles.

LA COMMUNE DES JEUNES

Paris, no. spécial, 1er janvier 1937. *Organe de la Jeunesse communiste internationaliste bolchevik-léniniste pour la construction de la IVe Internationale.*

Rédaction : 66 faubourg Saint-Martin. Impr. spéciale de *la Commune*. 60 x 45, 2 p.

Gérant : G. Van Heijenoort.

na BDIC G Fol Pièce Rés 169/1.

Abondamment illustré, ce no. est tiré avec un no. de *la Caserne* (cf. *infra*). Dans un article de première page intitulé « Classe contre classe », *la Commune des jeunes* rappelle les actes de résistance contre la guerre de 1914-18, contre la guerre du Maroc en 1924 et les fraternisations lors de l'occupation

de la Ruhr en 1923. Contient le manifeste-programme des JCI sous le titre « Les jeunes exploités à l'usine, à la caserne et aux champs bâtiront leur organisation de combat, la Jeunesse communiste révolutionnaire » : travail antimilitariste, défaitisme révolutionnaire, développement d'un courant révolutionnaire dans la CGT réunifiée et formation de commissions de jeunes égalité de tous les droits politiques pour tous, quelque soient la nationalité la race, le sexe et l'âge (à partir de 18 ans), droits pour les jeunes ouvriers dans les usines et pour les soldats dans les casernes. D'après le no. 2 d'avril 1937 de *la Caserne, la Commune des jeunes* aurait eu un no. postérieur à celui de janvier. Ne s'agit-il pas plutôt du *Jeune bolchevik* (cf. *infra*) qui commence sa publication en mars 1937 ? Toujours selon *la Caserne, la Commune des jeunes* (sans doute le no. de janvier 1937) aurait fait l'objet de poursuites judiciaires.

L'EXPLOITÉ DES MÉTAUX

Paris, no. 1, février 1937—no. 3, octobre 1937. Mensuel.

Organe mensuel des métallos communistes internationalistes : no. 1, février 1937.

Rédaction : 66 faubourg Saint-Martin, Chapelle. Paris, impr. spéciale de *la Commune*. 45 x 30, 4 p.

Édité par les métallos communistes internationalistes : no. 2, n.d. [après juin 1937]—no. 3, octobre 1937. (Le no. 3 est constitué par la page 4 de *la Commune*, no. 69, 15 octobre 1937).

En manchette : Pas de pause devant le capital (no. 1). Les ouvriers peuvent faire tourner les usines sans les patrons, mais que feraient les patrons sans les ouvriers ? (no. 2).

Gérant : Gabrielle Van Heijenoort.

am IISG—na BDIC Fol P2921 : nos 1 et 2.

Publié par le Parti communiste internationaliste, à l'intention des travailleurs de la métallurgie. Le journal est consacré aux problèmes posés dans les entreprises qui pour l'essentiel sont celles de la région parisienne. Il combat l'arbitrage obligatoire et propose la création de conseils d'usines destinés à écarter les hommes des syndicats « briseurs de grèves » et à s'opposer à la préparation de la guerre. Le no. 2 a pu être daté parce qu'il fait allusion à des événements qui ont lieu le 15 juin 1937. Lorsque le troisième numéro paraît dans le no. 69 de *la Commune*, le PCI l'explique par le fait qu'il ne peut plus assumer la publication indépendante de *l'Exploité des métaux*. C'est en fait le dernier numéro.

LE JEUNE BOLCHEVIK

Paris, no. n. ch. n.d. [1, mars 1937]—no. 4, fin janvier 1938. Mensuel.

Édité par la Jeunesse communiste internationaliste : no. n. ch. n.d. [1, mars 1937]³⁵. Multigr. 30 x 21, 16 p.

Organe de la Jeunesse communiste internationaliste : no. 2, 14 mai 1937.
Rédaction : 66 faubourg Saint-Martin. Paris, impr. spéciale de *la Commune*.
44,5 x 31, 4 p.

Édité par la Jeunesse communiste internationaliste (pour la construction de la IV^e Internationale) : no. 3, n.d., [d.l. 6 décembre 1937].
Rédaction : 36 rue du Château d'eau. Multigr. 31 x 21, 16 p.

Organe mensuel de la Jeunesse communiste internationaliste (bolchevik-léniniste pour la IV^e Internationale) : no. 4, janvier 1938 (constitué par les pages 3-4 de *la Commune*, no. 84, 28 janvier 1938).

Gérant : Roger Foirier.

pa BN Fol Lo 650 : mq no. 1—am IISG : mq no. 3.

Lorsque le 12 octobre 1936, le Parti communiste internationaliste décide de rompre avec le POI, les Jeunesses socialistes révolutionnaires font savoir par *la Lutte ouvrière* que « l'adhésion à leur organisation exclut l'appartenance à toute autre forme politique que le POI ». C'est pourquoi le PCI prend l'initiative de créer à la fin de 1936 la Jeunesse communiste internationaliste, qui rallie des « Faucons rouges » (socialistes) et des dissidents, les « Pionniers rouges ». *Le Jeune bolchevik* appelle à la formation d'un front d'action révolutionnaire pour préparer la nouvelle Jeunesse révolutionnaire et la nouvelle Internationale des jeunes (no. 2). Il n'a pas été possible de savoir si le no. 4 est bien le dernier numéro publié. Il est probable cependant que rien n'a paru ensuite, dans la mesure où les JCI, après la dissolution du PCI fin 1938, rejoignent les JSOP.

LA CASERNE³⁶

Paris, no. 2, avril 1937—no. n. ch. [mention mss. 1939]. *Organe de défense*

35. Ce numéro a pu être daté et chiffré grâce au no. 2. Le sous-titre n'est pas multigraphié avec l'ensemble du journal, mais inscrit au moyen d'un timbre encreur.

36. Le titre est repris d'une ancienne *Caserne*, organe antimilitariste publié en 1924 par la Fédération des Jeunesses communistes (am IISG).

*des jeunes ouvriers et paysans mobilisés. Édité par le Parti et les Jeunesses communistes internationalistes bolcheviks-léninistes pour la construction de la IV^e Internationale*³⁷.

Rédaction : 66 faubourg Saint-Martin (no. 2), puis 36 rue du Château d'eau (no. 3), s.l. (no. n.ch. de 1939). Impr. (nos 2-3), multigr. (no. n.ch. 1939), 44,5 x 21 (no. 2), 24 x 15,5 (no. 3), 21 x 15,5 (no. n.ch. 1939), 4 p.

— no. spécial, janvier 1937, impr., 60 x 45, 2 p.

— suppl. pour la région de l'Est, mars 1938. *Organe de défense des jeunes ouvriers et paysans mobilisés. Zeitschrift für die Verteidigung der mobilisierten jungen Arbeiter und Bauern. Édité par le Parti et les Jeunesses communistes internationalistes (bolcheviks-léninistes) pour la IV^e Internationale*, impr., 24,5 x 15,5, 2 p. *Appel d'un groupe de soldats de la garnison de Strasbourg aux travailleurs alsaciens. Un groupe de soldats du 172^e RIF [Texte bilingue sur deux colonnes].*

am IISG : mq no. spécial, janvier 1937—na BDIC G Fol Pièce Rés 169/1 : no. spécial janvier 1937.

Si le no. 1 de *la Caserne* n'a pas été retrouvé, cela est dû probablement au fait qu'il a été l'objet de poursuites judiciaires (d'après le no. 2). *La Caserne* considère que le service militaire doit être utile à la classe et conseille aux soldats d'apprendre à manier les armes pour combattre la bourgeoisie de leur propre pays. Elle appelle à la fraternisation entre soldats et travailleurs et dénonce « l'utilisation des ouvriers en uniforme contre les ouvriers grévistes » (no. de 1939). Le no. spécial de janvier 1937 est tiré avec un numéro spécial de *la Commune des jeunes* (cf. *supra*). Sous le titre, en première page, de « Soldat ta victoire, c'est leur défaite », ce numéro défend le mot d'ordre de défaitisme révolutionnaire en cas de guerre et dénonce devant les menaces de conflit « l'inefficacité des actes individuels », estimant que « seules les actions de masse peuvent entraîner la défaite de l'impérialisme et la victoire du socialisme ».

LA VÉRITÉ

Paris, puis Suresnes, no. 1 (nouvelle série) décembre 1937—no. 6 (nouvelle série) août 1939. Trimestriel.

Organe théorique pour la construction de la IV^e Internationale. Publié par le Parti communiste internationaliste (bolchevik-léniniste) : no. 1 (n.s.) décem-

37. Variante pour le no. 3, octobre 1937 : *no. spécial pour le départ des conscrits de la classe 37. Édité par la Jeunesse communiste internationaliste.*

bre 1937 -no. 2 (n.s.) juin 1938.

Rédaction : Paris, 36 rue du Château d'eau. Paris, impr. spéciale de *la Commune*. 24 x 16, 120 p. (no. 1), 100 p. (no. 2).

Organe théorique communiste internationaliste (bolchevik-léniniste pour la construction de la IVe Internationale) : no. 3 (n.s.) 15 mars 1939—no. 6 (n.s.) août 1939.

Rédaction : 49 faubourg Saint-Martin, puis Suresnes, 91 rue Rouget-de-l'Isle (à partir du no. 5). [Paris] impr. spéciale de *la Vérité*, puis Presses Alpha (à partir du no. 4). 44 à 80 p.

— suppl. au no. 4, avril 1939, impr., 24 x 16, 8 p. *Tous les moyens sont bons*³⁸.

Gérant : Pierre Frank (nos 1—4), M. Guillard (nos 5—6) [cf. note 25].

am IISG—pa CDI : mq no. 6—pa BN 8° R 44119 : mq nos 2, 3, 5—na BDIC 8° P6026 : mq 2 et 6.

La revue théorique du PCI se présente comme une nouvelle série de *la Vérité* de 1929. En fait, il semble difficile vu la division des bolcheviks-léninistes de prétendre qu'elle constitue la suite de *la Vérité* de 1929, dont elle emprunte seulement le nom. La décision prise par le PCI en octobre 1938 de se dissoudre et de faire entrer ses militants dans le PSOP explique le changement du sous-titre à partir de mars 1939. Après la disparition de *la Commune* en décembre 1938, *la Vérité* reste le seul organe important édité par le groupe. La revue est alors dirigée par Pierre Frank et Raymond Molinier. Lorsque paraît le no. 5 en juillet 1939, les membres de l'ex-PCI viennent d'être exclus du PSOP par la Commission fédérale des conflits. Du fait du départ d'une partie de la direction, qui constitue à Bruxelles la Délégation internationale des communistes internationalistes, le comité de rédaction est réorganisé avec Roger Foirier, Marc Laurent [Henri Molinier], Morgat [André Gailledrat]. Le sixième et dernier numéro fait état d'un comité de rédaction « collectif » sans autre précision.

LE PROLÉTAIRE

Le Havre, no. 1, mars 1938—no. 17, août 1939. Mensuel.

38. Rapport d'information sur l'affaire Sieva, le petit-fils de Trotski, confié à la garde de Jeanne Martin Despallières, femme de Raymond Molinier, puis compagne de Léon Sedov. Le texte reproche très sévèrement à Trotski d'avoir réclamé devant la justice ses droits sur l'enfant auquel J. Martin est très attachée.

Organe du rayon du Havre du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale) : no. 1, 31 mars 1938—no. 9, 1er décembre 1938³⁹.

Rédaction : 8 rue Lemaître. Le Havre, impr. spéciale du journal *le Proletaire*. 33 x 25 (nos 1–3), 38 x 28 (nos 4–6 ; 8–9), 50 x 32,5 (no. 7), 4 p., 2 p. (no. 7).

Organe de la région de Basse Seine du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale) : no. 13, avril 1939. 38 x 28, 4 p.

Organe central du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale) : no. 14, mai 1939—no. 17, août 1939. 45 x 28, 4 p., 2 p. (no. 17).

Épigraphie : Les prolétaires n'ont pas de patrie.

Gérant : R. Binet (nos 1–2), Pierre Nivelles (nos 3–6), Joseph Collin (no. 7), René Benoit (nos 8–17).

am IISG : mq nos 10–12, 16—na BDIC G Fol P4511 coll. inc.

A l'origine *le Proletaire* est l'organe du rayon du Havre. Mais en même temps qu'il est un organe régional, il représente ce qu'il appelle la « tendance communiste » du Parti communiste internationaliste : au moment où les militants du PCI entrent dans le PSOP et où *la Commune* disparaît, *le Proletaire* tient à affirmer la continuité du PCI avec « ceux qui veulent réellement lutter pour la construction d'un parti et d'une Internationale communiste » (no. 14). Le no. 9 fait état de poursuites judiciaires lancées contre l'un des responsables du PCI au Havre, le militant René Binet, appelé à comparaître le 9 janvier 1939 pour avoir imprimé le no. 7 du *Proletaire*, consacré à la lutte contre la guerre. En même temps qu'au Havre, paraissent — mentionnées dans le no. 14 — une édition parisienne dont aucune trace n'a été retrouvée et une édition en Seine-et-Marne (cf. *infra*)⁴⁰. A mesure que les regroupements s'effectuent, apparaît la nécessité pour les militants de faire du *Proletaire* un organe central, ce qu'il devient à partir du no. 14. Bien que le groupe réuni autour du *Proletaire* travaille sur le plan du Havre, avec le PSOP, il ne dissimule pas à l'égard de celui-ci son hostilité. Il constate que l'entrée dans le PSOP participe au processus de « liquidation » de la IVe Internationale, mis en œuvre par Trotski dans tous les pays (no. 15). En fait *le Proletaire* considère que « la IVe Internationale proclamée trop tôt par des camarades qui ne représentent qu'eux-mêmes, est morte avant d'être née ». Il est vraisemblable

39. Toutes ces indications sont données sous réserve des modifications que pourrait entraîner la découverte des numéros manquants.

40. Des informations un peu différentes sont données dans le no. 12, selon lequel *le Proletaire* aurait trois éditions : l'une au Havre, l'autre en Seine-et-Marne et la troisième nationale « pour les cellules les moins nombreuses dans l'ensemble du pays ».

que le no. 17 paru en août soit le dernier, bien que celui-ci annonce un prochain numéro pour le mois suivant.

LE PROLÉTAIRE DE SEINE-ET-MARNE

Le Havre, no. 2, 5 mars 1939. Mensuel. *Organe de la région de Seine et Marne du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale)*.

Rédaction : 8 rue Lemaître⁴¹.

Correspondance : Jouy-le-Châtel, J. Mandet. Le Havre, impr. spéciale du *Prolétaire*. 38 x 28,5, 4 p.

Epigraphe : Les Prolétaires n'ont pas de patrie (K. Marx).

Gérant : René Benoit.

na BDIC Fol P3337.

Constitue une édition régionale du *Prolétaire* publié au Havre (cf. *supra*). *Le Prolétaire de Seine-et-Marne*, dont c'est le seul numéro retrouvé, refuse l'étiquette « trotskyste » : « Nous ne sommes ni derrière Trotsky, ni derrière Staline et nous luttons pour un programme, non pour un homme [...] Nous sommes des communistes. Nous sommes les communistes ». L'article principal, intitulé « Notre programme le communisme, notre tactique le bolchevisme », pose la question : par quoi remplacer le capitalisme après qu'il aura été renversé ? Selon une formulation quelque peu anarchisante – mais néanmoins marxiste – *le Prolétaire de Seine-et-Marne* répond qu'au capitalisme succèdera « l'État prolétarien – la dictature du prolétariat par ses conseils élus – pris comme l'instrument qui mènera à la disparition de l'État et à la collectivisation de tous les moyens de production et de répartition ». *Le Prolétaire* se dit ensuite prêt à l'unité d'action « avec tous les groupements d'avant-garde qui désireront la pratiquer d'une façon honnête ». C'est l'occasion pour lui de s'en prendre au PSOP qui a eu le tort de refuser l'unité d'action que lui proposait *le Prolétaire* sur sa propre plate-forme et d'élever de vives critiques à l'égard d'un militant de ce parti, Jacques Desnots, accusé d'accorder un contenu « progressif » au Front populaire. Avec une « lettre à l'ouvrier communiste » invitant celui-ci à quitter son « organisation de trahison », *le Prolétaire de Seine et Marne* apporte des informations sur les conflits en cours, la répression contre les militants et de courtes chroniques sur « la révolution dans le monde » (États-Unis, Mexique, Pologne, Grèce, Indochine).

41. L'erreur typographique : il s'agit de la rue Lemaître, comme l'indique *le Prolétaire* du Havre.

LA VOIE DE LÉNINE

Paris, no. 1, avril 1939—no. 3, juin 1939. Mensuel. *Revue marxiste de discussion*.

Rédaction : 3 rue Ernest Cresson, Jean Rous (no. 1), puis avenue d'Orléans, B.P. no. 26. Paris, Impressions modernes, impr. syndicale et artisanale (nos 1 et 3), impr. Cerbonnet (no. 2). 23 x 15, 48 p., 32 p. (nos 2 et 3).

Gérant : Jean Rous (no. 1), Bailly (no. 3)⁴².

pa BN 8° R 45004—amIISG—na BDIC.

Cette revue, qui aura une vie brève, est publiée par la minorité du Parti ouvrier internationaliste (Jean Rous, Yvan Craipeau), qui a adhéré au PSOP en février 1939. *La Voie de Lénine* est une revue de réflexion qui se veut un retour aux sources du léninisme. Plus tard, l'un de ses animateurs Yvan Craipeau écrira qu'elle avait pour but de rallier le PSOP à la IVe Internationale⁴³. Ce n'est pas à l'époque l'opinion de *la Vérité* qui reproche aux militants de *la Voie de Lénine* « d'édulcorer complètement le programme de la IVe Internationale, prix à payer — ajoute-t-elle — de leur présence au PSOP »⁴⁴.

CORRESPONDANCE INTERNATIONALISTE

s.l., no. 1, 23 août 1939—no. 17, 25 février 1940 ; no. 1, nouvelle série, [mai 1940]. *Édité par la Délégation internationale des communistes internationalistes pour la construction de la IVe Internationale*⁴⁵. Multigr. 33 x 21 (nos 1, 14—17), 27 x 21 (nos 3—12/13), 31 x 21 (no. de mai 1940), 8 à 18 p. — suppl. au no. 12/13, 8 décembre 1939, multigr., 27 x 21, 15 p. L. Trotsky, *L'URSS en guerre* [25 septembre 1939]⁴⁶.

devient :

INTERNATIONALIST CORRESPONDENCE. CORRESPONDANCE INTERNATIONALISTE

S.l., no. 24, 29 août 1940. *Published by the International Delegation of the*

42. Il n'y a pas d'indication de gérant sur le no. 2.

43. Lettre du 26 novembre 1968.

44. *La Vérité* no. 4 (1939) 39.

45. La mention « pour la construction de la IVe Internationale » est absente dans le no. 1, n.s. de [mai 1940].

46. Traduit d'après *New International*, no. de novembre 1939.

internationalist communists for the building up of the Fourth International.
Publiée par la Délégation internationale des communistes internationalistes
pour la construction de la 4e Internationale. Multigr. 33 x 21, 20 p.

pa collection Prager : nos 1 -17 : mq no. 2, no. 1 n.s., no. 24-na BDIC Fol
p294 Rés.

Au début de l'été 1939 le PCI — qui n'existe plus formellement — envoie une partie de sa direction à l'étranger. Raymond Molinier, Pierre Frank, auxquels se joignent d'autres militants dont le délégué « jeune » Rodolphe Prager, fondent à Bruxelles la Délégation internationale des communistes internationalistes pour la construction de la IVe Internationale. La Délégation rassemble, à côté des militants français de l'ancien PCI, les Belges du groupe Contre le courant (Georges Vereeken) et les Espagnols de Nuevo Corso. Ces trois groupes constituent dès le début de la guerre un Bureau européen pour la construction de la IVe.

Correspondance internationaliste paraît assez régulièrement jusqu'au no. 17 : presque hebdomadaire d'octobre à décembre 1939, elle devient bimensuelle de janvier à février 1940. Le premier numéro paraît au lendemain du pacte germano-soviétique. Le pacte n'est pas une surprise pour la Délégation internationale qui considère qu'il ne fait qu'exprimer les intérêts immédiats de la bureaucratie stalinienne ; il démontre aussi, selon *Correspondance internationaliste* comment les mots d'ordre nationaux et anti-fascistes des partis communistes pendant la période précédente n'ont été qu'une tactique momentanée au service de Moscou. La nouvelle neutralité stalinienne a au moins pour avantage, note *Correspondance internationaliste*, de libérer provisoirement les militants de ce qu'elle appelle le « garrot chauvin », c'est-à-dire la défense de l'URSS. A la déclaration de guerre, le bulletin affirme sa fidélité aux principes du défaitisme révolutionnaire : par son action la Délégation entend exprimer les revendications des couches exploitées du Front et de l'arrière dans une perspective de fraternisation. De février à mai 1940, aucune trace de *Correspondance internationaliste* n'a été retrouvée. Peut-être la publication a-t-elle été interrompue ? Toujours est-il que Raymond Molinier, venu d'Angleterre où il se trouve depuis la guerre en compagnie de Pierre Frank, entre clandestinement en France et tente de faire paraître une nouvelle série de *Correspondance internationaliste*⁴⁷. Celle-ci n'aura, semble-t-il, qu'un seul numéro qu'on peut dater approximativement de mai 1940 et qui est essentiellement consacré à la situation française, ainsi qu'aux relations avec l'ex-POI. A partir de l'Occupation, les contacts sont coupés entre la France, la Belgique et l'Angleterre. Les membres de la Délé-

47. D'après Rodolphe Prager.

gation restes en Belgique regagnent clandestinement la France, cependant que Raymond Molinier, selon certaines sources, s'embarque pour l'Amérique du sud. Il semble que ce soit à cette époque que Pierre Frank, d'Angleterre, reprenne la publication en anglais de *Correspondance internationaliste*, avant d'être arrêté en octobre 1940. Selon lui, le bulletin aurait eu un 25e numéro

BULLETIN DE LA 4e INTERNATIONALE

S.I., no. 4, septembre 1939. *Publié par le Comité européen du Secrétariat international*. Multigr. 27 x 21, 24 p.

devient :

BULLETIN DU COMITÉ POUR LA IVe INTERNATIONALE

S.I., no. 2, 20 septembre 1940. Multigr. 31 x 21, 16 p.

pa BN Rés G 1470 (42)—na BDIC 8° P1242 Rés.

A l'exception du titre et de la numérotation, il n'est pas certain qu'une filiation directe puisse être établie entre le no. 4 du *Bulletin de la IVe* et les deux premiers numéros publiés en juin et août 1939 à Bruxelles par le Comité exécutif de la IVe Internationale⁴⁸. Le Comité exécutif de la IVe explique alors le lancement à Bruxelles du *Bulletin de la IVe*, organe théorique destiné à la France, par la désagrégation de la section française. Il déclare en outre n'être responsable d'aucun autre journal en France se réclamant de la IVe Internationale.

Le no. 4 du *Bulletin de la IVe* publié à Paris est l'œuvre de militants de l'ex-POI, en particulier Yvan Craipeau et Roland Filiatre, encore membres du PSOP. Dès juillet 1939, ils ont organisé un « comité pour la IVe » qui commence à fonctionner à partir de septembre. Son existence cependant semble mal acceptée par la direction du PSOP qui à la commission administrative permanente du 20 novembre 1939 prononce l'exclusion de la tendance POI. Bien que le no. 4 du *Bulletin de la IVe Internationale* se présente comme l'organe du Comité européen du Secrétariat international, il semble que l'existence de ce Comité européen soit assez formelle et vise surtout dans l'époque de désarroi et d'éclatement à sauvegarder une continuité politique.

La modification du titre en 1940 reflète, selon Yvan Craipeau, des pro-

⁴⁸ *Bulletin de la Quatrième Internationale*, revue théorique mensuelle éditée par le Comité exécutif de la IVe Internationale no. 1, juin—no. 2, août 1939 (Bruxelles) (am HSG)

blèmes d'organisation⁴⁹. Si dans le « comité pour la IVe » se sont regroupés des militants de l'ex-POI, entrés au PSOP après la décision du Secrétariat international (Marcel Beaufrère) et d'autres qui n'y sont jamais entrés (Marcel Hic, Philippe Fournié, Steve, David Rousset, M. Rigal), on y trouve aussi des militants du PSOP comme Marie Guérin et Lucien Weitz, qui sont plus internationalistes que favorables à l'idée d'une IVe Internationale. Il faut donc préserver une souplesse d'organisation qui doit pouvoir s'exprimer au sein du Comité pour la IVe. En réalité, il s'agit des positions mêmes d'Yvan Craipeau et Marcel Hic qui estiment alors que la IVe Internationale n'a pas d'existence véritable et qu'elle doit se constituer avec d'autres courants plus larges du mouvement ouvrier.

Le no. 1 du *Bulletin du comité pour la IVe*, qui n'a pas été retrouvé, daterait toujours selon Y. Craipeau de l'été 1940 et il est probable que le no. 2 est le dernier, le bulletin étant relayé par *la Vérité*. Le no. 2 contient les thèses de Marcel Hic : *La Question nationale en France et les États-Unis socialistes d'Europe*, rapport présenté au Comité central du Comité pour la IVe Internationale et adopté à l'unanimité.

L'OUVRIER

[Paris, no. 1, octobre 1939] no. 2, janvier 1940. *Organe marxiste-léniniste*. Multigr. 30 x 19,5, 4 p.

– no spécial, janvier 1940, multigr., 30 x 19,5, 2 p. *Le livre jaune sur les origines de la guerre*.

pa collection David Korner : mq no. 1, no. 2 inc.

Le bulletin est rédigé par Barta [David Korner], ancien militant de la Ligue communiste, du POI, puis du PSOP, et par Louise Barta, qui tous deux sont restés à l'écart des Comités pour la IVe. *L'Ouvrier*, tiré à une centaine d'exemplaires, est diffusé à Paris auprès des jeunes pacifistes gravitant autour du PSOP. Il aura trois numéros, d'octobre 1939 à janvier 1940, où il s'interrompt à la suite de l'arrestation de Louise Barta. Le no. 2 apporte des informations sur une grève qui a eu lieu au Mans, chez Gnome et Rhône, et sur la guerre de Finlande (article incomplet). Il appelle à lutter pour l'amnistie et, à travers la suppression des tribunaux militaires, pour le retour à la juridiction civile. Le no. spécial se livre à une critique du « Livre jaune » publié par le gouvernement, dans lequel la guerre est présentée comme une nécessité « pour la défense de la patrie » et une exigence du droit international. *L'Ou-*

49. Cf. lettre du 26 novembre 1968.

rier démontre au contraire le caractère impérialiste de la guerre et explique que l'exploité n'a rien à gagner dans ce conflit auquel il n'a que peu d'intérêt à apporter son soutien.

L'ÉTINCELLE

S.I., no. 1, 15 novembre 1939—no. 4 (nouvelle série) 15 septembre 1940. *Organe des Comités de la Quatrième Internationale*⁵⁰. Multigr. 27 x 18,5, 4 p.

Epigraphe : De l'étincelle jaillira la flamme (Lénine) (nos 1—2), puis Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Manchette : Nous voulons une France libre dans une Europe libérée du capitalisme.

pa BN Rés G 1470 (576) : exemplaires photocopiés ; mq no. 3.

L'Étincelle est, d'après Yvan Craipeau, la publication centrale d'agitation des Comités pour la IVe, localisée à Paris⁵¹. Le no. 3, introuvable, daterait de janvier/février 1940. Il est curieux que *l'Étincelle* persiste — même sous la forme d'un seul numéro — après que *la Vérité*, organe central, ait commencé à paraître régulièrement. Yvan Craipeau attribue ce double emploi à des divergences entre le groupe de Marcel Hic, responsable de *la Vérité*, et les militants de *l'Étincelle*. Selon lui, le groupe de Marcel Hic qui s'est rallié aux Comités pour la IVe conserve une certaine méfiance vis-à-vis de ceux qui ont mis fin à l'existence du POI en 1939 pour entrer dans le PSOP et les anciens du PSOP reprochent au groupe de Marcel Hic ses positions « nationales » ; il convient donc de maintenir avec *l'Étincelle* un programme internationaliste. Cela explique mal cependant la persistance de *l'Étincelle* dont le contenu du no. 4 est identique à celui du no. 2 de *la Vérité* (15 septembre) et le fait que ce no. 4 — qui serait le dernier — se présente comme une « nouvelle série ». On peut se demander aussi si cette *Étincelle* est le « journal illégal de la IVe du centre de la France » auquel fait allusion *Quatrième Internationale, région ouest* dans son no. 9 de février 1940. A cette date en effet, aucune autre *Étincelle* n'a été retrouvée.

50. Le no. 2 annonce : *Organe bimensuel des comités...*

51. Lettre citée du 26 novembre 1968.

QUATRIEME INTERNATIONALE, Région ouest

S.I., no. 9, février 1940. Multigr. 21 x 16, 4 p.

pa CDI (photocopie).

Quatrième Internationale, région ouest est le seul document qui ait été retrouvé, datant de la « drôle de guerre » et émanant d'un département. De même que la date du premier numéro est inconnue, on ne sait pas si le no. 9 est effectivement le dernier. Il est possible que *Quatrième Internationale, région ouest* soit localisée à Brest : elle signale d'ailleurs la présence d'un pétrolier soviétique dans le port de Brest, le 16 février. Elle est sans doute l'œuvre de militants qui proviennent du POI.

Après quelques nouvelles internationales, le bulletin annonce qu'une « section trotskyste de la région parisienne » vient d'être arrêtée⁵² ; elle donne quelques conseils « élémentaires » de prudence révolutionnaire et dans un court article montre que « lutter contre la guerre », c'est lutter contre sa propre bourgeoisie.

LA VÉRITÉ⁵³

S.I. puis Paris, no. 1, 31 août 1940—no. 541, avril/mai 1968→. Hebdomadaire [irrégulier], bimensuel (nos 221—353), hebdomadaire (nos 354—512), mensuel (à partir du no. 513) [irrégulier] puis bimestriel (à partir du no. 535).

Organe bolchevik-léniniste : no. 1, 31 août 1940—no. 9, 1er février 1941. S.I. Multigr. 27 x 21, 4 p.

Organe communiste révolutionnaire : no. 10, 15 mars 1941—no. 18, 1er août 1941. 2 p.

— no. spécial, 25 juin 1941, multigr., 27 x 21, 2 p. [exemplaire photocopié à la BN]. *Face à l'attaque d'Hitler contre l'URSS*.

Organe central des Comités français pour la IVe Internationale : nouvelle série, no. 20, 15 septembre 1941—no. 39, 15 décembre 1942. Impr. 27 x 21, 21 x 13,5 (nos 25, 27).

52. Il s'agit de l'arrestation, le 13 février 1940, de militants de l'ex-PCI, dont Charles Margne, Pierre Boussel [Pierre Lambert], etc. Ils seront traduits en mai devant le 2e tribunal militaire de Paris pour propagande communiste nuisant à la défense nationale.

53. Réimpression en fac-similé des nos 1 à 78 (Paris : Études et documentation internationales, 1978).

- no. spécial, octobre 1942, impr., 27 x 21, 8 p. *Les ouvriers et les paysans français mettront-ils à nouveau sac au dos ?*
- no. spécial, octobre 1942, multigr., 27 x 21, 2 p. *Refus de signer 'Résistance'* [Contre la relève obligatoire].

Organe du Parti ouvrier internationaliste (IVe Internationale) : nouvelle série, no. 40, 15 janvier 1943—no. 59, 17 février 1944⁵⁴. 27 x 21, 25 x 21 (nos 40, 41), 27 x 21, 22 x 14,5 (no. 47), 21 x 13,5 (nos 53, 56), 23,5 x 15 (nos 58, 59). 2 à 8 p.

- no. spécial, 30 juillet 1943, multigr., 27 x 21, 4 p. *Ouvriers, paysans et soldats italiens. Manifeste du Secrétariat européen de la IVe Internationale*
- no. spécial, suppl. au no. 50, 25 août 1943, impr., 21,5 x 13,5, 2 p. *Où en est l'Angleterre ?*

Organe central du Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale) : nouvelle série, no. 1, 25 mars 1944—no. 118, 13 avril 1946⁵⁵.

Rédaction : Paris, 19 rue Daguerre (à partir du no. 97, n.s. 39). Lyon, impr. spéciale de *la Vérité* (nos 79, n.s. 19—80, n.s. 20) puis Paris, Entreprise de presse (no. 118). 24 x 16, 32 x 23,5 (nos 69, n.s. 9 ; 71, n.s. 11 ; 74, n.s. 14), 45 x 18 (nos 78, n.s. 18—80, n.s. 20), 48,5 x 31 (nos 81, n.s. 21—84, n.s. 24), puis 50 x 32, 2 à 4 p.

- no. spécial, 1er mai 1944, impr., 23,5 x 16, 2 p. *Premier mai de préparation à la grève générale contre la relève.*
- no. spécial, mai 1944, impr., 23,5 x 16, 4 p. *La classe ouvrière devant le second front. Comment en finir avec le fascisme et la guerre ?*
- tirage en 31,5 x 24 du no. 71, n.s. 11 spécial du 11 août 1944. *Hitler s'effondre* [Appel à la grève générale insurrectionnelle].

Organe de défense des travailleurs. Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale), no. 119, 19 avril 1946—no. 426, 12 octobre 1956.

Rédaction : 100 rue Réaumur (nos 160—220), 19 rue Daguerre (nos 221—274), 46 rue de l'Arbre sec (nos 275—413), puis 5 rue de Charonne. Paris, SNEP, impr. Réaumur (nos 150—221), GLL (no. 222), impr. spéciale de *la Vérité* (nos 223—317 ; 340—341), Société parisienne d'édition (nos 318—339), SPI (à partir du no. 342). 60 x 43,5 (nos 119—220), 50,5 x 32 (nos 221—

54. Il aurait existé un no. 60 datant du début de mars 1944. D'après Yvan Craipeau, lettre du 10 décembre 1968.

55. A partir du no. 10, la numérotation de l'ancienne série commencée en août 1940 est reprise, suivie de la numérotation de la nouvelle série ; celle-ci disparaît à son tour avec le no. 97. Le no. 118 se compte donc à partir du no. 1, du 31 août 1940.

353). 45,5 x 38 (nos 354-426).

no. spécial, 5 août 1946, impr., 50 x 32, 2 p. *Vive la grève des postiers.*

no. spécial, 30 avril 1947, impr., 42 x 30, 2 p. *Malgré le chantage et les manœuvres des bonzes syndicaux, Renault suit le comité de grève. La lutte est engagée pour les 10 F. Vers la grève générale.*

no. spécial, 3 juillet 1948, impr., 42 x 30, 2 p. *Où va la Yougoslavie ?*

no. spécial suppl. au no. 333, 9-22 avril 1954, multigr., 27 x 21, 38 p.

Pierre Scali [Pierre Broué], *La Révolution bolivienne (1952-1954).*

suppl. au no. 339, 23 août 1954, multigr., 27 x 21, 18 p. [numéro d'été].

suppl. au no. 351, 23 mars 1955, multigr., 27 x 21, 7 p. [Après la session extraordinaire du Comité central du PCI du 20 mars 1955 qui a décidé l'exclusion de trois militants : Michel Lequenne, Marcel Bleibtreu, Fontanel. Présentation du dossier.]

Parti communiste internationaliste (trotskyste). Section française de la Quatrième Internationale : no. 427, 19 octobre 1956—no. 512, 2 octobre 1958.

Impr. centrale du Croissant (nos 462, 474, 476, 477) ; Montreuil, Les Presses ouvrières (nos 463-473, 504-506, 508-512) ; Paris, impr. Davy (nos 478-503) ; Montreuil, impr. Lejeune (no. 507). 44 x 31 (nos 478-503), 32 x 28, 4 à 6 p.

— suppl. au no. 507, impr., 14 x 9,5, 32 p. L. Trotsky, *Qu'est-ce que le nazisme ?*

— suppl. au no. 508, impr., 20 x 14,5, 47 p. R. Langlade [Robert Chéramy], *Comment De Gaulle a pris le pouvoir.*

Mensuel trotskyste : no. 513, 15 novembre 1958—no. 521, mai 1961. Montreuil, impr. Lejeune (nos 513-518) ; Paris, impr. AICIA (nos 519-521).

— suppl. au no. 519, mai 1960, impr. 21 x 17, 32 p. *Quatre militants trotskystes traduits devant le tribunal militaire.*

— suppl. au no. 520 (été 1960), impr., 21 x 13,5, 29 p. L. Trotsky, *Le Marxisme de notre époque* (Les classiques du marxisme 5)⁵⁶.

Revue trotskyste : no. 522, automne 1961—no. 534, octobre/novembre 1966.

Rédaction : 39 rue du Faubourg du Temple (à partir du no. 533). L'Hay-les-Roses, Les Impressions des Roses. 17,5 x 13, 112 à 188 p.

— suppl. au no. 529, impr. 17,5 x 13, 64 p. L. Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale. Programme de transition.*

— suppl. au no. 532, impr., 17,5 x 13, 24 p. *Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.* Résolution du Comité international soumise à la discussion pour la Conférence internationale [avril 1966].

56. Il s'agit de la préface de Trotsky écrite en 1939 pour l'édition américaine de *L'Abbrégé du Capital*, par Otto Rühle.

Revue de l'Organisation communiste internationaliste et du Comité international no. 535, décembre 1966/janvier 1967—no. 541, avril/mai 1968. Clichy-sous-Bois, impr. R. Cavillon. 27 x 21 (nos 535–540), 24 x 15 (no. 541), 28 à 46 p.

- suppl. au no. 535, 28 décembre 1966, impr., 27 x 21, 4 p. *Appel du Comité central de l'OCI. Pour l'unité des travailleurs, pour résister aux menées du capital et vaincre De Gaulle : organisons dans les entreprises et les localités, les comités de soutien à la candidature ouvrière.*
- suppl. périodiques : cf. *infra*, le *Bulletin trotskyste*, la *Correspondance internationale*.

Epigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous (nos 1–39). L'union des travailleurs fera la paix du monde (nos 40–59). Prolétaires de tous les pays... (nos 1 n.s., 25 mars 1944–512).

Gérant : M. Jullia (nos 118–287), Fontanel (nos 288–351), D. Renard (nos 352–468), puis P. Lambert.

pa BN. Jusqu'à décembre 1944, Rés G 1470 (402) : mq nos 10, 13–17, 19, 32, 35, 54, 55 ; n.s. 3, 4, 72 (n.s. 12), 77 (n.s. 17) ; mq tirage en affiche 31,5 x 24 du no. 71 (n.s. 11) spécial, 11 août 1944. Les numéros suivants sont photocopiés : 1–3, 7–9, 18, 22, 33, 44, no. spécial 25 juin 1941. A partir de janvier 1945, Gr Fol Jo 3754 : mq nos 78 (n.s. 18), 111, 112, 173, 367, 369, 443, 485⁵⁷. A partir du no. 513, novembre 1958, Lc2 6939 : mq suppl. aux nos 519, 529, 532, 535.

pa CDI. Jusqu'à décembre 1944 : mq nos 10, 13–17, 19, 57, 72 (n.s. 12) ; inc. pour les nos spéciaux. A partir de 1945 : mq nos 111, 112, 367, 443, 485, nos spéciaux sauf les suppl. aux nos 519, 529, 532, 535.

am IISG. Jusqu'à décembre 1944 : coll. inc. ; possède tirage en affiche du no. 71 (n.s. 11). A partir de janvier 1945 : coll. inc. ; possède le no. 367.

na BDIC. Jusqu'à décembre 1944, 4° P959 Rés : coll. inc. ; possède no. 10, 15 mars 1941 ; no. 55, 10 décembre 1943. No. 78 (n.s. 18) janvier 1945–no. 512, octobre 1958, G Fol P3339 : mq nos 196, 367, 406, 443, 485. Nos 513–521 ; 535–541, 4° P6484. Nos 522–534, 8° P5182.

Avec une numérotation continue de 1940 à 1968, *la Vérité* traverse durant cette période trois étapes distinctes.

De 1940 à 1944. Elle est l'œuvre de militants du Parti ouvrier internationaliste d'avant-guerre (Yvan Craipeau, Marcel Beaufrère, Marcel Hic, Roland

57. Les numéros 367, 369, 401, 403, 405, 406, 411, 418, 421, 442, 443, 445, 451 ont été saisis et peuvent être communiqués avec l'autorisation du bibliothécaire dans des enveloppes séparées, à l'exception des nos 367, 369, 443 qui manquent à la BN. Le no. 485, selon Gérard Bloch, n'a jamais paru.

liat. Marcoux [Nicolas Spoulber], qui se regroupés en « Comités français pour la IVE ». C'est Marcel Hic, responsable de *la Vérité* en ses débuts, qui intitule les dix premiers numéros *organe bolchevik-léniniste*⁵⁸. Il faut y voir le désir de renouer avec la tradition bolchevik-léniniste de l'Opposition de gauche avant-guerre. Mais les jeunes, trouvant ce titre trop « rébarbatif », lui préfèrent bientôt *organe communiste révolutionnaire* jusqu'à ce que, en septembre 1941, *la Vérité* devienne l'*organe des comités français pour la IVE* et commence avec le no. 20, tiré à trois mille exemplaires, une nouvelle série imprimée⁵⁹. A la fin du mois de décembre 1942, les « Comités pour la IVE » organisent une conférence au cours de laquelle ils décident de faire porter leurs efforts sur l'*organisation* du groupe : ils reprennent le nom de 1936, celui du Parti ouvrier internationaliste (POI), dont *la Vérité* devient l'organe, et envisagent la possibilité d'une réunification avec les différentes fractions se réclamant de la IVE Internationale. Réunification qui s'annonce difficile du fait des vieux conflits existant entre le POI et le Comité communiste internationaliste qui publie *la Seule Voie*, et de leurs divergences sur la « question nationale ».

De 1944 à 1952. La réunification a cependant lieu lors de la Conférence européenne de février 1944, entre le Parti ouvrier internationaliste, le Comité communiste internationaliste et le groupe « Octobre ». A cette réunification qualifiée « d'opportuniste », refuse de s'associer le groupe responsable de *la Lutte de classes*. *La Vérité*, en même temps qu'elle devient le 25 mars 1944 l'organe du nouveau Parti communiste internationaliste, section française de la IVE Internationale, inaugure une nouvelle série et une nouvelle numérotation. Annonce-t-elle ainsi une rupture politique ? Il est vrai que le CCI ne veut pas prendre en charge la politique passée et ne tient pas à paraître entièrement absorbé par le POI. Il est normal cependant que l'organisation unifiée veuille repartir sur de nouvelles bases et adopte une nouvelle numérotation. L'ancienne numérotation est néanmoins reprise à partir du no. 10 nouvelle série et accompagne la nouvelle numérotation. Illégale, *la Vérité* le reste jusqu'en 1946, car alors que *l'Humanité* obtient l'autorisation de paraître dès le 21 août 1944, *la Vérité* doit attendre jusqu'à son no. 115 (n.s. 25), du 23 mars 1946, pour bénéficier d'un statut légal ; cela malgré la légalisation du PCI intervenue le 22 juin 1945⁶⁰. C'est pourquoi elle fait suivre son sous-titre à partir de 1945 (no. 78, n.s. 18) de la mention « bulletin intérieur » qu'elle conserve jusqu'au no. 110 (n.s. 21).

De 1946 à 1947 une tendance à dominance POI se trouve majoritaire,

58. D'après Yvan Craipeau, *Chronologie et questions concernant les trotskystes pendant la guerre* (Paris : Centre d'études socialistes, 1968) 5 et Lettre du 26 novembre 1968.

59. Craipeau, *Chronologie et questions*, 6 et 11.

60. D'après *Octobre* no. n. chiffré (1945) et *le Soviet de Puteaux-Suresnes* (août 1945).

bien qu'à cette époque, du fait de l'afflux de nouveaux militants, les anciennes stratifications entre le POI et le CCI aient tendance à disparaître. A partir de 1947 avec la défaite de l'ancienne majorité puis le départ d'une partie de ses membres, il ne reste, dans le PCI, plus beaucoup du POI d'avant 1939. *La Vérité*, dirigée par Pierre Frank et Pierre Lambert, rassemble surtout de jeunes militants qui pour la plupart ont adhéré à la IVE pendant ou après la guerre.

De 1952 à 1968. En février 1952, le 10^e Plenum du Comité exécutif de la IVE Internationale, en conclusion des *Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation de la IVE* votées au III^e Congrès mondial d'août 1951 propose le mot d'ordre d'entrée dans les partis de masse, communistes ou socialistes. La majorité de la section française, avec Pierre Lambert, Gérard Bloch, Daniel Renard, Michel Lequenne, Marcel Bleibtreu, refuse de se soumettre à cette décision, considérée comme un abandon du programme, et se trouve exclue de la IVE en juillet de la même année. Elle conserve majoritairement *la Vérité* dont elle poursuit la publication en tant qu'organe du Parti communiste internationaliste, section française de la IVE Internationale : le maintien de ces anciennes structures est considéré comme le seul moyen de sauvegarder l'organisation⁶¹. Bien que *la Vérité* paraisse jusqu'en 1958 au nom du PCI, section française de la IVE Internationale, elle soutient vis-à-vis de la IVE deux positions différentes. Jusqu'en 1953, *la Vérité* et ses militants se situent dans la perspective du redressement de l'Internationale. A partir de 1953, face à ce qu'ils estiment être la trahison de l'Internationale lors des révoltes ouvrières de Berlin-Est et de la grève générale d'août en France⁶², ils considèrent que la IVE Internationale est morte et qu'il leur faut désormais s'orienter vers sa reconstruction. Un « Comité international pour la reconstruction de la IVE Internationale » est constitué en décembre 1953, qui fonctionnera pour l'essentiel jusqu'en 1968 avec le groupe français et la Socialist Labour League anglaise.

1958 ouvre une nouvelle orientation pour *la Vérité* : le ralliement d'une large fraction de la classe ouvrière au général De Gaulle lors du referendum de 1958 est pour elle le signe qu'il faut différer la lutte au profit de l'explication politique. *La Vérité* cesse alors d'être l'organe d'agitation d'un parti, qui n'était d'ailleurs qu'une fiction puisque, depuis la scission de 1952, il ne fonctionnait déjà plus comme une organisation, mais comme un groupe⁶³. *La Vérité* supprime son sous-titre et se présente à partir de novembre 1958 comme « revue trotskyste », revue d'analyse et de recherche, autour de la-

61. Cf. *Les Enseignements de notre histoire*, suppl. à *la Vérité* no. 548 (mai 1970) 98.

62. *La Vérité* reprocha à cette époque à la IVE Internationale d'avoir « capitulé » devant le Parti communiste.

63. Cf. *Les Enseignements de notre histoire*, 93-100.

quelle se rassemble un petit noyau de militants, le « groupe Lambert ».

Ce n'est qu'à partir de 1963-64, devant ce qui est analysé comme une nouvelle étape de l'action ouvrière, que le groupe (qui a élargi son audience) peut enfin s'engager dans la voie de la construction du *parti* et se constituer en décembre 1965 en *Organisation communiste internationaliste*. *La Vérité* conserve son rôle de revue théorique, à la fois organe de l'OCI et du Comité international. Le décret du 12 juin 1968 qui prononce la dissolution de l'OCI suspend provisoirement la publication de *la Vérité* qui reparait à la fin de 1968 comme *revue trotskyste*.

Suppléments périodiques de *la Vérité*

— BULLETIN TROTSKYSTE

Paris, no. 1, février 1965, suppl. au no. 528 de *la Vérité*. Mensuel.

Rédaction : 5 rue de Charonne. Multigr. 27 x 21, 21 p.

Gérant : Pierre Lambert

pa BN *la Vérité* Lc2 6939—pa CDI.

C'est le seul numéro paru. En principe le *Bulletin trotskyste* ne paraît pas lorsque *la Vérité* est mise en vente. Il est un « moyen supplémentaire de faire connaître *la Vérité*, un moyen d'organisation de l'avant-garde ».

— LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

Paris, [no. 1] suppl. à *la Vérité* no. 537, avril/mai 1967—no. 5, suppl. au no. 540, mars/avril 1968. *Bulletin du Comité international de la IVe Internationale. Supplément à la Vérité*.

Rédaction : 39 rue du Faubourg du Temple. Clichy-sous-bois, impr. R. Cavillon. 27 x 21, 8 à 12 p.

Gérant : Pierre Lambert.

pa BN 4° Jo 21214 : mq nos 4, 5—pa CDI—na BDIC 4° P7863.

La publication de *la Correspondance internationale* a été décidée à la conférence d'avril 1966 du Comité international. Affirmant l'unité de la lutte de classe, elle se consacre aux problèmes de la reconstruction de l'Internationale. A côté d'informations sur les mouvements ouvriers dans le monde, elle fait place à la « lutte théorique marxiste contre le révisionnisme », c'est-à-dire contre le Secrétariat international dirigé alors par P. Frank, L. Maitan, E. Mandel.

qu'elle se rassemble un petit noyau de militants, le « groupe Lambert ».

Ce n'est qu'à partir de 1963-64, devant ce qui est analysé comme une nouvelle étape de l'action ouvrière, que le groupe (qui a élargi son audience) peut enfin s'engager dans la voie de la construction du *parti* et se constituer en décembre 1965 en *Organisation communiste internationaliste*. *La Vérité* conserve son rôle de revue théorique, à la fois organe de l'OCI et du Comité international. Le décret du 12 juin 1968 qui prononce la dissolution de l'OCI suspend provisoirement la publication de *la Vérité* qui reparait à la fin de 1968 comme *revue trotskyste*.

Suppléments périodiques de *la Vérité*

.. BULLETIN TROTSKYSTE

Paris, no. 1, février 1965, suppl. au no. 528 de *la Vérité*. Mensuel.

Rédaction : 5 rue de Charonne. Multigr. 27 x 21, 21 p.

Gérant : Pierre Lambert

pa BN *la Vérité* Lc2 6939—pa CDI.

C'est le seul numéro paru. En principe le *Bulletin trotskyste* ne paraît pas lorsque *la Vérité* est mise en vente. Il est un « moyen supplémentaire de faire connaître *la Vérité*, un moyen d'organisation de l'avant-garde ».

— LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

Paris, [no. 1] suppl. à *la Vérité* no. 537, avril/mai 1967—no. 5, suppl. au no. 540, mars/avril 1968. *Bulletin du Comité international de la IVe Internationale. Supplément à la Vérité*.

Rédaction : 39 rue du Faubourg du Temple. Clichy-sous-bois, impr. R. Cavillon. 27 x 21, 8 à 12 p.

Gérant : Pierre Lambert.

pa BN 4° Jo 21214 : mq nos 4, 5—pa CDI—na BDIC 4° P7863.

La publication de *la Correspondance internationale* a été décidée à la conférence d'avril 1966 du Comité international. Affirmant l'unité de la lutte de classe, elle se consacre aux problèmes de la reconstruction de l'Internationale. A côté d'informations sur les mouvements ouvriers dans le monde, elle fait place à la « lutte théorique marxiste contre le révisionnisme », c'est-à-dire contre le Secrétariat international dirigé alors par P. Frank, L. Maitan, E. Mandel.

FRONT ROUGE

S.l., 15 mars 1941. *Organe du parti communiste révolutionnaire. Région ouest*. Multigr. 30,5 x 21, 2 p.

Epigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

pa BN Rés G 1470 (610) : exemplaire photocopié.

Sans doute faut-il voir dans *Front rouge*, malgré son sous-titre, un organe des Comités pour la IVe. C'est du moins ce que suggère Yvan Craipeau, qui rappelle qu'à la même époque *la Vérité* hésitant sur le choix d'un sous-titre, s'intitule *organe communiste révolutionnaire*⁶⁴. La mention « région ouest » laisse penser qu'il pourrait s'agir d'un bulletin diffusé en Bretagne, édité sans doute à Brest par des militants de l'ancien POI, puisque c'est surtout du POI que proviennent les quelques sources retrouvées en Bretagne pendant la guerre.

Front rouge critique le mot d'ordre de front populaire (« comités populaires ») lancé par le Parti communiste, qui ne peut selon lui que réitérer les erreurs du passé, et appelle à rejoindre les rangs de l'Internationale fondée par Trotski, après la « trahison » de la 2e et de la 3e Internationale.

LA VÉRITÉ

New York, no. 1, avril 1941—no. 5, décembre 1941.

Rédaction : New York, P.O. Box 173, Dale Edwards (nos 1—2), P.O. Box 223, Station D, Ruth Jeffrey. Impr. 28 x 21, 4 p.

Epigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

pa CDI.

Rédigée à New York par Jan Van Heijenoort, secrétaire international de 1941 à 1943, et par un groupe français. Écrite en français, *la Vérité* est destinée à la France, à l'Europe francophone et aux colonies. Grâce à la complicité de marins français, *la Vérité* parvient en France, collée dans des journaux américains. De la zone libre où elle arrive, elle est acheminée clandestinement en zone occupée. Dans le no. 1, on trouve le Manifeste de la IVe Internationale adopté par le Comité exécutif en novembre 1940, *La France sous Hitler et Pétain*. D'un contenu très théorique. Aurait eu plusieurs numéros de 1941 à 1942.

64. Cf. lettre citée du 26 novembre 1968.

BULLETIN OUVRIER ET PAYSAN DE L'OUEST

[Brest], no. n.ch., avril 1941—no. n.ch., octobre 1941.

Parti communiste révolutionnaire : no. n.ch., avril 1941—no. n.ch., août 1941. Multigr. 29 x 21, 2 à 6 p.

Parti communiste révolutionnaire. Région bretonne... 1er rayon : no. n.ch., septembre 1941—no. n.ch., octobre 1941. Dactylographié. 21 x 13,5 (no. septembre), 27 x 21 (no. octobre), 14 et 9 f.

Epigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC.

Cet organe breton, qui compte 7 numéros, est rédigé et diffusé dans la région de Brest par des militants des Comités pour la IVe : à l'époque le nom de l'organisation n'est pas encore fermement établi. A partir de son 3e no., en juin, le *Bulletin* essaie de devenir l'*organe régional théorique* et a pour ambition de compléter la *Bretagne rouge*, rédigée par le même groupe et qui est destinée à une plus large diffusion (cf. *infra*). En fait par son faible tirage et sa diffusion restreinte, le *Bulletin* avoue dans son numéro d'août qu'il n'a pas réussi à sortir du petit cercle des militants et qu'il n'est lu que par eux. En réalité, il fait fonction de bulletin de *formation* des militants ; il s'efforce de donner des renseignements pratiques qui puissent favoriser le travail des groupes clandestins et de diffuser des « informations d'actualité » à l'intention des groupes locaux afin de les aider à rédiger leurs tracts et leurs journaux.

LA BRETAGNE ROUGE

[Brest], no. n.ch., juin 1941—no. n.ch., juin 1942 ; n.s., no. 2, n.d. [après le 3 juillet 1944].

Organe communiste révolutionnaire de l'Ouest : no. n.ch., juin 1941. Multigr. 30 x 21, 2 p.

Organe régional du Parti communiste révolutionnaire : no. spécial n.ch., fin juin 1941.

Section de l'Ouest du Parti communiste révolutionnaire (IVe Int.) : no. n.ch., juillet 1941.

Organe de la région ouest du Parti communiste révolutionnaire (PCR) : no. n.ch., août 1941, 4 p.

Parti communiste révolutionnaire, 1er rayon Bretagne, 4eme Internationale
no. n.ch., septembre 1941.

*Parti communiste révolutionnaire... 1ère région... Bretagne. Organe régional
des Comités pour la IVe Internationale* : no. n.ch., octobre 1941, 6 p.

Parti communiste révolutionnaire. 4e Internationale. Région bretonne : no.
n.ch., avril 1942--no. n.ch., juin 1942. 2 p.

Parti communiste internationaliste. IVe Internationale : n.s., no. 2, n.d.
[après le 3 juillet 1944]. 25 x 18, 4 p.

Epigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC : no. de mai 1942 photocopié.

La Bretagne rouge est rédigée à Brest par des militants des Comités pour la IVe dont Robert Cruau, Yves Bodenez, Gérard Trévien, et se veut un organe de grande diffusion. Elle donne de nombreuses et courtes informations de France et de l'étranger. Elle affirme en octobre 1941 son hostilité à l'égard du Front national lancé par le Parti communiste, front destiné selon elle à masquer les antagonismes de classes. Si le Front national n'est qu'une « tactique », comme le dit le PC, c'est une fausse tactique, estime *la Bretagne rouge*, qui dénonce le terrorisme, comme faisant le jeu des capitalismes anglais et allemand. Aucun numéro n'ayant été retrouvé entre 1942 et 1943, il est possible que *la Bretagne rouge* ait suspendu sa publication au profit du *Front ouvrier* breton dont la publication est entreprise antérieurement à juin 1943.

La nouvelle série, commencée à la veille de la Libération et peu avant les bombardements de Brest, est le fait d'une nouvelle équipe dont Alain Le Dem. l'ancienne ayant disparu à la suite des arrestations d'octobre 1943 (cf. *infra* le *Front ouvrier* breton). Ce no. 2 de la nouvelle série a pu être approximativement daté par l'allusion qu'il fait à une émission de la radio anglaise (BBC) du 3 juillet 1944. Dans un « Appel aux ouvriers, marins, paysans, travailleurs et maquisards », il préconise le pouvoir aux travailleurs, le front ouvrier et demande aux maquisards qu'ils deviennent les cadres de la milice ouvrière.

BULLETIN MENSUEL DE LA IVe INTERNATIONALE (Zone libre)

s.l., no. spécial, septembre 1941. Multigr. 31 x 21, 26 p.

am IISG

Le *Bulletin* est conservé avec un document plus tardif qui annonce la préparation d'une conférence régionale et qui fait allusion à un « Bulletin intérieur de la 6e région » (no. 4). S'agit-il de Lyon, comme l'affirme la mention manuscrite « Lyon 1944 » ? Bien que le voisinage dans les archives des deux documents ne soit pas une preuve certaine de leur origine commune, l'hypothèse n'en est pas pour autant à négliger. Il existe en effet à Lyon durant la guerre un petit noyau militant pour la IVe Internationale, plutôt lié au POI semble-t-il, dont l'activité a donné lieu à plusieurs publications (cf. *infra*). Peut-être un document intérieur, ce no. spécial du *Bulletin*, dactylographié sur papier pelure, contient le texte du *Manifeste* de la Conférence d'alarme (19-26 mai 1940).

L'ÉTINCELLE

S.l., no. 1, janvier 1942—no. 3 spécial, 25 avril 1942. *Organe du Parti ouvrier internationaliste (trotskyste). Section française de la IVe Internationale. Zone libre* ». Multigr. 31 x 21, 2 p., 8 p. (no. 2).

Epigraphe : De l'étincelle jaillit la lumière (no. 1).

Manchette : L'union des travailleurs fera la paix du monde (no. 1), Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (no. 2).

am IISG : nos 1-3—pa BN Rés G 1470 (115) : no. 3—na BDIC : exemplaires photocopiés.

Outre le fait qu'elle soit publiée en zone libre et qu'elle apporte des informations en provenance d'Arles, Alès, Nîmes, il est difficile de localiser d'une manière précise *l'Étincelle*. Peut-être a-t-elle été tirée à Marseille par Albert Demazière⁶⁵ ? Sa numérotation permet de penser qu'elle n'a aucun lien avec *l'Étincelle* de 1939. Est-elle l'œuvre de militants qui en 1939 ont préféré maintenir le POI plutôt que d'entrer dans le PSOP ? Ou bien émane-t-elle de militants qui après l'éclatement du PSOP, jugent bon de reprendre le nom du POI d'avant-guerre ? Quoiqu'il en soit, le contenu de *l'Étincelle* présente la même orientation que celle des Comités pour la IVe : organisation des travailleurs en comités d'action, fraternisation avec les soldats allemands, indépendance des colonies, révolution socialiste. Le no. 1 fait état de mouvements d'opposition à la Charte du travail, qui se manifestent dans les Unions départementales des syndicats de l'ex-CGT (Hérault, Haute-Garonne, Rhône), ainsi que de la résistance des ouvriers face aux tentatives des patrons pour installer des comités sociaux. Le no. 2, après un article sur la situation aux

65. D'après Rodolphe Prager.

Le *Bulletin* est conservé avec un document plus tardif qui annonce la préparation d'une conférence régionale et qui fait allusion à un « Bulletin intérieur de la 6e région » (no. 4). S'agit-il de Lyon, comme l'affirme la mention manuscrite « Lyon 1944 » ? Bien que le voisinage dans les archives des deux documents ne soit pas une preuve certaine de leur origine commune, l'hypothèse n'en est pas pour autant à négliger. Il existe en effet à Lyon durant la guerre un petit noyau militant pour la IVe Internationale, plutôt lié au POI semble-t-il, dont l'activité a donné lieu à plusieurs publications (cf. *infra*). Peut-être un document intérieur, ce no. spécial du *Bulletin*, dactylographié sur papier pelure, contient le texte du *Manifeste* de la Conférence d'alarme (19--26 mai 1940).

L'ÉTINCELLE

S.l., no. 1, janvier 1942--no. 3 spécial, 25 avril 1942. *Organe du Parti ouvrier internationaliste (trotskyste). Section française de la IVe Internationale.*

Zone libre ». Multigr. 31 x 21, 2 p., 8 p. (no. 2).

Epigraphe : De l'étincelle jaillit la lumière (no. 1).

Manchette : L'union des travailleurs fera la paix du monde (no. 1), Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (no. 2).

am IISG : nos 1--3--pa BN Rés G 1470 (115) : no. 3--na BDIC : exemplaires photocopiés.

Outre le fait qu'elle soit publiée en zone libre et qu'elle apporte des informations en provenance d'Arles, Alès, Nîmes, il est difficile de localiser d'une manière précise *l'Étincelle*. Peut-être a-t-elle été tirée à Marseille par Albert Demazière⁶⁵ ? Sa numérotation permet de penser qu'elle n'a aucun lien avec *l'Étincelle* de 1939. Est-elle l'œuvre de militants qui en 1939 ont préféré maintenir le POI plutôt que d'entrer dans le PSOP ? Ou bien émane-t-elle de militants qui après l'éclatement du PSOP, jugent bon de reprendre le nom du POI d'avant-guerre ? Quoiqu'il en soit, le contenu de *l'Étincelle* présente la même orientation que celle des Comités pour la IVe : organisation des travailleurs en comités d'action, fraternisation avec les soldats allemands, indépendance des colonies, révolution socialiste. Le no. 1 fait état de mouvements d'opposition à la Charte du travail, qui se manifestent dans les Unions départementales des syndicats de l'ex-CGT (Hérault, Haute-Garonne, Rhône), ainsi que de la résistance des ouvriers face aux tentatives des patrons pour installer des comités sociaux. Le no. 2, après un article sur la situation aux

65. D'après Rodolphe Prager.

Indes, explique que l'activité syndicale n'a de sens que si elle est replacée
« dans le cadre d'un tout, qui ne peut être donné que par le parti ».

LA SEULE VOIE

S.l., no. 1, mars 1942—no. 11, 1er novembre 1943.

Bolchevik-léniniste pour la construction de la IVe Internationale : no. 1, mars 1942—no. 5/6, octobre/novembre 1942. Multigr. 30 x 21, 30 à 64 p.

Organe théorique du Comité communiste internationaliste pour la construction de la IVe Internationale : no. 7, mars 1943—no. 11, 1er novembre 1943.

Epigraphe : La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire.

am IISG—na BDIC Fol P 293 Rés : coll. inc.—pa CDI (photocopié).

La Seule Voie est l'œuvre des militants parisiens issus du PCI d'avant-guerre (Pierre Lambert, Jacques Privas). Sa diffusion restreinte, qui ne dépasse guère le cercle des militants, est très contrôlée : chaque exemplaire porte sa propre numérotation et l'indication suivante : « à distribuer qu'à des camarades sûrs », « chaque militant doit répondre personnellement de celui auquel il remet *la Seule Voie*. Il doit en référer à son organisation ». Un an après le premier numéro de *la Seule Voie*, le groupe tient en mars 1943 une conférence au cours de laquelle il prend le nom de Comité communiste internationaliste pour la construction de la IVe Internationale. Le no. 7 de *la Seule Voie*, no. spécial sur la conférence, annonce que le CCI continue le PCI et que cette nouvelle appellation a pour but de marquer le « rôle de polarisation plus large, décisif » que le groupe s'apprête à jouer. Il se garde toutefois de se prénommer « parti », titre qui ne convient pas à la « situation sous la dalle totalitaire » et aux tâches qu'elle permet. Si la revue a eu à l'origine un rôle « d'affirmation programmatique », « la seule chose possible dans la situation d'alors », l'étape qui commence en 1943 correspond à une situation nouvelle : la période pré-révolutionnaire. Le contenu de *la Seule Voie* doit changer, mais sans abandonner son caractère de revue théorique. Le contenu « s'approchera davantage de la température des masses exploitées, de la lutte de l'avant-garde et des problèmes du regroupement des bolcheviks-léninistes ». Elle annonce une périodicité mensuelle. Entre le no. 8 et le no. 9/10 s'écoule pourtant un délai de six mois, pendant lequel l'organisation, s'étant élargie, a dû consacrer tous ses efforts à la « formation de nouveaux cadres bolcheviks-léninistes ». Il n'est pas certain que *la Seule Voie* prenne fin en novembre 1943 avec le no. 11 ; il y aurait eu un douzième numéro en janvier 1944

peu avant que le CCI ne fusionne avec le POI⁶⁶. Il se pourrait que le texte, *l'Heure de la IVe Internationale*, ait constitué ce no. 12⁶⁷.

INFORMATIONS OUVRIERES

S.l., [no. 1, c. mai 1942]—no. 3, octobre 1942. Multigr. 27 x 21, 8 p.

pa CDI : nos 2 (inc.) et 3—am IISG : no. 3.

Informations ouvrières est l'œuvre d'une commission syndicale qui fonctionne à l'intérieur des Comités pour la IVe, de 1940 à 1942. Elle est composée de responsables syndicaux, membres de l'ex-POI (Louis Bonnel, Henri Souzin, Louis Pradales, Jean Aubrée). « Le but de cette commission [est] de faire le point sur la situation du mouvement syndical, de proposer une orientation pour [les] militants syndicalistes, d'éditer un bulletin ronéoté sans le sigle du mouvement et permettant un travail de prise de contacts. L'action se situe au niveau des milieux syndicaux et non des entreprises »⁶⁸. Le responsable de la commission et du bulletin est Henri Souzin, membre de la direction du syndicat des peintres de la région parisienne.

La commission publie en 1941 un *Bulletin ouvrier*, qui change de titre en 1942 — peut-être pour des raisons de sécurité — pour s'appeler *Informations ouvrières*. Rédigé à Paris, tiré à moins de cent exemplaires, *Informations ouvrières* est diffusé à l'intérieur des Comités pour la IVe de la région parisienne, ainsi que dans les organisations professionnelles où travaillent les quatre membres de la commission. Le no. 1 n'a pas été retrouvé, mais il doit dater approximativement de mai 1942, si l'on en croit son sommaire, relevé par Louis Bonnel (« Appel à la lutte pour le 1er mai 1942 »). *Informations ouvrières* prend fin avec son troisième numéro et l'arrestation puis la déportation fin 1942 d'Henri Souzin⁶⁹. En même temps le mouvement va s'orienter vers une nouvelle stratégie, qui néglige l'action syndicale au profit du *Front ouvrier*.

LETTRE DU SOUS-SOL

S.l., no. [1] n.d.—no. [3] juin 1942. Multigr. 27 x 21, 2 p.

66. D'après Jean-René Chauvin.

67. D'après Rodolphe Prager.

68. D'après Louis Bonnel.

69. Henri Souzin mourra en déportation.

Epigraphe : Nous vivons dans l'époque des guerres et des révolutions (Lénine) (nos [1] et 2). La révolution est non seulement souhaitable, mais nécessaire (no. [3]).

pa CDI (exemplaires photocopiés).

En réalité, la *Lettre du sous-sol*, non localisée, n'est pas numérotée. C'est parce qu'existe une *Deuxième lettre du sous-sol* et que celle-ci fait allusion à une « lettre précédente » qu'on a cru possible d'attribuer une numérotation à l'ensemble de ces trois documents, sans parvenir néanmoins à dater d'une manière exacte les deux premiers numéros. Par les thèmes qui y sont développés, sous la forme d'un article qui se poursuit à travers les trois numéros, la *Lettre du sous-sol* pourrait émaner du groupe de la *Seule Voie* et être en relation avec l'ancien militant communiste et ouvrier du Nord, Eugène Devreyer, membre avant la guerre du groupe de *La Commune*. La *Lettre* rappelle le caractère impérialiste de la guerre, dont les « camouflages idéologiques » ne doivent pas faire illusion aux ouvriers. Ceux-ci doivent opposer aux visées capitalistes leurs propres solutions et transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. La bourgeoisie, et à travers elle sa fraction dominante le capital financier, a réussi jusqu'à maintenant à faire pression sur la petite bourgeoisie et même sur le prolétariat, mais elle ne parvient plus à garantir les besoins minimaux de la société. De son côté le prolétariat ne supporte plus de mener une vie d'esclave. La société s'achemine de la sorte vers un bouleversement radical qui sera la révolution prolétarienne. C'est par la fraternisation et la lutte de classes que le prolétariat remportera la victoire et pourra ainsi sauver l'URSS. Mais pour atteindre ce résultat, il est indispensable, affirme la *Lettre*, de construire le parti révolutionnaire qui seul sera capable de mener le prolétariat au succès.

L'ÉTUDIANT RÉVOLUTIONNAIRE

S.l., no. 5, juin 1942 ; no. 7, n.d. Multigr. 27 x 21, 2 p.

pa CDI (exemplaires photocopiés) -- na BDIC 8° P225 Rés.

L'Étudiant révolutionnaire émane probablement de jeunes des Comités français pour la IVe. Dans un article intitulé « Insuffisance de l'idéalisme », *l'Étudiant révolutionnaire* s'adresse à un journal illégal *Défense de la France*, dont le mot d'ordre est « Ni Allemands, ni Russes, ni Anglais ». Tout en notant l'absence de chauvinisme qui caractérise ce journal, *l'Étudiant révolutionnaire* regrette l'intérêt trop exclusif qu'il attache aux superstructures idéologiques et spirituelles, sans tenir compte suffisamment des structures

économiques qui les conditionnent. Certes *l'Étudiant révolutionnaire* reconnaît qu'il faut lutter pour la « défense de la civilisation », mais cette lutte doit être, selon lui, subordonnée à la destruction du régime d'exploitation générateur de barbarie. Pour *l'Étudiant révolutionnaire*, la défense de la civilisation ne s'identifie pas au triomphe du système anglo-saxon, comme semble le soutenir *Défense de la France*. En fait la façade démocratique du système anglo-saxon dissimule mal l'inhumanité profonde et l'exploitation de l'impérialisme, dont le nazisme n'est d'ailleurs qu'un sous-produit. « Tendant la main » à *Défense de la France*, *l'Étudiant révolutionnaire* l'invite à comprendre que la civilisation ne peut être sauvée que par l'instauration révolutionnaire d'une société sans classes, c'est-à-dire par le triomphe des États-Unis socialistes d'Europe.

Le no. 7 dénonce la nouvelle forme d'exploitation de la jeunesse que constitue le service civique rural et appelle à la solidarité avec les étudiants juifs.

QUATRIEME INTERNATIONALE

S.l., puis Gilly, puis Paris, no. 1, juin 1942—avril 1968→. Irrégulier (trois à quatre numéros par an).

Revue théorique des Comités français de la IVE Internationale : no. 1, juin 1942. S.l. Impr. 21 x 13,5, 8 p.

Revue théorique du Secrétariat européen de la IVE Internationale : nouvelle série, no. 2, novembre 1942. Multigr. 27 x 21, 10 p.

*Organe du Secrétariat provisoire européen de la IVE Internationale*⁷⁰ : nouvelle série, no. 2, décembre 1943—no. 3, janvier 1944. Multigr. (no. 2), impr. (no. 3). 31 x 21 (no. 2), 24 x 16 (no. 3), 10 à 25 p.

Organe du Comité exécutif européen de la IVE Internationale : nouvelle série no. 4/5, février/mars 1944—avril 1968. (La numérotation continue s'arrête en décembre/janvier 1946 avec le no. 25/26. La revue porte ensuite jusqu'en novembre/décembre 1947 la date du mois de publication sans numérotation. A partir de janvier 1948 une numérotation annuelle apparaît, qui durera jusqu'en octobre/novembre 1957. A partir de janvier 1958 commence une série (no. 1) jusqu'en avril 1968 (no. 33).

Rédaction : s.l. ; Gilly, 90 chaussée de Fleurus, Jules Hénin (no. 16—19), Paris, 19 rue Daguerre (no. 22—24, septembre/octobre 1945 à mars 1946),

70. La mention « provisoire » est supprimée dans le no. 3.

9 bis rue d'Alésia (avril/mai 1946 à décembre 1946), BP 15e (janvier/février 1947 à no. 2-4, 1952), 10 rue de Lancry (nos. 5-10, 1952 à no. 1, 1953), 64 rue de Richelieu (no. 2-4, 1953 à no. 18, mars 1963), 21 rue d'Aboukir (no. 19 à no. 30) ; s.l. (nos 31 et 32), 95 faubourg Saint-Martin (no. 33). Genève, impr. Réunies (no. 14/15, 1945 à no. 22-24, 1945) ; s.l., impr. spéciale de la IVe Int. (no. 25/26, décembre 1946 à janvier/février 1947 ; no. 3-5, 1948 à no. 2-4, 1951) ; Paris, Société nationale des entreprises de presse, impr. Réaumur (mars/avril 1947 à no. 1-2, 1948) ; impr. St-Denis (no. 5-7, 1951 à no. 6-8, 1954), impr. La Ruche ouvrière (no. 9-12, 1954) ; CIT (no. 1-3, 1955), Sopreco (no. 4-6, 1955 à no. 11-12, 1955), SPI (no. 1-3, 1956-no. 18, mars 1963), impr. « EP » (à partir du no. 19). 21, 5 x 13,5 (no. 6-7, 1944 à no. 14/15, 1945), 23,5 x 14,5 (à partir du no. 16-19, 1945). 24 à 75 p.

- suppl. au no. 2/4, février/avril 1951, impr., 27 x 21, 2 p. *Appel du Secrétariat international de la IVe. Pour désarmer l'impérialisme et assurer la paix il faut organiser dans le monde entier le pouvoir des travailleurs.*
- suppl. au no. de juin 1956, impr., 14,5 x 11, 31 p. *Pour un véritable retour à Lénine. Lettre ouverte de la IVe Internationale aux membres des partis communistes. Le testament de Lénine.*
- no. spécial, 1956, impr. 23,5 x 14,5. *Le Rapport Khrouchtchev sur Staline.*
- suppl. au no. d'octobre 1962, impr., 21 x 13,5, 55 p. M. Pablo, *Le Programme de Tripoli*⁷¹.
- suppl. au no. de septembre 1966, multigr. 27 x 21, 100 p. Karol Modzelewski, Jacek Kuron, *Lettre ouverte aux membres des sections de l'Université de Varsovie du Parti ouvrier unifié polonais et de l'Union des jeunes socialistes.*
- suppl. au no. de mars 1967, multigr. 27 x 21, 41 p. P. Frank, *Une révision du trotskisme [A propos du « pablisme »].*
- suppl. au no. de mai 1967, multigr. 27 x 21, 41 p. *Le mouvement ouvrier français face au gaullisme. Résolution du 19e congrès du PCI (section française de la IVe Internationale).*

Epigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Gérant : Jules Hénin (no. 16-19, mars-juin 1945), Pierre Frank (à partir de janvier/février 1949).

pa BN. Pour les nos 1 à 6/7, Rés G 1470 (322) : mq no. 2 n.s., novembre 1942 ; no. 2, n.s., décembre 1943. Après le no. 6/7, 4° R 4538 : mq suppl.

71. Ce supplément se trouve conservé à la BN sous la cote Gr Fol Jo 3754 bis, *La Vérité des travailleurs*.

2/4, février/avril 1951.

am IISG. Jusqu'à 1944 : mq nos 1 à 2 (novembre 1942). Le no. 2 n.s., décembre 1943, se trouve dans les *Archives Guérin* (Doos 1, secrétariat de la IVe Internationale). A partir de 1945 : mq 1948, no. 8/9 ; 1949, nos 4-7. pa CDI. Jusqu'à 1944 : mq les deux nos 2 n.s. A partir de 1945 : mq 1953, no. 8-10 ; 1956, no. 11/12 ; 1958, no. 13, no. 29.

na BDIC 4° P1246 Rés : coll. inc. ; possède le no. 2 n.s., novembre 1942 ; no. 2, décembre 1943.

En publiant en 1942 *Quatrième Internationale* — c'est le nom de la revue théorique du POI avant la guerre — les militants des Comités pour la IVe veulent réaffirmer le programme de l'Internationale fondée par Trotski. Le no. 1 paraît sous la responsabilité du Comité central des Comités pour la IVe, qui lui consacre une imprimerie clandestine de la région parisienne. En même temps quelques militants essaient de créer un noyau européen et décident de réorganiser la IVe. A l'initiative de Marcel Hic, membre des Comités français pour la IVe Internationale, un Secrétariat européen est constitué à l'issue d'une réunion tenue en Belgique (?) en juillet 1942. La publication de *Quatrième internationale* est reprise dans une nouvelle série en tant qu'organe du Secrétariat européen. Le no. 2, qui paraît en novembre, contient les *Thèses sur la question nationale* adoptées lors de la réunion de juillet par plusieurs sections européennes. En fait, ce sont les thèses des Comités français qui à cette époque ont le contrôle exclusif du Secrétariat européen. C'est seulement lors d'une réunion tenue en août 1943 que l'organisation européenne, qui a jusque-là mené une activité assez irrégulière, prend son vrai départ sous le nom de Secrétariat provisoire européen, avec des représentants des différentes sections européennes : Marcel Hic (France), George Vitsoris et Michel Pablo (Grèce), Abraham Leon et Ernest Mandel (Belgique), Nicassio (Espagne), Paul Widelin (Allemagne). Établi en France sous la direction de Pablo, le Secrétariat provisoire européen prend en charge la publication de *Quatrième internationale* qui paraît alors comme organe du SPE dans une nouvelle série et avec une nouvelle numérotation. Le no. 2 de décembre 1943, multigraphié, laisse penser qu'il y a eu un premier numéro, sans doute aussi multigraphié, qui aurait été publié juste après la réunion européenne d'août 1943.

Après le no. 3, paru en janvier 1944, de nouveau imprimé, le no. de février/mars se consacre à la conférence européenne de la IVe, qui vient de se tenir en février dans la région de Beauvais, avec la participation cette fois du Comité communiste internationaliste et du groupe *Octobre*. Pour la revue, c'est une nouvelle étape : elle annonce l'unification du mouvement français et le renforcement de l'organisation européenne par la création sous la direction de M. Pablo du Comité exécutif européen, dont elle sera l'organe officiel jusqu'en 1968. Elle n'a pas été touchée par le décret du 12 juin 1968.

S.I., puis Paris, puis Suresnes, puis Paris, no. 1, octobre 1942—no. 90, 16 mai 1947 ; 1949—1957.

Organe communiste (IVe Internationale) : no. 1, 15 octobre 1942—no. 22 octobre 1942. Multigr., 27 x 21, 2 et 3 p.

Organe du groupe communiste (IVe Internationale) : no. 3, 7 novembre 1942—no. 36, 19 septembre 1944. 27 x 21, 31 x 21 (nos 23, 26, 31, 36)

— suppl. 1er juin 1943, multigr., 27 x 21, 2 p. *Appel aux ouvriers communistes. En avant pour un nouveau parti révolutionnaire. Vivent les États-Unis socialistes d'Europe. Vive la IVe Internationale.*

— suppl. au no. 14, 13 juin 1943, multigr., 27 x 21, 2 p. *De la première Internationale à la IVe.*

— no. spécial, 9 juin 1944, multigr., 27 x 21, 2 p. *Le débarquement allié en France. Travailleurs ! La mêlée à l'Ouest est une mêlée impérialiste. A bas la guerre impérialiste. Vivent les États-Unis socialistes soviétiques d'Europe.*

Organe de l'Union communiste (IVe Internationale) : no. 37, 10 octobre 1944—no. 59, 22 mars 1946. Impr. (à partir du no. 46). 27 x 21, 31 x 21 (nos 38, 39, 41 à 45), 27 x 18,5 (nos 48—49), 46 x 27 (nos 53 à 59), 2 p., 4 p. (nos 50/51 à 52).

— no. spécial, 6 mars 1945, impr., 21 x 13,5, 2 p. *Au pilori de l'Histoire*⁷³.

Organe de l'Union communiste (trotskyste). Bulletin intérieur [La mention « bulletin intérieur » disparaît avec le no. 86] : no. 62, 27 mai 1946—no. 90, 16 mai 1947.

Correspondance : Paris, 7 impasse du Rouet, Jacques Ramboz. Paris, impr. du Rouet (nos 62—85), impr. spéciale de *Lutte de classes* (à partir du no. 86). 45 x 30, 38 x 28,5 (nos 69 à 80 ; no. 90).

A partir de 1949 le journal se transforme en revue qui paraît par périodes discontinues et sous forme de séries distinctes jusqu'en 1957 :

Organe politique et théorique. Union communiste (trotskyste) : no. 1, février 1949—no. 3, avril 1949.

Rédaction : Suresnes, 65 rue Carnot, Jean Bois. Multigr. 27 x 21, 8 p.

Organe de l'Union communiste (trotskyste) : nouvelle série, no. 1, 12 jan-

72. Les numéros 1 à 34, de 1942 à août 1944, ont été reproduits en fac-similé par le groupe de la *Lutte ouvrière* en mai 1971.

73. L'article s'élève contre « l'hitléro-trotskisme » dont fait abondamment état le parti communiste à cette époque, en montrant que les trotskistes sont les seuls défenseurs de la révolution contre les intérêts particuliers de la caste bureaucratique.

vier 1950—no. 9, 30 mars 1950.

Rédaction : Paris, 7 impasse du Rouet, Jacques Ramboz. 31 x 21.

[Le sous-titre disparaît] no. 1, 24 novembre 1956—no. 11, 1er avril 1957.

Rédaction : s.l.

Epigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

pa BN Rés G 1470 (231) : nos 1 à 59, mq nos 60—61 ; puis Fol Jo 4637 : mq 1946—1947, nos. 64, 73, 74, 75, 78—am IISG : coll. inc.—na BDIC 4° Pl 269 Rés puis G Fol P4512 : coll. inc. ; possède no. 78.

A l'origine de *la Lutte de classes* se trouve un jeune militant d'origine roumaine, Barta [David Korner]. Celui-ci, après une expérience révolutionnaire en Roumanie, adhère en décembre 1933 à la Ligue communiste, dont il suit l'évolution à travers le Parti socialiste, le Parti ouvrier internationaliste et le Parti socialiste ouvrier et paysan. En septembre 1939, à la déclaration de guerre, le groupe se disperse et Barta, après avoir fait paraître *l'Ouvrier*, commence en 1942 la publication de *la Lutte de classes* avec un noyau de jeunes militants formés par lui⁷⁴. En février 1944 *la Lutte de classes* se tient à l'écart de l'unification du mouvement français : elle reproche au POI ses mots d'ordre « social-patriotes » et au nouveau Parti communiste internationaliste une fusion sans principes, où les erreurs reconnues comme telles ont été délibérément laissées de côté. Elle considère que ses divergences à la fois organisationnelles et politiques sont trop profondes pour permettre une unification durable. Du combat de *la Vérité* pour sa légalisation que celle-ci entreprend dès 1944, *la Lutte de classes* se tient aussi éloignée. Au contraire, elle se félicite (no. 36, 19 septembre 1944) alors que la CGT, le Parti communiste et le Parti socialiste viennent d'être « reconnus » par le gouvernement, de paraître clandestinement, seule garantie de liberté, et dénonce la « compromission de ceux qui croient lutter réellement contre la guerre impérialiste avec l'autorisation et sous le contrôle de la censure bourgeoise ». En fait pour *la Lutte de classes*, l'illégalité — ou du moins une illégalité partielle — apparaît comme une nécessité découlant de la guerre révolutionnaire⁷⁵.

A partir de 1945-1946, *la Lutte de classes* se voit contrainte par le PCI de supprimer la mention « IVe Internationale » qu'elle utilise — à tort estime-t-

74. Parmi ceux-ci, Mathieu Buchholz, né en Roumanie, entre en contact avec Barta dès 1941. Il s'occupe en particulier du sabotage du STO. Le 11 septembre 1944, il est enlevé et disparaît dans des conditions telles que *la Lutte de classes* s'estime autorisée à penser qu'il a été exécuté par des agents staliniens (no. 67, 18 septembre 1945).

75. Union communiste, *Lettre ouverte aux militants et sympathisants du PCI. Pour combattre la contrebande pivertiste au sein de la IVe Internationale*, s.l., 1945.

il, puisque le groupe de *la Lutte de classes* n'est pas affilié à la IV^e Internationale – dans son sous-titre depuis 1942. Avec le « trotskisme » qu'elle intègre dans son sous-titre à partir du no. 62, elle affirme retrouver un « drapau sans tache » que chacun peut librement choisir.

En avril/mai 1947, ce sont les militants de *la Lutte de classes* et parmi eux Pierre Bois qui déclenchent et organisent la grève aux usines Renault. La grève terminée, *la Lutte de classes* cesse sa publication, faute de ressources financières annonce-t-elle. En réalité, comme elle l'expliquera plus tard, ses militants se sont fixé deux tâches qui mobilisent entièrement leurs efforts : la création d'un syndicat révolutionnaire pour éviter de « livrer les travailleurs aux anciens dirigeants qui [les] ont trahis »⁷⁶, le Syndicat démocratique Renault, et la publication d'un journal destiné aux ouvriers, *la Voix des travailleurs*. Lorsque *la Voix des travailleurs* cesse sa publication en janvier 1949, *la Lutte de classes* lui succède de nouveau en février. On peut se demander si l'état des collections à la Bibliothèque nationale durant l'année 1949 (trois numéros de février à avril) est conforme aux dates effectives de publication de *la Lutte de classes*, dans la mesure où la nouvelle série qui commence en janvier 1950 fait allusion à une interruption de trois mois seulement. Sans doute cette interruption est-elle liée à l'échec du Syndicat démocratique Renault et à la crise intervenue dans le groupe avec le départ de Pierre Bois. *La Lutte de classes* explique ainsi son retour en 1950 : « L'évolution politique internationale et nationale est arrivée à un point où elle doit commencer à susciter une réplique véritablement communiste – trotskyste – de la part des travailleurs, sinon les travailleurs se [condamneront] eux-mêmes au totalitarisme et à l'anéantissement atomique »⁷⁷. La tâche de *la Lutte de classes* est alors de favoriser un regroupement des travailleurs qui ne soit plus seulement revendicatif, mais orienté vers le renversement du capitalisme. Pour se donner plus d'efficacité *la Lutte de classes* est distribuée gratuitement, mais le soutien dont elle a besoin lui faisant défaut, elle est obligée une nouvelle fois de cesser sa publication en mars 1950. L'ultime tentative faite en novembre 1956, au lendemain de la révolte hongroise, se termine en avril 1957. Barta se retire de l'organisation, dont les membres s'éparpillent⁷⁸.

Cf. la nouvelle série qui commence en 1960.

LA JEUNE GARDE

S.I., no. 1, décembre 1942–no. 4 spécial, juin 1943. *Organe de rassemble-*

76. A. Mathieu (Barta), « Nouvelle étape », *La Lutte de classes* no. 1 (12 janvier 1950).

77. *Ibid.*

78. Barta [André Korner] est mort en 1976.

ment des jeunes internationalistes. Impr. 27 x 21, 13,5 x 10,5 (no. 4), 2 p., 4 p. (no. 4).

Epigraphe : La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne.

Manchette : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (no. 4).

pa BN Rés G 1470 (190) am IISG : mq no. 4 - na BDIC 4° P1247 Rés.

La Jeune Garde reprend le titre de l'organe des JSOP fondées en 1938⁷⁹. Selon certaines sources, elle aurait été publiée par la direction du POI sans que l'ensemble de l'organisation en ait été informé, si bien que des militants du sud-ouest, s'interrogeant avec intérêt sur ce journal, auraient essayé de « nouer des contacts » avec les jeunes révolutionnaires⁸⁰. *La Jeune Garde* présente la même typographie et à peu près le même contenu que *la Vérité*, dont elle constitue l'organe pour la jeunesse. C'est pourquoi son existence est contestée au sein du POI par l'Opposition internationaliste, qui lui reproche d'être dirigée vers les mêmes milieux que *la Vérité* et à ce titre de ne pas présenter de réelle utilité⁸¹. Sous prétexte de ne pas être sectaire et de se dégager du style « vieux bolchevik-léniniste d'opposition », *la Jeune Garde* est aussi considérée comme un organe menacé par l'opportunisme, du fait de l'imprécision et du caractère vague de ses articles, qui n'ont rien à envier à ceux du parti communiste⁸². Un « bon journal stalinien », conclut l'Opposition internationaliste. Le contenu de *la Jeune Garde* met en effet l'accent sur les thèmes défendus par la majorité du POI : lutte pour le socialisme à travers la lutte contre le nazisme, États-Unis socialistes d'Europe, fraternisation, Front ouvrier, défense de l'URSS. Constatant que la résistance à la « relève » devient de plus en plus difficile, *la Jeune Garde* donne à ceux qui partent le conseil de rendre leur séjour en Allemagne utile par la préparation de la révolution prolétarienne et par le sabotage de la production.

79. *La Jeune Garde, organe mensuel des Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes. Pour la construction de la nouvelle Internationale de la jeunesse révolutionnaire.* Publiée à Paris. Seul numéro retrouvé, no. 3 (n.s.), 1er mai 1939 [pa CDI-am IISG-na BDIC].

Cette *Jeune Garde* reprend elle-même le titre de l'ancien organe des Jeunesses socialistes SFIO de la Seine, dont le no. 1 paraît en juillet 1936. Après la conférence nationale des Jeunesses socialistes de Creil du 30 mars 1937 et le Conseil national du parti socialiste du 18 avril 1937 qui prononcent l'exclusion de vingt-deux jeunes militants du parti et la dissolution de l'Entente de la Seine, *la Jeune Garde* maintient sa publication comme organe de la Fédération autonome des Jeunesses socialistes jusqu'en mai 1938 (am IISG).

80. D'après *Les Enseignements de notre histoire*, suppl. à *la Vérité* (mai 1970) 39.

81. « Retour à Lénine », *Bulletin intérieur du POI* no. [12] (février 1943).

82. « Lettre des camps », *Bulletin intérieur du POI* no. 18 (mai 1943).

CLASSE CONTRE CLASSE

[Paris], no. 1, mars 1943—no. 8 spécial, août 1944.

Organe de liaison et de lutte des ouvriers de chez Panhard : no. 1, mars 1943
no. 3, mars 1944. Multigr. 31 x 21, 2 p.

Organe de liaison et de lutte des groupes ouvriers de chez Panhard : no. 5 spécial, 23 avril 1944—no. 8 spécial, août 1944.

— no. spécial [mention mss : 1944⁸³], multigr., 31 x 21, 2 p. *Nous refusons de récupérer ! Ouvriers de chez Panhard, la guerre des capitalistes, c'est nous qui la payons.*

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

am HSG : mq nos 1—2—na BDIC 4° P1 261 Rés : mq nos 2, 4.

Émane du groupe de *la Seule Voie* qui vient de se constituer en mars 1943 en Comité communiste internationaliste. Repris ensuite par le Parti communiste internationaliste. Ce bulletin est l'œuvre d'un des premiers militants de l'organisation pendant la « drôle de guerre », Jacques Birger, dit Bruno, ancien *Faucon rouge*, étudiant en mathématiques devenu ouvrier sur le tas. Le bulletin affirme la primauté de l'action d'usine et considère que lutter contre la guerre par le ralentissement de la production ne peut qu'aider au succès de l'Armée rouge. Le no. 6 spécial du 25 juin 1944 serait en réalité le no. 7, d'après la mention manuscrite sur l'exemplaire conservé à Amsterdam.

LA LUTTE OUVRIERE

[Paris, nouvelle série] no. 1, avril 1943—nouvelle série, no. 2, juillet 1943.
Organe de la région parisienne du Parti ouvrier internationaliste (section française de la IVe Internationale). Multigr. 27 x 21, 2 p.

— no. spécial [mai 1943], multigr., 27 x 21, 2 p. *Mai 1871 - mai 1943.*

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Manchette : Pour le 1er mai, Front ouvrier (no. 1). La Ière Internationale nous a donné une doctrine et un drapeau. La IIème nous a enseigné l'art d'unir les grandes masses. La IIIème nous a appris à entraîner dans l'action les larges masses. La IVème conduira les travailleurs à la victoire (no. spécial). Juin 36, deux millions de travailleurs occupaient neuf mille entreprises. Juin 1943, les

83. Sur l'exemplaire conservé à l'Institut d'Amsterdam.

travailleurs reprennent la lutte pour le pain, la paix, la liberté (no. 2).

am HSG : no. spécial (archives Daniel Guérin), no. 2 - pa CDI : no. 1, no. spécial - pa BN Rés G 1470 (232) : no. 2 - na BDIC 4° P937 Rés.

Reprend dans une nouvelle série le titre de l'organe central du Parti ouvrier avant la guerre. Dénonçant les financiers de tous les pays comme les vrais responsables des massacres, *la Lutte ouvrière* dans son premier numéro appelle les travailleurs à se garder de la passivité par peur du gendarme et à s'unir, toutes tendances rassemblées, dans un Front ouvrier destiné à lutter contre l'hitlérisme, pour les revendications immédiates. Dans un autre article, où elle cite en exemple des jeunes maquisards de la Haute-Savoie qui refusent la déportation du travail, *la Lutte ouvrière* appelle à « résister à la relève » et à « refuser de mourir pour Hitler » en allant vivre en Allemagne dans les « pires conditions de travail et d'hygiène ». Le no. 2, qui relate les mouvements de grève ayant eu lieu dans une dizaine d'usines de la région parisienne, fait remarquer que ce sont le plus souvent les femmes qui débraient, entraînant l'arrêt des machines sur lesquelles travaillent les hommes, ces derniers étant davantage visés par les menaces de déportation du travail. Il est possible qu'un troisième numéro ait paru en janvier/février 1944 avant la réunification du POI, du CCI et du groupe Octobre, et avant que la conférence de février 1944 n'ait décidé de remplacer comme organe du Parti communiste internationaliste pour la région parisienne, *la Lutte ouvrière* par *le Soviet*.

LE SOVIET

S.I., no. 157, 1er avril 1943—no. 165, octobre/novembre 1943 ; no. 1, 25 avril 1944—no. 2, juin 1944.

Organe du Comité communiste internationaliste pour la construction de la IVe Internationale : no. 157, 1er avril 1943—no. 165, octobre/novembre 1943. Multigr. 31 x 21, 2 à 4 p.

— no. spécial, mai 1943, multigr., 31 x 21, 2 p.⁸⁴ *Assiégé par Roosevelt, Churchill et Hitler, le Komintern de Staline capitule dans la honte ! La IVe Internationale relève le drapeau de la révolution mondiale !* [Sur la dissolution de l'Internationale communiste]

— Au verso du no. 164 : *ARBEITER UND SOLDATEN-RATE. Hrsg. von Komite der Internationalen Kommunisten für die IVe Internationale, Nr. 14, 14 september 1943* [même texte qu'au recto, en allemand].

84. Il est probable que ce numéro spécial constitue le no. 159.

travailleurs reprennent la lutte pour le pain, la paix, la liberté (no. 2).

am HSG : no. spécial (archives Daniel Guérin), no. 2—pa CDI : no. 1, no spécial—pa BN Rés G 1470 (232) : no. 2—na BDIC 4° P937 Rés.

Reprend dans une nouvelle série le titre de l'organe central du Parti ouvrier avant la guerre. Dénonçant les financiers de tous les pays comme les vrais responsables des massacres, *la Lutte ouvrière* dans son premier numéro appelle les travailleurs à se garder de la passivité par peur du gendarme et à s'unir, toutes tendances rassemblées, dans un Front ouvrier destiné à lutter contre l'hitlérisme, pour les revendications immédiates. Dans un autre article, où elle cite en exemple des jeunes maquisards de la Haute-Savoie qui refusent la déportation du travail, *la Lutte ouvrière* appelle à « résister à la relève » et à « refuser de mourir pour Hitler » en allant vivre en Allemagne dans les « pires conditions de travail et d'hygiène ». Le no. 2, qui relate les mouvements de grève ayant eu lieu dans une dizaine d'usines de la région parisienne, fait remarquer que ce sont le plus souvent les femmes qui débraient, entraînant l'arrêt des machines sur lesquelles travaillent les hommes, ces derniers étant davantage visés par les menaces de déportation du travail. Il est possible qu'un troisième numéro ait paru en janvier/février 1944 avant la réunification du POI, du CCI et du groupe Octobre, et avant que la conférence de février 1944 n'ait décidé de remplacer comme organe du Parti communiste internationaliste pour la région parisienne, *la Lutte ouvrière* par *le Soviet*.

LE SOVIET

S.I., no. 157, 1er avril 1943—no. 165, octobre/novembre 1943 ; no. 1, 25 avril 1944—no. 2, juin 1944.

Organe du Comité communiste internationaliste pour la construction de la IVe Internationale : no. 157, 1er avril 1943—no. 165, octobre/novembre 1943. Multigr. 31 x 21, 2 à 4 p.

- no. spécial, mai 1943, multigr., 31 x 21, 2 p. ⁸⁴ *Assiégé par Roosevelt, Churchill et Hitler, le Komintern de Staline capitule dans la honte ! La IVe Internationale relève le drapeau de la révolution mondiale !* [Sur la dissolution de l'Internationale communiste]
- Au verso du no. 164 : *ARBEITER UND SOLDATEN-RATE. Hrsg. von Komite der Internationalen Kommunisten für die IVe Internationale, Nr. 14, 14 september 1943* [même texte qu'au recto, en allemand].

84. Il est probable que ce numéro spécial constitue le no. 159.

Organe de la région parisienne du Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale) : no. 1, 25 avril 1944. 4 p.

Édité par les ouvriers communistes internationalistes de [...] (IVe Internationale) : no. 2, juin 1944.

Épigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous. [Avec pour le no. 157] : Proletarier aller Lander, vereiniget Euch.

pa BN Rés G 1470 (357) : nos 164 (photocopié), 165 ; no. 1—am IISG : nos 157, 158, 160, 161 ; no. spécial, no. 2—pa CDI : nos 162, 164, no. spécial—na BDIC 4° P728 Rés : coll. inc.

Lorsque le groupe de *la Seule Voie* se constitue en Comité communiste internationaliste en mars 1943, il entreprend la publication du *Soviet*. *Le Soviet* poursuit l'action menée par le Parti communiste avant la guerre dans *la Commune*, dont il reprend la numérotation, arrêtée en décembre 1938 au no. 156. Il l'annonce explicitement en manchette des nos 157 et 158, où il écrit : « Sous le drapeau rouge de Marx-Engels-Liebknecht-Luxemburg-Lénine-Trotsky, *le Soviet* continue le combat de *la Commune* ». Lors de la conférence européenne de février 1944 qui voit la réunification des différents groupes trotskistes, il devient l'organe du nouveau Parti communiste internationaliste pour la région parisienne et à ce titre remplace *la Lutte ouvrière*, publiée jusque là par le POI. Il semble qu'à partir du no. 2, en juin 1944, la conception du *Soviet* se modifie et que l'organe central couvrant la région parisienne fasse place à une multiplicité de bulletins d'usines ou de quartiers (cf. *infra*). Le no. 2 de juin 1944 s'intitule *Le Soviet de [...] édité par les ouvriers communistes internationalistes de [...]* sans que le nom de l'entreprise n'apparaisse. Est-ce dans un souci de sécurité ? Est-ce pour pouvoir utiliser le bulletin dans plusieurs endroits à la fois ? Il apparaît pourtant que les informations assez précises données dans ce numéro et portant sur la cantine, la présence d'un contremaître, etc., ne soient susceptibles d'intéresser qu'un lieu déterminé.

L'ÉTINCELLE

S.I., no. n.ch., n.d. ; no. n.ch., juin 1943. *Organe du septième rayon du Parti ouvrier internationaliste (POI) IVe Inter[nationale]*⁸⁵. Multigr. 31 x 21. 4 p. et 2 p. (no. juin 1943).

85. Le no. non daté porte seulement en sous-titre *Septième rayon du parti ouvrier internationaliste*.

Épigraphie : De l'étincelle jaillira la flamme.

Manchette : L'union des travailleurs fera la paix du monde (no. n.d.).

Front populaire : dirigeants pourris, défaite prolétarienne ; front ouvrier : organisme propre des travailleurs réalisera la victoire (no. juin 1943).

pa CDI (exemplaires photocopiés)—na BDIC 4° 1271 Rés.

Bien qu'il ait été impossible de dater l'un des deux numéros, on peut penser qu'il a été diffusé dans le courant de 1943, puisque c'est en janvier de cette même année que les Comités français pour la IVE se sont transformés en Parti ouvrier internationaliste. Cependant son contenu très général ne permet pas de le dater d'une manière précise. *L'Étincelle* est probablement domiciliée à Paris, ce qui interdit de la rapprocher d'une autre *Étincelle* publiée en zone libre en 1942 et qui porte le sigle du POI bien que celui-ci à cette époque ne soit pas officiellement reconstitué.

Dans le numéro non daté, un article intitulé « Si tu veux la paix » démontre que seule la révolution peut mettre fin d'une manière durable à la guerre. Le no. de juin 1943 sous le titre « Les leçons d'une expérience » explique que si en 1936 les ouvriers n'ont pu prendre le pouvoir malgré leur combativité, c'est parce que les directions ouvrières « composées de petits-bourgeois et de bureaucrates plus réformistes que révolutionnaires » ne tenaient pas à renverser le régime capitaliste. La classe ouvrière, malgré sa capacité à s'auto-organiser, n'a pas eu suffisamment confiance en elle et n'a pas compris la « pourriture » de ses dirigeants. Quant à la petite bourgeoisie, du fait de l'inflation, elle fut la première victime du Front populaire et s'en détourna, déçue. Pourtant la multiplication et la fédération des comités d'usines auraient alors permis aux ouvriers de constituer un nouveau pouvoir. Aujourd'hui il faut reprendre l'exemple de 1936 et réaliser le front ouvrier : créer dans chaque usine, chaque quartier, des groupes ouvriers qui, coordonnés et réunis dans le front ouvrier, constitueront demain les embryons du pouvoir soviétique. Le numéro présente ensuite quelques très brèves nouvelles du mouvement ouvrier aux États-Unis et en France, en particulier à l'usine Alsthom-Houston de la rue Lecourbe et de Saint-Ouen.

ZEITUNG FÜR SOLDAT UND ARBEITER IM WESTEN

[Brest] no. 2, n.d. [c. été 1943 ?]. *IVE Internationale*. Multigr. 27 x 21.
4 p.

Épigraphie : Arbeit, Freiheit und Brot.

na BDIC.

Le bulletin est préparé et diffusé par les militants POI de Brest, qui recueillent les témoignages de soldats allemands avec lesquels ils ont pu nouer des contacts. Ce no. 2, le seul qui ait été jusqu'à présent retrouvé, est l'œuvre d'André Calvès, qui ne sachant pas l'allemand l'a dactylographié lettre par lettre. Les textes rédigés par des soldats allemands, apparemment assez peu politisés, appellent à rejoindre la IV^e Internationale pour mettre fin à la guerre et à lutter contre le capitalisme pour la « fraternisation du monde entier ».

FRONT OUVRIER

[Brest] no. n.ch., juin 1943—no. n.ch. octobre 1943.

Organe clandestin des ouvriers de l'agglomération brestoise : no. n.ch. juin 1943—no. 3, juillet 1943. Multigr. 27 x 21, 2 p. et 4 f.

Organe clandestin des ouvriers de la région bretonne : no. 4, fin juillet 1943—no. n.ch. août 1943. 6 et 4 p.

Organe clandestin des ouvriers et paysans de la région bretonne : no. n.ch., septembre 1943—no. n.ch. octobre 1943.

— no. spécial, [2^e quinzaine de septembre 1943], multigr., 27 x 21, 4 p.
Seul le Front ouvrier assurera le pain, la paix, la liberté signé : Pleton [Robert Cruau].

na BDIC 4° P1258 Rés : le no. d'août est photocopié.

La stratégie de front ouvrier est adoptée par le POI à sa conférence des 26-27 décembre 1942. S'opposant au *Front national* défendu par le PCF, elle donne la priorité à la lutte de classe et rappelle qu'il appartient au prolétariat de combattre pour ses objectifs propres. Mais cette stratégie implique que la classe ouvrière refasse son unité. Les militants du POI vont donc, sans « étiquette » politique, devoir aider au regroupement des travailleurs, quelles que soient leurs tendances politiques ou syndicales, dans des « comités ouvriers » qui s'efforceront de déborder les organisations traditionnelles et de surmonter leurs divisions. Cette stratégie reprise avec une certaine réticence par le PCI, n'obtient pas les résultats escomptés et les bulletins de front ouvrier qui voient le jour ne sont le plus souvent que des organes régionaux du POI.

Les 7 numéros du *Front ouvrier* de Bretagne ont été tirés par André Calvès⁸⁶ à Brest et s'accompagnent d'un nombre important de tracts. Un bulle-

86. D'après Rodolphe Prager.

tin intérieur local émanant probablement du POI et daté de 1943⁸⁷, indique que le *Front ouvrier* d'abord diffusé à Brest, circule depuis septembre 1943 « dans un assez grand nombre de localités bretonnes ». Attendu « impatientement » et lu par un millier de travailleurs, il n'a pas réussi cependant à impulser un véritable mouvement de front ouvrier : les collaborateurs du *Front ouvrier* ne sont que des militants du POI et la propagande pour le front ouvrier n'est en définitive qu'une « propagande bolchevik-léniniste pour le POI ». En juillet 1943, *Front ouvrier* annonce que des comités de front ouvrier fonctionnent sur les chantiers navals et qu'il est nécessaire d'en créer à l'arsenal et dans les docks.

A noter l'équivoque qu'entretient autour du terme « résistance », le *Front ouvrier*, en appelant à former contre les déportations du travail des « groupes de résistance ». Mais ceux-ci ne sont pas comme on pourrait s'y attendre des groupes terroristes armés. Car si *Front ouvrier* reconnaît que les maquis bénéficient le plus souvent de l'appui de la population, il estime qu'ils ne constituent pas les véritables moyens de lutte du prolétariat : celui-ci doit se battre contre l'oppression nazie « pour son propre compte », avec son arme à lui la « milice ouvrière » et avec le soutien des « pros de la Wehrmacht » (no. 4).

Le no. spécial qui fait allusion au débarquement allié en Italie et à la libération de Mussolini peut être daté de la 2e quinzaine de septembre 1943. Le no. d'octobre est sans doute le dernier numéro du *Front ouvrier*, auquel mettent fin les arrestations des 6 et 7 octobre 1943. Parmi les militants collaborant au bulletin, Robert Cruau (Pleton) est arrêté et assassiné par la Gesta-po ; Yves Bodenez sera déporté et mourra en mars 1944 au camp de Dora.

ARBEITER UND SOLDAT

[Paris] no. 1, juillet 1943 – no. n.ch., juillet 1944.

Organ für proletarisch-revolutionäre Sammlung : no. 1, juillet 1943 – no. 3, septembre 1943. Multigr. 27 x 21. 10, 6 et 4 p.

Organ des Bundes der Kommunisten-Internationalisten (Deutsche Sektion der vierten Internationale) : no. n.ch., mai 1944 – no. n.ch., juillet 1944. Impr. 27 x 21. 2 p.

Epigraphe : Die Deutsche Revolution ist Weltrevolution (K. Liebknecht) (nos 1 – 3). Proletarier aller Länder, vereinigt Euch (nos de 1944).

na BDIC 4° P1266 Rés : nos 1 et 2 de 1943 et no. de mai 1944 photocopiés – am IISG : mq no. 3, septembre 1943 et no. juillet 1944.

87. (pa CDI).

A l'origine d'*Arbeiter und Soldat* se trouve l'allemand Paul Widelin (dit aussi Victor), de son vrai nom Martin Monat, qui venant de Bruxelles arrive en France en mai 1943. Paul Widelin, qui a adhéré au trotskisme en 1935, travaille alors en relation étroite avec le POI, particulièrement avec le groupe de Brest. En même temps il entreprend, en compagnie de Pavel et Klara Thalmann, la publication d'un bulletin destiné aux soldats allemands et intitulé *Arbeiter und Soldat*⁸⁸. Pavel et Klara Thalmann, d'origine suisse, appartiennent à l'Union des communistes-internationalistes, groupe qui s'est séparé de la IVe Internationale sur le problème de l'URSS. Le bulletin est multigraphié rue Friant sur une machine fournie par Thalmann et tiré à trois cents ou cinq cents exemplaires⁸⁹. Il est diffusé par des militants français, italiens, espagnols, par Widelin et les Thalmann, sans aucune participation du POI, affirme Pavel Thalmann. Cette précision n'est pas totalement exacte cependant puisque c'est par l'intermédiaire du POI qu'*Arbeiter und Soldat* peut être acheminé et distribué à Brest⁹⁰. C'est en effet à Brest, ainsi qu'à Paris et dans la région parisienne, que le journal est pour l'essentiel diffusé : il est déposé dans les boîtes à lettres, dans des camions, glissé par les fenêtres des foyers de soldats allemands. Rédigé en allemand par Widelin et Thalmann, *Arbeiter und Soldat* reflète assez bien les préoccupations et le proche passé des deux militants : c'est ainsi que le compte-rendu de la grève de Liège, de l'hiver 1942 (no. 1), a dû être écrit par Widelin qui, se trouvant en Belgique à cette époque, a sans doute suivi ce mouvement de près. Quant à l'article commémorant la défaite de la République espagnole (no. 1), il est certainement de la main de Thalmann, qui est resté profondément marqué par la guerre d'Espagne, à laquelle il a participé. Chaque semaine Widelin se rend à Brest, rencontre des soldats allemands avec lesquels le groupe POI local a pu établir des contacts et en rapporte des témoignages, des lettres qui forment la matière première du journal. Entre Widelin et les Thalmann, les discussions sont serrées car ceux-ci rejettent catégoriquement la ligne politique de la IVe Internationale, que soutient Widelin. Un compromis est passé, qui permet d'éviter de parler de l'URSS. De même *Arbeiter und Soldat*, dans cette première série, ne se réclame pas de la IVe Internationale. L'effort principal est dirigé contre la guerre impérialiste et Hitler, et si les alliés font aussi l'objet d'une critique, celle-ci vient au second plan. Il y a un accord toutefois pour approuver la dissolution de la IIIe Internationale, qui laisse la voie libre aux révolutionnaires.

Cette première série d'*Arbeiter und Soldat* se poursuit-elle au-delà de septembre 1943 ? Cela ne semble pas tout à fait certain, malgré ce qu'en dit

88. *La Vérité*, dans son no. 53, daté de septembre 1943 mentionne un bulletin intitulé *Der Arbeiter*, mais aucun exemplaire n'en a été retrouvé. Ne s'agit-il pas en fait d'*Arbeiter und Soldat* ?

89. Lettre de Pavel Thalmann à Rodolphe Prager (archives R. Prager).

90. D'après André Calvès, lettre à Rodolphe Prager (archives R. Prager).

Thalman qui croit se souvenir que six numéros ont paru jusqu'en 1944. En effet le démantèlement par la Gestapo du POI en Bretagne et à Paris, — octobre 1943, a pu pousser Widelin et Thalmann à interrompre leurs activités et à couper les contacts qu'ils pouvaient avoir jusque-là. D'autre part, le Secrétariat provisoire européen, en se réorganisant en août 1943 sous la direction de Michel Pablo, met à l'ordre du jour la reconstitution d'un groupe allemand : il s'agit de remplacer les Internationalen-Kommunisten Deutschlands (IKD) dont les thèses « révisionnistes » sur la question nationale les ont placés en dehors de la IVe Internationale. On peut penser que la responsabilité de cette tâche incombant principalement à Widelin, celui-ci a dû s'y consacrer en priorité jusqu'à la conférence européenne de février 1944. Pourtant Thalmann semble dire que ce n'est qu'après la conférence de 1944, lorsque la nouvelle section allemande a été constituée avec *Arbeiter und Soldat* comme organe, qu'il cesse de participer à la vie du journal (dont l'existence se serait donc poursuivie jusqu'à cette date ?) : les positions que soutient alors *Arbeiter und Soldat* — notamment sur la révolution allemande — et qui sont celles de la IVe Internationale, sont à l'opposé des convictions de Thalmann. Quoiqu'il en soit, la nouvelle série imprimée⁹¹ qui paraît en tant qu'organe de la section allemande de la IVe Internationale n'aura, semble-t-il, que trois numéros et prendra fin sans doute en juillet 1944 avec l'arrestation, puis l'exécution de Widelin.

LE FRONT OUVRIER

[Nantes], no. 1, juillet 1943—no. 10, 18 janvier 1944.

Organe clandestin des ouvriers de la région nantaise : no. 1, juillet 1943—no. 3, août 1943. Multigr. 31 x 21, 4 à 6 p.

Organe clandestin des ouvriers de la région atlantique : no. 6, 1er novembre 1943—no. 10, 18 janvier 1944. 27 x 21, 6 à 12 p.

na BDIC 4° P1259 Rés : mq nos 4—5.

Lancé par des militants du POI et notamment par Serge Tvauden (Darthé). Le bulletin aurait poursuivi sa publication jusqu'à la Libération. Il aurait été remplacé ensuite par un autre titre coïncidant avec l'abandon de la stratégie de front ouvrier⁹².

Cf. *infra* *Le Proletaire de l'Ouest*.

91 La brochure publiée par le PCI en 1945, *La Lutte des trotskystes sous la terreur nazie*, mentionnera un tirage de cinq à dix mille exemplaires.

92. D'après Rodolphe Prager.

LE SOVIET DE LA SECM

S.l., no. n.ch., 15 août 1943. *Organe de lutte du Comité communiste internationaliste de la SECM pour la construction de la IVe Internationale*. Multigr. 31 x 21, 2 p.

na BDIC F Δ 130 Rés/2.

Localisé dans la région parisienne, peut-être à l'usine d'aviation Amiot, à Colombes. *Le Soviet* demande l'augmentation et l'échelle mobile des salaires ; il appelle à lutter pour le ralentissement de la production afin de « freiner leur guerre », et à la fraternisation.

OCTOBRE

[Bordeaux], no. 2, 15 septembre 1943—no. 26 spécial, 4 septembre 1945.

Organe du Parti ouvrier internationaliste (IVe Internationale) [section française de la IVe Internationale : no. 3] *Région sud-ouest* : no. 2, 15 septembre 1943—no. 3, 1er octobre 1943. Multigr. 27 x 21, 2 p.

Organe du Parti communiste internationaliste (BL). Section française de la IVe Internationale. Région du sud-ouest : no. 7, avril 1944—no. 26, 1er août 1945.

- éd. spéciale, 13 août [1944], multigr., 27 x 21, 2 p. *Vive la IVe Internationale* [Face à l'entrée imminente des troupes américaines à Bordeaux, appel à la lutte contre l'appareil militaire nazi et pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile].
- no. spécial d'information des groupes de Front ouvrier, no. 13, 19 août 1944, multigr., 27 x 21, 2 p. *On liquide et on s'en va* [A l'approche des Américains, les patrons se retirent. Appel à l'insurrection prolétarienne].
- no. n.d. [c. 1945], multigr., 31 x 21, 2 p. *La parole aux trotskistes* [Publication d'un texte de déportés politiques, rescapés de Monthausen, que la presse a refusé de publier. Signatures de : A. Daret, M. Dulaurance, E. Mayet, J.R. Chauvin, R. Bouscalt, G. Jaulin⁹³].
- no. spécial, 4 septembre 1945, multigr., 27 x 21, 2 p. *L'Indochine aux indochinois*.

93. Le no. est postérieur à juin 1945 puisqu'il fait allusion à la légalisation du PCI intervenue le 22 juin 1945. A l'exception de Jean-René Chauvin, aucun des signataires de ce texte n'est membre de l'organisation.

Épigraphe : L'union des travailleurs fera la paix du monde (nos 2-3). Prolétaires de tous les pays unissez-vous (à partir du no. 11).

Manchette : Avec Lénine et Trotsky, le prolétariat russe a triomphé en octobre 1917. Fidèles à une doctrine qui a fait ses preuves, nous préparons l'Octobre mondial (nos 2-3). En septembre 1939, l'ambassadeur français à Berlin, Coulondre, lors de sa dernière entrevue avec Hitler, lui déclara : le seul vainqueur réel de cette guerre sera Trotsky (no. 11).

pa CDI : nos 2, 3, 7, 11-15, 21, 26 ; tous les numéros spéciaux sauf le no. spécial n.d. [c. 1945]—am IISG : no. spécial n.d. [c. 1945] et no. 26, 1er août 1945 (archives Daniel Guérin).

Publié illégalement dans la région de Bordeaux depuis 1942. *Octobre* compte deux numéros 13, l'un daté du 8 novembre 1944 et l'autre, numéro spécial du 19 août 1944. Le 6 novembre 1944 *Octobre*, encore illégal, dépose une demande d'autorisation de paraître. Devant le silence du commissaire régional à l'information, le secrétaire du PCI (sud-ouest) réitère cette demande en rappelant la lutte d'*Octobre* depuis 1942 « contre l'occupant nazi et ses collaborateurs »⁹⁴. Les numéros 13 et 14 de novembre 1944 portent en manchette « A France libre, presse libre, *Combat*, septembre 1944 » et sont marqués à l'aide d'un timbre encreur : « Présentation provisoire avant autorisation ministérielle ». La présentation du journal ne se modifie pas jusqu'au no. 26, ce qui permet de penser qu'il n'a pas obtenu jusque là de statut légal. Il n'a pas été possible de savoir si le no. 26 spécial du 4 septembre 1945 est bien le dernier numéro.

LE SOVIET DES POMPIERS DE PARIS

[Paris], no. 1, décembre 1943—no. 2, juillet 1944.

Édité par les pompiers communistes internationalistes pour la construction de la IVe Internationale : no. 1, décembre 1943. Multigr. 31 x 21, 4 p.

Édité par les sapeurs pompiers du Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale) : no. 2, juillet 1944. 2 p.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

amIISG - na BDIC 4° P1257 Rés.

⁹⁴ D'après les documents joints au journal (pa CDI).

En réalité, il n'existe pas de cellule communiste internationaliste parmi les pompiers, mais seulement des sympathisants avec lesquels les militants du Comité communiste internationaliste sont en contact, de sorte que les informations données par *le Sornet* sont puisées aux bonnes sources. Le travail du CCI auprès des pompiers de Paris se situe dans le cadre de l'activité antimilitariste à laquelle est astreinte toute organisation révolutionnaire. Comme il n'y a plus d'armée, le CCI trouve judicieux de s'adresser au seul corps militaire encore valide⁹⁵. Les deux numéros contiennent une chronique de la répression dont s'estiment victimes les pompiers de Paris. Dans la mesure où ils ne sont plus considérés en 1944 comme une unité militaire, mais comme le « service incendie » de la Préfecture de la Seine, ils réclament la suppression de leur statut militaire et l'amélioration de leurs conditions de travail (no. 2). C'est à l'occasion de leur mouvement de grève en juillet [1943] que le colonel Cornet aurait prononcé cette phrase, inscrite en manchette du no. 1 : « Je croyais avoir affaire à des Français, j'ai affaire à des révolutionnaires ».

LA LUTTE DES CHEMINOTS

[Paris], no. 1, janvier 1944—no. 2, juillet 1944.

Organe de front ouvrier : no. 1, janvier 1944. Impr. 21 x 13, 2 p.

Édité par le Parti communiste internationaliste (IVe Internationale) : no. 2, juillet 1944. 24 x 16.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Manchette : Cheminot, ne te demande pas : que nous préparent les événements ? Prépare-toi pour les faire (no. 1).

pa BN Rés G 1470 (230) : no. 2—am IISG : nos 1—2—na BDIC 8° P224 Rés : no. 2.

Émane de membres parisiens du Parti ouvrier internationaliste, responsables du travail chez les cheminots. Le fait que ce no. 1, dont la typographie est celle de *la Vérité* à la même époque, s'intitule « organe de front ouvrier » ne doit pas dissimuler qu'il est en fait un organe du POI. Pour son deuxième numéro d'ailleurs, *la Lutte des cheminots* se présente directement avec l'étiquette du Parti communiste internationaliste. Le no. 1 rappelle que le sort des ouvriers est lié au front ouvrier plutôt qu'aux « fronts de guerre entre impérialismes rivaux » ; quant au no. 2, il met en garde contre le corporatisme cheminot,

95. D'après notre entretien avec Jacques Privas (7 décembre 1974).

en montrant que seul le combat de l'ensemble de la classe ouvrière remportera la victoire.

LA LUTTE DES CHEMINOTS

[Paris], no. 1, 30 janvier 1944. *Organe des comités de lutte des cheminots*. Multigr. 29 x 21, 2 p.

Épigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous contre le capitalisme.

am IISG.

Pourquoi ce second no. 1 de *la Lutte des cheminots* ? Il semble qu'il s'agisse du même organe que le précédent, malgré son sous-titre différent, préparé par des militants du POI qui, devant les délais d'impression imposés par la clandestinité, préfèrent diffuser rapidement un exemplaire multigraphié⁹⁶. Le numéro insiste sur l'importance pour les cheminots d'avoir un journal qu'ils puissent porter au-delà des frontières, afin de montrer le « chemin de la fraternisation du prolétariat international ».

LE PROLÉTAIRE INTERNATIONALISTE

[Suresnes], no. 1, 10 février 1944—no. 3, 30 mars 1944. *Organe de lutte des groupes ouvriers de l'usine Renondin (Suresnes)*. Multigr. 31 x 21, 2 p.

— no. spécial supplément au no. 3 du 30 mars 1944, multigr., 16 x 21, 2 p.

Il nous faut établir le contrôle des ouvriers sur la cantine [tract].

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

na BDIC 4° P1260 Rés.

Ce bulletin est l'œuvre de militants du CCI. Appelle à la création de groupes ouvriers qui doivent être la base des comités d'usines et du soviet de Suresnes.

FRONT OUVRIER

S.I. no. n.ch., mars 1944—no. spécial n.ch., 1er mai [1944]. *Organe des groupes de Front ouvrier*. Multigr. 27 x 21, 2 p., 4 p. (no. spécial).

96. D'après Yvan Craipeau (lettre du 26 novembre 1968).

Epigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Manchette : Deuxième front ! Troisième front ? Front ouvrier (no. mars)

Union sacrée = Front national. Lutte de classes = Front ouvrier (no. avril)

Classe contre classe (no. mai).

am IISG : nos mars, avril, mai

Ce *Front ouvrier* pourrait être domicilié dans la région lyonnaise : il cite en effet des mouvements de grève chez Gendron à Villeurbanne et des collectes de solidarité qui ont eu lieu chez Rochet-Schneider à Lyon, organisées par le Secours rouge international et Solidarité-Liberté. Le no. de mars intitulé « Et s'ils débarquaient ? » rappelle les mots d'ordre du Front ouvrier et le no. d'avril titre « Résistance pour qui ? Résistance pourquoi ? ». Quant au no. de mai, non daté mais qui fait allusion au « cinquième Premier mai de la guerre », il ne donne pas de mot d'ordre de grève générale, jugé prématuré, il annonce des démonstrations par les groupes de Front ouvrier, le dépôt de cahiers de revendications ainsi que des grèves d'une durée minimum d'un quart d'heure au cours desquelles sera chantée l'Internationale. Il est possible que ce *Front ouvrier* se poursuive par la publication en novembre d'une nouvelle série imprimée. Cf. *infra*.

L'OUVRIER

Sl., no. 1, mars [1944⁹⁷]. (*Organe du Front ouvrier de la banlieue nord-ouest*
Multigr. 27 x 21, 4 p.)

Epigraphe : Les usines sont les bastions de la révolution.

Manchette : Le but que doit chercher la classe ouvrière dans les pays belligérants doit être le renversement des gouvernements capitalistes (Lénine, 1917).

pa (DI (exemplaire photocopié) na BDIC 4° P1272 Rés.

C'est le seul numéro qui ait été retrouvé. L'article « Tous unis dans le Front ouvrier » insiste sur la nécessité pour la classe ouvrière de faire bloc contre son ennemi, la bourgeoisie internationale, et de renouer avec les traditions de 1936 mais pour aller jusqu'au renversement du capitalisme. Pour l'Ouvrier l'action effective a lieu dans les usines où il faut former et coordonner des groupes clandestins de trois ou quatre travailleurs. Le journal, destiné au re-

⁹⁷ La date originale « 1943 » a été corrigée à la main.

groupement des forces ouvrières, s'adresse à tous les travailleurs : à ceux-ci il est demandé de participer à la rédaction et de constituer dans chaque entreprise un comité de rédaction.

Un autre texte intitulé « Front ouvrier pour la rallonge » souligne l'écart croissant dans les conditions d'existence entre la bourgeoisie et les ouvriers. Tout en recommandant de lutter par l'utilisation des moyens légaux, l'adhésion massive aux syndicats, le harcèlement du Comité social, *l'Ouvrier* explique que seule l'action directe préparée clandestinement au sein du Front ouvrier peut apporter des solutions. Contre la hausse des prix, il faut intégrer dans les revendications l'échelle mobile des salaires.

LE SOVIET DE L'IT [INDUSTRIELLE DU TÉLÉPHONE]

S.I. no. 1, mars 1944—no. n.ch., 9 octobre 1944. *Organe des ouvriers communistes internationalistes de l'IT (IVe Internationale)*⁹⁸. Multigr. 31 x 21, 2 p.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

am IISG (archives Daniel Guérin) : no. 9 octobre—na BDIC 4° P1256 Rés : no. 1.

Localisé dans la région parisienne. Le no. 1 trace le bilan d'une année de luttes à l'usine, avec les premiers mouvements contre la « relève ». Le no. du 9 octobre appelle, dans la perspective des prochains combats, à la formation d'une milice ouvrière capable « d'aider à la bonne marche de l'usine », cela afin de « démontrer que les ouvriers savent eux aussi organiser le travail ».

LE RÉVEIL DES MINEURS

S.I., no. 1, avril/mai 1944. *Organe de front ouvrier des mineurs du Gard*. Multigr. 39,5 x 21, 2 p.

am IISG.

Pose les revendications propres aux mineurs et appelle à l'organisation de groupes ouvriers clandestins, unitaires, sans distinction politique, pour préparer le contrôle sur les usines et la prise du pouvoir.

98. Variante dans le no. du 9 octobre : *Édité par les...*

FRONT OUVRIER

[Toulouse], no. n.ch., mai 1944 - no. n.ch. septembre 1944. *Organe du front ouvrier de la région toulousaine*. Multigr. 27 x 21, 4 p., 2 p. (no. spécial d'août).

Épigraphe : L'union des travailleurs fera la paix du monde.

pa BN Rés G 1470 (618) : no. mai (photocopié) - am IISG : nos juillet, août, septembre.

En tout quatre numéros ont été retrouvés. *Front ouvrier* de la région toulousaine, qui se veut le « journal de tous les ouvriers », apporte des informations sur les luttes à Toulouse, dans le Tarn, à Albi. Il appelle à former des milices ouvrières armées et insiste sur la propagande de fraternisation en direction des soldats allemands pour les faire passer « dans nos rangs avec armes et bagages, comme en Corrèze et à Gramat, Lot » (no. de juillet). Le no. du 19 août⁹⁹, qui annonce le début de la grève générale, donne ses consignes d'action pour l'arrivée des Anglo-Américains : désarmement de la police, élection de tribunaux populaires, reprise du travail sur la base des conquêtes de 36, élection dans chaque usine d'un comité ouvrier chargé de diriger l'insurrection.

UNSER WORT

S.I., no. 1, juin 1944. *Organ des Bundes der Kommunisten-Internationalisten (Deutsche Sektion der vierten Internationale)*. Multigr. 31 x 21, 27 p.

Épigraphe : Proletarier aller Lander, vereinigt Euch.

na BDIC 4° P1 266 Rés : le no. 1 est incomplet.

Organe théorique de la section allemande de la IV^e Internationale constituée en 1944 après la rupture des Internationalen-Komunisten Deutschlands (IKD). Reprend le nom de l'ancien journal publié à Prague, Paris, puis New York de 1933 à 1940 par l'opposition de gauche allemande dans l'émigration, par les IKD ensuite. Le no. 1, incomplet, contient les thèses adoptées à la Conférence européenne sur « la liquidation de la seconde guerre impérialiste mondiale et la révolution prolétarienne ». Un second numéro est annoncé qui doit porter sur la révolution allemande.

⁹⁹. Cette date est signalée par le no. de septembre.

S.L. no. n.ch., 19 juin 1944 -no. spécial n.ch., n.d. [c. septembre 1945].
*Organe régional du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale)*¹⁰⁰ : no. n.ch., 18 juin 1944 -no. 6, 5 février 1945. Multigr. 32 x 24, 2 à 6 p.

Bulletin du rayon de Puteaux-Suresnes du Parti communiste internationaliste (section française de la IVe Internationale) : no. spécial n.ch., août 1945 -no. spécial n.ch., n.d. [c. septembre 1945]. Impr. spéciale du *Soviet* de Puteaux-Suresnes (no. d'août), multigr. (no. de septembre). 27 x 21 (no. d'août), 31 x 21 (no. de septembre), 4 et 2 p.

Manchette : Contre la famine. Contrôle sur la fabrication et la vente du pain par les comités de ménagères (no. du 18 juin 1944). Ouvriers ! Gardez vos armes (no. 6). A bas le gouvernement des trusts ! PS, PCF, CGT au pouvoir ! Gouvernement ouvrier et paysan ! (no. spécial de septembre 1945).

am IISG : no. 4, 24 août 1944, no. spécial d'août 1945 -pa CDI : no. 18 juin 1944, no. 5, 6, nos spéciaux d'août et septembre 1945 -na BDIC Q Pièce 8531 : no. 4, 30 novembre 1944, no. 5, no. spécial septembre 1945.

Le no. du 18 juin 1944 trace, parmi quelques courts articles, un bref historique de 1936. En rappelant le « freinage » des dirigeants syndicaux en 1936, *le Soviet* montre qu'il ne s'agissait pas alors de « finir une grève » mais d'en finir avec la bourgeoisie, comme le préconisait le POI. Pour *le Soviet*, juin 36 fut la répétition générale des luttes à venir qui iront cette fois jusqu'au socialisme.

Il existe deux numéros 4 : l'un du 24 août 1944 - qui s'intitule *le Soviet de Suresnes-Puteaux* - titre : « Que veulent les ouvriers de Suresnes ? Du plomb pour se venger ! Du fer pour travailler ! Et du pain pour leurs frères ! ». Le second no. 4, du 30 novembre 1944, explique que *le Soviet* continue à paraître illégalement parce que « contrairement à la presse communiste » il n'a pas obtenu de légalisation. Après le no. 5, surtout consacré aux problèmes de ravitaillement, le no. 6 titre : « Contre la classe ouvrière, contre le communisme, avec les patrons, les flics et les généraux ». C'est la critique du discours intitulé « S'unir, combattre, travailler » prononcé par Maurice Thorez au Comité central d'Ivry (21-23 janvier 1945), dans lequel le Secrétaire du Parti demande à la classe ouvrière de rendre ses armes et de participer à la « bataille de la production ». C'est aussi une réponse à la violente

100. Variante dans le no. 5 : *Organe régional communiste internationaliste...*

campagne anti-trotskiste déclenchée depuis la Libération par le Parti communiste. Dans le no. spécial d'août : « Emprisonnés sous Daladier, déportés, fusillés sous Pétain, traqués, baillonnés sous De Gaulle, les trotskystes ont le droit à la parole » - le *Soviet de Puteaux-Suresnes* rappelle l'activité des militants trotskistes sur le plan local pendant l'Occupation : en plus de la propagande centrale, ont été diffusés vingt tracts pour les usines Blériot, Renon-din, SACAM, Saurer, deux tracts sur la « relève », un tract en français-allemand sur l'assassinat de deux jeunes ouvriers, un tract appelant à la grève générale et « quatre numéros » du *Soviet de Puteaux-Suresnes*. En réalité six numéros ont déjà paru en août 1945. Le no. spécial non chiffré et non daté est probablement le dernier paru, du moins parmi ceux qui ont été retrouvés. En vue des élections pour la Constituante d'octobre 1945, il appelle à « voter trotskyste et pour les candidats ouvriers, oui-non ». Il est publié pendant la première quinzaine de septembre, puisqu'il annonce une réunion électorale pour le 21 septembre.

FRONT OUVRIER DE CASTRES

[Castres], no. n.ch., septembre 1944. Multigr. 33 x 21, 2 p.
Épigraphie : L'union des travailleurs fera la paix du monde.

am IISG.

C'est le seul numéro qui ait été retrouvé. *Le Front ouvrier de Castres* demeure illégal parce que, écrit-il, c'est la seule condition pour pouvoir dénoncer la bourgeoisie. Il appelle les ouvriers à prendre en main l'organisation du ravitaillement à l'usine et donne une liste des patrons « kollabos ».

FRONT OUVRIER DE L'ALBIGEOIS

[Albi], no. n.ch., septembre 1944—no. n.ch., octobre 1944. Multigr. 27 x 21, 2 p.
Épigraphie : Nous voulons châtier les traîtres (no. de septembre).

am IISG.

Le numéro de septembre appelle à la nationalisation des industries-clés et à la prise en main par les délégués ouvriers de la direction de l'entreprise. Les chefs doivent être élus par les ouvriers et le directeur général doit être un cadre technique, aidé par un groupe d'ouvriers élus par leurs camarades et res-

possibles auprès d'eux. Le no. d'octobre qui titre « Nous voulons châtier les traîtres à la classe ouvrière » exige que commence « l'épuration ».

LE SOVIET DE BOULOGNE-BILLANCOURT

[Boulogne-Billancourt], no. n.ch., 18 septembre 1944—no. 4, octobre 1944.
Organe du rayon communiste internationaliste de Boulogne-Billancourt.
Multigr. 30 x 21, 4 p.

Épigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous.

am IISG (archives Daniel Guérin)—na BDIC : no. septembre, no. 4.

Le no. du 18 septembre contient un article sur « l'insurrection nationale à Boulogne-Billancourt ». Il signale les difficultés rencontrées par le Comité inter-usines auprès des syndicalistes qui tentent de lui substituer « L'Union locale du syndicat (corporatiste) », ainsi que les efforts des commandants FFI pour empêcher les ouvriers d'occuper les usines et de porter atteinte à la propriété privée. Néanmoins, le no. du mois d'octobre titre encore : « Oui, tout est possible, si nous allons jusqu'aux soviets ».

LE SOVIET DU XVe

[Paris], no. 2, octobre 1944. *Édité par le XVe rayon du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale).* Multigr. 31 x 21, 4 p.

Épigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous.

am IISG (archives Daniel Guérin).

Le Soviet explique l'activité illégale de ses militants par le fait qu'ils appartiennent au « seul parti qui n'ait pas marché dans l'Union sacrée ». A la suite d'une assemblée de chômeurs dans le XVe arrondissement, le Soviet propose conformément au programme du PCI le paiement intégral de tous les ouvriers, qu'ils travaillent ou soient en chômage. Il appelle à la formation de comités d'usines et de milices ouvrières armées.

LE SOVIET DE LA LORRAINE

[Argenteuil], no. 3, 9 octobre 1944—no. 10, 9 août 1945.

Organe du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale) : no. 3, 9 octobre 1944. Multigr. 27 x 21, 2 p.

Édité par les communistes internationalistes de la SGMA : no. 8, 2 mars 1945; no. 10, 9 août 1945. 4 p.

Épigraphe : Les usines sont les bastions de la classe ouvrière (Lénine).

pa CDI : no. 10—na BDIC : nos 3, 8.

Diffusé à l'usine d'Argenteuil. Les trois numéros retrouvés dénoncent les attaques contre le trotskisme émanant du PCF et de la CGT

LE SOVIET DE CHEZ AMIOT

[Colombes], no. 1, 12 octobre 1944. *Organe du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale)*. Multigr. 29 x 21, 2 p.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC.

Localisé à Colombes. Ce no. 1, le seul retrouvé, manifeste son opposition à l'installation de milices ouvrières permanentes coupées des ouvriers.

LE SOVIET DE GNOME ET RHONE

S.I., no. [1] 24 octobre 1944—no. 6, 10 juillet 1945.

Organe des ouvriers communistes internationalistes de Gnome et Rhône (4e Internationale) : no. [1], 24 octobre 1944—no. 5, février 1945. Multigr. 31 x 21, 2 à 4 p.

Parti communiste internationaliste. IVe Internationale. Organe des cellules de l'usine Gnome et Rhône (Kellerman) : no. 6, 10 juillet 1945.

na BDIC : nos [1]—5—pa CDI : nos 4—6.

LE SOVIET DU XIIIe

[Paris], no. 1, 25 octobre 1944—no. 3, 26 décembre 1944. *Organe du rayon communiste internationaliste du XIIIe arrondissement (IVe Internationale)*. Multigr. 31 x 21, 2 p.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC.

Le no. 1 titre « Vers le soviet du XIII^e ». Les numéros 2 et 3 s'élèvent contre les scandales du ravitaillement.

FRONT OUVRIER

[Pau], no. spécial, n.d. [fin 1944]. *Organe de combat des travailleurs de la région paloise*. Multigr. 27 x 21, 2 p.

am IISG.

Ce numéro non daté ne doit pas être postérieur à octobre 1944 si l'on s'en tient à la décision prise par le PCI à son 1^{er} congrès (1-5 novembre) d'abandonner la politique de Front ouvrier et de supprimer les organes s'en réclamant. *Front ouvrier* souligne le caractère décevant de « l'épuration » à Pau et montre que si aucun « ami des nazis » n'a été arrêté, en revanche les républicains espagnols sont pourchassés. S'adressant aux « ouvriers, soldats, petits paysans, camarades espagnols », il appelle à renverser l'ordre capitaliste. Ses mots d'ordre immédiats : échelle mobile des salaires, élection de comités d'entreprises pour le contrôle ouvrier de la gestion, application des quarante heures, formation de milices ouvrières.

LE SOVIET DE PANHARD

[Paris], no. 1, 26 décembre 1944-no. 5, 1^{er} juillet 1945.

Organe des ouvriers communistes internationalistes de chez Panhard (IV^e Internationale) : no. 1, 26 décembre 1944-no. 2, 25 janvier 1945. Multigr. 31 x 27, 4 p.

Organe du Parti communiste internationaliste (IV^e Internationale) : no. 3, 12 mars 1945.

Parti communiste internationaliste. IV^e Internationale, organe des cellules de l'usine Panhard : no. 5, 1^{er} juillet 1945.

pa CDI : nos 3, 5 -na BDIC : nos 1-3.

Localisé à la porte de Choisy, dans le 13^e arrondissement. Le no. 1 insiste sur le sens qu'il faut donner à son titre : rupture avec la bourgeoisie et constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan. Dans son no. 3, *le Soviet* demande la suppression des heures supplémentaires pour mettre fin au chômage et

revendique une CGT révolutionnaire : ce qu'il renouvelle dans le no. 5, en réclamant l'exclusion de Jouhaux du poste de secrétaire général de la CGT.

FRONT OUVRIER

Lyon, nouvelle série, no. 1, 15 novembre 1944—no. 12, 15 octobre 1945.
Bimensuel

Rédaction : 4 rue de Marseille, Café de l'Escargot¹⁰¹.

Correspondant à Paris : Lucien Barrat, 11 rue Pixéricourt (no. 12). Lyon, impr. Noirclerc et Fénétrier, puis impr. spéciale de *Front ouvrier* (à partir du no. 10). 32 x 24,5 (no. 1), puis 50 x 32, 4 p. (nos 1 et 10), 2 p.

Épigraphie : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Gérant : Madame Buffard.

am IISG : mq nos 11–12—pa CDI : coll. inc. : possède la no. 12—na BDIC : coll. inc.

Une lettre du 6 novembre 1945 émanant de la rédaction rappelle que *Front ouvrier* a été créé clandestinement pendant l'Occupation et que dans sa lutte contre le nazisme il n'a « jamais fait confiance à De Gaulle »¹⁰². Il est possible qu'il soit ainsi la nouvelle série du *Front ouvrier*, dont on a retrouvé trois numéros en 1944 (cf. *supra*), sans indication de lieu. Entre le no. 5 du 5 février 1945 et le no. 6 du 20 mai s'écoulent plus de quatre mois, dus à la procédure d'enquête dont *Front ouvrier* a été l'objet, ainsi que d'autres publications distribuées dans la région lyonnaise. Le seul motif invoqué a été que certains articles risquaient de « porter atteinte au moral d'une nation en guerre ». *Front ouvrier* répond qu'il se veut un organe de défense ouvrière et marxiste et qu'il a toujours présenté les faits « sans chercher à épargner qui que ce fût, et les partis ouvriers moins que tous autres, estimant que c'est d'eux qu'on est en droit d'attendre et d'exiger le plus » (no. 6). *Front ouvrier* indique à plusieurs reprises son tirage, tirage assez élevé puisqu'il est de trois mille exemplaires pour les nos 3 et 4 et de 5.000 pour les nos 7 à 9. Il connaît pourtant dans les derniers numéros de sérieuses difficultés financières qui lui paraissent d'ailleurs être le sort de tout journal « réellement révolutionnaire »¹⁰³. La pu-

101. La mention « Café de l'Escargot » disparaît à partir du no. 7. Marcel Penneret (lettre du 5 janvier 1970) donne une autre adresse qui n'apparaît pas dans le journal : Mlle E. Levarat, modiste, 34 rue Molière, Lyon.

102. (pa CDI).

103. Lettre de la rédaction de *Front ouvrier* du 2 novembre 1945 (pa CDI).

seu s'interrompt, non par manque de ressources, mais pour faire place à nouveau *Front ouvrier*, dont l'orientation est modifiée. Cf. *infra*.

LA SOVIET DE MORANE

[Suresnes], no. 1, 8 janvier 1945. *Édité par la cellule du Parti communiste internationaliste de chez Morane (IVe Internationale)*. Multigr. 31 x 21, 4 p.

na BDIC.

Localisé à Suresnes. L'article principal s'élève contre le sabotage de la cantine, dont le but est de démontrer que les ouvriers sont incapables de gérer les cantines.

LE SOVIET DE CITROEN

[Paris], no. spécial n.ch., 26 avril [1945]. *Organe des cellules de chez Citroën du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale)*. Multigr. 31 x 21, 2 p.

pa CDI—na BDIC.

Localisé à Paris. Ce no. spécial qui ne porte pas d'autre date que le 26 avril ne peut avoir été publié avant 1945 : il fait allusion à la décision du Comité confédéral national de la CGT du 3 avril de faire du 1er mai une journée de travail « en vue d'augmenter l'effort de guerre français ». Devant le mécontentement des ouvriers, le Comité confédéral national revient sur sa décision le 18 avril et lance une journée de revendication avec manifestations. Ce « 1er mai des travailleurs » auquel *le Soviet de Citroën* appelle à participer ne peut se situer, étant donné les mots d'ordre de la CGT, que durant l'année 1945.

LA JEUNE RÉVOLUTION

S.I., no. 1, avril 1945—no. 2, 30 avril 1945. Multigr. 31 x 21, 9 p. (no. 1), 6 p. (no. 2).

na HSG (archives Daniel Guérin) : no. 1—pa CDI : no. 1—na BDIC : no. 2.

Publié par les jeunes du Parti communiste internationaliste, ce bulletin re-

pond à la décision prise par le Parti communiste de dissoudre la Fédération des Jeunesses communistes, transformées en Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF). Selon *la Jeune révolution*, cette dissolution a eu un effet désastreux sur les jeunes militants communistes qui « par centaines » ont perdu la foi en la cause prolétarienne. Le no. 1 contient le « Manifeste des groupes d'études communistes pour la préparation d'une nouvelle organisation ouvrière et révolutionnaire de la jeunesse », manifeste qui, toujours selon *la Jeune révolution*, a été accueilli avec « le plus grand enthousiasme » par les jeunes communistes. Le bulletin dénonce ensuite la capitulation du PC qui, sous prétexte de lutter contre l'Allemagne hitlérienne, livre la classe ouvrière « pieds et poings liés » au capitalisme.

OHÉ PARTISANS

S.l., [no. 1] mai 1945—no. 4, août 1945. *Journal fondé par un groupe de FTP*. Impr., multigr. (no. [2]). 27 x 21, 31 x 21 (no. [2]), 4 p. et 8 p. (no. [2]).

Épigraphe : Plutôt mourir debout que de vivre à genoux.

am IISG : mq [no. 1]—pa CDI.

Ohé Partisans est l'œuvre d'un militant de l'ex-POI, André Calvès, entré dans les FTP. En 1945 André Calvès quitte la colonne Fabien du groupe tactique de Lorraine et refuse d'être intégré dans l'armée de Delattre de Tassigny. Quelques FTP reviennent avec lui et en compagnie d'une demi-douzaine d'entre eux il lance *Ohé Partisans* qui est multigraphié puis imprimé par le PC¹⁰⁴. Dans le numéro de mai 1945, qui est probablement le premier numéro, le journal explique les raisons de sa publication. Face au journal des FTP *France d'abord*, *Ohé Partisans* veut dresser la critique de la politique productiviste des partis ouvriers. Il dénonce « l'union sacrée avec la bourgeoisie » et n'hésite pas à qualifier les massacres de Sétif en Algérie « d'Oradour-sur-Glane » (no. 4).

BULLETIN DE L'OPPOSITION SYNDICALE LUTTE DE CLASSE. CITROEN-LEVALLOIS

[Levallois], no. spécial, 23 juin 1945. Multigr. 31 x 21, 2 p.
na BDIC.

104. D'après une lettre d'André Calvès à Rodolphe Prager (archives R. Prager).

de militants de la CGT qui appartiennent à la tendance de *Front* (cf. *infra*). S'élève contre l'inertie de la section syndicale au département « *Clement* », spécialisé dans le démontage des moteurs chez Citroën. Le *Bulletin* propose le chronométrage des tâches en présence du délégué syndical et d'un ouvrier.

LE PROLÉTAIRE DE L'OUEST

[Nantes], no. 13, 3 septembre 1945. *Bulletin régional du Parti communiste internationaliste (section française de la 4e Internationale). Bulletin intérieur*. Correspondance : 3 avenue de la Caillette, Serge Tauden. [Nantes, impr. spéciale] du *Prolétaire de l'ouest*. 33 x 23, 2 p.

pa CDI (exemplaire photocopié).

Le Prolétaire de l'Ouest pourrait être la suite du *Front ouvrier* de Nantes¹⁰⁵. Rédigé par Serge Tauden, le *Prolétaire de l'Ouest* a sans doute poursuivi sa publication jusqu'en 1948, date à laquelle Serge Tauden quitte le PCI. On peut trouver une confirmation de cette hypothèse dans le no. 20 de janvier/février 1949 du *Militant*, publié en Bretagne (cf. *infra*) qui, en consacrant sa dernière page à la région nantaise déclare continuer le *Prolétaire de l'Ouest*, ce qui signifie que celui-ci ne paraît plus depuis peu. Bien que le PCI soit légalisé depuis juin 1945, le *Prolétaire de l'Ouest* comme les autres organes du PCI à cette époque, n'est sans doute pas encore autorisé à paraître légalement, ce qui explique qu'il porte la mention « bulletin intérieur non destiné à la vente publique ». L'article de tête est intitulé « Pour une constituante souveraine. Rompez avec le gouvernement des trust » et le second s'élève contre la politique du PC « produire d'abord ».

LA LUTTE OUVRIERE

[Vanves], no. spécial, 15 septembre 1945. *Organe du canton de Vanves du Parti communiste internationaliste (section française de la 1Ve Internationale)*. Impr. 27 x 21, 2 p.

am HSG - na BDIC - pa CDI

La Lutte ouvrière de Vanves reprend un titre qui a été abandonné depuis la réunification du PCI en février 1944. Cet unique numéro propose des moyens de lutte contre la vie chère et appelle à voter oui-non.

LA CURETTE

[Lyon], no. 3, octobre 1945--no. 9, juin/juillet 1946. *Bulletin mensuel de la cellule des hospices civils de Lyon du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale)*. Multigr., impr. (no. 7). 28 x 21,5, 32 x 23 (no. 9), 2 p.

Épigraphe : La curette atteint le mal à sa source.

pa CDI : nos 3, 5, 9--na BDIC : no. 7.

À côté des revendications de fonctionnaires, *la Curette* défend le principe des nationalisations sans rachat ni indemnité et sous contrôle ouvrier. Elle souligne la nécessité d'un parti révolutionnaire du prolétariat et d'un front unique de lutte.

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

S.l. puis Paris, no. 1, octobre 1945--no. [11], 16 avril 1946. *Bulletin inter-usines de l'opposition syndicale « lutte de classes »* [et à partir du no. 2, 6 novembre 1945 :] CGT.

Correspondance : Paris, 7 impasse du Rouet, Jacques Ramboz (à partir du no. 3). Impr. ; impr. spéciale de *la Voix des travailleurs* (à partir du no. 3). 27 x 21 (no. 1), 32 x 24 (nos 2-5), 38 x 28 (nos 6-10), 38 x 29,5 (no. 11), 2 p.

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

pa archives David Korner.

Publiée par les militants de l'Union communiste (cf. *supra La Lutte de classes*, 1942). Ceux-ci estiment que la politique « productiviste » mise en œuvre par la CGT au lendemain de la guerre, aboutit en réalité à subordonner les intérêts du prolétariat à ceux de la bourgeoisie. Contre un syndicalisme « d'union sacrée », ils veulent restaurer un syndicalisme de lutte de classes et appeler les ouvriers à « se soulever contre l'appareil de la CGT pour défendre leur droit à la vie ». C'est dans cette perspective qu'est lancée *la Voix des*

meilleurs destinée à « éduquer de nouveaux cadres et [à] permettre la coordination de leur travail ». Il n'a pas été possible de savoir si le no. 11 du 1^{er} avril 1946 est bien le dernier numéro paru avant la nouvelle série qui s'intitule *la Voix des travailleurs de chez Renault*, publiée en 1947. Cf. *infra*.

JEUNE RÉVOLUTION

Paris, no. n.ch. [no. 1], décembre 1945—no. 2, juin 1946. *Étudiants communistes internationalistes* [puis avec le no. 2 :] *Revue des étudiants*...

Rédaction : 19 rue Daguerre, Parti communiste internationaliste, *Jeune révolution*. Paris, les Impressions d'art. 24 x 15 (no. n.ch.), 21 x 13,5 (no. 2), 24 p. (no. n.ch.), 32 p. (no. 2).

am IISG : no. n.ch. na BDIC.

Cette revue de philosophie et de théorie marxistes est créée à l'initiative d'étudiants du PCI dont Claude Lefort, Victor Madère, Gérard de Sède, D. Simon. Le no. de décembre accueille avec intérêt la publication du premier numéro des *Temps modernes* et particulièrement l'article de Sartre sur « l'engagement » en littérature. Si la critique que fait Sartre du « quietisme » de l'écrivain se prétendant hors de l'histoire, est appréciée par *Jeune révolution*, l'engagement sartrien est en revanche accusé d'être une formule « réactionnaire ou plus exactement réformiste », qui présente comme une *fin* une attitude littéraire. En réalité, explique *Jeune révolution*, toute littérature est engagée parce qu'elle s'inscrit nécessairement dans une certaine structure sociale. Le combat politique de l'intellectuel n'est pas un devoir. Lutter pour l'avènement du prolétariat et créer une œuvre révolutionnaire est pour l'écrivain une seule et même chose.

FRONT OUVRIER

Créteil, puis Vannes, nouvelle série, no. 1, 18 décembre 1945—no. 20, janvier 1948. Mensuel. *Organe d'information et de discussion syndicales*.

Rédaction : Créteil, 17 rue de Normandie, puis Vannes, 98 rue Sadi Carnot (no. 20). [Créteil] impr. spéciale de *Front ouvrier* (nos 2–8, 12–17), [Paris] impr. Centrale de la presse (nos 9–11), Carré Pierson (no. 20). 43 x 29,5, 4 p.

— no. spécial, supplément d'avril 1946, impr., 32 x 23, 2 p. [Contient le texte d'un discours prononcé par Vallière, l'un des responsables de la ten-

dance *École émancipée* du SNI et membre du comité de rédaction de *Front ouvrier*, au congrès confédéral de la CGT le 8 avril 1946].

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Gérant : Marcel Penetier (nos 1-17), Madeleine Kann (Nos 19-20).

pa CDI : mq nos 16, 18-am IISG : coll. inc.—na BDIC G Fol P4557 : coll. inc. ; possède nos 16, 18.

Reprend dans une nouvelle série le titre légal du *Front ouvrier* publié à Lyon (cf. *supra*)¹⁰⁶. Bien que dans l'esprit de ses fondateurs, le *Front ouvrier* de Lyon dut être un organe syndical, il fut obligé par les circonstances de « descendre sur l'arène politique ». En 1945, il peut de nouveau revenir à sa destination première et engager la lutte pour le « redressement de la CGT »¹⁰⁷. Le journal est alors transféré à des militants du PCI travaillant plus spécialement sur le plan syndical (Postes, métallurgie, radio, cheminots, employés) qui tentent d'animer à l'intérieur de la CGT une « tendance lutte de classes ». *Front ouvrier* dépasse cependant le cadre du PCI et regroupe de nombreux autres militants dont les « Amis de l'École émancipée ». Après une interruption de six mois — le no. 19 et avant-dernier numéro date de juillet 1947 — *Front ouvrier* cesse sa publication en janvier 1948 avec le no. 20. Sans doute la récente scission de la CGT a-t-elle hâté la fin de *Front ouvrier*, qui a toujours défendu un syndicalisme unitaire dans le cadre d'une CGT démocratique. Cède son titre à l'*Unité syndicale*. Cf. *infra*.

LE DRAPEAU ROUGE

Paris, no. 1, 24-30 octobre 1946—no. 29, 5-11 juin 1947 ; no. 2, 12-18 juin 1947—no. 41, juillet 1948. Hebdomadaire.

Organe de combat des jeunesses socialistes. Jeunesse nouvelle série : no. 1, 24-30 octobre 1946—no. 29, 5-11 juin 1947.

Rédaction : 6 boulevard Poissonnière. Paris, SNEP, impr. Poissonnière. 60 x 42, 4 p.

106. D'après Marcel Penetier (lettre du 5 janvier 1970).

107. D'après la déclaration signée par René Laurent, membre de l'ancien comité de rédaction, et contenue dans le no. 1.

(Le sous-titre disparaît] no. 2, 12-18 juin 1947—no. 15, 11-17 septembre 1947¹⁰⁸. 2 p. (à partir du no. 5).

Organe des Jeunesses socialistes. Pour le regroupement révolutionnaire : no. 16. 18-24 septembre 1947—no. 28, 1-7 janvier 1948.

Organe du regroupement révolutionnaire. Action socialiste et révolutionnaire. Jeunesse socialiste : no. 29, 8-14 janvier 1948—no. 37, 1-4 avril 1948.

Organe du regroupement révolutionnaire. Action socialiste et révolutionnaire : no. 38, 15-26 avril 1948—no. 39, 29 avril-12 mai 1948.

Action socialiste et révolutionnaire : no. 40, juin 1948—no. 41, juillet 1948. 43 x 30, 8 p.

Gérant : Adrien Sani (nos 1—29 ; no. 2, 12/18 juin 1947), Marcel Rousseau (à partir du no. 3, 19/25 juin 1947).

Directeur-administrateur : Maurice Brassart (nos 15, 5 février 1947—17, 19 février 1947).

pa BN Fol Jo 1446 : mq no. 10 ; nos 1, 6, 7—na BDIC G Fol P3620 : mq [n.s.] nos 20, 22—27, 31.

Le travail « entriste » du PCI dans les Jeunesses socialistes a commencé dans le courant de 1946 et la majorité élue à son 3e congrès en octobre 1946 ne peut que poursuivre l'effort entrepris. En effet la nouvelle majorité (Yvan Craipeau, Marcel Beaufrère, Albert Demazière, Paul Parisot, André Essel, Louis Dalmas (dit Magnin), Laurent Schwartz, Marc Paillet) est partisan de transformer le parti d'organisation de cadres en un large parti de masse. Dans cette perspective il noue des contacts avec la gauche du Parti socialiste et même certains noyaux communistes dans l'espoir de créer un nouveau parti qui pourrait compter une dizaine de milliers de membres. Déjà plusieurs militants trotskistes, dont André Essel, ont pris la tête des Jeunesses socialistes. La situation des Jeunesses socialistes face à la direction du Parti socialiste se trouve alors proche de la rupture. Au lendemain du congrès international des Jeunesses socialistes tenu à Paris les 29/30 septembre 1946, les Jeunesses socialistes de France signent avec les Jeunesses socialistes d'Italie, d'Allemagne et d'Autriche un manifeste pour une Internationale des jeunesses socialistes qui soit une véritable internationale révolutionnaire de la jeunesse, fondée sur les principes de la lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien. En même temps, elles décident de remplacer leur organe *Jeunesse* par

108. On peut se demander s'il y a eu véritablement un no. 1, étant donné que le no. 2 prend exactement la suite du no. 29, à moins qu'il y ait eu un no. 1 spécial.

une nouvelle série qui prend le titre de *Drapeau rouge*¹⁰⁹. Durant les grèves de 1947, le soutien donné par les Jeunesses socialistes aux grévistes de chez Renault, du Gaz, de l'Électricité, aux cheminots, ainsi que leurs critiques touchant les réquisitions, les crédits militaires, gênent considérablement la politique du gouvernement alors présidé par Ramadier. Le Comité directeur du Parti socialiste décide le 4 juin 1947 à l'unanimité moins trois voix la dissolution du Bureau national des Jeunesses, élu au récent congrès de Montrouge (5-8 avril 1947)¹¹⁰. Cette décision jugée bureaucratique n'est pas acceptée par les Jeunesses qui refusent au Comité directeur le droit de dissoudre un bureau national régulièrement élu, dont elles affirment la validité jusqu'au prochain congrès. *Le Drapeau rouge* qui abandonne alors son sous-titre et sa référence à l'ancien organe *Jeunesse*, entame une nouvelle numérotation. La critique violente qu'il adresse au Parti socialiste - son no. 3 ne titre-t-il pas « Au service de la bourgeoisie, Ramadier, Schuman augmentent le pain, les transports, les tarifs postaux, le tabac !... Les travailleurs vont payer » - lui vaut le retrait de son attribution de papier sur « l'ordre personnel de Ramadier » et l'oblige à paraître sur deux pages. En même temps *le Drapeau rouge* ne se contente plus d'être l'organe de combat des Jeunesses socialistes, il devient l'organe de « tous ceux qui veulent rendre au Parti une politique et une direction révolutionnaire » et il s'ouvre désormais à tous les membres du parti qui veulent faire connaître leur point de vue¹¹¹.

Au congrès national extraordinaire de Villeurbanne (16-18 août 1947), les Jeunesses rompent enfin avec le Parti socialiste, tout en gardant leur nom et lancent un appel à l'unité révolutionnaire à l'UJRF et à la Jeunesse communiste internationaliste. Parallèlement, la proposition de fusion des deux organisations faite par la JCI reçoit une réponse favorable des Jeunesses socialistes¹¹². Réuni les 13 et 14 septembre 1947, le Comité national des Jeunesses socialistes appelle à la constitution d'un regroupement révolutionnaire (*Drapeau rouge*, no. 16, 18/24 septembre 1947). Cet appel adressé aux militants révolutionnaires du Parti socialiste, du Parti communiste, aux syndicalistes révolutionnaires de la CGT, à la CNT, aux militants du Parti communiste internationaliste et de la Jeunesse communiste internationaliste, doit trouver sa réalisation dans des comités locaux, fédérés sur le plan départe-

109. *Jeunesse, hebdomadaire socialiste des jeunes* (n.s., no. 1, 13 octobre 1944 no. 29, 27 avril 1945), puis *hebdomadaire des Jeunesses socialistes* (no. 30, 4 mai 1945 no. 104, 17/23 octobre 1946) (pa BN Jo 1446).

110. Ce sont les voix de Yves Déchezelles, Jean Rous, Suzanne Charpy (*Drapeau rouge*, no. 2, 12/18 juin 1947).

111. Cf. la déclaration « Aux militants du parti » d'Yves Déchezelles (qui vient de donner sa démission du poste de secrétaire général adjoint du PS) in *le Drapeau rouge* no. 3 (19/25 juin 1947).

112. D'après *la Jeune Garde*, organe des JCI, no. 6 (octobre 1947).

... dont la liaison est assurée provisoirement par les Jeunesses socialistes. Le *Drapeau rouge* devient alors l'organe des Jeunesses socialistes, pour le regroupement révolutionnaire. Les pourparlers de fusion entre les Jeunesses socialistes et le Parti communiste internationaliste sont encore à l'ordre du jour du comité national des Jeunesses socialistes, réuni les 13-14 décembre 1947. La résolution du comité national invite en outre l'Action socialiste et révolutionnaire (Yves Déchezelles), qui vient de quitter la SFIO (7 décembre 1947), à se joindre au futur parti révolutionnaire. En attendant, l'unité d'action est décidée entre les trois organisations et le Comité national des Jeunesses socialistes propose à l'Action socialiste et révolutionnaire de faire du *Drapeau rouge* un organe commun, avec un comité de direction politique composé à parts égales de militants ASR et JS. A partir de son no. 29, en janvier 1948, le *Drapeau rouge* paraît comme organe du regroupement révolutionnaire, Action socialiste et révolutionnaire, Jeunesse socialiste.

Cependant le changement de majorité qui est intervenu dans le Parti communiste internationaliste à la suite de son 4e congrès (8-11 novembre 1947) a mis fin au projet d'unification PCI-JS. Le *Drapeau rouge* poursuit alors un itinéraire indépendant et après la fusion de l'Action socialiste et révolutionnaire et des Jeunesses socialistes (conférence nationale du 27 mars 1948) devient l'organe de la nouvelle ASR. Celle-ci, rejointe par quelques anciens majoritaires du PCI, appelle ses membres à adhérer au RDR^{112 bis}. C'est la fin du *Drapeau rouge*.

LA JEUNE GARDE

Paris, no. 1, 20 novembre 1946 - no. 6, octobre 1947. Mensuel (à partir du no. 2). [Bulletin intérieur édité par les¹¹³] Jeunesses communistes internationalistes (*Ive Internationale*)

Rédaction : 19 rue Daguerre, Paris. IPR (nos 1-5), impr. Réaumur (no. 6). 44,5 x 19,5, 48 x 32,5 (nos 2-5), 41,5 x 19,5 (no. 6), 4 p. (nos 1-4), 2 p. (nos 5-6).

Épigraphe : L'ennemi est dans notre pays (K. Liebknecht).

Gérant : Daniel Renard.

112 bis. Le RDR est fondé au début de 1948 par des journalistes et des militants de l'extrême gauche non communiste, dont Georges Altman, Gérard Rosenthal, Jean Rous, David Roussel, auxquels se rallie Jean-Paul Sartre. Tentative de « troisième force » située entre le PC et la SFIO, le RDR ne parvient pas, affaibli par ses conflits internes, à occuper sérieusement le terrain politique. Son existence prendra fin peu après la démission de Sartre en octobre 1949.

113. Cette mention disparaît avec le no. 2.

Organe des jeunes du Parti communiste internationaliste, *la Jeune Garde* imprimée succède à un bulletin intérieur multigraphié qui n'a pas été retrouvé, sauf s'il s'agit des quatre numéros de *la Jeune Garde* publiés par le POI de décembre 1942 à juin 1943. Le journal a l'ambition de dépasser le cadre de la Jeunesse communiste internationaliste pour devenir l'organe de lutte de tous les jeunes travailleurs « utilisés par la bourgeoisie, trompés par les organisations traditionnelles » (no. 1). Le no. 6, d'octobre 1947, annonce la proposition de fusion faite par les Jeunesses communistes internationalistes aux Jeunesses socialistes, qui publient alors *le Drapeau rouge*, et l'accord de principe de leur Conseil national. Il est possible que cette perspective mette fin à la publication de *la Jeune Garde* et dégage une nouvelle orientation de ses militants. En même temps qu'échoue la fusion avec les Jeunesses socialistes, la conception d'une organisation de jeunesse trop subordonnée au PCI et insuffisamment orientée vers les problèmes propres de la jeunesse est abandonnée.

LE MILITANT

Brest, puis Logonna-Daoulas, puis Plougasnou, no. 1, 15 décembre 1946—no. 20, janvier/février 1949 ; n.s. no. 1, février 1950—no. 2, avril 1950 ; no. n.ch., n.d. [c. avril/mai 1950].

[Pas de sous-titre :] no. 1, 15 décembre 1946—no. 7, avril 1947.

Correspondance : Brest, 30 rue Kérivin, A. Calvès. Multigr. 27 x 21, 4 à 16 p.

Bulletin mensuel de la région bretonne du Parti communiste internationaliste (4e Internationale) : no. 8, mai 1947—no. 20, janvier/février 1950 ; n.s. no. 1, février 1950—no. 2, avril 1950 ; n.ch. c. avril/mai 1950.

Correspondance : 89 rue Gulmeur, [Gérard Trevien] (no. 14) ; Logonna-Daoulas, École de garçons, André Calvès (no. 20) ; souscription : Plougasnou, Fréd. Rospars, instituteur (no. n.ch. c. avril/mai 1950). Multigr. (nos 8–12 ; nos n.ch. septembre/octobre 1948 et avril/mai 1950) ; [Brest] impr. spéciale du *Militant* (nos 13 et 14) ; Quimper, impr. Ed. Menez et Cie (no. 20). 27 x 21 (nos 8–12, nos n.ch. sept./oct. 1948 et avril/mai 1950), 32 x 25 (no. 13), 54 x 27 (no. 14), 28 x 22 (no. 20), 8 à 26 p.

Gérant : André Calvez¹¹⁴.

¹¹⁴ L'attachement du nom est habituellement Calvès.

pa (DI : nos sept./oct. 1948, 14, 20, avril/mai 1950 - na BDIC : nos 1 -14, sept./oct. 1948, 20 : n.s. 1 et 2.

Le Militant qui porte jusqu'au no. 7 la mention « bulletin destiné strictement aux militants du parti », n'a pas — même à partir du no. 8 — de diffusion publique : il n'est pas vendu dans les kiosques et il est envoyé aux sympathisants en possession de la carte des « Amis de la Vérité » ainsi qu'aux abonnés de *la Vérité*. Il annonce dans son no. 20 de janvier/février 1949 que sa dernière page consacrée à la région nantaise, continue ainsi *le Prolétaire de l'Ouest*. Le dernier numéro a été daté approximativement d'avril/mai 1950 par la référence qu'il fait à un article paru dans *Franc-Tireur* du 20 avril 1950. Un futur numéro est annoncé après le mois de mai, qui devrait contenir le récit d'un séjour en Yougoslavie effectué par des militants de Bretagne. Dans le no. 13, biographies de trois militants du POI assassinés par les nazis : Yves Bodenez, Robert Cruau, Georges Berthomé.

LA VÉRITÉ. CAUDRON

S.l., no. 1, janvier 1947—no. 2, février 1947. *Organe communiste internationaliste*. Multigr. 31 x 21, 2 p.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Manchette : A bas la guerre du caoutchouc ! Pas un travailleur de l'usine ne doit se faire complice des massacres d'Indochine. Pas un départ pour Toulon !

na BDIC.

Diffusée aux usines de Boulogne-Billancourt et d'Issy-les-Moulineaux. *La Vérité Caudron* reproche aux militants du PC de gaspiller leur énergie à « neutraliser » les trotskistes et les gauchistes, plutôt que de se battre pour une reconversion de l'usine qui, par manque de travail, a entamé des licenciements. *La Vérité* critique la politique de collaboration gouvernementale que mènent avec la bourgeoisie le PC et le PS et appelle à la lutte révolutionnaire, seule susceptible de réaliser l'unité de la classe ouvrière. Contre le blocage des salaires et la hausse des prix, *la Vérité* propose l'établissement d'un minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier sur la production et les livres de compte, un plan de production fondé sur les besoins des travailleurs et non des capitalistes. Sous la forme d'une discussion avec un « camarade du PCF », le no. 2 justifie la position prise par les trotskistes pendant la guerre, ainsi : « Le devoir des prolétaires de tous les pays était d'aider l'URSS à gagner cette guerre contre l'impérialisme et pour cela saboter la production de guerre allemande et aussi lutter dans les maquis [...] C'est dans la

mesure où nous luttons aussi contre notre propre bourgeoisie que nous pouvons être entendus de l'ouvrier allemand pour l'appeler à la révolte » (p. 1)

BULLETIN DES AMIS DE FRONT OUVRIER

militant dans la Fédération des Employés et Cadres de la CGT

Créteil, no. spécial, février 1947.

Correspondance : 17 rue de Normandie, Marcel Pennetier. Impr. 32 x 23,5
2 p.

na BDIC.

En vue du congrès de la Chambre syndicale parisienne, les militants, employés et cadres de *Front ouvrier* appellent à mandater des délégués sur une résolution comprenant : minimum vital garanti, échelle mobile des salaires, défense des quarante heures, à travail égal salaire égal.

LA VÉRITÉ. UNIC

[Puteaux], no. 1, mars 1947—no. spécial n.ch., n.d. [septembre 1948]. *Organe communiste internationaliste*. Multigr. 31 x 21 (no. 1), 27 x 21 (no. septembre), 2 p.

— no. spécial, n.d. [21 juin 1948], multigr., 27 x 21, 2 p. *Pour préparer la victoire, forgeons une nouvelle direction révolutionnaire des luttes prochaines*. 21 juin 1948 [A la suite d'un mouvement de grève chez Unic].
Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC : no. 1, no. spécial 21 juin 1948, no. spécial septembre 1948.

Diffusée à l'usine de camions Unic de Puteaux. Le no. de septembre 1948 a pu être approximativement daté, grâce à l'annonce d'une réunion au « Panier fleuri » quai National [à Puteaux] fixée au 1er octobre et grâce à une citation de Benoît Frachon extraite de *l'Humanité* du 3 septembre 1948.

LE PROLÉTAIRE DE L'ARSENAL DE BREST

[Brest], 3 mars 1947. *Bulletin d'informations et de discussions syndicales*. Multigr. 27 x 21, 6 p.

na BDIC

Bulletin, animé surtout par des militants proches du PCF, s'efforce de regrouper les travailleurs de l'arsenal, d'accord sur la plate-forme syndicale de *l'Unité ouvrier*. Le programme du *Prolétaire*, où l'on observe quelques accents syndicalistes-révolutionnaires, propose : rétablissement de l'indépendance de la CGT par rapport aux partis, démocratie ouvrière, pratique de l'action directe, internationalisme prolétarien. *Le Prolétaire*, dont on ignore le nombre de numéros, est ensuite relayé à l'arsenal par la *Voix des travailleurs*, qui se réclame de la IVe Internationale. Cf. *infra*.

LA VOIX DES TRAVAILLEURS DE CHEZ RENAULT

Suresnes, no. 7, 27 mai 1947—no. 9, 11 juin 1947.

Correspondance : 65 rue Carnot, Jean Bois. Paris, impr. SNEP. 31,5 x 23,5 (nos 7-8). 38 x 27,5 (no. 9), 2 p.

Devient :

LA VOIX DES TRAVAILLEURS. RENAULT¹¹⁵

Suresnes, no. 10, 18 juin 1947—no. 19, 17 septembre 1947.

Correspondance : 65 rue Carnot, Jean Bois. Paris, impr. SNEP. 38 x 27,5, 2 p.

Devient :

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Suresnes, no. 20, 24 septembre 1947—no. 54, 12 janvier 1949. *Organe de lutte de classes*.

Correspondance : 65 rue Carnot, Jean Bois. Paris, impr. SNEP (nos 20-46).

Multigr. (à partir du no. 49). 38 x 27,5 (nos 20-46), 31 x 21 (à partir du no. 49), 2 p.

no. n.ch. [47 ?], 22 août 1948, multigr., 30,5 x 21, 4 p. *Perspective sur la situation en France en liaison avec la formation du gouvernement Reynaud*.

no. spécial [48 ?], 7 octobre 1948, multigr., 30 x 21, 2 p. *La vraie raison [de la situation actuelle] réside dans la commune responsabilité des gouvernants PC, PS et MRP*.

no. spécial, 3 novembre 1948, multigr., 31 x 21, 2 p. *Les masses travailleuses ne veulent pas se résigner à la misère et à la guerre [A propos de la grève des mineurs et de la répression gouvernementale]*.

¹¹⁵. Variante dans le no. 10 : *La Voix des travailleurs (Renault)*.

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

am HSG : mq nos 47-48-na BDIC : coll. inc. ; possède no. 7.

Il s'agit d'une nouvelle série — bien qu'elle ne s'intitule pas ainsi — de *la Voix des travailleurs* parue en 1945. Par la modification intervenue dans son titre, elle tient à localiser d'une manière précise le lieu de son intervention. En effet elle s'intitule *la Voix des travailleurs de chez Renault* durant la grève qui se déroule aux usines Renault d'avril à mai 1947. La grève déclenchée au département Collas par Pierre Bois et les militants de l'Union communiste, puis étendue à l'ensemble de l'usine, est conçue par eux comme le début de la grève générale dont *la Voix des travailleurs* est en quelque sorte l'organe de liaison. Lorsque la grève prend fin, « provisoirement isolée », les militants de l'Union communiste décident de concentrer leurs efforts auprès des travailleurs de la Régie. La publication de *la Lutte de classes* est suspendue au profit de *la Voix des travailleurs* dont le caractère d'organe revendicatif, destiné aux ouvriers, leur semble mieux à même d'appuyer l'action du Syndicat démocratique Renault nouvellement créé (cf. *infra* le *Bulletin du Syndicat démocratique Renault*). *La Voix des travailleurs*, organe Renault jusqu'au no. 19 du 17 septembre 1947, prend fin avec son no. 54 le 12 janvier 1949 : elle est alors relayée par une nouvelle série de *la Lutte de classes*, dont l'intervention se situe davantage au plan politique.

L'ÉTINCELLE

[Neuves-Maisons], no. 5 spécial, mai/juin 1947. *Bulletin d'entreprise du PCI (trotskiste)*. Rayon de Neuves-Maisons. Multigr. 31 x 21, 2 p.

Épigraphe : De l'étincelle jaillira la flamme (Lénine).

pa CDI.

Le Parti communiste internationaliste reprend pour l'un de ses journaux d'entreprise à Neuves-Maisons, en Meurthe-et-Moselle, le titre d'un bulletin qui avait été publié dans la même région en 1933 par la Ligue communiste (cf. *supra* *L'Étincelle de l'Est*). Ce numéro isolé explique pourquoi les ouvriers de chez Renault ont fait grève.

BULLETIN DU SYNDICAT DÉMOCRATIQUE RENAULT

S.l. puis Paris, no. [11, 25 juin 1947]—no. 35, 7 juin 1949.

Correspondance : Paris, 20 avenue du général Clavery. Pierre Bois (à partir

du no. 20)¹¹⁶. Multigr. (le titre est imprimé à partir du no. 20). 31 x 21, 27 x 21 (nos 12, 17), 2 p.

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (à partir du no. 16).

pa archives David Korner : nos 12, 15-17, 20, 22, 25-29, 31, 35 am IISG (archives Daniel Guérin) : nos 30-32.

Le Syndicat démocratique Renault (SDR) est créé en mai/juin 1947 par les militants de l'Union communiste. La déception engendrée par la fin de la grève, ainsi que l'hostilité à l'égard de la CGT, considérée comme un frein, conduisent plusieurs centaines d'ouvriers des usines Renault à abandonner les rangs de la CGT. Ils demandent aux militants de l'Union communiste, qui ont joué un rôle déterminant dans la grève, de fonder un nouveau syndicat.

Le SDR, dont la représentativité contestée par la Régie est reconnue officiellement en 1949, occupe en fait toutes les forces de l'Union communiste : celle-ci, qui a momentanément suspendu la parution de *la Lutte de classes*, consacre l'essentiel de ses efforts à *la Voix des travailleurs* et au *Bulletin du SDR* ; de sorte que la fin du SDR en 1949-1950, avec le départ de Pierre Bois, signifie la fin de l'Union communiste. Quelles que soient les raisons mises en avant pour expliquer la fin du SDR¹¹⁷, il était de toutes façons fort difficile à un jeune syndicat, sans aucune représentativité nationale, de s'imposer à côté de l'appareil puissant de la CGT et contre l'attachement des travailleurs au syndicalisme ouvrier traditionnel.

Le no. 11 du *Bulletin* n'a pas été retrouvé ; c'est uniquement la référence qui en est faite dans le no. 30 qui a permis d'inscrire numérotation et date. Quant au no. 35, de juin 1949, il n'est probablement pas le dernier numéro paru, si l'on note que le SDR manifeste encore son activité à la fin de novembre 1949.

BULLETIN DES AMIS DU FRONT OUVRIER DES CHEMINOTS

Créteil, no. 1, n.d. [juin/juillet 1947]. *Édité par des syndicalistes de la CGT*. Correspondance : 17 rue de Normandie, Marcel Pennetier. Impr. 27 x 22,5, 4 p.

¹¹⁶. Toutes ces indications sont données sous réserve des modifications que pourrait entraîner la découverte des numéros manquants.

¹¹⁷. Cf. Jacques Roussel, *Les Enfants du prophète*. Histoire du mouvement trotskiste en France (Paris : R. Lefeuve, 1972) 41 (*Spartacus*) et la mise au point de David Korner (Barta), « Lettre de Barta concernant *les Enfants du prophète* », *Spartacus* série B no. 53 (mar-juin 1973) 105.

Le numero. qui fait état de la fin de la grève Renault, doit pouvoir être daté de juin/juillet 1947. Il présente la plate-forme de *Front ouvrier* qui sera discutée au congrès de la Fédération des cheminots des 2-5 juillet 1947 et qui doit jeter les bases d'une tendance syndicaliste-révolutionnaire au sein de la CGT.

LA VOIX DES TRAVAILLEURS. ARSENAL DE BREST

Brest, no. n.ch., septembre 1947. Mensuel. *Bulletin mensuel des militants communistes internationalistes (4e Internationale) de l'arsenal de Brest.*

Rédaction : 30 rue Kérivin. Multigr. 27 x 21, 8 p.

Épigraphie : Proletaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC.

Émane de militants du Parti communiste internationaliste. *La Voix des travailleurs*, qui insiste sur le lien entre syndicalisme et politique, appartient à la tendance *Front ouvrier*. Elle appelle les syndiqués à se regrouper dans la CGT sur les mots d'ordre de la minorité syndicaliste-révolutionnaire : échelle mobile des salaires, démocratie syndicale, internationalisme prolétarien.

FRONT OUVRIER DES PTT PARIS 13e [POSTE TÉLÉGRAPHE TÉLÉPHONE]

Paris, no. [2 : illisible], octobre 1947. *Pour une CGT de lutte de classes.*

Correspondance : Paris 13e. Henri Lafièvre, facteur. Multigr. 27 x 21, 4 p.

na BDIC.

Émane de syndicalistes, dont des membres du Parti communiste internationaliste, qui tentent d'animer à l'intérieur de la CGT et ici de la Fédération postale, une tendance « lutte de classes ».

FRONT OUVRIER DU MÉTRO

Paris, no. n.ch., n.d. [15 octobre 1947]. *Bulletin des agents du métropolitain, amis du Front ouvrier, organe de la tendance révolutionnaire de la CGT.*

Correspondance : 2 rue Schubert, Stéphane Just. Multigr. 27 x 21, 2 p.

... 1948

Parait pendant la grève du métro votée le 13 octobre 1947. Le numéro lance un appel daté du 15 octobre, pour l'établissement d'un minimum vital, l'échelle mobile des salaires et la grève générale avec l'élection de comités ouvriers.

LA VÉRITÉ. CHAUSSON, GENEVILLIERS, ASNIERES

S.l., no. 2, décembre 1947 no. 21, mai 1951.

Organe de la cellule du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale) : no. 2, décembre 1947 -no. 3, janvier 1948. Multigr. 27 x 21 (no. 2), puis 31 x 21, 2 à 4 p.

Organe de la cellule communiste internationaliste Chausson (Asnières, Genevilliers) : no. 4, mars 1948—no. 6, avril 1948.

Organe de la cellule communiste internationaliste (IVe Internationale) : no. 8, février 1949—no. 21, mai 1951.

Permanence de la cellule Chausson du PCI : Asnières, Centre administratif social

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC : mq nos 1, 5, 7, 12, 15—20.

LE SYNDICAT AUX OUVRIERS

[La Courneuve] no. n.ch., n.d. [1948-1949]. *Organe pour la reconstruction démocratique de l'unité syndicale*. Multigr. 31 x 21, 2 p.

na BDIC :

Il n'a pas été possible de dater d'une manière précise ce bulletin diffusé aux usines Rateau à la Courneuve, par des militants appartenant à la tendance *Unité syndicale* (cf. *infra*). Le numéro réclame une augmentation égale pour tous, un « véritable minimum vital », l'échelle mobile des salaires. Il appelle à la création de comités ouvriers, sans distinction d'appartenance syndicale, qui sachent établir des contacts avec d'autres entreprises.

L'IMPRIMEUR-TYPO

S.l., 2e année, no. 3, janvier 1948. *Organe de la section des imprimeurs typographes*. Impr. 33 x 24,5, 4 p.

Épigraphe : L'union des travailleurs fera la paix du monde.

na BDIC.

Publié par des syndicalistes CGT de l'imprimerie appartenant à la tendance *Front ouvrier*. Pour l'*Imprimeur-typo*, l'unité syndicale ne peut être restaurée que sur un programme d'action : minimum vital garanti, échelle mobile des salaires, contrôle ouvrier.

UNITÉ SYNDICALE

Paris, no. 1, mars 1948-no. 5, avril 1949. Mensuel. *Pour la reconstruction démocratique d'une CGT unique*.

Correspondance : 1 rue Sextius Michel, René Dumont. Paris, la Presse de France, puis SIPN (no. 5). 43,5 x 28, 8 p., 2 p. (no. 5).

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs. Gérant : Marcel Pennetier (nos 1-4) [pas d'indication de gérant dans le no. 5].

na BDIC Fol P2982.

Organe de la tendance « Unité syndicale » formée à l'initiative du Parti communiste internationaliste dès la scission de la CGT en décembre 1947. Le journal qui porte la mention « anciennement Front ouvrier » contient dans son premier numéro un texte émanant des « Amis de Front ouvrier » qui déclare avoir abandonné le titre *Front ouvrier* au profit de l'*Unité syndicale*. La tendance, constituée lors d'une conférence tenue à Paris le 1er février 1948, se propose de lutter pour la réunification syndicale, en organisant des regroupements de militants à l'intérieur de chaque syndicat ouvrier, ainsi que des « comités de coordination intersyndicaux ». Son programme : réunion d'un congrès extraordinaire de reconstruction d'une CGT unique, réforme démocratique de la CGT réunifiée, établissement d'une plate-forme de revendications. La gestion du journal a lieu sous la responsabilité d'une commission administrative qui a été désignée par la Conférence et qui est composée de militants parisiens et de correspondants départementaux, provenant de la CGT et de la CGT-FO. La rédaction du journal est assurée par un comité, dont les membres n'appartiennent pas obligatoirement à la Commis-

son administrative et dont le rôle est d'organiser par la médiation des correspondants locaux, la participation de tous les militants au journal. Le no. 3 d'avril 1949 signale que c'est faute de moyens financiers que le journal n'a pas paru pendant quelques mois (le no. 4 date de juillet/août 1948) : il annonce qu'il s'efforcera de reprendre une publication régulière, en principe mensuelle, quitte à réduire le nombre de ses pages. Il semble que le journal s'interrompe après le no. 5, à l'occasion d'une nouvelle orientation de ses militants, qui vont défendre dans l'Unité (cf. *infra*) un programme un peu différent.

LA VÉRITÉ. RENAULT

[Boulogne-Billancourt], no. 2, 25 avril 1948 - no. 37, février 1952. *Organe de la cellule du Parti communiste internationaliste* [puis à partir du no. 11/12 : *(section française de la IVe Internationale)*]¹¹⁸. Multigr. 31 x 21, 2 à 4 p.

- no. n.ch., 18 juillet 1950, multigr., 31 x 21, 2 p. *Pour une politique ouvrière. Pour le front unique prolétarien.*

- no. spécial [no. 31 ?], 30 mai 1951, multigr., 31 x 21, 2 p. *Élections 1951*¹¹⁹.

- no. n.ch. [no. 32 ?], 13 juin 1951, multigr., 31 x 21, 2 p. *Et les 15.000 F ?*
Épigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC : mq nos 1, 3, 5-6, 8-10, 14-15, 17-19, 21-22, 24-27, 33-34, 36.

LA VÉRITÉ. SNECMA [SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉTUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVION]

S.l. [Genevilliers], no. 2, mai 1948. *Organe de la cellule communiste internationaliste Snecma-Genevilliers*. Multigr. 27 x 21, 2 p.

na BDIC.

Appelle à voter pour la CGT indépendamment de la « répugnance que l'on peut avoir pour les méthodes stalinienne ». Car voter pour la CFTC — pour la première fois présente aux élections professionnelles — entraînerait une

118. Variante dans le no. 4 : *Organe communiste internationaliste* et dans le no. 5 : *Organe des cellules Renault du PCI*.

119. Sur la liste présentée par le PCI dans le 5e secteur de la région parisienne, deux militants de chez Renault : Daniel Renard et Jean Gouttefangeas.

victoire des « cléricaux, c'est-à-dire en fin de compte une victoire de la bourgeoisie ». Il faut exiger des élus qu'ils luttent pour le salaire minimum vital, garanti par l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier.

LA VÉRITÉ

Lochmaria-Plouzané, no. spécial, fin juin 1948. *Édité par la région bretonne du Parti communiste internationaliste « 4e Internationale »*.

Correspondance : Café de la Plage, André Calvez. Multigr. 31 x 21, 6 p.

na BDIC.

Seul numéro retrouvé. Montre que le productivisme et la collaboration de classe des partis ouvriers a renforcé l'État capitaliste, en empirant le sort des ouvriers. Bien que la politique d'unité nationale du Parti communiste freine les luttes, les travailleurs commencent à agir, ce dont témoignent les récentes grèves de Clermont-Ferrand, à l'usine Bergougnan. Appel à renforcer l'avant-garde révolutionnaire organisée sur un programme et à former des milices ouvrières.

LA VÉRITÉ AMA

S.I., no. 1, octobre 1948. *Organe communiste internationaliste des AMA (4e Internationale)*. Multigr. 27 x 21, 2 p.

na BDIC.

Le seul numéro retrouvé d'un organe qui s'annonce mensuel. D'après les indications contenues dans deux tracts joints, *la Vérité AMA* est diffusée auprès des travailleurs de la métallurgie de la région de Vendôme. Article intitulé : « Pour la victoire, avec les mineurs, grève générale ».

L'EXPLOITÉ DE L'USINE

[Neuves-Maisons], no. 3, octobre 1948—no. 4, novembre 1948. *Bulletin de la cellule du Parti communiste internationaliste de l'usine de Neuves-Maisons*. Multigr. 27 x 21, 2 p.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC.

Après l'*Étincelle de l'Est* (1933), puis la nouvelle *Étincelle* de 1947, l'explosion de l'usine rappelle la continuité en 1948 de l'implantation trotskiste en ~~Meurthe-et-Moselle~~ *Meurthe-et-Moselle*. Après avoir relaté la grève qui vient d'avoir lieu à l'usine de Neuves-Maisons pendant vingt-cinq jours (no 3), le bulletin dégage l'alternative : ou gouvernement ouvrier et paysan, ou gouvernement fasciste (no 4).

UNITÉ SYNDICALE PTT [POSTE TÉLÉGRAPHE TÉLÉPHONE]

Paris, no. 5, mars 1949. *Pour la reconstruction démocratique d'une Fédération postale unique.*

Correspondance : 61 rue Raymond Losserand, Charles Margne Multigr 31 x 21.

Épigraphie : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

na BDIC : exemplaire incomplet.

Cf. *infra* la nouvelle série, *L'Unité postale*.

JEUNE RÉVOLUTION

Villeneuve-le-Roi, puis Bourg-la-Reine, puis Paris, no. 1, mars 1949—no. 22, mars 1953. Mensuel. *Organe national du mouvement révolutionnaire de la jeunesse. Pour une Internationale révolutionnaire de la jeunesse* [nos 1–2, puis] *des jeunes*.

Correspondance : Villeneuve-le-Roi, 40 rue Jean-Jacques Rousseau (nos 1–2) ; Bourg-la-Reine, 112 avenue du Général Leclerc, G. Billet (nos 3–4), puis 112 Grande rue (nos 5–16).

Rédaction : Paris, 2 passage Dantzig (nos 17–22). Multigr, puis impr. (à partir du no. 12). Paris, SPI (nos 19–22), 31,5 x 23,5 (nos 1–11), 37 x 27 (nos 12–14), 50 x 32,5 (nos 15–21), 56 x 38 (no. 22), 6 p., 4 p. (à partir du no. 12).

- no. spécial, mars 1950, multigr., 31,5 x 23,5, 4 p. *Ajistes ! C'est avec la classe ouvrière que vous aurez la victoire* par Roger Ballossier.
- no. spécial, octobre 1950, multigr., 31,5 x 23,5, 2 p. *A bas les dix-huit mois.*
- suppl. au no. 22, mars 1953, impr., 21 x 13,5, 8 p. *Jeune, rejoins nos rangs ! (Appel du Mouvement révolutionnaire de la jeunesse aux jeunes*

travailleurs, aux apprentis, aux étudiants).

Épigraphe : L'ennemi est dans notre pays (K. Liebknecht).

Directeur-gérant : Raymond Bouvet (nos 1-20), Émile Lejeune (nos 21-22)

pa BN Fol Jo 5913 : mq no. 15, suppl. au no. 22, mars 1953-na BDIC G
Fol P4510 : inc. ; possède no. 15 et suppl. au no. 220.

Jeune Révolution est à ses débuts l'organe d'un comité d'initiative constitué en février/mars 1949 par les Jeunesses communistes internationalistes et les Jeunesses socialistes. Ce comité qui milite pour un vaste rassemblement de la jeunesse révolutionnaire s'établit sur un programme en trois points : internationalisme, lutte de classes, dictature du prolétariat après renversement violent de la bourgeoisie. A l'intention des soldats, *Jeune révolution* affirme l'utilité du service militaire, comme apprentissage des armes pour la révolution future, et à l'occasion de la guerre d'Indochine défend les mots d'ordre de défaitisme révolutionnaire et de fraternisation. Le Mouvement révolutionnaire de la jeunesse se constitue officiellement lors de son premier congrès national des 8-10 avril 1950. Bien que sa direction effective appartienne aux jeunes militants du PCI, le Mouvement révolutionnaire de la jeunesse ne veut pas réitérer les erreurs passées, c'est-à-dire se réduire à n'être que l'organisation de jeunes du PCI. Son programme plus ouvert, plus spécifiquement adapté aux problèmes de la jeunesse, en est en principe la garantie. Néanmoins, il subit les contrecoups de la scission intervenue dans le PCI en 1952. *Jeune révolution* reste lié à la majorité — le « groupe Lambert » — mais devant la crise que traverse l'organisation est obligé d'interrompre sa publication.

L'UNITÉ POSTALE

Paris, nouvelle série, no. 1, mai 1949. Mensuel. *Reconstruire démocratiquement une Fédération postale unique.*

Correspondance : 61 rue Raymond Losserand, C. Margne. Multigr. 32 x 24,5, 4 p.

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Gérant : Charles Margne.

na BDIC.

Nouvelle série de *l'Unité syndicale PTT* (cf. *supra*) dont elle prend la suite
Publiée par des militants appartenant à la tendance *Unité syndicale*.

LA VÉRITÉ MÉTRO

Paris, no. 1, février 1950—no. 7, décembre 1951 ; no. n.ch. [c. 1953]. *Organe de la cellule métro du Parti communiste internationaliste (section de la IV^e Internationale)*¹²⁰

Redaction : 47 rue des Victoires, salle Prévot (nos 1-6), puis 45 rue de l'Arbre sec (no. 7). Multigr. 31 x 21, 2 p.

— no. spécial, juin 1951, multigr., 31 x 21, 2 p. *Pour les élections. Pour le gouvernement ouvrier-paysan, dans le 5^e secteur (Seine), 1^{er} secteur (Seine et Oise), votez PCI. Ailleurs votez contre les partis bourgeois, pour le PCF et le PS.*

Épigraphie : Proletaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC : mq nos 2-3.

Le no. de 1953 a pu être approximativement daté par la référence qu'il fait à la grève des postiers ainsi qu'à l'élection de René Coty comme Président de la République.

LA BRIGADE

Paris, no. 1, 1^{er} mai 1950—no. [13] novembre 1951. Bimensuel.

Organe du Comité national d'initiative pour l'envoi de brigades de travail en Yougoslavie : no. 1, 1^{er} mai 1950—no. 4, 1^{er} août 1950.

Redaction : 63 faubourg Poissonnière. [Paris] impr. spéciale de la Brigade. 28 x 28, 4 p. (no. 1), 6 p. (no. 2), puis 8 p.

Organe de l'Association des jeunes des brigades en Yougoslavie : no. 5, 1^{er} novembre 1950—no. 12, mi-juillet [1951]. 43 x 31 (nos 9-11), puis 50 x 33, 8 p.

— suppl. au no. 10, janvier [1951], impr., 43 x 31, 4 p. Edouard Kardelj, *La Yougoslavie face à la situation internationale*. Texte intégral du discours prononcé le 4 janvier 1951.

Organe de l'Association des jeunes des brigades en Yougoslavie. Éd. par le Comité provisoire des jeunes de France-Yougoslavie : no. [13], novembre 1951. Paris, SPI. 30 x 21,5, 4 p.

Gérant : Michel Cotté.

¹²⁰ Variante dans les nos 1 et 4 : *Organe de la cellule du Parti communiste...*

Pour le Parti communiste internationaliste, la rupture Tito-Staline en 1948 ouvre la perspective d'une crise du stalinisme, crise qu'il estime propice à l'essor des organisations révolutionnaires. Contre les menaces et les calomnies qui s'élèvent à l'encontre du titisme, le PCI lance une vaste campagne de défense de la révolution yougoslave. Il prend l'initiative, avec d'autres organisations, de créer un comité national pour l'envoi de brigades de travail en Yougoslavie, qui s'adressent surtout aux jeunes. Un bureau permanent est formé, où prédomine le PCI, qui se compose de Michel Cotté, René Capron, Daniel Renard, Annie Cardinal, Roger Marchand, responsables du nouvel organe *la Brigade*. Il semble d'après ce que signale le no. 1 qu'elle ait été précédée d'un bulletin intitulé *le Brigadier* dont aucun numéro n'a été retrouvé et c'est une réunion de jeunes du 9 avril 1950 qui obtient le changement d'un titre jugé malencontreux.

Le 24 novembre 1950, cinquante-cinq représentants de dix-sept brigades françaises se réunissent en conférence nationale et décident de s'organiser en association susceptible de permettre un meilleur échange et une plus large diffusion de leurs expériences. Mais lorsque le no. 12 paraît, à la mi-juillet 1951, c'est la fin de *la Brigade* qu'il annonce : celle-ci a rempli sa mission qui était de former un « regroupement de jeunes de tendances diverses » capable de poser et de résoudre les problèmes de la jeunesse. Il ne reste plus qu'à créer le « grand journal progressiste et le mouvement qui doit l'animer ». Pourtant un exemplaire non numéroté de *la Brigade* est encore publié en novembre 1951, qui constate la stagnation de l'Association. Il est vrai que les positions prises par la Yougoslavie, qui a voté l'année précédente en juillet 1950 l'intervention armée des Nations Unies contre la Corée du Nord, ont refroidi ses plus chauds partisans, dont le PCI, qui pourtant soutient *la Brigade* jusqu'en novembre 1951. A cette date bien qu'elle s'intitule encore organe de l'Association des jeunes des brigades en Yougoslavie, elle se fait le porte-parole d'un nouveau « comité de jeunes France-Yougoslavie », dont la vocation est différente : celui-ci ne s'adresse plus aux anciens ou futurs « brigadistes » mais à tous ceux qui s'intéressent à la Yougoslavie ; le but est de faire connaître l'expérience yougoslave et d'organiser des confrontations entre Français et Yougoslaves sur les problèmes de la jeunesse. Il est précisé que cette nouvelle association sera « antifasciste, démocratique et non apologetique de la Yougoslavie ». Mais c'est le dernier numéro de *la Brigade*. Elle est remplacée par un nouveau bulletin *Jeunes de France-Yougoslavie*, qui n'aura qu'une brève existence¹²¹.

¹²¹ *Jeunes de France-Yougoslavie* no. 2, février 1952 no. 4, octobre 1952 (Paris, 66 *L'Humanité* Paris — « Gerant : Jean-Luc Hurlin » membre du Comité provisoire des Jeunes de France-Yougoslavie, responsable de l'ancienne Brigade Paul Bonnet » (na BDIC FP 2167).

UNITÉ D'ACTION

[Neuves-Maisons], no. 10, décembre 1950 ; no. 14, avril 1951. *Organe du comité pour l'unité d'action des métallurgistes de Neuves-Maisons*. Multigr. 21 x 13,5. 8 et 6 p.

na BDIC.

Publié par des militants de Neuves-Maisons liés à l'*Unité* (cf. *infra*). Le no. 10 réclame une augmentation égale pour tous et dénonce le travail au rendement, source accrue d'exploitation. Le no. 14 appelle à un premier mai d'unité.

UNITÉ D'ACTION

[Asnières] no. 1, janvier 1951. *Tribune libre pour l'unité d'action et la démocratie syndicale chez Chausson Asnières*. Multigr. 31 x 21, 4 p.

na BDIC.

Ouvert à tous les travailleurs sans distinction d'appartenance syndicale ou inorganisés, ce bulletin est publié par des militants de l'usine Chausson d'Asnières liés au courant syndical réuni autour de l'*Unité* (cf. *infra*). C'est contre le patron, explique-t-il, que l'unité des exploités doit se construire, mais pas à n'importe quel prix : cette unité, loin d'être le fait d'accords entre responsables syndicaux, ne peut être que celle acceptée démocratiquement par les intéressés quelles que soient les idées de chacun. Il propose que chaque équipe s'organise en comité d'unité d'action qui élira un délégué « représentant exactement le courant d'opinion de la majorité des camarades ». Ces délégués d'équipes regroupés sur la base de l'usine seront directement mandatés par ceux qui les auront élus pour défendre revendications et moyens d'action.

TRIBUNE LIBRE DES FONCTIONNAIRES

Paris, no. 1, janvier 1951. *Pour l'unité et la démocratie syndicales. Organe de libre discussion des fonctionnaires de toutes tendances*.

Correspondance : 1 rue Sextius Michel, R. Dumont Multigr. 31 x 21, 4 p.

na BDIC.

Publié par des militants de diverses appartenances syndicales, liés à *l'Unité* (cf. *infra*).

LA PAROLE AUX OUVRIERS

Paris, no. 4, février 1951—no. 6, 1ère quinzaine d'avril 1951. *Bulletin de discussion démocratique du personnel des usines Renault*.

Correspondance : 70 boulevard de Strasbourg, Georges Van Bever. Multigr. 31 x 21, 2 à 4 p.

- no. spécial, 19 mars 1951, multigr., 31 x 21, 2 p. *Le moment est favorable. A l'exemple du métro dans l'unité, agissons pour vaincre.*
- no. spécial, 20 mars 1951, multigr., 31 x 21, 2 p. *Plus qu'hier, aujourd'hui c'est le moment.*
- no. spécial, 7 avril 1951, multigr., 27 x 21, 2 p. *Tous debout contre la répression patronale.*

na BDIC : mq no. 5.

Par les thèmes qu'il contient — critique de l'action syndicale et appel au front unique — *la Parole aux ouvriers* peut être considéré comme un organe émanant du PCI.

TRIBUNE LIBRE DU MÉTRO-BUS

Paris, no. 1, avril 1951—no. 2, octobre 1951.

Correspondance : 117 rue Didot, Stéphane Just. Multigr. 21 x 15,5, 8 et 6 p

na BDIC.

Publié par des travailleurs de la RATP (Régie autonome des transports parisiens) de diverses appartenances syndicales, ou inorganisés, liés à *l'Unité* (cf. *infra*). Son programme : « encourager la démocratie et les initiatives ouvrières gages de l'unité ». *Tribune libre* propose la réunion d'assemblées générales regroupant des syndiqués de toutes tendances pour faire aboutir les revendications, de discuter les propositions d'unité d'action faites par la CGT aux autres centrales syndicales et d'appeler les travailleurs de toutes les corporations à réaliser l'unité d'action.

L'UNITÉ

Paris, no. 19, 15 avril 1951—no. 35, 8 février 1952. Bimensuel.

Organe des comités pour la démocratie et l'unité syndicales : no. 19, 15 avril 1951—no. 26, 15 septembre 1951.

Rédaction : 98 rue Réaumur. Paris, SNEP. 43 x 30, 8 p.

Tribune libre du mouvement syndical : no. 27, 1er octobre 1951—no. 35, 8 février 1952.

— no. spécial, 15 mars 1952, impr., 43 x 29,5, 2 p. *La Deuxième conférence nationale pour l'unité et la démocratie syndicales* [1–2 mars].

Gérant : Yves Bellac (nos. 19–35).

am IISG : mq no. spécial—na BDIC Fol P2922 : coll. inc. ; possède no. spécial.

L'Unité, dont les dix-huit premiers numéros n'ont pas été retrouvés, commence sa publication en 1950, après l'interruption de *l'Unité syndicale* (cf. *supra*). Elle est l'organe d'un regroupement assez vaste, sans distinction d'appartenance syndicale, où les militants du PCI jouent un rôle prépondérant. A la différence de *l'Unité syndicale*, *l'Unité* ne met plus l'accent dans l'immédiat sur la réunification de la CGT mais sur le moyen tactique d'y parvenir : l'unité d'action. En même temps que cette ébauche de front unique, *l'Unité* met à son programme la défense de la démocratie ouvrière. Mais là, elle rencontre de sérieuses difficultés, dont témoigne l'exclusion de la CGT en mai 1951 de vingt-et-un de ses militants, dont Pierre Lambert, Stéphane Just, Yves Bellac (cf. « Appel des 21 », no. 21, 15 mai 1951). La fin du journal est liée, selon Pierre Lambert, à la position des Yougoslaves sur la Corée et aux discussions qu'elle a entraînées dans *l'Unité*¹²². Il ne faut pas négliger par ailleurs les conséquences qu'a pu avoir sur l'existence du journal, où le PCI a exercé une influence déterminante, la crise que celui-ci traverse à partir de 1952.

LA BUTTE ROUGE

S.J., no. spécial, 19 juin 1951—no. 5, janvier 1952. *Organe de la cellule Chatenay-Robinson du Parti communiste internationaliste (IVe Internationale)* [puis pour le no. 5 :] *Organe de la cellule Chatenay-Plessis du parti...* Multigr. 31 x 21, 2 p.

122 Entretien avec Pierre Lambert du 24 janvier 1973.

- no. spécial, 10 juin 1951, multigr., 31 x 21, 2 p. *Aux ouvriers et aux ménagères de la cité ! Contre les bourgeois et ce qu'ils apportent : guerre, misère, répression. Votez ouvrier. Pour le gouvernement ouvrier et paysan* [Dans l'absence d'un candidat PCI dans la 4e section, appel à voter communiste ou socialiste].

Manchette : A Chatenay, le silence et la passivité ne peuvent que profiter aux partisans des lois anti-laïques Marie-Barangé (no. 5).

na BDIC.

Le no. 5 appelle à la défense de la laïcité, menacée par l'application de la loi Barangé, qui doit accorder des subventions aux écoles privées. Refus d'autre part du service militaire en deux ans et de la « politique atlantique » d'agression à l'égard des peuples coloniaux.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

Paris, nouvelle série no. 1 (299), août 1952—no. 126, mai 1962. Mensuel, bimensuel (nos 42–90). *Parti communiste internationaliste. Section française de la IVe Internationale.*

Rédaction : 10 rue de Lancry (nos 1–5), puis 64 rue de Richelieu. S.l. impr. spéciale de *la Vérité des travailleurs* (no. 1), puis Paris, SOFRIM (nos 2–12, 49–100), impr. Cario (nos 13, 14), impr. Saint-Denis (nos 16–22), impr. Sopreco (nos 37–39), ISG (nos 40–48), impr. « EP » (nos 101–126). 45 x 28 (nos 1–16), 49 x 32,5 (nos 17–22), 32,5 x 24,5 (nos 37–100), 27 x 21 (à partir du no. 101), 2 à 4 p., puis 8 à 12 p. (à partir du no. 37).

- no. spécial, 14 août 1953, impr., 45 x 28, 2 p. *Cette fois les travailleurs de France peuvent en finir avec la politique de misère et de guerre du gouvernement capitaliste. Le front unique et la grève générale renverseront le gouvernement Laniel et imposeront un gouvernement PCF-PS, le gouvernement des travailleurs.*
- no. spécial de juin 1958, impr., 32,5 x 24,5, 4 p. *Déclaration du Secrétariat international. Sur l'arrivée de De Gaulle au pouvoir.*
- suppl. au no. 99, novembre 1959, multigr., 27 x 21, 8 p. *Gaullisme de gauche du PCF* [Après la réunion du Comité central de Choisy]
- suppl. au no. 113, février 1961, multigr., 27 x 21, 4 p. *L'affaire Servin-Casanova.*
- suppl. pour la Belgique du no. 116, mai 1961, impr., 27 x 21, 4 p. *Le gouvernement social-chrétien et socialiste en Belgique.*
- no. spécial octobre 1961, impr., 20,5 x 13,5, 35 p. *Après De Gaulle*

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Créant : Michèle Mestre¹²³ (nos 1-21), Pierre Frank (no. 22), J. Dumas (nos 37-39), A. Maréchal (nos 40-90), S. Davy (nos 91-126).

MSG : mq nos 12, 13, 15, 16—na BDIC 4° P6769 : coll. inc. ; possède
15—pa BN Gr Fol Jo 3754 bis : mq nos 15, 23-36.

Lorsqu'en 1952 la majorité du PCI réunie autour de Pierre Lambert, refuse d'appliquer le mot d'ordre d'entrée dans le parti communiste et se voit exclue de la IVe Internationale, elle conserve *la Vérité*. La minorité avec Pierre Frank entreprend la publication de *la Vérité des travailleurs* qui se veut le porte-parole officiel de la IVe Internationale. En se rattachant à la tradition par le titre du journal, si imparfait soit-il — « car il n'y a pas une vérité de classe mais une vérité tout court » — la section française de la IVe Internationale tient à affirmer son existence et son action face à l'organisation animée par Lambert qui, si elle n'est plus reconnue par l'Internationale, n'en a pas moins entraîné avec elle la plus grande partie des militants de l'ancienne section française. *La Vérité des travailleurs* entend souligner la continuité de sa ligne de conduite avec celle de *la Vérité*, dont elle se présente comme une nouvelle série. Elle inscrit à côté de sa numérotation propre celle de *la Vérité*, qu'elle supprime à partir de son no. 37.

Dix ans plus tard, alors que le PCI s'est renforcé, *la Vérité* change de titre et devient *l'Internationale* (cf. *infra*).

CONFRONTATION ET ACTION

[Boulogne-Billancourt], no. 4, 11 janvier 1954. *Organe du comité d'initiative Renault pour les assises nationales de l'unité syndicale*. Multigr. 31 x 21, 2 p.

na BDIC.

Par son sous-titre et son contenu, ce bulletin est certainement l'œuvre des militants de *la Vérité*, membres du groupe Lambert. Il critique les propositions de conventions collectives présentées respectivement par la CGT et la CFTC à la direction Renault, ainsi que le caractère vague des méthodes d'action préconisées par les deux syndicats. Pour sa part *Confrontation et action* voit dans l'unité d'action la seule garantie pour les travailleurs.

123. Michèle Mestre, après avoir défendu l'entrisme dans le parti communiste, rompra avec le PCI et avec le principe même de la IVe Internationale, pour se consacrer à la « transformation révolutionnaire du PCF ». Cf. son journal *le Communiste*, dont le no. 1 date d'août 1954 (pa BN 4° Jo 11670). Malgré la mort de sa fondatrice en 1971, *le Communiste* poursuit encore son existence.

CAHIERS ROUGES

Paris, no. 1, juin/juillet 1955. Trimestriel.

Rédaction : 46 rue de l'Arbre sec, Société de presse, d'édition et de librairie (SPEL). Limoges, Les Presses rapides. 23 x 15,5, 61 p.

Gérant : R. Cheramy.

Directeur de publication : Gérard Bloch.

pa CDI—na BDIC 8° P4795.

Les Cahiers rouges, dont c'est le seul numéro paru, reprennent le titre de la revue publiée par la Gauche révolutionnaire, puis par le PSOP avant la guerre¹²⁴.

Se présentant comme la « revue du trotskysme », les *Cahiers rouges* sont lancés à l'initiative de militants du Parti communiste internationaliste (tendance P. Lambert). Pour réaliser leur objectif, qui est la construction d'un parti révolutionnaire de masse, les *Cahiers rouges* veulent d'abord effectuer un travail d'éclaircissement théorique. Bien que partisan de la IV^e Internationale et convaincue de la validité du trotskisme, la revue est ouverte à d'autres tendances du mouvement révolutionnaire. A côté d'articles signés Daniel Renard, Pierre Lambert, Pierre Scali [Pierre Broué], Tom Kerry, F. Bottari, une tribune libre de Jean Cassou.

LE SYNDICAT AUX SYNDIQUÉS

S.J., no. 4, novembre 1955. Multigr. 27 x 21, 12 p.

na BDIC.

Il se pourrait, compte tenu des thèmes qui y sont développés, que ce bulletin émane de syndicalistes de la Régie Renault, proches du groupe Lambert. C'est — explique le bulletin — le refus persistant de la direction du syndicat d'engager une discussion démocratique dans ses rangs qui a nécessité la publication du *Syndicat aux syndiqués*. Le numéro rappelle qu'à l'occasion du 5^e congrès du Syndicat CGT Renault, il avait été déjà demandé sans résultat à la direction du syndicat de faire paraître un bulletin de discussion. A travers plusieurs articles, le bulletin se livre à une critique serrée de la tactique de la CGT chez

124. *Les Cahiers rouges*. Revue mensuelle d'études et d'action révolutionnaires, réservée aux militants du PS (SFIO), puis revue théorique du PSOP. No. 1. mai 1937 ; no. 12. juin-juillet 1938 ; n.s. no. 1, avril 1939—no. 3 juin-juillet 1939 (pa CDI).

devant il lui reproche notamment d'avoir signé les accords collectifs du 14 septembre et de fatiguer les travailleurs en les lançant successivement et avec une inefficacité des plus totales dans des grèves tournantes par équipe, par atelier, par usine. L'exemple de la grève menée par les métallurgistes de Nantes en août 1955 devrait montrer à la CGT la voie à suivre : il faut préparer les travailleurs à la grève générale nationale et dans cette perspective, mettre sur pied, des « Comités d'unité d'action pour la préparation de la grève générale », fédérés au niveau local, départemental, inter-corporatif et national. Le bulletin se fait aussi l'écho de nombreuses revendications concernant la démocratie syndicale à l'intérieur de la CGT.

RÉVOLTES

Liège et Saint-Cloud, puis Paris, no. 1, nouvelle série, juin 1956—no. 19, avril 1964. Bimensuel, bimestriel (nos 3—12), trimestriel (nos 13—19).

Bulletin périodique culturel et technique. Édité par une équipe de militants de la Fédération nationale des auberges de jeunesse et du mouvement ajiste wallon : no. 1, nouvelle série, juin 1956—no. 12, décembre 1959.

Rédaction : Liège, 56 quai Orban, Gabriële Thoveron, puis 2 rue des Pâquerettes, Jacqueline Michotte (à partir du no. 7) ; Saint-Cloud, École normale supérieure, 2 avenue Pozzo di Borgo, Jean Ribes ; puis Paris, 2 rue Eugène Sue (à partir du no. 5). Impr. à Liège, puis Montreuil, les Presses ouvrières (no. 6) ; Vincennes, impr. Bloch (à partir du no. 7). 22 x 14,5, 12 à 25 fiches sous encartage.

Bulletin trimestriel culturel et technique. Édité par une équipe de militants des auberges de jeunesse : no. 13, juin 1960—no. 19, avril 1964¹²⁵.

Rédaction : 144 rue de Flandres, Maurice Sedès (à partir du no. 14/15). — suppl. périodique : *Bulletin de liaison des lecteurs de Révoltes* (cf. *infra*).

Gérant : Jacqueline Michotte à Liège ; Maurice Sedès à Paris (à partir du no. 4).

pa BN 8° Jo 11940.

À l'origine de *Révoltes*, un petit groupe de militants parisiens des auberges de jeunesse qui veulent redonner à « l'ajisme » le rôle qu'eut autrefois le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ), tel qu'il naquit en 1933 et se déve-

125 Le ~~quatrième~~ partie du sous-titre est supprimée dans le no. 19.

Romains il lui reproche notamment d'avoir signé les accords collectifs du 14 septembre et de fatiguer les travailleurs en les lançant successivement et avec une inefficacité des plus totales dans des grèves tournantes par équipe, par atelier, par usine. L'exemple de la grève menée par les métallurgistes de Nantes en août 1955 devrait montrer à la CGT la voie à suivre : il faut préparer les travailleurs à la grève générale nationale et dans cette perspective, mettre sur pied, des « Comités d'unité d'action pour la préparation de la grève générale », fédérés au niveau local, départemental, inter-corporatif et national. Le bulletin se fait aussi l'écho de nombreuses revendications concernant la démocratie syndicale à l'intérieur de la CGT.

RÉVOLTES

Liège et Saint-Cloud, puis Paris, no. 1, nouvelle série, juin 1956—no. 19, avril 1964 Bimensuel, bimestriel (nos 3-12), trimestriel (nos 13-19).

Bulletin périodique culturel et technique. Édité par une équipe de militants de la Fédération nationale des auberges de jeunesse et du mouvement ajiste wallon : no. 1, nouvelle série, juin 1956—no. 12, décembre 1959.

Rédaction : Liège, 56 quai Orban, Gabriële Thoveron, puis 2 rue des Pâquerettes, Jacqueline Michotte (à partir du no. 7) ; Saint-Cloud, École normale supérieure, 2 avenue Pozzo di Borgo, Jean Ribes : puis Paris, 2 rue Eugène Sue (à partir du no. 5). Impr. à Liège, puis Montreuil, les Presses ouvrières (no. 6) ; Vincennes, impr. Bloch (à partir du no. 7). 22 x 14,5, 12 à 25 fiches sous encartage.

Bulletin trimestriel culturel et technique. Édité par une équipe de militants des auberges de jeunesse : no. 13, juin 1960—no. 19, avril 1964¹²⁵.

Rédaction : 144 rue de Flandres, Maurice Sedès (à partir du no. 14/15).
suppl. périodique : *Bulletin de liaison des lecteurs de Révoltes* (cf. infra).

Gérant : Jacqueline Michotte à Liège ; Maurice Sedès à Paris (à partir du no. 4)

pa BN 8° Jo 11940.

A l'origine de *Révoltes*, un petit groupe de militants parisiens des auberges de jeunesse qui veulent redonner à « l'ajisme » le rôle qu'eut autrefois le Centre national des auberges de jeunesse (CLAJ), tel qu'il naquit en 1933 et se déve-

[25] La seconde partie du sous-titre est supprimée dans le no. 19

loppa dans l'élan du Front populaire¹²⁶. Ce fut en effet une spécificité de l'ajisme français, produit des luttes ouvrières, de se concevoir comme lieu de discussion et de formation politiques. Ce dont en 1956, l'importante Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ) ne se soucie plus, préoccupée de la gestion de ses biens, qu'elle confie à des permanents appointés : il s'agit là de l'opinion des militants du futur *Révoltes* qui considèrent que les activités d'autogestion et de formation politique doivent être liées et qu'il importe de lutter contre les tendances bureaucratiques de la FNAJ. Ils demandent alors à Roger Rocher, responsable des « Francs camarades » de Lyon, l'autorisation de faire reparaitre un ancien *Révoltes*, organe du CLAJ de Lyon de 1949 à 1951¹²⁷. L'autorisation est accordée, à la condition que ce soit le même journal d'animation et de formation politique et qu'il soit rédigé avec l'accord de Roger Rocher. La nouvelle série de *Révoltes* qui commence en juin 1956 reprend le format, la présentation sur fiches de l'ancienne série et adopte la même typographie pour le titre. La première équipe de rédaction est composée de Gabrièle Thoveron, Jacqueline Michotte, Anne Garnier, de Liège ; de Jean Blaive, Madeleine Briselance, Jean Ribes, Maryse et Maurice Sedès, de Paris ; de Jean-Claude Chatard, Renée Floret, René Guillaud, Henri Ipert et Roger Rocher, de Lyon. Par la suite l'équipe se modifie quelque peu : à partir du no. 5, en même temps que disparaissent les noms des Lyonnais, s'inscrit celui de Lucienne Bloch, puis plus tard ceux de Jean-Claude et Liliane Larnicol (no. 8), jusqu'à ce que cesse toute mention nominale avec le no. 13, en juin 1960. A l'origine, et jusqu'à l'arrivée de Lucienne Bloch, aucun des militants n'est trotskiste¹²⁸. Le but de *Révoltes* : « favoriser la prise de conscience des réalités sociales par les jeunes [et] venir en aide aux militants et animateurs des Auberges et des groupes par ses rubriques techniques, documents, chants, jeux, art dramatique, techniques de plein air, fiches de responsables, études » (no. 1). Par l'intermédiaire de Lucienne Bloch, des liens sont établis avec le groupe de la *Vérité*, auquel plusieurs des militants et des fondateurs de *Révoltes* vont adhérer, en 1959-1960. Mais en 1963, au congrès de Poitiers de ce qui est devenu la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ), le groupe *Révoltes* se voit exclu de l'organisation, pour avoir abandonné la règle de la « neutralité politique ». Pour le groupe, la ques-

126. Voir Jean Ribes, « Notes pour un historique de l'ajisme », *Révoltes* no. 17 (décembre 1962).

127. *Révoltes*. Centre laïque des auberges de jeunesse et relais *Révoltes*. Centre régional de documentation. Lyon, no. 1, janvier 1949-no. 17, septembre/octobre/novembre 1951 (pa BN 8° Jo 8284). Ce *Révoltes* était lui-même le continuateur de *Révoltes*, organe des « Camarades de la route », *Camroutes*, organisation qui avait suppléé à l'interdiction des mouvements politiques et syndicaux par Vichy et qui avait réussi à conserver un caractère de classe d'une manière quasi-clandestine.

128. D'après Jean Ribes (entretien du 30 mars 1973).

Il se pose alors de savoir s'il faut continuer un travail de politisation dans les organisations de loisir ou bien « il faut s'orienter vers la création d'une organisation politique de la jeunesse. Une majorité se prononce pour l'extension du Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER) - trotskiste - aux autres couches de la jeunesse. Pour la minorité, c'est « fermer la porte » à tous les jeunes qui ne sont pas trotskistes. Néanmoins l'édition du *Bulletin de liaison des lecteurs de Révoltes* est décidée et le no. 19, d'avril 1964 de *Révoltes*, en même temps qu'il lance une campagne d'abonnements pour la sortie d'un journal imprimé, publie l'appel : « Pour la constitution de comités de liaison de jeunes révolutionnaires contre la main-mise de l'État sur les jeunes ».

Supplément périodique de *Révoltes*

BULLETIN DE LIAISON DES LECTEURS DE RÉVOLTES

Paris, no. 1, 15 novembre 1963, suppl. au no. 18 de *Révoltes*—no. 17, juin 1965, suppl. au no. 19.

Rédaction : 144 rue de Flandres, Maurice Sedès. Multigr. 27 x 21, 8 à 20 p.

pa CDI.

L'édition du *Bulletin* doit aider à ce regroupement de jeunes révolutionnaires qui sera annoncé dans le no. 19 (1964) de *Révoltes*. Le no. 1 explique que dans la mesure où *Révoltes* a élargi son audience au-delà du milieu ajuste le *Bulletin de liaison* doit favoriser les contacts dans ces autres secteurs de la jeunesse où il est urgent de lutter contre les « tentatives de mainmise du pouvoir ». Les militants consacrent l'essentiel de leurs efforts au *Bulletin de liaison* puisque, aux deux derniers numéros de *Révoltes*, répondent dix-sept numéros du *Bulletin*. Et alors que *Révoltes* prend fin en 1964 avec son no. 19 — même si un no. 20 est annoncé pour octobre — le *Bulletin de liaison* continue seul de paraître jusqu'en juin 1965, comme supplément au no. 19 de *Révoltes*. Pour son no. 18, du 27 juin 1965, le *Bulletin* prend le nom de *Révoltes*.

Devient :

RÉVOLTES

Paris, no. 18, 27 juin 1965—no. 28, juillet 1966 : no. 1 (nouvelle série), septembre/octobre 1966—no. 20 (nouvelle série), 22 mai 1968. Mensuel (à partir du no. 1, n.s.).

— no. 18 spécial, 27 juin 1965.

Rédaction : 144 rue de Flandres, Maurice Sedès. Multigr. 27 x 21, 32 p.

Pour la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse : no 19, septembre 1965—no. 28, juillet 1966 ; no. 1 (nouvelle série), septembre/octobre 1966—no. 20 spécial, 22 mai 1968.

Rédaction : 7 impasse Crozatier (nos 19–20), puis BP 122, 12e.

Local : 5 rue de Charonne (à partir du no. 27). Multigr. (nos 19–28), puis Laval, impr. moderne (nos 1 à 6/7) ; Val d'Oise, impr. de Domont (nos 8–16) ; Paris, impr. « EP » (nos 17–18) ; impr. spéciale de *Révoltes* (no. 20) 27 x 21 (nos 19–28), 37 x 27, 42 x 30 (no. 18), 40 p. (nos 19–28), puis 6 à 18 p., 4 p. (no. 20).

— suppl. au no. 3, décembre 1966, impr., 25,5 x 16, 56 p. *Éléments pour une plate-forme d'action de la jeunesse* [2 décembre 1966].

— suppl. au no. 11/12, septembre/octobre 1967, impr., 25,5 x 16, 24 p. *Contre les conséquences du plan Fouchet et de la loi sur la formation professionnelle*.

— *Cahiers du CLER* [Comité de liaison des étudiants révolutionnaires]

1. Suppl. au no. 19 de *Révoltes*, 18 octobre 1965, multigr., 27 x 21, 72 p. *Éléments d'analyse pour la lutte contre le plan Fouchet*.

2. Suppl. au no. 4 de *Révoltes*, n.d. [c. janvier 1967], multigr., 27 x 21, 47 p. A. Picon [Christian de Besson], *Anti-Althusser ou M.L. Althusser renverse la dialectique*.

3. Suppl. au no. 9 de *Révoltes*, n.d. [c. juin 1967], multigr., 27 x 21, 93 p. *Fondements du colloque de Caen*.

— suppl. périodiques : cf. *infra*, *Bulletin du CLER* et *Lettre du CLER*.

Directeur de publication : Yves Dorey.

am IISG : mq no. 18, n.s. nos 19–20 ; suppl. et *Cahiers*—pa BN 8° Jo 11940 : mq nos 18, 27, n.s. no. 19 ; *Cahiers*—na BDIC Fol P284 Rés : mq n.s. 1, 5, 8–12, suppl.—pa CDI : mq no. 28, n.s. nos 2–12, 19 ; suppl. et *Cahiers*.

A partir du no. 18, le *Bulletin de liaison des lecteurs de Révoltes* prend le nom de *Révoltes*, et dès le no. 19 s'intitule « Pour la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse ». A Maurice Sedès succède en tant que responsable de la publication, Yves Dorey, sans qu'il y ait rupture ou désaccord politique : simplement l'ancienne équipe est appelée à d'autres tâches. En 1966, le développement des luttes ouvrières ouvre pour les deux organes étroitement liés que sont *Révoltes* et *la Vérité*, de nouvelles perspectives. Alors que le groupe réuni autour de *la Vérité* prévoit qu'il va devoir s'organiser en parti, *Révoltes* se prépare à passer au stade de journal imprimé, seul moyen pour étendre son action. Après une active campagne de souscrip-

qui permet à *Révoltes* de louer un local de réunion, le no. 1 de la nouvelle série imprimée peut enfin sortir en octobre 1966, tiré à quatre mille exemplaires. Le 20e et dernier numéro, daté du 22 mai 1968, s'intitule « Tout est possible » et précise qu'il a été tiré à quarante mille exemplaires, le no. 19 à quinze mille. Un no. 21 est annoncé dans *l'Étudiant révolutionnaire* (cf. *infra*) avec son sommaire (premières leçons de la grève générale, de jeunes travailleurs, enseignants, étudiants révolutionnaires), mais il ne paraîtra pas. Le décret du 12 juin 1968 prononçant la dissolution du groupe « Révoltes » met fin à la publication du journal.

Suppléments périodiques de *Révoltes*

— BULLETTIN DU CLER¹²⁹

[Paris] no. 6, avril 1962 ; no. 15 spécial, n.d. [c. octobre 1965], suppl. à *Révoltes* no. 15—no. 23, mai 1966, suppl. à *Révoltes* no. 27¹³⁰.

Correspondance : 116 boulevard Saint-Germain, Claire Porcheron (no. 6); BP 122 Paris 12e (no. 19/20, mars 1966, suppl. à *Révoltes* no. 23). Multigr. 27 x 21, 13 à 56 p.

— no. anniversaire de la révolution d'octobre 1917, n.d. [octobre 1960], multigr., 27 x 21, 20 p. *Octobre 1917. Octobre 1956. Octobre étudiant.*

— no. spécial, avril 1962, multigr., 27 x 21, 20 p. *Dégénérescence de l'État ouvrier en URSS. Politique de la IIIe Internationale. Déstalinisation.*

na BDIC : mq nos 1—5, 7—14, 16.

Le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER) se constitue à la fin de 1960, à l'initiative de militants de *la Vérité* et de *Révoltes*. Le numéro anniversaire de la révolution d'octobre, qui se présente sous une couverture illustrée, doit être daté des environs d'octobre 1960 si l'on en croit le contenu du numéro : celui-ci, en présentant des extraits du journal hongrois *Po Prostu* consacré aux conseils ouvriers de 1956, écrit : « Il y a quatre ans la manifestation de solidarité des étudiants de Budapest avec la Pologne menacée marquait le début de la révolution hongroise ». Dans « l'Octobre étudiant », le bulletin rappelle le Congrès

129. Le no. 6, d'avril 1962, et les deux numéros spéciaux ne portent comme titre que *Comité de liaison des étudiants révolutionnaires*.

130. En réalité il ne s'agit pas du no. 15 de *Révoltes* — celui-ci datant d'octobre 1961 — mais du no. 15 du *Bulletin de liaison des lecteurs de Révoltes*.

international d'étudiants organisé en 1865 à Liège, auquel assiste avec la délégation française, Paul Lafargue. Il n'a pas été possible de savoir si le no. 23, paru en mai 1966, est bien le dernier : toujours est-il que le *Bulletin* fait place à la *Lettre du CLER*, dont la publication semble être entreprise aux alentours d'octobre 1966.

— RÉVOLTES. LETTRE DU CLER

Paris, no. 9, 20 janvier 1967, suppl. au no. 5 [de *Révoltes*] no. 21, suppl. au no. 14, décembre 1967. *Supplément étudiant. Pour la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse.*

Correspondance : BP 122, Paris 12e, *Révoltes* (no. 9).

Rédaction : 5 rue de Charonne. Multigr. (no. 9) ; Paris, impr. Les Presses du Marais. 36 x 26,5, 2 p. et 27 x 21, 8 p. (no. 9).

Directeur de publication : Yves Dorey.

na BDIC : nos 9, 20, 21 — pa BN 4° Jo 11940 : no. 21 — pa CDI : nos 18, 19.

La *Lettre du CLER* qui semble commencer en octobre 1966 avec la publication de *Révoltes* imprimé, succède au *Bulletin du CLER*. La *Lettre du CLER* se veut la « tribune libre de la lutte pour la manifestation des étudiants devant le Ministère de l'éducation nationale et l'organe de regroupement de tous ceux qui l'impulsent ». Le CLER, qui fonde son action dans le domaine universitaire, tient à se garder toutefois, de rester enfermé dans l'action étudiante qui, demeurant isolée, risque — estime-t-il — de s'éteindre rapidement. Il s'ouvre donc à l'ensemble des problèmes qui se posent dans l'ensemble de la jeunesse et de la classe ouvrière, et milite avec les « Comités de lutte des jeunes révolutionnaires » lancés en 1964 par *Révoltes* pour la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse. La date du dernier numéro n'a pu être connue : de toutes façons le CLER est remplacé en avril 1968 par la Fédération des étudiants révolutionnaires qui publiera l'*Étudiant révolutionnaire*. Cf. *infra*.

LA COMMUNE

Paris, no. 1, avril 1957 — no. 7, mars 1958. *Tribune du Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière.*

Rédaction : 33 rue des Petites-Écuries, S. Wallon (nos 1–2) puis 182 quai Louis Blériot, R. Venet (nos 3–7). Clichy, Presses ouvrières (nos 1–2) ; Paris, impr. des Éd. Polyglottes (nos 3–7). 43,5 x 32,5 (nos 1–2), 43,5 x 30 (nos 3–7), 12 p. (nos 1–2), 16 p. (nos 3–7).

Gérant : Pierre Broué.

Au lendemain des événements de Hongrie et après le déclenchement des opérations de Suez, quelques militants se réunissent « pour étudier ensemble comment répondre à l'appel de ceux qui ne peuvent s'exprimer ». Dans ce regroupement très divers, où se côtoient militants syndicalistes et politiques, exclus du Parti communiste et du Parti socialiste, membres de la Nouvelle gauche, trotskistes, ces derniers – appartenant au courant de *la Vérité* (Lambert) – occupent une position de premier plan. C'est l'époque où le groupe de *la Vérité* développe sa politique de front unique et s'adresse aux intellectuels dans la perspective de créer avec eux des « comités d'alliance ». Le projet d'un journal largement ouvert est alors lancé et *la Commune* paraît comme organe du Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière (CLADO), sans qu'il soit en principe question pour ceux qui en ont l'initiative, de créer un nouveau parti. *La Commune* l'affirme d'ailleurs explicitement dans son premier éditorial, où elle explique que son but est « d'offrir aux militants de gauche l'occasion de discussions sérieuses, hors de tout souci électoraliste, hors de toute idée de rivalité de tendance, de classe ou d'organisation : leur donner les moyens d'une information honnête sur les problèmes sur lesquels la grande presse ne laisse rien passer qui ne soit préalablement filtré et orienté [...] Retrouver le sens d'une véritable démocratie ouvrière ». Cependant le CLADO, qui dispose déjà d'un noyau actif à Nantes, ne peut durablement concilier la diversité des tendances. Car pour les militants de *la Vérité* à l'origine du CLADO, celui-ci qui se veut en rupture à la fois avec la bourgeoisie et avec le stalinisme ne peut être autre chose qu'un organisme de tendance trotskiste et évoluant vers la IV^e Internationale. C'est pourquoi ils n'admettent pas de transiger avec ce qu'ils estiment être la « ligne de classe ». Certaines prises de position caractérisées comme une capitulation devant l'impérialisme ou devant la pression stalinienne les poussent à la rupture. Bien que le no. 7 annonce la gestion en coopérative du journal, celui-ci, dont les principaux animateurs se retirent, cesse sa publication.

Articles de L.P. Le Tonturier, Pierre Broué, Robert Cheramy, Jean Duvi-
gnaud, Marceau Pivert, Jean Cassou, Maurice Clavel, Yves Dechezelles, Edgar
Morin, Georges Lauré, Jean Rous, Andrée Pierre Vienot, Robert Barrat, Jean
Ribes, A.M. Bernard, Edith Thomas, Robert Verdier, Auguste Lecœur, Lau-
rent Schwartz, Pierre Hervé, Pierre Lambert, Henri Baratier, Maurice Dom-
manget.

LA LUTTE DE CLASSES

S.J., no. 1, 14 novembre 1960–no. 78, 5 novembre 1963. Bimensuel. *Union*

communiste internationaliste [puis à partir du no. 64, 23 avril 1963 :] (*trotskyste*). Multigr. 27 x 21, 10 p.

pa BN Fol Jo 4637 : mq nos 30 à 55 (décembre 1961-décembre 1962), nos 57-61, 70, 73, 75, 76-am IISG : coll. inc.

La nouvelle série de *la Lutte de classes* qui commence en 1960 est due à l'initiative de jeunes militants qui depuis 1956 diffusent dans les usines de la région parisienne les bulletins *Voix ouvrière* (cf. *infra*). Ils se réclament de l'ancienne *Lutte de classes* publiée à partir d'octobre 1942 par Barta et du programme de l'Union communiste, qu'ils veulent reconstituer avec l'aide de quelques anciens militants sous la forme de l'Union communiste internationaliste. Le 78e et dernier numéro de *la Lutte de classes* annonce une interruption provisoire qui doit permettre aux militants de se consacrer au journal imprimé *Voix ouvrière*.

Cf. la nouvelle série de *la Lutte de classes* qui commence en 1967.

INFORMATIONS INTERNATIONALES

Paris, nouvelle série no. 1 [avril 1962 : mention mss.]-no. 3, n.d. [1962]. Rédaction : 5 rue de Charonne, SPEL. Multigr. 27 x 21, 53 p. (no. 1), 85 p. (no. 2 et 2 bis), 6 p. (no. 3).

na BDIC.

Informations internationales est publié par le groupe Lambert. Cette nouvelle série succède à une ancienne série « à couverture jaune » qui n'a pas été retrouvée. Elle a pour objet de publier des articles et des documents d'actualité intéressant le mouvement ouvrier international ainsi que des traductions d'articles parus dans des revues marxistes en langues étrangères. Le no. 1 est consacré à la Chine, le second contient le projet de résolution adopté à l'automne 1961 par la conférence nationale de la Socialist Labour League et soumis à la discussion internationale. Quant au no. 3, très court, il présente la traduction d'un communiqué publié en mai 1962 par le journal argentin *Voz Proletaria* qui consacre la rupture du Bureau latino-américain avec le Secrétariat international. C'est d'ailleurs l'indication de cette date qui permet de situer ce no. 3, probablement en 1962.

L'INTERNATIONALE

Paris, no 127—no. 1 nouvelle série, juin 1962—no. 37, octobre 1965¹³¹. Mensuel *Parti communiste internationaliste. Section française de la IV^e Internationale*.

Rédaction : 64 rue de Richelieu, puis 21 rue d'Aboukir (à partir du no. 136, n.s. 10). Paris, impr. « EP ». 43 x 30, 8 à 12 p.

— suppl. au no. 129, octobre 1962, impr., 21 x 13, 56 p. M. Pablo, *Le Programme de Tripoli. Impressions et problèmes de la révolution algérienne*.

— no. spécial, mai 1965, impr., 21 x 13, 31 p. Pierre Frank, *Construire le parti révolutionnaire*¹³².

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Gérant : Pierre Frank.

pa BN Gr Fol Jo 3754 bis—am IISG—na BDIC Fol P2532.

Constitue la suite de *la Vérité des travailleurs*. Le premier numéro explique le changement de titre par le fait que si en 1952 il a paru nécessaire à la minorité du PCI de conserver, partiellement, un titre connu, en 1962 au contraire il apparaît tout à fait indispensable de faire cesser la confusion avec *la Vérité*. *L'Internationale* doit permettre au groupe de se mieux définir et de prendre de nouvelles distances par rapport à ce qui est considéré comme le repliement sectaire et sans principe de *la Vérité*. Toutefois *l'Internationale* continue, comme en 1952, à défendre la tactique entriste dans le mouvement ouvrier traditionnel, estimant que les nouvelles organisations révolutionnaires « naîtront au sein des formes de réformisme de toute catégorie » (no. 127, n.s. 1). Au lendemain du 18^e congrès du PCI qui se tient fin octobre 1965, *l'Internationale* modifie son titre et devient *Quatrième internationale*. Cf. *infra*.

LUTTE COMMUNISTE

Paris, puis La Plaine-St-Denis, puis Courbevoie, no. 1, août 1962—no. 75, 25 mai 1968→. Mensuel, hebdomadaire, bimensuel. *Organe du Parti communiste révolutionnaire (trotskyste) (section française de la IV^e Internationale)*. Correspondance : Paris, 15 avenue du Général Leclerc (no. 1) ; La Plaine-St-Denis, BP (nos 2–25) ; puis 21 avenue du Président Wilson (nos 26–71) ;

131 L'ancienne numérotation disparaît avec le no. 139, nouvelle série no. 13.

132 Ce numéro spécial est conservé à la BN sous la « vedette » Pierre Frank et à la cote 8° Lb 61 386.

Courbevoie, 63 avenue Victor Hugo (nos 72-75). Paris, impr. B. Elekian, (no. 1), MG (nos 2 à 3), SPI (nos 4-52), Express-impr. (à partir du no. 53) 42 x 29, 42 x 27 (à partir du no. 2), 36 x 27 (no. 67), 45 x 28,5 (no. 75) 14 p. (no. 1), puis 8 p.

- suppl. no. 1, août 1962, multigr., 27 x 21, 8 p. *Appel du Secrétariat international de la IVe Internationale. Pour la révolution socialiste et l'État ouvrier algérien, pour la formation de soviets et de communes populaires algériennes.*
- suppl. no. 2, septembre 1962, multigr., 27 x 21, 14 p. *Italie. Vive le léninisme : document de l'Opposition dans le PC italien [région de Padoue]*
- suppl. no. 3, septembre 1962, multigr., 27 x 21, 8 p. J. Posadas, *Le Coup d'État militaire et la révolution socialiste au Pérou.*
- suppl. no. 4, septembre 1962, multigr., 27 x 21, 30 p. *Cuba [Textes de Posadas et du Parti ouvrier révolutionnaire trotskiste de Cuba].*
- suppl. no. 5, novembre 1962, multigr., 27 x 21, 27 p. *Italie. Retournons à Lénine. Nouvelle opposition dans le parti italien [Motion rédigée par Anna Foa et Carlo Bordini, présentée et approuvée au Cercle Campo Marzio de la Fédération de la JC de Rome le 9 octobre 1962].*
- suppl. no. 6, novembre 1962, multigr., 27 x 21, 37 p. *La situation internationale. Recul de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique à Cuba et renforcement de la révolution mondiale.*
- no. spécial, 1er mai 1964, multigr., 31 x 21, 16 p. *Manifeste du VIIe congrès mondial de la IVe Internationale.*
- suppl. du no. 41, 10 octobre 1965, impr., 27 x 21, 2 p. *Appel aux organisations politiques et syndicales ouvrières, aux militants communistes, socialistes, PSU, prochinois, CGT, CFDT, FO, à toute la classe ouvrière. Non à la candidature Mitterrand.*
- suppl. no. 8, novembre 1965, multigr., 27 x 21, 14 p. J. Posadas, *Le Rôle des militaires anti-impérialistes et révolutionnaires, le rôle des trotskystes ; le programme et les tâches durant et après la guerre atomique.*
- suppl. novembre 1965, multigr., 27 x 21, 16 p. J. Posadas, *La Nécessité du parti révolutionnaire de masse au Brésil et des organisations indépendantes de la classe ouvrière.*
- suppl. no. 9, décembre 1965, multigr., 27 x 21, 17 p. J. Posadas, *La Montée de la lutte de classe au Mexique et le rôle des luttes des étudiants universitaires.*
- suppl. au no. 45, 10 décembre 1965, impr., 27 x 21, 2 p. *Après les élections : renforcer le front unique communiste, socialiste, syndical en expulsant les éléments bourgeois.*
- suppl. no. 11, 25 avril 1966, impr., 42 x 27, 4 p. *Manifeste du 1er mai 1966 du Secrétariat international de la IVe Internationale. Aux ouvriers, aux paysans, à la petite bourgeoisie pauvre, aux étudiants, aux masses de tous les États ouvriers, aux masses, aux cadres et militants révolutionnaires.*

militants des PCI, des PS, des organisations syndicales de tous les pays qui luttent, qui aspirent à lutter pour le progrès de l'Humanité. Aux masses du Vietnam, de Saint-Domingue, à toutes les masses exploitées du monde, la IVe Internationale appelle à lutter pour le front unique mondial, pour le renversement de ce qui reste de capitalisme.

- suppl. no. 12, août 1966, multigr., 27 x 21, 51 p. J. Posadas, *Le Coup d'État militaire en Argentine n'arrête pas la crise sociale du capitalisme ni l'issue révolutionnaire des masses* (28 juin 1966). J. Posadas, *Maintenir l'indépendance de classe et la lutte pour le programme de Huerta Grande et la Falda ; telle est l'issue à la grande crise sociale du capitalisme en Argentine* (4 juillet 1966). J. Posadas, *De la révolution nationaliste à l'État ouvrier* (février 1966).
- suppl. au no. 59, 20 octobre 1966, impr., 27 x 21, [31 p.] *Hommage à L. Trotsky. - Résolution politique du Bureau politique du PCR (trotskyste). La politique du prolétariat face aux élections législatives.*
- suppl. no. 14, décembre 1966, multigr., 27 x 21, 57 p. J. Posadas, *Sur la révolution en France.*
- suppl. no. 15, juin 1967, multigr., 27 x 21, 12 p. J. Posadas, *Lettre au PCR (t). section grecque de la IVe Internationale. La crise sociale du capitalisme, le coup d'État en Grèce et les tâches des trotskistes.*
- suppl. no. 16, juin 1967, multigr., 27 x 21, 14 p. J. Posadas, *Répondre avec la guerre de libération socialiste au Moyen-Orient à la guerre réactionnaire d'Israël dirigée par l'impérialisme américain.*
- no. 67 bis, 20 août 1967, multigr., 27 x 21, 32 p. *Mobilisation des masses. Grève générale. Seuls moyens pour faire échec aux mesures gouvernementales.*
- suppl. no. 20, 1er mai 1968, impr., 36 x 28, 8 p. *Manifeste du 1er mai 1968 du Secrétariat international de la IVe Internationale.*

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.

Gérant : Besson.

pa BN Fol Lc2 6980 : mq nos 1-11, 13-16, 18, 22, 23, 60 ; possède les nos spéciaux : suppl. novembre 1965, suppl. nos 9, 11, 12, suppl. au no. 59, suppl. no. 15, no. 67 bis-na BDIC Fol P288 Rés : coll. inc. ; possède les nos spéciaux : no. spécial 1er mai 1964, suppl. novembre 1965, suppl. nos 9, 11, 12, suppl. au no. 59, suppl. no. 14, no. 67 bis-pa CDI : coll. inc. ; possède nos spéciaux : suppl. nos 1-6, suppl. au no. 41, suppl. au no. 45, suppl. nos 16, 20.

Lutte communiste est publié par un groupe dissident de la IVe Internationale. Défendant la priorité à donner aux luttes dans le Tiers-Monde et l'imminence de la chute du capitalisme, la tendance réunie autour de J. Posadas,

alors dirigeant du Bureau latino-américain de la IVe, rompt dans le courant de 1961 avec l'organisation internationale. Le groupe, qui a joué un certain rôle dans les soulèvements du Guatemala, va accorder un soutien inconditionnel à la Chine et continue de se réclamer de la IVe Internationale, qu'il entend représenter en France par le Parti communiste révolutionnaire (trotskyste). Son organe *Lutte communiste*, qui mène une existence assez isolée par rapport à l'ensemble du mouvement trotskiste, défend sous la signature de Posadas la nécessité d'une guerre atomique préventive déclenchée par les États ouvriers pour détruire le capitalisme. Le PCR (t) n'est pas touché par le décret du 12 juin 1968 et *Lutte communiste* poursuit toujours son existence.

VOIX OUVRIERE

Corbeil, puis Paris, no. 1 [décembre 1962]—no. 22, 7 novembre 1963 ; nouvelle série no. 1, 18 novembre 1963—no. 92, 14 novembre 1967 ; nouvelle série no. 1, 29 novembre 1967—no. 30, 4 juin 1968. Bimensuel, hebdomadaire (à partir du no. 1, n.s., 29 novembre 1967).

Organe de lutte ouvrière, pour une direction révolutionnaire des syndicats et pour la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien : no. 1 [décembre 1962]—no. 22, 4 novembre 1963.

Rédaction : Corbeil, 5 rue du Tir, Maurice Schroedt ; Paris, 29 rue de Château-Landon (à partir du no. 10). La Plaine-St-Denis, SOPIL, puis impr. Parisienne Wilson-Proud'hon (à partir du no. 10). 43 x 29, 4 p.

Pour la construction d'un parti révolutionnaire : no. 1 (nouvelle série), 18 novembre 1963—no. 92 (nouvelle série), 14 novembre 1967. La Plaine-St-Denis, impr. de la Plaine-St-Denis (nos 54-74) ; Paris, impr. Les Marches de France (no. 75), puis impr. « EP » (nos 76-90), Presses rapides (no. 91), Composition Duhén (no. 92). 4 à 8 p.

Organe de l'Union communiste (4e Internationale) : no. 1, nouvelle série, 5e année, 29 novembre 1967—no. 30, nouvelle série, 5e année, 4 juin 1968. Paris, impr. composition Duhén (nos 1-26) ; Lizy-sur-Ourcq, impr. composition R. Bouché (nos 28-29) ; Meaux, impr. Rotoffsett (no. 30).

— no. spécial, 13 mai 1968, multigr., 31 x 21, 2 p. *13 mai 1958 - 13 mai 1968. Le régime gaulliste partira comme il est venu. Les étudiants ont montré la voie.*

— suppl. au no. 25, 15 mai 1968, multigr., 31 x 21, 2 p. *Les Étudiants et la classe ouvrière.*

- suppl. au no. 26, 19 mai 1968, multigr., 27 x 21, 2 p. *La Grève générale est à l'ordre du jour.*
- suppl. au no. 27, 25 mai 1968, multigr., 31 x 21, 2 p. *Les Dirigeants CGT développent le mouvement.*
- suppl. au no. 28, 27 mai 1968, multigr., 27 x 21, 2 p. *C'est la plus grande grève générale qui ait jamais eu lieu en France et nos soi-disant représentants voudraient la vendre pour une bouchée de pain ?*
- suppl. au no. 28, 28 mai 1968, impr., 21 x 13,5, 2 p. *Mais en acceptant le référendum, on va accepter que 25 millions d'électeurs parmi lesquels les hésitants, les pleutres, les irrésolus, les curés, les bourgeois, les flics, les militaires, les juges, les profiteurs de tout poil, vont compter plus que les 10 millions d'ouvriers et paysans qui ont le droit de vote et qui les honnissent.*
- suppl. au no. 28, 28 mai 1968, multigr., 31 x 21, 2 p. *Un Plébiscite, ça se combat.*
- suppl. au no. 28, 30 mai 1968, multigr., 27 x 21, 2 p. *Non à De Gaulle. Vive la grève générale.*
- suppl. au no. 29, 3 juin 1968, multigr., 31 x 21, 2 p. *Il faut continuer la grève.*
- suppl. au no. 30, 4 juin 1968, multigr., 27 x 21, 2 p. *La Grève continue.*
- suppl. au no. 30, 11 juin 1968, multigr., 27 x 21, 2 p. *A bas le gouvernement d'assassins [Gilles Tautin tué à Flins]¹³³.*

Epigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous (no. 6, 11 février 1963--no. 92, n.s.). Puis, Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la construction de la IVe Internationale.

Gérant : M. Schroedt.

pa BN Fol Jo 10736 : mq nos 1-5, 7-9 ; no. 4 n.s. (1963), 19 (1964), 62 (1966), 27 (1968) ; possède les nos spéciaux : no. spécial 13 mai 1968, suppl. aux nos 26, 27, 28 (28 mai), 29, 30--na BDIC Fol P2631 : mq nos 1-22 (1962-1963), nos 6 et 7 (1963), 54 (1966) ; possède les nos spéciaux : suppl. aux nos 25, 28 (27 mai), 28 (28 mai, multigr.), 28 (30 mai), 30 (11 juin)--am IISG : mq nos 1-3, 18 (1963), 18 (1968), 26-28 (1968) ; nos spéciaux : inc.

Voix ouvrière émane de militants qui se réclament de la *Lutte de classes* publiée par Barta de 1942 à 1957 et dont ils ont entrepris en novembre 1960

133. N'ont été recensés ici que les nos conservés à la BN et à la BDIC, à l'exclusion des nos spéciaux publiés localement.

de faire paraître une nouvelle série (cf. *supra*). Cependant la lourde tâche que fait peser sur eux l'édition d'un journal imprimé comme *Voix ouvrière* les conduit en novembre 1963 à suspendre la publication de la *Lutte de classes*. *Voix ouvrière* trouve son origine dans des feuilles d'usines diffusées à partir de 1956 dans quelques entreprises de la région parisienne. Les premières que nous ayons retrouvées s'intitulent *Tribune ouvrière-Paris-Gare de Lyon* (no. 1, mars 1956), *Tribune ouvrière-Citroën* (no. 1, avril 1956) et *Voix ouvrière-département 37, usines Renault* (no. 1, 14 novembre 1956)¹³⁴. A partir de 1957, les nouveaux bulletins adoptent le titre *Voix ouvrière* (Chausson, bureaux et bâtiment C des usines Renault, Thompson, Saviem-Latil). Les deux *Tribune ouvrière* deviennent respectivement *Voix ouvrière-cheminot* (à partir du no. 8, 25 mars 1957) et *Voix ouvrière-Citroën* (à partir du no. 10, 15 mars 1957). Tous les bulletins se présentent à partir de 1958 d'une manière uniforme : multigraphiés, 31 x 21, 2 p., bimensuels, avec une date identique, mais une numérotation propre à l'entreprise où ils sont diffusés. En général ils contiennent sur la première page, un éditorial commun et sur la seconde, un texte consacré aux problèmes particuliers de l'entreprise. L'implantation des bulletins, au début localisée dans la région parisienne, s'étend progressivement à de nombreuses régions et lorsque l'organe central peut enfin paraître sous une forme imprimée, en décembre 1962, il s'appuie sur une quarantaine de bulletins répartis dans la France entière. Le nouveau journal *Voix ouvrière* ne se substitue pas aux feuilles d'usines, qui continuent leur diffusion, mais il en répercute les informations qu'il complète, et développe les analyses. Si *Voix ouvrière* met à l'ordre du jour dans son sous-titre la « construction du parti révolutionnaire prolétarien », elle n'abandonne pas pour autant son « étiquette » syndicaliste. C'est en effet par la lutte syndicale que les bulletins *Voix ouvrière* ont fait leur entrée dans les usines, défendant la démocratie ouvrière, l'unité syndicale et l'internationalisme prolétarien¹³⁵.

Avec la nouvelle série publiée en 1963, *Voix ouvrière* connaît un nouvel essor. Elle étend sa diffusion qu'elle confie aux Nouvelles messageries parisiennes de presse (NMPP), tout en maintenant une vente militante. En même temps, *Voix ouvrière* entend souligner que sa tâche essentielle réside dans la construction d'un parti révolutionnaire de type bolchevik-léniniste. *Voix ouvrière* considère en effet que si « dans aucun pays avancé, la classe ouvrière

134. D'après la collection qui se trouve à la BN. La collection des bulletins est conservée sous la même cote que le journal ; elle s'interrompt de juin 1959 au 1^{er} janvier 1962, où elle reprend d'une manière régulière. Après une nouvelle interruption de juin à décembre 1962, la collection continue jusqu'en août 1964, où elle s'arrête. A l'Institut d'Amsterdam, la collection est complète jusqu'en 1968.

135. Les feuilles d'usine du 13 mars 1962 portent en sous-titre : « Ed. par des syndicalistes de différentes tendances, pour la démocratie ouvrière, l'unité syndicale et l'internationalisme prolétarien ».

n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir », la responsabilité en incombe au stalinisme qui a « annihilé chez les militants la notion d'organisation du prolétariat » (no. 1, n.s., 18 novembre 1963). Les militants de *Voix ouvrière* vont donc faire porter tous leurs efforts sur la construction de l'organisation, jusqu'en novembre 1967, où ils peuvent estimer qu'ils ont réussi à mettre sur pied un véritable parti révolutionnaire, l'Union communiste (IVe Internationale), dont *Voix ouvrière* devient l'organe. Si *Voix ouvrière* se réclame de la IVe Internationale, elle reste cependant indépendante de l'organisation internationale, dont elle estime d'ailleurs qu'elle n'a plus d'existence réelle depuis 1950. Devant la nécessité d'unifier les soixante bulletins d'entreprise publiés sous le même nom en plus de l'organe central, *Voix ouvrière* accélère sa périodicité, qui devient hebdomadaire. La publication prend fin avec le décret du 12 juin 1968 qui prononce la dissolution du groupe *Voix ouvrière*. Le journal sera remplacé par *Lutte ouvrière*.

SOUS LE DRAPEAU DU SOCIALISME

Clamart, no. 1, janvier 1964—no. 44, mai 1968→. Bimestriel.

Revue mensuelle de la Commission africaine de la IVe Internationale : no. 1, janvier 1964—no. 22, octobre 1965.

Correspondance : 10 Cité Lesnier, G. Marquis, Paris, impr. « EP ». 27 x 21, 16 à 24 p.

— suppl. au no. 19/20, août 1965, impr., 27 x 21, 6 p. *La nouvelle phase de la révolution algérienne*.

Organe de la tendance marxiste révolutionnaire de la IVe Internationale : no. 23, 24 novembre 1965—no. 44, mai 1968.

— suppl. au no. 30, impr., 27 x 21, 6 p. *Le Marxisme de notre époque (Thèses par M. Pablo). Documents de la Conférence internationale de la tendance marxiste révolutionnaire de la Quatrième Internationale. Novembre 1965 — Résolution politique sur la situation internationale et les tâches de la tendance marxiste-révolutionnaire internationale — Rapport sur les tâches organisationnelles de la tendance marxiste révolutionnaire*.

— suppl. au no. 44, mai 1968, impr. 21 x 13,5, 39 p. *Plate-forme de la tendance internationale des marxistes-révolutionnaires : le marxisme et notre époque, thèses approuvées par la conférence internationale de mai 1967. Suivi de : Dossier. La crise révolutionnaire en France* [Tracts édités par la tendance marxiste révolutionnaire du 15 au 25 mai 1968].

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Gérant : G. Marquis.

pa BN 4° Jo 17546 : mq suppl. aux nos 30, 44—na BDIC 4° P6897—am IISG:
coll. inc.

A l'origine, *Sous le drapeau du socialisme* est l'organe d'une tendance à l'intérieur de la IVe Internationale. Au VIIe congrès de la IVe Internationale en juin 1963, l'un de ses dirigeants, Michel Pablo, se voit mis en minorité, notamment sur le problème de la Chine, qui traverse selon lui un cycle stalinien. Les militants réunis autour de lui s'organisent alors en tendance et commencent la publication en janvier 1964 de la revue *Sous le drapeau du socialisme*, au nom de la Commission africaine de la IVe Internationale, qui affirme ainsi le rôle privilégié du Tiers-Monde dans le processus révolutionnaire. Cependant la divergence principale est ailleurs et porte sur l'analyse faite par Pablo de la bureaucratie : pour lui, le danger bureaucratique réside dans la conception centraliste de la gestion de l'économie et de l'État, qu'il faut éliminer, en permettant à la classe d'agir en tant que telle. C'est à la classe elle-même organisée que le parti doit céder le pas. Ces thèses sur l'autogestion, dont la mise en œuvre en Algérie de 1962 à 1965 n'est pas étrangère à la présence de M. Pablo, alors conseiller de Ben Bella, se heurtent à l'hostilité de la majorité de l'Internationale et du PCI. La rupture avec le PCI s'effectue en octobre 1965 lors du 18e congrès du parti. La minorité regroupée autour de *Sous le drapeau du socialisme* organise en novembre sa propre conférence internationale. La revue devient alors l'organe de la « tendance marxiste révolutionnaire de la IVe ». Par IVe Internationale, la tendance précise qu'il s'agit pour elle non pas d'une « Internationale de masse organisée », mais d'une « organisation internationale de l'avant-garde marxiste révolutionnaire ». Cette nuance est d'importance, car elle conduit *Sous le drapeau du socialisme* à affirmer que ce n'est pas dans le cadre formel de l'actuelle IVe Internationale que se réalisera le regroupement des « nouvelles forces révolutionnaires issues de la Révolution coloniale et de la déstalinisation. Pour construire le parti de demain, la tendance marxiste révolutionnaire de la IVe entend faire porter son effort principal en direction de la révolution coloniale et de la déstalinisation dans les États ouvriers et les partis communistes » (suppl. au no. 30). La revue n'étant pas atteinte par le décret du 12 juin 1968, elle continue sa publication.

INFORMATIONS OUVRIERES

Paris, no. 1, février 1964—no. 42 (391), juin/juillet 1968→. Mensuel.

Rédaction : 43 rue de Liancourt (nos 1—7), 19 rue Greneta (nos 8—23), puis 39 rue du Faubourg du Temple. Paris, impr. Parisienne (nos 1—4) ; Laval, impr. Moderne (nos 5—31) ; Domont, impr. de Domont (nos 33—38) ; Paris, Busson impr. (à partir du no. 40). 27 x 21 (nos 1—28), 20,5 x 14 (no. 13), 32 x 25 (nos 29—38), 37 x 27,5 (à partir du no. 40), 8 à 10 p. (nos 1—28), 32 p. (no. 13), 16 à 20 p. (à partir du no. 29).

Épigraphe : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (à partir du no. 2).

Gérant : Pierre Lambert.

na BDIC (jusqu'au no. 36) 4° P6679 ; (à partir du no. 37) Fol P2685 -pa BN
4° Jo 19963 : mq nos 4, 32—pa CDI : mq no. 39—am IISG : coll. inc.

Informations ouvrières commence à paraître en 1959 sous la forme d'un bulletin hebdomadaire multigraphié, de format 27 x 21, de 4 à 6 p.¹³⁶. Rédigé par les militants de *la Vérité*, il est destiné à favoriser le regroupement d'une avant-garde plus large que celle qu'ils constituent et à former un réseau de militants et « d'amis » à travers une politique de classe¹³⁷. En février 1964, devant ce qui est considéré comme une « remontée ouvrière », le bulletin élargit sa diffusion : il entreprend une série imprimée — celle retenue ici — qui se présente comme « supplément mensuel » du bulletin hebdomadaire multigraphié et qui se définit comme une « tribune libre de la lutte de classe ». Son but est toujours de réunir une avant-garde qui « sans être convaincue à une première étape de la validité du programme de la IV^e Internationale [accepte] de participer au combat commun pour la réalisation du front unique ouvrier »¹³⁸. Dès son no. 12, de février 1965, *Informations ouvrières* imprimé supprime la mention « supplément mensuel », tout en rappelant à la suite de sa numérotation celle du bulletin multigraphié. Ce dernier devient à son tour le supplément du mensuel, à partir de mai 1968 (no. 386) et a pour rôle d'intervenir lors d'un « événement important ou pour la publication d'un document nécessaire à l'activité militante ». De son côté, le mensuel agrandit son format, augmente le nombre de ses pages et assure, en fait, la continuité du mouvement dans l'intervalle des numéros très espacés de *la Vérité*. N'étant

136. Coll. complète à la BDIC sous la cote 4° P 6679 ; coll. inc. à Amsterdam et au CDI ; mq. à la BN.

137. D'après *les Enseignements de notre histoire*, 104.

138. *Ibid.*, 107.

pas officiellement un organe de l'Organisation communiste internationaliste. *Informations ouvrières* échappe au décret du 12 juin 1968 qui prononce la dissolution de cette organisation.

RUPTURE

Paris, puis Malakoff, no. 1, janvier 1965—no. 6, octobre 1967. Trimestriel. Rédaction : Paris, 21 rue de Saintonge (no. 1), puis BP 227.03 (nos 2-5) ; Malakoff, BP 43 (no. 6). Multigr. (offset) : Paris, impr. spéciale de *Rupture* (nos 1-3) ; Les Pavillons-sous-Bois, les Impressions modernes (nos 4-6). 21 x 27 (oblong), 50 p., ill.

Directeur de publication : Jean-Pierre Lemaire.

Comité de rédaction : Jean-Claude Charbonnel, Monique Charbonnel, Pascal Colard, Jean-Pierre Lemaire.

pa BN 4° Jo 18408.

Revue poétique illustrée, se réclamant du Surréalisme et du *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, rédigé en 1938 par André Breton et Léon Trotski. Pour *Rupture*, citant le *Manifeste*, la « tâche suprême de l'art [...] est de participer consciemment et activement à la préparation de la révolution ». Attachée au *Programme de transition*, *Rupture* considère, avec la *Vérité* dont elle est très proche, que la IVe Internationale engagée sur la voie du révisionnisme est à reconstruire, et elle se joint à *Révoltes* pour la création de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse. Lorsqu'en 1966, les militants de la *Vérité* organisent leur première conférence internationale pour la reconstruction de la IVe, *Rupture* essaie de faire renaître l'ancienne Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (FIARI)¹³⁹. Son appel se heurtera au refus d'André Breton et du Mouvement surréaliste, réuni autour de la revue *la Brèche*.

139. Le *Manifeste* de L. Trotski et A. Breton appelait à la création d'une Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (FIARI). La FIARI édita un bulletin *Clé*, qui eut deux numéros (janvier-février 1939) et dont le comité national comptait Yves Allégret, André Breton, Michel Collinet, Jean Giono, Maurice Heine, Pierre Mabille, Marcel Martinet, André Masson, Henry Poulaille, Gérard Rosenthal, Maurice Wullens (pa BN 4° Jo 833—am HSG).

LE MILITANT

Goussainville, 4e année, no. 18, juillet 1965–no. 20, octobre/novembre 1965.
Lettre syndicale publiée par la minorité Force ouvrière.

Correspondance : Goussainville, Pavillon 6, Cité Bel Air, Camille Pallordet.
Multigr., 27 x 21, 16 p.

pa CDI.

Publié de 1962 à 1967/68¹⁴⁰, *le Militant* est l'œuvre de militants de *la Vérité*, responsables syndicaux (cheminots, postiers...) qui veulent organiser dans la CGT-FO un courant syndicaliste-révolutionnaire. A la base de ce regroupement, un « Préambule » (mai 1962), dont l'essentiel est la lutte contre l'intégration des syndicats à l'État.

QUATRIEME INTERNATIONALE

Paris, no. 1, novembre 1965–no. 30, juin 1968. Mensuel. *Parti communiste internationaliste. Section française de la Quatrième Internationale* [Pas de sous-titre sur le no. 30].

Rédaction : 21 rue d'Aboukir. Paris, impr. « EP ». 40 x 30, 8 à 12 p.

- suppl. au no. 26, février 1968, multigr., 27 x 21, 4 p. [Contient le discours du rédacteur en chef de la *Pravda* sur quelques problèmes de la littérature soviétique et une lettre de Soljenitsyne sur le même sujet.]
- suppl. au no. 29 [mai 1968 : l'exemplaire de la BN porte la mention mss « salle de la Mutualité, jeudi 9 mai »], *Les Étudiants montrent la voie.*
- suppl. au no. 29, 3 juin 1968, multigr., 27 x 21, 4 p. [La situation était révolutionnaire même si le capitalisme n'était pas dans une crise catastrophique. Il a manqué un parti d'avant-garde avec un programme.]
- suppl. au no. 29, 10 juin 1968, multigr., 27 x 21, 6 p. *Premières leçons de la montée révolutionnaire de mai 1968. Déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.*

Epigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Gérant : Pierre Frank.

pa BN Fol Jo 3754 bis–am IISG : mq no. 9–na BDIC Fol P2532.

Succède à *l'Internationale*. Ce nouveau changement de titre intervient à la suite d'un conflit avec la tendance qui publie *Sous le drapeau du socialisme*

140. D'après Pierre Lambert (entretien du 24 janvier 1973).

et qui vient de rompre avec le PCI lors de son 18e congrès. Selon *Quatrième Internationale* (no. 1) l'ancien gérant de la *Vérité des travailleurs*, S. Davy, membre de cette tendance minoritaire, a voulu « s'emparer » du titre du journal¹⁴¹. Devant les pressions dont il s'affirme être l'objet, le PCI préfère abandonner le titre. *Quatrième Internationale* prend fin avec le no. 30 de juin 1968 qui, postérieur au décret d'interdiction du PCI, paraît sans qu'il soit fait mention de celui-ci.

AVANT-GARDE SORBONNE

Paris, no. 1, novembre 1965. Édité par le secteur lettres de l'UEC.

Correspondance : 116 avenue de Villiers. Issy-les-Moulineaux, impr. Ranchal. 32 x 24,5, 12 p.

— Documents JCR.

1. suppl. à l'*Avant-garde Sorbonne*, n.d. [c. avril 1966], impr., 20,5 x 13, [36] p. Ernest Mandel, *Une Stratégie socialiste pour l'Europe occidentale*.
2. suppl. à l'*Avant-garde Sorbonne*, n.d. [c. avril 1966], impr., 20,5 x 13, 34 p. Henri Weber, *Le Mouvement ouvrier et la bureaucratie stalinienne*.

Responsable de la publication : Gérard Verbizier.

na BDIC—pa CDI.

Reprend le titre de l'ancien organe des Jeunesses communistes¹⁴². L'*Avant-garde Sorbonne*, dont ce sera le seul numéro, est réalisée par le bureau — trotskiste et proche du PCI — du secteur lettres de l'Union des étudiants communistes de Paris, qui sera dissout par le Parti communiste un mois plus tard. A noter l'article sur les élections présidentielles du 5 décembre, que complètera en décembre la *Lettre ouverte à Mitterrand*, qui provoquera l'intervention du Parti communiste. Les deux suppléments à l'*Avant-garde Sorbonne* sont publiés en tant que documents JCR, ce qui est une façon pour la Jeunesse communiste révolutionnaire, fondée en avril 1966, de revendiquer l'*Avant-garde Sorbonne* comme son organe, jusqu'à ce que paraisse l'*Avant-garde jeunesse* (cf. *infra*). C'est durant cette période intermédiaire d'avril

141. C'est sous le titre de l'*Internationale* que paraîtra en 1970 l'organe central de la tendance marxiste révolutionnaire, devenue, sur le plan français, l'Alliance marxiste révolutionnaire.

142. En mai 1963, les Jeunesses communistes ont remplacé l'*Avant-garde* par *Nous les garçons et les filles*.

1966 à mai/juin 1966, date du premier numéro de l'*Avant-garde jeunesse*, que sont diffusés les deux documents.

CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

Clamart puis Paris, no. 1, février 1966—no. 56, 8 mai 1968→. Bimensuel.

Bulletin bimensuel : no. 1, 23 février 1966—no. 18, 9 novembre 1966.

Rédaction : Clamart, 10 Cité Lesnier ; Paris, 27 rue du Faubourg Montmartre (à partir du no. 2). Multigr. (offset) : impr. spéciale de *Correspondance internationale*. 27 x 21, 12 à 18 p.

Bulletin bimensuel d'information et de presse sur les mouvements révolutionnaires, ouvriers et socialistes dans le monde : no. 19, 23 novembre 1966—no. 56, 8 mai 1968.

— suppl. au no. 30, avril 1967, multigr. (offset), 27 x 21, 8 p. Che Guevara, *Créer deux, trois, de nombreux Vietnam, voilà le mot d'ordre*.

Directeur : Michel Fiant.

pa BN 4° Jo 19303—na BDIC 4° P7105 : mq nos 1, 21.

Bulletin de presse ouvrier, à circulation restreinte, publié par la tendance marxiste révolutionnaire regroupée autour de *Sous le drapeau du socialisme*.

WORLD OUTLOOK. PERSPECTIVE MONDIALE

Paris, vol. 1, no. 1, 27 septembre 1963—vol. 3, no. 31, octobre 1965. Hebdomadaire. *A labor press service. Un service de presse ouvrier*.

Rédaction : 21 rue d'Aboukir. Multigr. (offset). 27 x 21, 22 p.

Gérant : Pierre Frank.

pa BN 4° Jo 17432.

Édité en anglais par la IVE Internationale.

devient :

PERSPECTIVE MONDIALE. WORLD OUTLOOK

Paris, vol. 1, no. 1, avril 1966. Bimensuel. *Un service de presse ouvrier*.

Rédaction : 21 rue d'Aboukir. Multigr. 27 x 21, 22 p.

Gérant : Pierre Frank.

pa CDI.

Suite en français du précédent bulletin. C'est le seul numéro connu.

AVANT-GARDE-JEUNESSE

Paris, no. 1, mai/juin 1966 no. 14, 27 mai 1968. Mensuel. *Organe* [puis à partir du no. 10/11, février/mars 1968 :] *Journal de la Jeunesse communiste révolutionnaire*

Rédaction : BP 39.16. Multigr. (offset) : Paris, impr. journal *Les Débats* (no. 1), impr. ELE (nos 2 à 10/11) ; Saint-Maur, Offset-Pressé (nos 12-13) ; s.l., impr. spéciale de l'*Avant-garde* (no. 14). 32 x 24, 16 à 31 p., 8 p. (no. 14).

- suppl. à *Avant-garde-jeunesse* no. 1 [mai 1966], multigr., 27 x 21, 4 p. [Dernières informations. La semaine d'action contre la guerre du Vietnam, organisée par la JCR, 16-21 mai 1966].
- suppl. à *Avant-garde-jeunesse* no. 1, 15 octobre 1966, multigr. (offset), 32 x 24, 8 p. [Rencontre internationale de Liège du 15 octobre 1966, organisée par les Jeunes gardes socialistes de Belgique].
- suppl. avril 1967, multigr. (offset), 27 x 21, 32 p. Guy Desolre, *Révolution et contre-révolution en Indonésie. Documents sur la tragédie du peuple indonésien*.
- suppl. n.d. [c mars/avril 1967], multigr., 27 x 21, 4 p. [Sur les élections législatives des 4 et 11 mars 1967].
- suppl. périodiques : cf. *infra*.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Directeur de publication : Gérard Verbizier.

na BDIC 4° P1208 Rés : coll. inc. : possède les 2 suppl. au no. 1, suppl. avril 1967, suppl. c. mars/avril 1967—am IISG : mq nos 12-14 ; possède suppl. au no. 1, 15 octobre 1966—pa CDI : coll. inc.

La Jeunesse communiste révolutionnaire est fondée lors d'une conférence nationale tenue à Paris le 2 avril 1966. Elle est issue de l'opposition révolutionnaire née au sein des Jeunesses communistes et de l'Union des étudiants communistes, en réaction contre la politique du Parti communiste. A l'origine de cette opposition, la crise provoquée par la répression de la révolution hongroise de 1956 et par ce qui est appelé le « social-chauvinisme » du PCF en Algérie. Dans le début des années soixante, l'opposition à l'intérieur de

l'Union des étudiants communistes se structure autour des luttes menées contre l'OAS dans le Front universitaire anti-fasciste (FUA), dont plusieurs des dirigeants, disciples d'Ernest Mandel, sont membres du Comité central et du Bureau politique du PCI. Le Parti communiste, mécontent de l'orientation prise par ses organisations de jeunesse, dissout en 1964 le cercle des Jeunesses communistes des Alpes-maritimes (cf. *infra*, la *Méthode*), puis reprend en main la direction de l'UEC. Les dirigeants de Lyon sont exclus en octobre 1965 et le secteur lettres de Paris qui, lors des élections présidentielles des 5-12 décembre 1965, refuse de soutenir la candidature de François Mitterrand, est dissout. Alors que les exclusions sont ratifiées par le 9^e congrès de l'UEC (31 mars-3 avril 1966), exclus et démissionnaires auxquels se joignent quelques groupes JSU (Jeunesses socialistes unifiées) proclament la JCR, organisationnellement indépendante du PCI, mais qui lui en est très proche. La publication de l'*Avant-garde-jeunesse*, commencée en mai/juin 1966, prendra fin en juin 1968 avec la dissolution par le décret du 12 juin de la JCR. Mais « auparavant » elle aura changé de titre et paru *in extremis* sous la forme de la *Nouvelle avant-garde*. Cf. *infra*.

LA NOUVELLE AVANT-GARDE

S.l., no. 1, [10] juin 1968. Impr. spéciale de la *Nouvelle avant-garde*. 32 x 24, 16 p.

Éditeur responsable : Émile Van Ceulen.

na BDIC 4° P1208 Rés.

Bien qu'elle date officiellement du 10 juin — d'après un article intitulé « Nos tâches » — et ne fasse pas ainsi allusion à la dissolution de la JCR, la *Nouvelle Avant-garde* a été en réalité imprimée après le 12 juin. Pour éviter que ne s'exercent des représailles contre ce nouvel organe, dont c'est le seul numéro paru, l'éditeur responsable est domicilié en Belgique, à Bruxelles, 111 avenue Seghers. En tête de la première page : « Mai 1968 : une répétition générale »¹⁴³.

143. Signalons, parue dans la « clandestinité », une *Avant-garde-jeunesse*, no. 1, 18 juin 1968, s.l., multigr., 27 x 21, 6 p. (na BDIC). Intitulée « la JCR continue », elle appelle à organiser un large mouvement de protestation contre la répression. Si elle considère que face à dix millions de grévistes, les élections sont une « trahison historique », il convient, selon elle, de ne pas les « saboter », mais de s'en servir pour y « développer le programme ».

— LA MÉTHODE

Cannes, puis Nice, no. 25¹⁴⁴, 24 octobre 1964 - no. 98, n.d. [mars 1968].
Rédaction : Cannes, BP 43 ; Nice, BP 57 (à partir du no. 92/94). Multigr.
27 x 21, 8 à 26 p.

— suppl. périodiques : cf. *infra*¹⁴⁵.

Directeur de publication : Jean-Jacques Samary (à partir du no. 68/70).

na BDIC 4° P8163 : coll. inc.

Succède à une série de bulletins publiés par l'organisation cannoise des Jeunesses communistes à partir de 1961. Ce sont ces vingt-quatre bulletins de cercles, dont les titres varient, que *la Méthode* prend en compte pour sa numérotation. Organe officiel des Jeunesses communistes de la région cannoise, *la Méthode* est dès le début un organe d'opposition¹⁴⁶. En effet le congrès des JC des Alpes maritimes du 31 mai 1964 a révélé le conflit entre l'organisation nationale et les cercles cannois, ceux-ci formulant trois critiques principales : dépolitisation de l'organe national *Nous les garçons et les filles*, séparation entre filles et garçons au sein des JC, absence de démocratie. La rupture entre l'organisation nationale et les cercles cannois devient effective en octobre 1964 avec l'exclusion du Parti communiste de Jean-Jacques Samary, représentant des cercles cannois¹⁴⁷, et un peu plus tard, avec la dissolution de l'organisation cannoise. *La Méthode* devient alors un organe indépendant d'opposition communiste de gauche, jusqu'à ce qu'en septembre 1965 avec son no. 54, elle s'oriente vers la construction de la Jeunesse communiste révolutionnaire des Alpes-maritimes. C'est avec le no. 81, non daté, mais postérieur à la fondation de l'organisation nationale de la Jeunesse communiste révolutionnaire le 2 avril 1966, que *la Méthode* devient l'organe de la Fédération sud-est de la JCR pour les Bouches-du-Rhône, le Var et les Alpes-maritimes, et le supplément sud-est de l'*Avant-garde-jeunesse*. Le no. 89/91 du 1er janvier

144. Le no. 25 ajoute en sous-titre : *Pour une conception scientifique du monde*.

145. Les suppl. de *la Méthode*, le *Raton laveur* et l'*Étrincelle* sont classés avec l'ensemble des suppl. de l'*Avant-garde-jeunesse* par ordre chronologique.

146. Parmi les numéros retrouvés, le no. 32 (Noël 1964) signale que le bulletin est édité par les « Cercles Métro-Charonne, André Dalmas (Cannes), Saint-Just (Grasse) de l'Union des Jeunesses communistes de France (Alpes Maritimes) ». Le no. 33, du 20 janvier 1965 précise : « bulletin de liaison de la jeunesse révolutionnaire des Alpes-maritimes ».

147. Cf. le no. 26 spécial non daté [octobre 1964] « réservé aux communistes » et intitulé « Memorandum sur l'affaire de Cannes ».

1967 est le premier numéro publié à Nice : dès octobre 1966, le groupe cannois s'est dispersé, une partie restant dans la région, le reste s'installant à Nice. C'est selon *la Méthode* elle-même (no. 98), un tournant pour le journal qui cesse, à partir de cette date, d'être l'organe d'animation d'un groupe informel pour devenir le journal de l'organisation JCR. D'après les informations qu'il contient, le no. 98 a dû être publié en mars 1968, sans qu'il ait été possible de savoir s'il est bien le dernier numéro de la série.

— L'ÉTINCELLE

Caen, puis Hérouville Saint-Clair, puis Caen, puis s.l., no. 6, 20 mai 1965 ; no. 7, 18 novembre 1965 ; no. 2, 10 février 1966 ; no. 29, 7 février 1968.

Bulletin des étudiants communistes de Caen : no. 6, 20 mai 1965 ; no. 7, 18 novembre 1965.

Correspondance : 45 rue Caponière, Jean-Pierre Chapron. Multigr. 27 x 21, 10 p.

— no. spécial n.d. [fin 1965], multigr., 27 x 21, 19 p. K. Marx, F. Engels, *Adresse à la Ligue des communistes d'Allemagne*.

Hebdomadaire des étudiants communistes de Caen : no. 2, 10 février 1966—no. 8, 24 mars 1966.

Correspondance : Hérouville Saint-Clair, immeuble Gallion, les Portes de la mer, Jean-Pierre Chapron (nos 2—4) ; Caen, BP 28 (nos 5—8).

*Hebdomadaire de la Jeunesse communiste révolutionnaire de Basse-Normandie*¹⁴⁸ : no. 9, 21 avril 1966—no. 26, novembre 1967.

Correspondance : Caen BP 29.30 (nos 9—21) [L'adresse est ensuite supprimée]. 10 à 15 p.

Mensuel de la Jeunesse communiste révolutionnaire de Caen : no. 27/28, janvier 1968—no. 29, 7 février 1968.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous (à partir du no. 24/25).

Gérant : Jean-Pierre Chapron (nos 6—7 ; 2—26) puis C. Signès.

na BDIC 4° P8168 : mq nos 1 et 7 (1966), nos 12, 13, 18, 22, 23.

L'Étincelle paraît d'abord comme organe de l'Union des étudiants communistes de Caen, dont le bureau élu est composé de militants en opposition

8. Variante du sous-titre dans le no. 19 du 21 décembre 1966 : *Hebdomadaire de la Jeunesse communiste révolutionnaire. Région Basse-Normandie*. Le no. 24-25 du 6 juin 1967 paraît sans sous-titre.

avec la direction du Parti communiste. L'UEC de Caen rompt avec le PC au 9e congrès de l'UEC (31 mars--3 avril 1966) et participe à la conférence de fondation de la JCR le 2 avril 1966. *L'Étincelle* devient alors, avec la même numérotation, organe JCR. L'ancien comité de rédaction mentionné dans le no. 4 du 24 février 1966 et composé de J.P. Chapron, B. Le Bris, A.M. Machureaux, P. Petit, A. Rosevègue, se retrouve pour l'essentiel dans la nouvelle *Étincelle*. Les noms de A.M. Machureaux et P. Petit sont remplacés par ceux de H. Gilbert et J. Lanuzel. La composition du comité de rédaction n'est plus mentionnée après le no. 16/17 du 6 août 1966. Le no. spécial a paru entre le no. 7 du 18 novembre 1965 et le no. 1 publié probablement en janvier 1966, qui n'a pas été retrouvé.

CLARTÉ-ROUEN

[Rouen], no. n.ch., n.d. [c. octobre/novembre 1965]. *Revue de l'Union des étudiants communistes de Rouen. Secteur lettres*. Multigr. 27 x 21, 6 p.

na BDIC.

Citant un article du 3 octobre 1965 contenu dans le *New York Times*, *Clarté-Rouen* a dû paraître dans le courant d'octobre/novembre 1965, alors que la crise s'aggrave entre le Parti communiste et ses organisations de jeunesse. Ce numéro, sans doute unique, peut être considéré comme l'œuvre des militants oppositionnels de l'UEC de Rouen qui formeront en avril 1966 les rangs de la JCR. Consacré au Vietnam, le bulletin insiste sur l'aide concrète qu'il faut apporter au Front national de libération.

L'ÉTINCELLE. MEZIERES, CHARLEVILLE, MOHON

S.l., no. n.ch., février 1966. Multigr. 27 x 21, 7 p.

na BDIC (exemplaire photocopié).

L'Étincelle émane d'un groupe de jeunes qui se veut indépendant de toute organisation politique. Elle a pour but de favoriser un rassemblement régional de la jeunesse révolutionnaire au moyen de cercles d'étude et d'action marxistes. Ses militants participent à la fondation de la JCR et entreprennent dès novembre 1966 la publication de *la Cloche* qui, pour la région de Charleville-Mézières et en tant qu'organe JCR, prend la suite de *L'Étincelle*. Cf. *infra*.

LE RATON LAVEUR

Cannes, no. 9, supplément au no. 73 du 9 février 1966 de *la Méthode*—no. 11, 30 mars 1966 [Ce no. 11 constitue en même temps le no. 79 de *la Méthode*]. *Bulletin du cercle Maïakovsky. Lycée Carnot de Cannes. Supplément à la Méthode.*

Correspondance : BP 43, *La Méthode*. Multigr. 27 x 21, 4 p.

na BDIC : mq no. 10.

OCTOBRE

Nanterre, no. n.ch., n.d. [c. février/mars 1966]—no. 2, mars/avril 1967.

Secteur lettres des étudiants communistes. Cercle de Nanterre : no. n.ch. [c. février/mars 1966].

Correspondance : Nanterre, Cité universitaire, B. Conein ; Paris, 116 avenue de Villiers, A. Krivine. Multigr. 27 x 21, 14 p.

Jeunesse communiste révolutionnaire. Journal du secteur Nanterre : no. n.ch., n.d. [décembre 1966 : mention mss]—no. 2, mars/avril 1967.

Correspondance : Paris, *Avant-garde-jeunesse*, BP 39-16. 26 p.

Épigraphe : La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne.

Directeur de publication : Verbizier.

na BDIC 4° P8172 : nos [février/mars 1966], décembre 1966, no. 2.

En tant qu'organe de l'Union des étudiants communistes, *Octobre* de Nanterre a dû être publié en février/mars 1966, durant le procès des dissidents soviétiques Siniavski et Daniel, dont il rend compte, et avant la constitution de la JCR en avril. Le no. de décembre 1966 mentionne un comité de rédaction composé de Patrick Tennenbaum, X.L., Alain Frappart, Raspoutine [*sic*], Bernard Conein.

L'ÉTINCELLE

Rouen, no. n.ch., mai 1966—no. n.ch., mars 1968.

Cercles de Rouen de la Jeunesse communiste révolutionnaire : no. n.ch., mai 1966—no. n.ch., avril/mai 1967.

Correspondance : 78 rue Saint-Maur (no. mai), puis 106 boulevard d'Orléans (nos de novembre-décembre). Multigr. 27 x 21, 4 p.

Cercle de Seine-maritime. Jeunesse communiste révolutionnaire : no. n.ch. février 1968 - no. n.ch., mars 1968. [Aucune adresse mentionnée].
no. spécial, n.d., multigr., 27 x 21, 2 p. *Spécial grève techniciens supérieurs*.

Épigraphe : la jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne.

na BDIC 4° P8170 : 1966, nos mai, novembre, décembre ; 1967, nos janvier, février, mars, avril/mai ; 1968, nos février, mars, no. spécial.

Succède à *l'Étincelle/Action-jeunesse*, publiée jusqu'en mars 1966 par les cercles de Seine-maritime de la Jeunesse socialiste unifiée¹⁴⁹. Avec le ralliement des cercles JSU de Rouen à la JCR, lors de la conférence de fondation du 2 avril 1966, naît *l'Étincelle* qui paraît à la même adresse, comme organe JCR. L'adresse sera ensuite modifiée, comme en témoignent les numéros à partir de novembre. Parmi les dix numéros retrouvés, le no. spécial semble dater des premiers mois de 1968 : il relate la grève des élèves techniciens supérieurs des lycées techniques G. Flaubert, Blaise Pascal et Marcel Sembat de Rouen.

— SPARTAKUS

[Toulouse], no. 2 spécial, n.d. [c. mai/juin 1966]—no. 3, n.d. [février 1967]. *Jeunesse communiste révolutionnaire. Groupe Spartakus. Toulouse* [Le no. 3 :] *Jeunesse communiste révolutionnaire. Mensuel du groupe de Toulouse*.

Correspondance : Paris, B.P. 39-16, *Avant-garde-jeunesse*. Multigr., 27 x 21, 14 et 22 p.

Épigraphe : La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne.

na BDIC 4° P8171.

Spartakus est l'ancien organe du Cercle-Lettres de l'Union des étudiants communistes de Toulouse, dont la mention est encore imprimée sur le no. 2, mais se trouve rayée et remplacée par le sous-titre JCR inscrit au moyen d'un timbre encreur. Le no. 2 non daté, qui paraît après la constitution de la JCR et qui relate le procès et la condamnation en avril 1966 de Siniavski et Daniel, peut se situer aux environs de mai 1966. Le fait aus-

149. La BDIC possède à la même cote les numéros suivants de *l'Étincelle/Action-jeunesse* : 1964, no. n.ch. ; 1965, nos n.ch., mars, juin ; 1966, no. n.ch., mars, (4° P 8170).

si que *Spartakus* indique comme adresse celle de l'*Avant-garde-jeunesse* montre qu'il n'a pu paraître avant le lancement de l'organe national, intervenu en mai/juin. Serait-il possible qu'il soit postérieur à cette date ? Il ne le semble pas si l'on s'appuie sur le caractère d'actualité qu'a pu vouloir donner *Spartakus* au procès Siniavski-Daniel. Mais cela n'est pas certain. Quant au no. 3, qui publie un appel du Comité Vietnam national du 12 janvier 1967 pour la tenue d'assises nationales devant avoir lieu les 18 et 19 mars, il a probablement été diffusé en février 1967.

OCTOBRE

[Lyon], no. 1, n.d. [c. octobre/novembre 1966]-no. 4, n.d. [c. mars 1967]. *Journal des cercles JCR de Lyon. Supplément à l'Avant-garde-jeunesse*.

Correspondance : Paris, BP 39-16, *Avant-garde-jeunesse*. Multigr., 27 x 21, 14 à 20 p.

Épigraphe : En politique, celui qui croit sur parole est un imbécile sans espoir (Lénine).

na BDIC 4° P8153 : mq no. 3.

Les trois numéros retrouvés ne sont pas datés. Le no. 1 est postérieur à un article cité de *l'Humanité-dimanche*, en date du 2 octobre 1966, dans lequel Madeleine Riffaud, de retour de Hanoï, rapporte que Ho Chi-minh a refusé de lui accorder une interview officielle. Le no. 4, qui publie une lettre du 27 février 1967 émanant du Centre régional des œuvres universitaires de l'Académie de Lyon et concernant la mixité dans les résidences, se situe aux alentours probablement de mars 1967.

LA CLOCHE

Charleville, no. 1, novembre 1966—no. 7, juillet 1967. *Charleville, Mézières, Sedan. Supplément à l'Avant-garde-jeunesse*.

Correspondance : BP 277. Multigr., 27 x 21, 2 à 22 p.

na BDIC 4° P8166.

L'ANTIDOTE

Rennes, no. spécial, décembre 1966 ; no. 1, janvier 1968. *Journal du groupe de Rennes de la jeunesse communiste révolutionnaire*.

Correspondance : 30A rue de Saint-Brieuc, Paul Nugues. Multigr., 27 x 21, 26 p.

- no. spécial, décembre 1966, multigr., 27 x 21, 2 p. *Le Peuple vietnamien combat pour sa liberté, pour la nôtre aussi.*

na BDIC 4° P8178.

— LE PIEDESTAL

[Le Mans], no. 1, n.d. [c. 1967 ?]. *Groupe JCR du Mans*. Multigr., 27 x 21, 2 p.

Épigraphe : La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne.

na BDIC.

Le contenu de ce numéro, consacré à l'armée et au départ du contingent, ne permet guère de lui attribuer de date. S'il est vrai cependant qu'un groupe JCR s'est constitué au Mans avant 1968, il est possible de situer le *Piedestal* dans le courant de 1967.

LA DAILLE

Strasbourg, no. 1, janvier 1967—no. 7, n.d. [c. mars 1968].

Jeunesse communiste révolutionnaire — Strasbourg : no. 1, janvier 1967—no. 4, octobre 1967.

Correspondance : BP 348/R 9. Multigr., 27 x 21, 15 à 18 p.

— no. spécial, n.d., multigr., 27 x 21, 26 p. *Art et révolution.*

— no. spécial lycéens, n.d. [c. janvier/février 1968], multigr., 27 x 21, 4 p. [Articles divers].

JCR/Alsace : no. 7, n.d. [c. mars 1968]. 27 p.

— no. spécial étudiants, n.d. [c. mars 1968], multigr., 27 x 21, 2 p. [Articles divers].

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

Au dos de la couverture : La Daille, sorte de faucille servant à couper les mauvaises herbes à la racine.

pa BN 4° Lc 2 7059 : no. 1—4—na BDIC 4° P8165 : no. 7 et Q Pièce 8875 pour les nos spéciaux.

Le no. 7 se situe aux environs de mars 1968 d'après la date d'une réunion qui s'y trouve annoncée. Il n'a pas été possible de dater exactement le no. spécial sur *Art et révolution*. On sait seulement qu'il a paru avant

mars 1968, puisqu'il se trouve mentionné dans le no. 7. Le no. spécial lycéens signale pour le 17-18 février 1968 une manifestation sur le Vietnam, devant regrouper à Berlin toutes les organisations européennes de jeunesse d'avant-garde, dont la JCR. Il a donc pu paraître en janvier/février 1968. Quant au no. spécial étudiants, qui relate la manifestation de Berlin et commente l'accord passé entre le Parti communiste et la FGDS du 26 février 1968, il doit être publié aux environs de mars 1968.

SPARTAKUS

Marseille, no. 3 n.d. [février 1967] -no. 4, n.d. [c. mars/avril 1967]. *Organe de la Fédération des Bouches du Rhône de la Jeunesse communiste révolutionnaire.*

Correspondance : 32 parc Dromel, Freddy Recours. Multigr., 27 x 21, 11 et 22 p.

na BDIC 4° P8167.

D'après le no. 3, la publication de *Spartakus* commence en 1967. Le no. 3, qui annonce une manifestation « Six heures pour le Vietnam » prévue pour le 27 février 1967 à Marseille, a pu être publié au début de février. Le no. 4 est postérieur aux élections législatives des 4 et 11 mars 1967 dont il rend compte brièvement.

QUE FAIRE

[Anthony], no. 1, mars 1967. *Journal du groupe JCR d'Anthony.* Multigr. 27 x 21, 25 p.

na BDIC.

LUTTE

Paris, no. 1, juin 1967—no. 3, décembre 1967/janvier 1968. *Organe du Cercle Jacques Decour de la Jeunesse communiste révolutionnaire.*

Correspondance : BP 39-16, *Avant-garde-jeunesse.* Multigr., 27 x 21, 4 à 14 p.

na BDIC.

- OCTOBRE

Dijon, no. 1, n.d. [c. octobre/novembre 1967]—no. 3, n.d. [c. mars/avril 1968]. *Journal de la Jeunesse communiste révolutionnaire de Dijon*
Correspondance : BP 39-16, *Avant-garde-jeunesse*. Multigr., 27 x 21, 16 et 20 p.

na BDIC 4° P8174 : mq no. 2.

La naissance de la JCR à Dijon est l'aboutissement d'une action menée pendant plusieurs années par des militants du PCI et du PSU, dans le Centre de liaison et de regroupement socialistes (CLRS). Son organe *l'Étincelle*¹⁵⁰, dont il semble que le dernier numéro ait été publié en juin/juillet 1967, précède et prépare *Octobre*, journal de la JCR. Les deux numéros d'*Octobre* qui ont été retrouvés, non datés, portent la mention *Supplément à l'Avant-garde-jeunesse*, respectivement no. 7 et no. 10/11. Le no. 7 de *l'Avant-garde-jeunesse* datant de 1967 et le no. 10/11 de 1968, les deux numéros d'*Octobre* se situent entre 1967 et 1968. Le no. 1 se place probablement en octobre/novembre 1967 puisqu'il parle de la « rentrée difficile » et annonce une semaine d'action anti-impérialiste organisée par le Comité Vietnam national pour la fin novembre—début décembre. Le no. 3 qui relate la grève déclenchée par le Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES) dans l'enseignement secondaire le 26 février et le 4 mars [1968], a dû être publié en mars/avril de la même année.

- L'ÉTINCELLE

Paris, no. 1, novembre 1967—no. n.ch., n.d. [c. mars 1968]. *Cercle 18e de la Jeunesse communiste révolutionnaire*.

Correspondance : BP 39-16, *Avant-garde-jeunesse*. Multigr., 27 x 21, 16 et 20 p.

na BDIC : nos 1, 3, 4 ; no. n.ch., n.d. [c. mars 1968].

Parmi les cinq numéros retrouvés, trois d'entre eux ne portent aucune date : le no. 4, qui annonce la manifestation de Berlin (17-18 février 1968) se situe en janvier-février 1968 et le no. 3, sans doute en janvier. Le dernier

150. *L'Étincelle*, Centre de liaison et de regroupement socialistes (CLRS). Groupe de Dijon, no. n.ch., janvier 1965—no. 41, juin/juillet 1967 (na BDIC : inq nos 23, 28, 33, 34).

numéro non chiffré doit avoir paru en mars, après la manifestation de Berlin, dont il donne un bref compte rendu.

L'ÉTINCELLE

Nice, no. n.ch., n.d. [décembre 1967 ?]. *Jeunesse communiste révolutionnaire. JCR de Nice. Supplément au no. 96 de la Méthode (journal de la JCR de Nice). Supplément au no. 8 de l'Avant-garde-jeunesse, organe national de la JCR.*

Correspondance : BP 57, *La Méthode*. Multigr., 27 x 21, 8 p.

Épigraphe : La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne.

na BDIC

Journal lycéen.

L'ÉTINCELLE

Paris, no. n.ch., décembre 1967—no. 4, mars 1968. *Cercle 13e de la Jeunesse communiste révolutionnaire.*

Correspondance : BP 39-16, *Avant-garde-jeunesse*. Multigr., 27 x 21, 4 p.

Épigraphe : La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne.

na BDIC : no. n.ch., décembre 1967, nos 3—4.

L'ÉTINCELLE

Paris, no. n.ch., décembre 1967—no. 5, mars 1968. *Cercle 20e de la Jeunesse communiste révolutionnaire.*

Correspondance : Paris 55 poste restante, Jean-Pierre Beauvais. Multigr., 27 x 21, 4 p.

Épigraphe : La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne.

na BDIC : nos n.ch. décembre 1967, janvier 1968 ; no. n.ch., n.d. [c. janvier/février 1968], no. 5.

Parmi les quatre numéros retrouvés, un no. non chiffré et non daté annonce pour le 17-18 février 1968 à Berlin une manifestation sur le Vietnam, devant regrouper toutes les organisations européennes de jeunesse d'avant-garde, dont la JCR. Le no. du bulletin a donc pu paraître en janvier/février 1968.

L'ÉTINCELLE

Colombes, no. n.ch., n.d. [c. janvier 1968] no. 5, avril 1968. *Jeunesse communiste révolutionnaire. Cercle Colombes.*

Correspondance : 4 rue Beauséjour, Any Kébadian. Multigr., 27 x 21, 4 p.

Épigraphe : La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne.

na BDIC : no. n.ch., n.d. [c. janvier 1968], nos 4-5.

Le numéro non chiffré et non daté annonce pour le 17-18 février 1968 à Berlin une manifestation sur le Vietnam, devant regrouper toutes les organisations européennes de jeunesse d'avant-garde, dont la JCR. Le no. a donc paru avant cette date, sans doute au début de 1968.

L'APPRENTI ENCHAÎNÉ

Metz, no. 1, n.d. [janvier 1968]. *Jeunesse communiste révolutionnaire. Metz.*

Correspondance : 105 rue aux Arènes, Daniel Banda. Multigr., 27 x 21, 19 p.

na BDIC.

L'Apprenti enchaîné a été présenté comme un organe récent à la conférence nationale de la JCR tenue les 13-15 mars 1968. Daté de janvier, d'après le no. 98 de *la Méthode*, il constitue le seul numéro paru. Destiné aux milieux de techniciens et ouvriers, il contient divers articles : pouvoir disciplinaire des patrons, non-violence, Fidel Castro et le Vietnam, cachot et discipline à l'armée, contraception et avortement.

LE MILITANT

Asnières, puis Rouen, no. 1, 20 janvier 1968—no. 3, avril 1968.

Correspondance : Asnières, 380 avenue d'Argenteuil, J. Pairon (no. 1) ; Rouen, 31 rue d'Estouteville, Hélène Canu (no. 3) [Le no. 2 ne mentionne aucune adresse]. Multigr., 27 x 21, 4 à 8 p.

— no. spécial n.d. [mars 1968], multigr., 27 x 21, 4 p. *Les Leçons de Caen.*

Manchette : Pour l'unité d'action, la victoire des luttes sociales, la démocratie syndicale.

na BDIC

Publié par des militants syndicalistes de la JCR. *Le Militant* se veut un instrument d'information et de recherches « au service des syndicalistes de quelque tendance qu'ils soient, pourvu qu'ils combattent pour le socialisme ». Il lutte pour la démocratie syndicale et la restauration de l'unité syndicale. Un numéro non daté, postérieur à la déclaration du Parti communiste et de la FGDS du 26 février 1968, constitue sans doute le no. 2 manquant. Intitulé « A propos de la déclaration commune PCF-FGDS », *le Militant* estime que cet accord n'apporte rien de constructif par rapport aux revendications de la CGT et de l'ensemble des travailleurs. Le no. spécial non daté est postérieur à la grève de février 1968 à la Savie de Blainville, dont il fait l'analyse.

LA CLOCHE

Reims, no. 8, mars 1968 ; no. 10, mai 1968. *Cercles de Reims de la Jeunesse communiste révolutionnaire*.

Correspondance : Reims, 8 rue de Pouilly ; Charleville-Mézières, BP 277 ; Paris, BP 39-16, *Avant-garde-jeunesse*. Multigr., 27 x 21, 2 à 22 p.

Épigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous (no. 8). La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne (no. 10).

na BDIC 8° P8164.

L'INSURGÉ

[Paris], no. 3 spécial, n.d. [juin 1968]. *Organe du cercle JCR de Charlemagne. Supplément à l'Avant-garde-jeunesse*.

Correspondance : BP 39-16, *Avant-garde-jeunesse*. Multigr., 27 x 21, 6 p.

Épigraphe : Proletaires de tous les pays unissez-vous.

na BDIC 4° P7858.

Grâce à une chronologie des événements de mai qui s'arrête au 8 juin et qui est située à la page 6 de *l'Insurgé*, ce numéro a pu être daté de juin 1968 et a dû paraître entre le 9 et le 12 juin, date à laquelle la JCR est dissoute. Tirant les leçons de la crise de mai, *l'Insurgé* explique que c'est faute d'un parti révolutionnaire que le prolétariat n'a pu profiter d'une situation qualifiée de pré-révolutionnaire. L'avant-garde étudiante assumait en partie le rôle d'un parti révolutionnaire, mais ne put, du fait de son manque d'implantation dans la classe ouvrière, empêcher le reflux. Le rôle

des étudiants, ajoute *l'Insurgé*, n'est pas seulement de « servir le peuple » mais de « s'atteler à la tâche historique de la construction d'un parti révolutionnaire, en regroupant l'avant-garde ouvrière consciente de cette nécessité, afin de l'organiser ». Afin de réaliser ce projet, dont on peut noter la tonalité ultra-léniniste, un appel est lancé pour la création de groupes « avant-garde lycée », chargés de former des militants révolutionnaires.

— AUJOURD'HUI

Paris [no. 1, 29 mai 1968—no. 10, 10 juin 1968]¹⁵¹. *Supplément à l'Avant-garde-jeunesse*.

Correspondance : BP 39-16 et stand JCR cour de la Sorbonne. Multigr., 27 x 21, 2 à 6 p.

na BDIC 4° P1209 Rés : nos 2, 3, 4, 7.

Feuille presque quotidienne, *Aujourd'hui* est destiné à donner au jour le jour le point de vue de la JCR sur les « derniers développements de la situation ».

— SPARTAKUS

[Paris], no. n.ch., n.d. *Journal lycéen*. Multigr., 27 x 21, 30 p.

na BDIC.

Publié au lycée Condorcet à Paris, par des lycéens appartenant à la JCR ou proches d'elle. Son contenu n'a pas permis de la dater.

LUTTE COMMUNISTE. RENAULT

La Plaine-Saint-Denis, no. 4, novembre 1966—no. 5, septembre 1967. *Journal de la cellule Renault du Parti communiste révolutionnaire trotskyste. Section française de la IVe Internationale*.

Correspondance : 21 avenue du Président Wilson, Roc'Hongar. Multigr., 27 x 21, 4 et 6 p.

Épigraphe : Prolétaires de tous les pays unissez-vous.

151. L'indication de ces numéros 1 et 10, non retrouvés, est donnée dans R. Gombin. *Le Projet révolutionnaire*, 67-68.

Publié par la IVe Internationale de Posadas.

BULLETIN DU COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE PLAN FOUCHET

Paris, no. 2, [c. janvier 1967].

Correspondance : 7 avenue Emile Massart, Catherine François. Multigr.,
27 x 21, 20 p.

na BDIC.

Les comités, ouverts à tous les étudiants, sont animés par des militants du Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER), de *Révoltes* et de *la Vérité*. Ils appuient en milieu universitaire l'action du CLER et entendent non pas remplacer l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), mais la « relayer dans les travaux pratiques et les amphis » afin « qu'une véritable mobilisation des étudiants contre le plan Fouchet puisse avoir lieu ». Le numéro non daté est postérieur à une réunion des Comités de lutte de « philosophie, sociologie, Nanterre, espagnol » qui a eu lieu le 20 décembre 1966.

LUTTE DE CLASSE. CLASS STRUGGLE

Paris, no. 1 (nouvelle série), février 1967--no. 13 (nouvelle série), mars 1968. Mensuel. *Organe de l'Union communiste (4e Internationale). Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale. Organ of the Union communiste (4th International). For the rebuilding of the Fourth International.*

Rédaction : 29 rue Château-Landon, *Voix ouvrière*. Multigr., 27 x 21, 25 p.
Responsable de publication : M. Schroedt.

pa BN Fol Jo 4637--am IISG : coll. inc.

La Lutte de classe, publiée à partir de novembre 1960 par l'Union communiste internationaliste, avait été suspendue en novembre 1963 pour permettre aux militants de se consacrer entièrement à la publication du journal imprimé *Voix ouvrière*. L'interruption de *la Lutte de classe* dura quatre ans, jusqu'à ce qu'en 1967 le groupe *Voix ouvrière* décide de refaire paraître *la Lutte de classe* dans une nouvelle série. Si l'Union communiste de 1967 ne compte plus guère dans ses rangs de représentants de l'ancien noyau de 1942, elle

approuve néanmoins l'action passée, dont elle revendique la continuité. La nouvelle *Lutte de classe* qui adopte une présentation bilingue (français-anglais) annonce deux objectifs : offrir un « organe plus élaboré complétant *Voix ouvrière* » et apporter sa « contribution à la tâche de reconstruction de la IVE ». Elle répond ainsi à la critique faite à *Voix ouvrière* de n'avoir qu'une « optique nationale ». Le dernier numéro paraît en mars 1968, avant que le décret du 12 juin ne mette fin à l'activité du groupe *Voix ouvrière*, dont il prononce la dissolution.

LUTTE ÉTUDIANTE

La Plaine-Saint-Denis, no. 1, avril 1967—no. 3, 5 décembre 1967. Mensuel. *Organe de la fraction étudiante du parti communiste révolutionnaire (trotskyste). Section française de la IVE Internationale*...

Correspondance : La Plaine-Saint-Denis, 21 avenue du Président Wilson, Roc'Hongar. Multigr., 31 x 27, 8 p.

pa CDI : mq no. 2.

Journal étudiant du groupe de Posadas.

REVUE MARXISTE EUROPÉENNE

Courbevoie, no. 1, mars 1968. Trimestriel. *Édité par le Bureau européen du Secrétariat international de la IVE Internationale.*

Correspondance : 63 rue Victor Hugo, Roc'Hongar. S.l., Exp. impr. Nord. 26 x 18, 224 p.

Gérant : M.-A. Roc'Hongar.

pa BN 4° 12128—am IISG—na BDIC 4° P7323.

Publiée par la IVE Internationale regroupée autour de Posadas.

152. Le sous-titre du no. 1 porte par erreur : *Organe de la fraction trotskyste du parti communiste révolutionnaire (trotskyste)*...

L'ÉTUDIANT RÉVOLUTIONNAIRE

Paris, no. 1, juin 1968. *Organe de la Fédération des étudiants révolutionnaires.*

Rédaction : 5 rue de Charonne, *Révoltes*. Paris, SID-comité de grève. 36,5 x 27, 8 p.

Gérant : Charles Berg.

pa CDI.

C'est l'unique numéro paru avant le décret de dissolution de la Fédération des étudiants révolutionnaires. La FER a été proclamée lors d'une réunion constitutive tenue à Paris les 27-28 avril 1968, à l'initiative du Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER) et des jeunes regroupés autour du journal *Révoltes*. Elle s'appuie sur le Programme d'action pour la jeunesse, élaboré par la IVe Internationale en 1938. Reprenant l'action défendue par le CLER, elle se présente comme un élément dans la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse et lutte pour le front unique ouvrier, pour la révolution socialiste. *L'Étudiant révolutionnaire* est imprimé par le Comité de grève de la Société industrielle d'impression.

ANNEXE

DER ARBEITER

D'après *la Vérité* no. 53, septembre 1943.

LE BOLCHEVIK

Parti ouvrier internationaliste, Gnome et Rhône. no. 6, 1937. D'après *Guide to papers of Leon Trotsky and related collections in the Harvard College Library* (second version. 1959) T 5128.

BULLETIN DES JEUNES OPPOSITIONNELS DE LA RÉGION DU NORD

No. 1, fin 1932 ou début 1933 am IISG. D'après Robert Hirsch, « Le Mouvement trotskyste en France de 1929-1933 : les idées et les hommes » (Mémoire de maîtrise, histoire, Paris, 1974).

BULLETIN SYNDICAL MENSUEL

Parti ouvrier internationaliste. No. 1, c. janvier 1939.

Directeur : Boitel. Annoncé dans *la Lutte ouvrière*, no. 103, janvier 1939.

LE COMMUNISTE QUAND MEME

Organe de la région de l'Est de la Ligue communiste (opposition) 1932-1933. No. 7, février 1932. am IISG. D'après Hirsch, « Le Mouvement trotskyste ».

LE COMMUNISTE QUAND MEME

Ligue communiste. Chaligny-Neuves-Maisons. No. 1, 1930. D'après *Guide to papers*. T 5094.

COMMUNISTE QUAND MEME

Organe de la région du Nord de la Ligue communiste (opposition). No. 2, octobre 1932—no. 4, janvier 1933. am IISG. D'après Hirsch, « Le Mouvement trotskyste ».

LES CONSEILS PAYSANS

Revue théorique et pratique des questions paysannes. Premier numéro annoncé dans *la Vérité*, no. 249, 11 octobre 1935.

CORRESPONDANCE SOCIALISTE INTERNATIONALE

La brochure de Balazs Nagy, *La Formation du Conseil central ouvrier de Budapest en 1956*, se présente comme un supplément au no. 8 de *Correspondance socialiste*. « Organe pivertiste gagné par les trotskistes », d'après Pierre Lambert (entretien du 24 janvier 1973).

DEMAIN

Mazamet. Cinq numéros de novembre 1943 à février 1944. Multigr., tiré à une centaine d'exemplaires. En liaison avec Bordeaux et Robert Pagès à Toulouse. D'après Daniel Mothé.

L'ÉCHO DE L'IT [Industrielle du Téléphone]

S.I., no. 2, 16 octobre 1944. *Organe syndical des ouvriers et techniciens*. Versailles-Paris, impr. Hémerly. 31 x 21, 2 p.

Gérant : Robert Bourgeois.

am IISG (archives Daniel Guérin).

Est-ce un journal émanant du Parti communiste internationaliste ? Préoccupations syndicales et ayant trait à la gestion de la cantine.

L'EXPLOITÉ DE LA MÉTALLURGIE DE COURBEVOIE

Organe de la cellule du Parti ouvrier internationaliste (4e Internationale).
No. 19 novembre 1937. D'après *la Lutte ouvrière*, no. 61, 27 novembre
1937, qui annonce que deux militants ont été arrêtés en distribuant *l'Exploi-*
é Reproduction en fac-similé du titre et du sous-titre. Nos 5 et 7, 1937.
D'après *Guide to papers*, T 5130.

LA LUTTE DES COMPTEURS

Parti ouvrier internationaliste (cellule d'entreprise). No. 9, 1937. D'après
Guide to papers, T 5126.

LA LUTTE DES COMPTEURS

Parti ouvrier internationaliste (14e rayon). Nos 3, 5, 1938. D'après *Guide*
to papers, T 5138.

LE MILICIEN OUVRIER

D'après le bulletin intérieur du Parti communiste internationaliste, no. 5,
juin 1944, p. 9, consacré aux milices ouvrières. Le numéro annonce que
l'appareil militaire du PCI prépare un bulletin spécialisé dans les questions
militaires, réservé à l'avant-garde.

NOTRE LUTTE

Parti ouvrier internationaliste. 1938. D'après *Guide to papers*, T 5143.

LE PHARE

Bordeaux, cellule PCI de marins. Trois numéros de 1946 à 1947. D'après
Marcel Forni (lettre du 2 décembre 1970).

DIE ROTE FAHNE

Parti ouvrier internationaliste. Strasbourg, 2 rue Vauban, Henri Geyer. Rédigé en allemand. D'après *la Lutte ouvrière*, no. 107, 3 février 1939. No. 1 mai 1938—no. 2, août 1938. D'après *Guide to papers*, T 5139.

LE SOVIET DE CHEZ BLOCH

Cité dans *la Commune*, no. 70, 22 octobre 1937.

LE SOVIET DE CHEZ RENAULT

Cité dans *la Lutte ouvrière*, no. 85, 8 juillet 1938. No. 2, 1938, d'après *Guide to papers*, T 5142.

LE SOVIET DE CITROEN

Édité par les métallos communistes internationalistes (pour la construction de la IVe Internationale). D'après *la Vérité*, no. 1, 1937.

LE SOVIET DES CHAUFFEURS

Cité dans *la Commune*, no. 64, 20 août 1937.

LE SOVIET DES EMPLOYÉS

Cité dans *la Commune*, no. 64, 20 août 1937.

LE SOVIET DES HCRB [Hôtels, Cafés, Restaurants, Bars]

Cité par *la Vérité*, no. 1, 1937.

LE SOVIET DES PTT

Édité par les postiers communistes internationalistes (pour la construction de la IVe Internationale). No. 6, juin 1937, annoncé dans *la Vérité*, no. 1.

Cité aussi, sans indication de numérotation ni de date, dans *la Commune*, no. 64, 20 août 1937.

LE SOVIET DES TAXIS

D'après *la Vérité*, no. 1, 1937.

LE SOVIET DU CENTRAL

Cellule Parti communiste internationaliste du Central télégraphique des PTT. D'après *la Commune*, no. 38, 8 janvier 1937. Le no. 2 est annoncé dans *la Commune*, no. 43, 12 février 1937.

LA TRIBUNE DES PTT

Parti ouvrier internationaliste. No. 1, 1937, 1938. D'après *Guide to papers*, T 5127 et T 5142.

UNITÉ AJISTE

D'après *Regain*, organe du Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ), nouvelle série, no. 1, 19 juin 1952. Selon *Regain* la tendance « Unité ajiste » de la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ) publie un journal *Unité ajiste*. Toujours selon *Regain*, *Unité ajiste* est « aux mains du Mouvement révolutionnaire de la jeunesse (MRJ), élargissement des jeunesses du PCI ».

INDEX ALPHABÉTIQUE DES TITRES

- L'Antidote 171
- L'Apprenti enchainé 176
- Der Arbeiter 185
- Arbeiter und Soldat 97
- Aujourd'hui 178
- Avant-garde-jeunesse 164
- Avant-garde-Sorbonne 162

- Le Bolchevik 185
- La Bretagne rouge 79
- La Brigade 135
- Bulletin de l'opposition syndicale lutte de classes, Citroën-Levallois 114
- Bulletin de la IVe Internationale (1939) 68
- Bulletin de liaison des lecteurs de Révoltes 145
- Bulletin des amis de Front ouvrier militant dans la Fédération des employés et cadres de la CGT 124
- Bulletin des amis du Front ouvrier des cheminots 127
- Bulletin des jeunes oppositionnels de la région du Nord 185
- Bulletin du CLER 147
- Bulletin du Comité de lutte contre le plan Fouchet 179
- Bulletin du Comité pour la IVe Internationale (1940) 68
- Bulletin du Syndicat démocratique Renault 126
- Bulletin mensuel de la IVe Internationale (1941) 80
- Bulletin ouvrier et paysan de l'Ouest 79
- Bulletin syndical mensuel 185
- Bulletin trotskyste 77
- La Butte rouge 139

- Cahiers rouges 142
- La Caserne 61
- Clarté 39
- Clarté-Rouen 168
- Classe contre classe 92
- La Cloche (Charleville) 171
- La Cloche (Reims) 177
- Le Combat des jeunes 48
- La Commune (1935-1938) 53
- La Commune (1957-1958) 148
- La Commune de Paris 54
- La Commune des jeunes 59
- La Commune paysanne 52
- Le Communiste quand même (Chaligny) 186
- Le Communiste quand même (région de l'Est) 185
- Communiste quand même (région du Nord) 186
- Confrontation et action 141
- Les Conseils paysans 186
- Contre le courant 40
- Correspondance internationale 163
- La Correspondance internationale 77
- Correspondance internationaliste 66
- Correspondance socialiste internationale 186
- La Curette 116

- La Daille 172
- Demain 186
- Le Drapeau rouge 118

- L'Écho de l'IT 186
- L'Étincelle (Comités de la IVe, 1939-1940) 70
- L'Étincelle (J.C.R. Caen) 167

L'Étincelle (J.C.R. Colombes) 176
 L'Étincelle (J.C.R. Nice) 175
 L'Étincelle (J.C.R. Paris 18e) 174
 L'Étincelle (J.C.R. Paris 13e) 175
 L'Étincelle (J.C.R. Paris 20e) 175
 L'Étincelle (J.C.R. Rouen) 169
 L'Étincelle (P.C.I. 1947) 126
 L'Étincelle (P.O.I. 1942) 81
 L'Étincelle (P.O.I. 1943) 94
 L'Étincelle. Mézières, Charleville, Mohon 168
 L'Étincelle de l'Est 47
 L'Étudiant révolutionnaire (1942) 84
 L'Étudiant révolutionnaire (1968) 181
 L'Exploité de l'usine 132
 L'Exploité de la Métallurgie de Courbevoie 187
 L'Exploité des Métaux 60
 Front ouvrier (1945-1948) 117
 Front ouvrier (Brest) 96
 Front ouvrier (Lyon 1944) 103
 Front ouvrier (Lyon 1944-1945) 112
 Front ouvrier (Nantes) 99
 Front ouvrier (Pau) 111
 Front ouvrier (Toulouse) 106
 Front ouvrier de Castres 108
 Front ouvrier de l'Albigeois 108
 Front ouvrier des PTT Paris 13e 128
 Front ouvrier du métro 128
 Front rouge 78
 L'Imprimeur-typo 130
 Informations internationales 150
 Informations ouvrières (1942) 83
 Informations ouvrières (1964 →) 159
 L'Insurgé 177
 L'Internationale 151
 Internationalist Correspondence 66
 Le Jeune bolchevik 61
 La Jeune Garde (1942-1943) 90
 La Jeune Garde (1946-1947) 121
 La Jeune révolution (1945) 113
 Jeune révolution (1945-1946) 117
 Jeune révolution (1949-1953) 133
 Lettre du sous-sol 83
 Lutte 173
 Lutte communiste 151
 Lutte communiste. Renault 178

La Lutte de classes (1928-1935) 41
 La Lutte de classes (1942-1957) 88
 La Lutte de classes (1960-1963) 149
 Lutte de classe (1967-1968) 179
 La Lutte des cheminots 102
 La Lutte des cheminots (30 janvier 1944) 103
 La Lutte des Compteurs (cellule d'entreprise) 187
 La Lutte des Compteurs (14e rayon) 187
 Lutte étudiante 180
 La Lutte ouvrière (1936-1939) 57
 La Lutte ouvrière (1943) 92
 La Lutte ouvrière (1945) 115
 La Méthode 166
 Le Milicien ouvrier 187
 Le Militant (1946-1950) 122
 Le Militant (1965) 161
 Le Militant (1968) 176
 Notre lutte 187
 La Nouvelle avant-garde 165
 Octobre (1943-1945) 100
 Octobre (J.C.R. Dijon) 174
 Octobre (J.C.R. Lyon) 171
 Octobre (J.C.R. Nanterre) 169
 Octobre rouge 48
 Ohé Partisans 114
 L'Ouvrier (1940) 69
 L'Ouvrier (1944) 104
 La Parole aux ouvriers 138
 Perspective mondiale. World outlook 163
 Le Phare 187
 Le Piédestal 172
 Le Prolétaire (1938-1939) 63
 Le Prolétaire de l'arsenal de Brest 124
 Le Prolétaire de l'Ouest 115
 Le Prolétaire de Seine-et-Marne 65
 Le Prolétaire internationaliste 103
 Quatrième internationale (1936-1939) 58
 Quatrième internationale (1942 →) 85
 Quatrième internationale (1965-1968) 161

Quatrième internationale. Région ouest
71

Que faire 173

Le Raton laveur 169

Le Réveil des mineurs 105

Révoltes 143, 145

Révoltes. Lettre du CLER 148

Révolution 49

Revue marxiste européenne 180

Die Rote Fahne 188

Rupture 160

La Seule Voie 82

Sous le drapeau du socialisme 157

Soviet (1938) 56

Le Soviet (1943-1944) 93

Le Soviet de Boulogne-Billancourt 109

Le Soviet de chez Amiot 110

Le Soviet de chez Bloch 188

Le Soviet de chez Renault 188

Le Soviet de Citroën (1945) 113

Le Soviet de Citroën (1937) 188

Le Soviet de Citroën (1945) 113

Le Soviet de Gnome et Rhône 110

Le Soviet de l'IT 105

Le Soviet de la Lorraine 109

Le Soviet de la SECM 100

Le Soviet de Morane 113

Le Soviet de Panhard 111

Le Soviet de Puteaux-Suresnes 107

Le Soviet des Chauffeurs 188

Le Soviet des Employés 188

Le Soviet des HCRB 188

Le Soviet des PIT 188

Le Soviet des Pompiers de Paris 101

Le Soviet des Taxis 189

Le Soviet du Central 189

Le Soviet du 15e 109

Le Soviet du 13e 110

Spartakus (Marseille) 173

Spartakus (Paris) 178

Spartakus (Toulouse) 170

Le Syndicat aux ouvriers 129

Le Syndicat aux syndiqués 142

La Tribune des PIT 189

Tribune libre des fonctionnaires 137

Tribune libre du métro-bus 138

L'Unité 102

Unité ajiste 189

Unité d'action (Asnières) 137

Unité d'action (Neuves-Maisons) 137

L'Unité postale 134

Unité syndicale 130

Unité syndicale PTT 133

Unser Wort 106

La Vérité (1929-1936) 44

La Vérité (1937-1939) 62

La Vérité (1940 →) 71

La Vérité (Lochmaria-Plouzané) 132

La Vérité (New York) 78

La Vérité. Ama 132

La Vérité. Caudron 123

La Vérité. Chausson, Genevilliers, As-
nières 129

La Vérité. Métro 135

La Vérité. Renault 131

La Vérité. Snecma 131

La Vérité. Unic 124

La Vérité des travailleurs 140

La Voie de Lénine 66

La Voix des travailleurs (1945-1946)
116

La Voix des travailleurs (1947-1949)
125

La Voix des travailleurs. Arsenal de
Brest 128

La Voix des travailleurs. Renault 125

La Voix des travailleurs de chez Re-
nault 125

Voix ouvrière 154

World outlook. Perspective mondiale
163

Zeitung für Soldat und Arbeiter im
Westen 95

INDEX DES NOMS*

- AIACHF (Maurice) 57
 ALFA, *pseud.* de L. TROTSKI 44
 ALLEGRET (Yves) 160
 ALTHUSSER (Louis) 22, 146
 ALTMAN (Georges) 121 n.
 ARIAT, voir Aimé PATRI
 ARNAUD (A.), voir Pierre NAVILLE
 AUBRÉE (Jean) 83
 AUDOIN (H.), voir Henri MOLINIER
 AUGER, voir Yvan CRAIPEAU

 BALAY (Georges) 55
 BAILLY (Jean) 66
 BALLOSSIER (Roger) 133
 BANDA (Daniel) 176
 BARANGÉ (Charles) 140
 BARATIER (Henri) 149
 BARBUSSE (Henri) 39
 BARDIN (Joannès), voir BOITEL
 BAROZINE (Pierre), voir GOURGET
 BARRAT (Lucien) 112
 BARRAT (Robert) 149
 BARRATINS 55, 55 n.
 BARTA, voir David KORNER
 BARTA (Louise) 69
 BARTOLI (Henri) 22
 BASTIDE (A.) 54, 55 n.
 BEAUFRERE (Marcel) 50, 69, 74, 119
 BEAUVAIS (Jean-Pierre) 175
 BELLAC (Yves) 139
 BELLANGER (Claude) 21 n.
 BEN BELLA (Mohamed) 158
 BENOIT (René) 64, 65

 BERG (Charles) 180
 BERNARD (A. Michel) 149
 BERNARD (Théo), *pseud.* J. TABER,
 THÉO 43, 44
 BERTHIER 40
 BERTHOMÉ (Georges) 123
 BESSON 153
 BESSON (Christian de), *pseud.*
 A. PICON 146
 BIGOT (Marthe) 46
 BILLET (G.) 133
 BINET (René) 64
 BIRGER (Jacques), voir BRUNO
 BLAIVE (Jean) 144
 BLASCO, voir Pietro TRESSO
 BLEIBTREU (Marcel) 73, 76
 BLOCH (Gérard) 76, 142
 BLOCH (Lucienne) 144
 BLOCH (Marc) 28
 BODENEZ (Yves) 80, 97, 123
 BODY (Marcel) 12
 BOIS (Jean) 88, 125
 BOIS (Pierre) 90, 126, 127
 BOITEL (Joannès BARDIN, *dit*) 46,
 58, 185
 BONNEL (Louis) 83, 83 n.
 BORDIGA (Amadeo) 3
 BORDINI (Carlo) 152
 BOTTARI (F.) 142
 BOURGEOIS (Robert) 186
 BOUSCAUT (R.) 100
 BOUSSEL (Pierre), voir Pierre
 LAMBERT

*Étant donné les nombreuses citations dont il fait l'objet, le nom de Trotski n'a pas été retenu dans l'index.

BOUVET (Raymond) 134
 BRASSART (Maurice) 119
 BRAUN (Nicolle), voir Erwin WOLFF
 BRAUSCH (Gabrielle), voir Gabrielle
 VAN HEIJENOORT
 BRFTON (André) 160, 160 n.
 BRIARD (Georges) 40, 41
 BRIGOULEIX (Bernard) 17 n.
 BRISSACK (Jeanne), voir Jeanne
 BRISSAC
 BRISELANCE (Madeleine) 144
 BRISSAC (Jeanne) ou BRISACK 44
 BROUÉ (Pierre), *pseud.* Pierre SCALI
 16 n., 23, 73, 142, 148, 149
 BRUN (Georges) 50, 51
 BRUNO (Jacques BIRGER *dit*) 92
 BUCHHOLZ (Mathieu) 74 n.
 BUFFARD 112

 CALVIS (André) ou CALVEZ 96, 98,
 114, 114 n., 122, 122 n., 132
 CANU (Hélène) 176
 CAPRON (René) 136
 CARDINAL (Annie) 136
 CASANOVA (Laurent) 140
 CASSOU (Jean) 142, 149
 CASTORIADIS (Cornelius), *pseud.*
 Pierre CHAULIEU 8
 CASTRO (Fidel) 176
 CHAPELLE 60
 CHAPRON (Jean-Pierre) 167, 168
 CHARBIT (Ferdinand) 46
 CHARBONNEL (Jean-Claude) 160
 CHARBONNEL (Monique) 160
 CHARPY (Suzanne) 50, 57, 120
 CHATARD (Jean-Claude) 144
 CHAULIEU (Pierre), voir Cornelius
 CASTORIADIS
 CHAUTEUPS (Camille) 56
 CHAUVIN (Jean-René) 83, 100, 100 n.
 CHÉRAMY (Robert), *pseud.* R.
 LANGLADI 73, 142, 149
 CHRISTOPHE (Roger) 43
 CHURCHILL (Winston) 93
 CLAVEL (Maurice) 149
 COLARD (Pascal) 160
 COLLIARD (Lucie) 40
 COLLIN (Joseph) 64
 COLLINET (Michel), *pseud.* SIZOFF
 44, 160 n.
 CONEIN (Bernard) 169

CORNET (Colonel) 102
 COTTÉ (Michel) 135, 136
 COTTON (Marie) 40
 COTY (René) 135
 COULONDRE (Robert) 101
 COUTTE 43
 CRAIPEAU (Maria) 46
 CRAIPEAU (Yvan), *pseud.* AUGER
 15 n., 21, 46, 48, 49, 49 n., 58,
 58 n., 59, 68, 69, 70, 74, 75 n.,
 78, 103 n., 119
 CRUAU (Robert), *pseud.* PLETON
 80, 96, 97, 123

 DALADIER Edouard 52, 108
 DALMAS (Louis), voir MAGNIN
 DANIEL (Jouli) 169, 170, 171
 DARET (André) 100
 DARTHÉ, voir Serge TUAUDEN
 DAVY (S.) 141
 DÉCHEZELLES (Yves) 120, 120 n.,
 121, 149
 DE GAULLE (Charles) 73, 76, 108,
 112, 140, 155
 DEGLISE (Raymond) 55
 DELFOSSE (Léon) 40
 DELLA PERUTA (Franco) 31, 33
 DELSOL (Clément) 40
 DEMAZIERE (Albert) 81, 119
 DERIBOURG 55, 55 n.
 DESNOTS (Jacques) 52, 53, 55, 65
 DESOLRE (Guy) 164
 DESTOUCHES (H.) ou DESDOUCHES
 55
 DEVREYER (Eugène) 55, 84
 DIONNET (René) 40
 DOMMANGET (Maurice) 149
 DONAT, voir Maurice NADEAU
 DOREY (Yves) 146, 148
 DORIOT (Jacques) 52
 DREYFUS (Michel) 2 n., 26
 DULAURANCE (Maurice) 100
 DUMAS (André) 55
 DUMAS (J.) 141
 DUMONT (René), agronomiste 22
 DUMONT (René) 130, 137
 DUVIGNAUD (Jean) 149
 DUYCK 55

 EDWARDS (Dale) 78
 Elic, voir Elic KAMOUN

EMBE (Maurice) 40, 41
ENGELS (Friedrich) 94, 167
ESPÉROU (Claire) 55
ESSEL (André) 119

FEROCI, voir Alfonso LEONETTI
FIANT (Michel) 163
FIGUERES (Léo) 21 n.
FILIATRE (Roland) 68, 74
FLORET (Renée) 144
FOA (Anna) 152
FOIRIER (Roger) 61, 63
FONTANEL (Lucien) 73, 74
FOUCHET (Christian) 146, 179
FOURNIÉ (Philippe) 69
FOURRIER (Marcel) 11, 39, 40, 41, 42
FRACHON (Benoît) 124
FRAISSE (Paul) 22
FRANCK (E.), *pseud.* GRAEF 44
FRANCK (Pierre) 4, 9, 10, 11, 26, 46,
55, 55 n., 63, 67, 68, 76, 77, 86,
141, 151, 151 n., 161, 163, 164
FRANÇOIS (Catherine) 179
FRAPPART (Alain) 169

GARCIA LAVID (Francisco), *pseud.*
Henri LACROIX 44
GARINE (Georges), voir Victor SERGE
GÉRARD (Francis), voir Gérard
ROSENTHAL
GEYER (Henri) 188
GILBERT (H.) 168
GIONO (Jean) 160
GIRAULT (Suzanne) 12
GODECHOT (Jacques) 21 n.
GODET 55
GOMBIN (Richard) 11 n., 178 n.
GOURGET (Pierre BAROZINE, *dit*) 46
GOUTTEFANGEAS (Jean) 131
GRAEF, voir E. FRANCK
GRIOLET (Félix PREISS, *dit*) 43
GUÉRIN (Daniel) 7, 27, 86, 93, 101,
105, 109, 113, 127, 186
GUÉRIN (Marie) 69
GUEVARA (Ernesto « Che ») 163
GUILLARD (M.) 54, 55 n., 63
GUILLAUD (René) 144
GUIRAL (Pierre) 21 n.

HAAN (Tristan) 34
HASFELD (Marcel) 40

HAURIUO (André) 22
HEINE (Maurice) 160
HÉNIN (Jules) 85, 86
HERVÉ (Pierre) 149
HIC (Marcel) 57, 69, 70, 74, 75, 87
HIRSCH (Robert) 185, 186
HITLER (Adolf) 25, 49, 71, 72, 78,
93, 98, 101
HUNINK (Maria) 34
HURLIN (Jean-Luc) 136 n.

IPERT (Henri) 144

JAULIN (G.) 100
JAURES (Jean) 57
JEAN-JACQUES, voir
TCHERNOBELSKI
JEFFREY (Ruth) 78
JOUHAUX (Léon) 112
JUN (André) 40
JULIEN, voir Pietro TRESSO
JULIEN (Charles-André) 22
JULLIA (Maurice) 74
JUMONTIER 55
JUST (Stéphane) 139

KAMENEV (Lev B. ROSENFELD,
dit) 12
KAMOUN (Elie) 44
KANN (Madeleine) 118
KARDELJ (Édouard) 135
KEBADIAN (Any) 176
KERRY (Tom) 142
KHROUCHTCHEV (Nikita) 86
KLEMENT (Rudolf) 54 n.
KORNER (David), *pseud.* BARTA,
A. MATHIEU 69, 89, 89 n., 90,
90 n., 116, 127, 127 n., 155
KRAF 55
KRIVINE (Alain) 169
KURON (Jacek) 86

LABROUSSE (Ernest) 22
LACROIX Henri, voir Francisco
GARCIA LAVID
LAFARGUE (Paul) 148
LAFIEVRE (Henri) 128
LAFOND (André) 55
LAMBERT (Pierre), *pseud.* Pierre
BOUSSEL 9, 11, 71, 74, 76, 77,
82, 134, 139, 139 n., 141, 142,

- 149, 150, 159, 161 n., 186
 L'ANGLADE (R.), voir Robert
 CHERAMY
 L'ANGLADE (Xavier) 169
 L'ANGLOIS (Henri) 55
 LANUZZI (J.) 168
 LARNICOL (Jean-Claude) 144
 LARNICOL (Liliane) 144
 LASSI RRI. (Georges) 22
 L'ATTE DE TASSIGNY (Maréchal de)
 114
 LAURAT (Lucien) (Otto MASCHI *dit*).
pseud. PRIMUS, STUMBERG 44
 LAURÉ (Georges) 149
 LAURENT (E.), voir Pierre NAVILLE
 LAURENT (Marc), voir Henri
 MOLINIER
 LAURENT (René) 118 n.
 LAVAL (Pierre) 5
 LE BRIS (B.) 168
 LECOEUR (Auguste) 149
 LE DEM (Alain) 80
 LEFEBVRE (Henri) 22
 LEFEUVRE (René) 26
 LEFORT (Claude) 8, 117
 LEJEUNE (Émile) 134
 LEMAIRE (Jean-Pierre) 160
 LEMIRE (Albert) 40
 LÉNINE (Vladimir I. OULIANOV *dit*)
 2, 3, 49, 84, 86, 91 n., 94, 101,
 104, 110, 126, 152, 171
 LÉON (Abraham) 87
 LEONETTI (Alfonso), *pseud.* FEROCI,
 SOUZO 44
 LE PAPE (Paul), *pseud.* Daniel LEVINE
 44, 48
 LEQUENNE (Michel) 73, 76
 LE TONTURIER (Louis-Paul) 149
 LEVARAT (E.) 101 n.
 LEVINE (Daniel), voir Paul LE PAPE
 LIEBKNECHT (Karl) 94, 97, 121, 134
 LIMBOUR (Andrée) 43
 LORET 57
 LORIOT (Fernand) 40, 41 n.
 LUCOT 55
 LUXEMBURG (Rosa) 94

 MABILLE (Pierre) 160
 MACHUREAUX (A.M.) 168
 MADERE (Victor) 117
 MAGNIN (Louis DALMAS *dit*) 119

 MAILLOT 55
 MAITAN (Livio) 10, 77
 MAITRON (Jean) 33
 MALCLES (Louis-Noëlle) 14 n.
 MANDEL (Ernest) 10, 77, 87, 162, 165
 MANDET (J.) 65
 MANOU (M.), voir Maurice NADEAU
 MARCHAND (Roger) 136
 MARCOUX (Nicolas SPOULBER *dit*) 75
 MARÉCHAL (A.) 141
 MARGNE (Charles) 71, 133, 134
 MARIE (André) 140
 MARQUIS (Gilbert) 157, 158
 MARTIN (Jean) 44 n.
 MARTIN DESPALLIERES (Jeanne) 46,
 54, 54 n., 55, 63 n.
 MARTINET (Marcel) 160
 MARTY (André) 27
 MARX (Karl) 94, 167
 MARX (Magdeleine) 40
 MARZET (Lucien) 46
 MASSON (André) 160
 MATHIEU (Gilbert) 21
 MAYET (E.) 100
 MECHE, voir Jean MEICHLER
 MEICHLER (Jean) 42, 47, 47 n., 54, 55
 MENANT (Sarah) 46
 MESTRE (Michèle) 141, 141 n.
 MEUNIER (Fernand) 43
 MEURIS (Jean) 55
 MICHOTTE (Jacqueline) 143, 144
 MILLO (MILLOVITCH *dit*) 55
 MITTERRAND (François) 152, 162,
 165
 MODZELEWSKI (Karol) 86
 MOLINIER (Henri), *pseud.* H. AUDOIN,
 Marc LAURENT 46, 55, 63
 MOLINIER (Raymond) 4, 46, 54, 55,
 63, 63 n., 67, 68
 MONAT (Martin), voir Paul WIDELIN
 MONATTE (Pierre) 4, 11
 MORGAT (André GAILLEDROT *dit*)
 63
 MORIN (Edgar) 149
 MOSES 40
 MOTHÉ (Daniel) 186
 MOUGEOT (Auguste) 46
 MUSSOLINI (Benito) 97

 NADEAU (Maurice), *pseud.* DONAT,
 M. MANOU 44

NAGY (Balázs) 186
NAVILLE (Pierre), *pseud.* A. ARNAUD,
E. LAURENT, P. VILAIN 4, 12,
39 n., 40, 41, 42, 43, 44, 44 n., 46,
47, 57, 58, 59

NICASSIO 87
NIVELLE (Pierre) 64
NUGUES (Paul) 171

PABLO (Michel) 9 n., 10, 11, 86, 87,
99, 151, 157, 158

PAGES (Robert) 186
PAGET (Georges) 47
PAILLET (Marc) 119
PAIRON (J.) 176
PALLORDET (Camille) 161
PAOLI (Sauveur), *pseud.* POLY 55
PARISOT (Paul) 50, 119
PATRI (Aimé), *pseud.* ARIAT 44
PAZ Magdeleine, voir MARX Magde-
leine
PAZ (Maurice) 4, 12, 40, 41
PENNETIER (Marcel) 112 n., 118, 124,
127, 130

PERIER (Marcel) 50
PERROY (Édouard) 22
PESCH (Edgar) 57
PÉTAÏN (Philippe) 78, 108
PETIT (P.) 168
PICON (A.), voir Christian de BESSON
PIERRE-VIENOT (Andrée) 149
PISKOR (Alain), *pseud.* RASPOUTINE
169

PIVERT (Marceau) 5, 6, 27, 149
PORCHERON (Claire) 147
PLETON, voir Robert CRUAU
POLY, voir Sauveur PAOLI
POSADAS 10, 11, 152, 153, 154
POULAILLE (Henry) 160
PRADALES (Louis) 83
PRAGER (Rodolphe) 34, 67, 67 n.,
81 n., 83 n., 96 n., 98 n., 99 n.,
114 n., 115 n.

PREISS (Félix), voir GRIOLET
PRIMUS, voir Lucien LAURAT
PRIVAS (Jacques) 82, 102 n.

RACINE (Nicole) 39 n.
RAKOVSKI (Christian G.) 44
RAMADIER (Paul) 120
RAMBOZ (Jacques) 88, 89, 116

RAUX (Henri) 25 n.
RENARD (Daniel) 74, 76, 121, 131,
136, 142
REY (H.) 46
REYNAUD (Paul) 56
RASPOUTINE, voir Alain PISKOR
RECOURS (Freddy) 173
RIBES (Jean) 143, 144, 144 n., 149
RIGAL (Maurice) 43, 69
RIFFAUD (Madeleine) 171
RISACHER (Jean) 34
ROBIN 55
ROCHER (Roger) 144
ROC'HONGAR (Anne-Marie) 178, 180
ROOSEVELT (Franklin) 93
ROSENTHAL (Gérard), *pseud.* Francis
GÉRARD 4, 43, 46, 121 n., 160 n.
ROSEVEGUE (A.) 168
ROSMER (Alfred GRIOT *dit*) 4, 11, 46,
46 n.
ROSPARS (Fréd.) 122
ROUS (Jean) 47, 51, 58, 120 n., 121 n.,
149
ROUSSEAU (Marcel) 119
ROUSSEL (Jacques) 127 n.
ROUSSET (David) 8, 43, 51, 69, 121 n.
ROY (Marcel) 40, 41
RUHLE (Otto) 73 n.

SAMARY (Jean-Jacques) 166
SANI (Adrien) 119
SARTRE (Jean-Paul) 121 n.
SCALI (Pierre), voir Pierre BROUÉ
SCHEUER (Georges) 27
SCHROEDT (Maurice) 154, 155, 179
SCHUMAN (Maurice) 120
SCHWARTZ (Laurent) 22, 119, 149
SEDE (Gérard de) 117
SEDES (Maryse) 144
SEDES (Maurice) 143, 144, 145, 146
SEDOV (Léon) 54 n., 63 n.
SERGE (Victor L. KIBALTCHICH *dit*)
pseud. Georges GARINÉ, SIZOFF
44

SERVAIS (Jean) 57
SERVIN (Marcel) 140
SIEVA, voir Vsevolod VOLKOV
SIGNES (C.) 167
SIMON (D.) 117
SINIYAVSKI (Andrie) 169, 170, 171

SIZOU I., voir Victor SERGE et Michel
COLLIER

SOBOLEVICIUS, *pseud.* Roman WELL
44

SOLJENITSYNE (Alexandre) 161

SOUVARINE (Boris LIFCHITZ *dit*)
4, 12

SOUZIN (Henri) 83

SOUZO, voir Alfonso LEONETTI

STALINE (Joseph V. Djougachvili *dit*)
3, 5, 6, 12, 57, 86, 93

STEVE (Maurice AUBEL *dit*) 69

STRATIEVSKY 50

STUMBERG, voir Lucien LAURAT

TABER (J.), voir Théo BERNARD

TAUTIN (Gilles) 155

TCHERNOBELSKY, *pseud.* JEAN-
JACQUES 44, 48

TENNENBAUM (Patrick) 169

TERROU (Fernand) 21 n.

THALMANN (Klara) 98

THALMANN (Pavel) 98, 99

Théo, voir Théo BERNARD

THOMAS (Edith) 149

THOREZ (Maurice) 56, 107

THOVERON (Gabrièle) 143, 144

TRLINT (Albert) 4, 12

TRESSO (Pietro), *pseud.* BLASCO,
JULIEN 43, 44

TRI-VIEN (Gérard) 80

TROCELLO (Pierre) 54

TUAUDEN (Serge), *pseud.* DARTHE
99, 115

TUTELLE (Jean) 50

VALLIERE (Marcel) 117

VAN CEULEN (Émile) 165

VAN, voir Jan VAN HEIJENOORT

VAN BEVER (Georges) 138

VAN HEIJENOORT (Gabrielle) 54, 59,
60

VAN HEIJENOORT (Jan), *pseud.* VAN
46, 55, 55 n., 78

VENET (Roger) 148

VERBIZIER (Gérard) 162, 164, 169

VERDIER (Robert) 149

VIREKIN (Georges) 67

VIRTEX 50

VICTOR, voir Paul WIDELIN

VILY (P.) 47

VILAIN (P.), voir Pierre NAVILLE
VITSORIS (George) 87

VOLKOV (Vsevolod), *diminutif* SIEVA,
petit fils de TROTSKI 63

WALLON (S.) 1, 48

WEBER (Henri) 162

WEITZ (Lucien) 69

WELL (Roman), voir SOBOLEVICIUS

WIDELIN (Martin MONAT *dit* Paul),
pseud. VICTOR 87, 98, 99

WOLFF (Erwin), *pseud.* Nicolle BRAUN
18, 18 n., 55 n.

WULLENS (Maurice) 160

X.L., voir Xavier LANGLADE

ZELLER (Fred) 50, 51

ZINOVIEV (Gregori E. RADOMYSKI
dit) 12

LA PRESSE TROTSKISTE EN FRANCE de 1926 à 1968

PAR JACQUELINE PLUET-DESPATIN

Depuis 1968, les travaux sur le trotskisme - l'oublié des historiens - se sont multipliés. Or plus encore que les partis ouvriers traditionnels ou les syndicats, le trotskisme pose aux chercheurs de difficiles problèmes de sources. Du fait de leur faiblesse numérique, de leurs fréquentes scissions, de leur semi-clandestinité, les groupes trotskistes n'ont eu ni l'occasion, ni le goût de constituer des archives. Si bien que jusqu'à ces dernières années, pour qui entreprenait d'étudier le trotskisme, il n'existait guère de possibilité d'accès à des archives éparses et incomplètes et chacun devait un peu au hasard constituer sa propre documentation.

Visant à faciliter la recherche, le présent ouvrage établit un premier inventaire de la presse périodique. Commencant en 1926 avec le ralliement de la revue *Clarté* à l'opposition de gauche dirigée par Trotski, la bibliographie se termine le 12 juin 1968 avec le décret qui prononce l'interdiction de plusieurs groupes trotskistes et entraîne la disparition de leurs publications. De *la Vérité* aux multiples *Étincelles*, c'est un passé militant de près d'un demi-siècle qui, à travers 127 titres, surgit avec une surprenante vitalité.